

N° 1

# CONSEIL MUNICIPAL DE LILLE

Réunion du 30 Janvier 1959

## COMPTE RENDU ANALYTIQUE

La séance est ouverte à 18 h. 30, sous la présidence de M. Augustin LAURENT, Maire.

M. COLICHE, désigné comme secrétaire de séance, procède à l'appel nominal :

*Présents* : MM. ASTIÉ, BERTRAND, BROUX, CAMELOT, COLICHE, COQUART, COURMONT, DANIEL, DE BECKER, DECOTTIGNIES, DEFAUX, M<sup>me</sup> DEFLINE, MM. DOYENNETTE, GHYS, HAMY, HÉNAUX, LANDRÉA, LANDRIE, LAURENT, M<sup>me</sup> LEMPEREUR, MM. LOURDEL, LUSSIEZ, MANGUINE, M<sup>lle</sup> MARTINACHE (à partir de 20 h. 45 - Rapport n° 59/3031), MM. MINNE, MOITHY, PIAT, ROMBAUT, ROUSSEAUX, SIMONOT, M<sup>me</sup> TYTGAT, MM. VAN KEMMEL, VAN WOLPUT, WALKER.

*Excusés ayant donné pouvoir* : M<sup>me</sup> CORDONNIER Marguerite, MM. DUTERNE, RAMETTE.

M. LE MAIRE. — Mes chers collègues, je suis saisi de deux questions présentées, l'une par MM. De Becker et Landrie visant les licenciements de l'usine de Fives-Lille, l'autre par M. Ramette sur le problème de la rénovation du quartier Saint-Sauveur, enfin d'un vœu de M. Simonot relatif à la Sécurité Sociale.

Je propose que ces questions et ce vœu soient examinés après épuisement de l'ordre du jour.

## ORDRE DU JOUR

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL.

59/ 1. — *Compte rendu analytique de la réunion du Conseil Municipal du 30 octobre 1958.*

*(Ce document figure en tête des rapports de cette séance).*

Ce procès-verbal est adopté sans observation.



59 / 2. — Fourniture de journaux, revues, périodiques et livres de bibliothèque pour les divers services municipaux pendant l'exercice 1959. Proposition de marchés de gré à gré.

59 / 3. — Abonnements de journaux, revues, périodiques et publications diverses à souscrire pour les divers services municipaux. Exercice 1959.

Ces rapports sont adoptés.

59 / 4. — Service médical du personnel. Modification des attributions et rajustement de l'indemnité du médecin.

Rapport retiré de l'ordre du jour.

59 / 5. — Société civile. Dissolution. Cession des biens à la Ville.

59 / 6. — C.H.R. Aliénation, 47, rue Basse.

Ces rapports sont adoptés.

59 / 7. — C.H.R. Aliénation, 5, 5 bis, rue Ernest Deconynck.

M. MINNE. — Les fonds provenant de l'aliénation d'un certain nombre d'immeubles faisant l'objet de plusieurs rapports sont affectés, d'une part à la construction d'un pavillon de gériatrie et d'autre part à un ensemble de bâtiments destinés à remplacer l'Hospice Général actuel.

Pensez-vous, Monsieur le Maire, que ces réalisations s'effectueront dans un proche avenir ?

M. LE MAIRE. — Les membres du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier Régional ont exprimé unanimement leur désir de voir aboutir la réalisation de ces projets dans les délais les meilleurs.

Il ne m'est pas possible, à l'heure actuelle, de vous situer dans le temps, d'une manière précise, la date de ces réalisations.

Ce rapport est adopté.

59 / 8. — C.H.R. Aliénation, 39 bis, 39 ter, rue Meurein.

59 / 9. — C.H.R. Aliénation à Wattignies.

59 / 10. — C.H.R. Aliénation à Saint-André, rue Victor Hugo.

59 / 11. — C.H.R. Échange de terrains à Lille et à Loos.

59 / 12. — Foire-attractions Automne 1958. Occupation de l'Esplanade.

59 / 13. — Gymnase, 7, place Sébastopol. Majoration du loyer.

59 / 14. — Immeuble, 97, boulevard de la Liberté. Règlement du loyer.



- 59 / 15. — Institut Denis Diderot. Concession de logement. Résiliation.
- 59 / 16. — Terrain rue Armand Carrel. Résiliation du bail.
- 59 / 17. — Occupation d'immeubles communaux. Homologation.
- 59 / 18. — Abattoirs. Location de locaux.
- 59 / 19. — Immeuble, 61, boulevard Louis XIV. Renouvellement du bail.
- 59 / 20. — Location d'un terrain de la S.N.C.F. rue de la Chaude Rivière.
- 59 / 21. — Clôture, 1, 3 et 5, rue Louis Niquet, Affichage.
- 59 / 22. — Palais Rameau. Occupation par l'E.D.F.
- 59 / 23. — Accidents matériels. Admission en recette.
- 59 / 24. — Accidents corporels. Admission en recette.
- 59 / 25. — Accidents d'automobiles. Admission en recette.
- 59 / 26. — Sinistre rue des Poissonceaux, 12, cour des Trépassés. Admission en recette.
- 59 / 27. — Sinistre, 257, rue de Paris. Admission en recette.
- 59 / 28. — Immeubles menaçant ruine. Honoraires de M Corbeau. Règlement.
- 59 / 29. — Honoraires de M. Desmalades, métreur. Règlement.
- 59 / 30. — Honoraires de M<sup>e</sup> Boulanger. Règlement.
- 59 / 31. — Honoraires de M<sup>e</sup> Lévy. Règlement.
- 59 / 32. — Honoraires de M. Chrétien. Règlement.
- 59 / 33. — Honoraires de M. Drago. Règlement.
- 59 / 34. — Instance contre Limoisin. Honoraires de M<sup>e</sup> Payen. Règlement.
- 59 / 35. — Instance contre Parein. Autorisation d'ester.
- 59 / 36. — Instance contre Cardon. Autorisation d'ester.
- 59 / 37. — Instance contre S.a.r.l. « Exotic ». Autorisation d'ester.
- 59 / 38. — Pourvoi de M. Werquin devant le Conseil d'État. Autorisation d'ester.
- 59 / 39. — Autorisation d'ester contre M<sup>me</sup> Vve Salomé.



- 59 / 40. — Transferts de prêts concernant des logements de la Société H.E.N.
- 59 / 41. — Transfert du prêt de M. Louis Pruvost à M. Robert Pollet. Groupe du Buisson.
- 59 / 42. — Prêt à la construction. Transfert de prêt de M. Cuingnet à M<sup>me</sup> Cuingnet.
- 59 / 43. — Transfert du prêt de M. Paul Liagre à M. Géry Wallayes. Square du Portugal.
- 59 / 44. — Transfert du prêt de M. Marcel Berthe à M. Christian Bienvenu. Avenue Émile Zola, square de l'Ermitage.
- 59 / 45. — Transfert du prêt de M. Jean Payet à M. André Coliche. Square du Portugal.
- 59 / 46. — Aide à la construction aux Agents Municipaux allocataires. Prêt à M. René Dubrulle.
- 59 / 47. — Prêts complémentaires pour constructions individuelles.
- 59 / 48. — Prêt à la construction en faveur de M. Robert Lanoote. Mainlevée d'inscription hypothécaire.
- 59 / 49. — Remboursement du prêt à la construction en faveur de M. Raymond Hocquez.
- 59 / 50. — Remboursement du prêt à la construction en faveur de M. Albert Leclercq.
- 59 / 51. — Lycée Fénelon. Internat. Fournitures diverses. Marchés.
- 59 / 52. — Accident de scooter Blommaers. Recouvrement partiel des frais.
- 59 / 53. — Armée du Salut. Hébergement des indigents de passage. Majoration de l'indemnité journalière.
- 59 / 54. — Société T.R.U. et ses filiales. Remboursement d'une partie de l'impôt des patentes pour les exercices 1957 et 1958.

Ces rapports sont adoptés.

- 59 / 55. — Rénovation et aménagement du quartier Saint Sauveur. Constitution d'une Commission.

Ce rapport est adopté.

La discussion intervenue à propos de ce rapport figure sous le n° 59 / 6.031.

- 59 / 56. — Annonce d'une mesure de licenciement dans une usine métallurgique. Vœu.



59 / 57. — Vœu présenté par le groupe Communiste demandant l'abrogation de l'Ordonnance concernant la Sécurité Sociale et le rétablissement du régime antérieur des allocations familiales.

Ces rapports sont adoptés.

Les discussions relatives aux vœux portant les numéros 59 /56 et 59 /57 figurent à la fin du compte rendu analytique sous la rubrique « Vœux » (page 33).

#### PREMIÈRE DIVISION.

59 / 1.001. — Déplacement des limites cantonales.

Ce rapport est adopté.

59 / 1.002. — Dérogation au repos hebdomadaire du dimanche.

M. LE MAIRE. — Il s'agit d'un problème très fréquemment soulevé par des commerçants lillois qui s'estiment lésés du fait que, dans le passé, bon nombre de dérogations ont été accordées au profit de certains commerçants installés dans quelques artères de notre ville, et notamment de la rue Léon Gambetta.

Personnellement, j'ai reçu des pétitions tendant à obtenir un élargissement de ces dérogations pour des rues avoisinantes.

M. le Préfet du Nord et l'Inspection du Travail demandent, à leur tour, l'avis du Conseil Municipal sur de nouvelles demandes qui leur ont été adressées.

J'ai exprimé, par écrit, mon opinion à ce sujet. Voici les termes de la lettre que j'ai faite en réponse à une demande analogue présentée par les commerçants de la rue de Béthune.

« C'est avec beaucoup d'intérêt que je me suis penché sur la requête présentée par  
« les commerçants de la rue de Béthune qui souhaitent obtenir l'autorisation d'ouvrir  
« leur magasin le dimanche en dérogation aux dispositions du Code du Travail sur le  
« repos hebdomadaire et des jours fériés.

« Depuis de nombreuses années les syndicats ouvriers, lorsqu'ils sont consultés  
« en vertu de l'article 35 du Livre II du Code du Travail, donnent systématiquement  
« un avis défavorable à toute dérogation au principe du repos du dimanche. Cependant,  
« un certain nombre de dérogations accordées généralement depuis trente ou quarante  
« ans subsistent et force est de constater que cela crée une situation inéquitable entre  
« les commerçants de notre ville.

« Il y a quelque temps M. l'Inspecteur du Travail a proposé à M. le Préfet du  
« Nord de rapporter toutes les dérogations existantes et d'inviter ensuite les commer-  
« çants intéressés à formuler de nouvelles demandes. Selon la direction départementale  
« de la main-d'œuvre, le seul motif d'ordre général qui pourrait être invoqué serait  
« le voisinage d'un marché fonctionnant le dimanche. Des zones ont été déterminées,  
« mais il faut bien reconnaître que le critère de détermination des zones et le classement  
« des rues dans ces zones sont à tout le moins aléatoires.

« M. le Préfet du Nord, se référant aux termes de l'article 35 du Code du Travail,  
« a demandé l'avis du Conseil Municipal. L'affaire sera donc soumise à une prochaine  
« réunion de notre Assemblée Communale, mais auparavant je crois utile de faire  
« connaître aux parties en cause, ainsi qu'aux autorités intéressées à ce problème,



« mon point de vue personnel, considérant la question du point de vue de la prospérité  
« du commerce local et de ses répercussions sur les ressources fiscales de la Ville, le Maire  
« ne peut que souhaiter voir appliquer à l'ensemble des commerçants le privilège accordé  
« aux commerçants de certaines rues d'ouvrir leur magasin le dimanche, et il comprend  
« les protestations qui peuvent naître de l'état de choses actuel. Mais par ailleurs,  
« le Maire est tout naturellement pour le respect de la législation du travail et en parti-  
« culier du repos dominical. C'est dire qu'il n'envisage pas d'aller à l'encontre de  
« la position prise sur ce point par les organisations syndicales d'employés.

« En résumé, j'estime que cette situation ne trouvera de solution que dans la  
« conclusion d'une convention collective passée entre employeurs et employés, sous  
« l'égide de leurs syndicats respectifs et sous le contrôle de l'Inspection du Travail.

« Quoi qu'il en soit, je me permets de vous informer que c'est ainsi que j'expo-  
« serai le problème au Conseil Municipal, et que je demanderai à M. l'Inspecteur  
« du Travail de surseoir à toute poursuite en attendant que les décisions soient prises  
« dans le sens indiqué ci-dessus ».

L'ensemble du problème est résumé dans la lettre dont je viens de vous donner lecture. Il est évident que nous ne pouvons rester insensibles à de telles inégalités. Mais, dans le même temps, nous sommes tenus de respecter la législation du travail en matière de repos dominical. Il semble donc que la solution ne puisse être trouvée que lors de la signature d'accords entre employeurs et salariés sous l'égide de l'Inspection du Travail.

Ce rapport est adopté.

59/ 1.003. — Armée active. Sursis d'incorporation. Avis.

59/ 1.004. — Reprise de matériel usagé. Admission en recette.

59/ 1.005. — Services municipaux. Économat. Denrées d'épicerie. Année 1959. Marchés de gré à gré.

59/ 1.006. — Photocopie des actes de l'état civil. Fourniture de papier en 1959. Marché.

59/ 1.007. — Économat. Pain, coquilles, biscuits. Marché.

59/ 1.008. — Économat. Fourniture de lait, beurre et œufs. Années 1959 et 1960 Marchés de gré à gré.

59/ 1.009. — Économat. Vente de bouteilles champenoises. Admission en recette.

Ces rapports sont adoptés.

59/ 1.010. — Habillement des Sapeurs-Pompiers. Année 1958. Régularisation des dépenses. Demandes de subvention de l'État et du Département.

M<sup>me</sup> DEFLINE. — Pourriez-vous m'indiquer, Monsieur le Maire, les raisons pour lesquelles la Commission de l'Incendie a été saisie d'une question qui ressortissait à la Commission de l'Habillement.

M. LE MAIRE. — Il s'agit ici de subventions à solliciter de l'État et du Département.

Ce rapport est adopté.



DEUXIÈME DIVISION.

59 / 2.001. — Cimetières. Rétrocession de concession Van de Pitte Yvette.

59 / 2.002. — Cimetières. Rétrocession de concession Dufay Jeanne.

59 / 2.003. — Cimetières. Rétrocession d'une concession additionnelle Béghin Gabrielle.  
Ces rapports sont adoptés.

59 / 2.004. — Participation de la Ville au prix des repas servis aux enfants nécessiteux fréquentant les cantines des Écoles Maternelles et Primaires privées.  
Avenant à la convention du 13 mars 1956.

M<sup>me</sup> DEFLINE. — Je dois exprimer, une fois encore, mon étonnement d'avoir à voter un prix qui ne correspond pas à la réalité.

En mai 1958, le prix de revient d'un repas, pour la Caisse des Ecoles, s'élevait à 86,95 francs.

Aujourd'hui, on nous demande de voter un barème différent sans qu'aucune explication soit fournie.

Si le rapport 2.004 est muet en ce qui concerne le prix actuel du repas, par contre le procès-verbal de la Commission de la Famille nous indique que ce prix est de 120 frs actuellement.

Pourquoi, dans ces conditions, continuer à verser 86,95 francs pour les enfants des familles dont les ressources sont inférieures à 24.000 francs ?

Le jour de votre élection vous avez repris les paroles de Roger Salengro et vous avez rappelé que la sollicitude de la Ville devait s'étendre à toute la population et qu'il n'y avait plus désormais : « ni bleus, ni blancs, ni rouges ».

Je regrette que les enfants nécessiteux qui fréquentent les écoles privées ne soient pas considérés comme des « français à part entière ». Je ne peux que le déplorer, sans plus, car je suis persuadée qu'on ne modifiera rien au rapport présenté.

M. LE MAIRE. — Avant de donner la parole à M<sup>me</sup> Lempereur, je voudrais indiquer à M<sup>me</sup> Defline que lorsque j'ai dit : « Je suis le Maire de toute la Ville, je ne connais plus « ni blancs, ni bleus, ni rouges », cela signifie que le maire administre les intérêts de toute la ville et qu'il se place naturellement au-dessus des considérations politiques, philosophiques ou religieuses.

Pourquoi vouloir nous reprocher d'être en deçà de notre volonté, nous placer sur le plan de la partialité alors que, précisément, nous avons maintenu l'aide de la Ville aux enfants nécessiteux fréquentant les établissements privés.

Vous pouvez en discuter les modalités mais vous ne pouvez nier que le principe ait été maintenu.

M<sup>me</sup> LEMPEREUR. — La Ville participe aux repas des enfants nécessiteux des écoles privées sur la base du prix de revient d'un repas constaté par la Caisse des Écoles, en fonction de la situation financière de l'année écoulée.

Ce prix de revient a été fixé pour 1958 et c'est ce chiffre que nous avons respecté.

Entretemps, et conformément aux dispositions prises par la Caisse des Écoles, est intervenue l'augmentation du taux de participation des familles des enfants fréquentant les écoles publiques.



Cette participation était jusqu'alors réduite à 3 taux : 55, 65 et 75 frs. Or, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1959, il a été décidé de relever de 21.000 à 24.000 francs le plafond des ressources en dessous duquel la gratuité est accordée.

Par ailleurs, à partir de la même date, les modalités de participation des familles ont été fixées de la manière suivante :

- 65 francs pour les familles dont les ressources mensuelles sont comprises entre 24.000 et 30.000 francs.
- 75 francs pour les familles dont les ressources mensuelles sont comprises entre 30.001 et 35.000 francs.
- 85 francs pour les familles dont les ressources mensuelles sont comprises entre 35.001 et 40.000 francs.
- 100 francs pour les familles dont les ressources mensuelles sont comprises entre 40.001 et 45.000 francs.
- 120 francs pour les familles dont les ressources mensuelles sont supérieures à 60.000 francs.

Compte tenu de ces dispositions nouvelles, il convenait de déterminer la participation de la Ville pour les enfants nécessiteux prenant leur repas dans les écoles privées. Le montant de cette participation est égal à la différence entre le prix du repas payé pour une même catégorie par les enfants fréquentant les écoles publiques et le prix de revient du repas fixé par la Caisse des Écoles, soit 86,95.

Étant donné que nous avons opéré en faveur de ces mêmes enfants le relèvement du plafond de gratuité tel qu'il a été mis en application à la Caisse des Écoles, vous n'êtes pas en droit de dire que nous avons été injustes.

L'année prochaine le prix de revient des repas sera vraisemblablement relevé et la participation de la Ville au prix des repas des enfants nécessiteux fréquentant les cantines privées subira cette incidence.

M<sup>me</sup> DEFLINE. — J'ai dit que je ne voulais pas polémiquer mais les chiffres parlent d'eux-mêmes. Si la Caisse des Écoles a procédé à l'augmentation des taux de participation des familles, c'est reconnaître que le prix de revient du repas est lui-même augmenté.

Je regrette simplement qu'en contrepartie de la gratuité du repas pour les familles dont les ressources sont inférieures à 24.000 francs la Ville n'accorde que 86,95 francs par repas.

M. LANDRÉA. — La position du groupe communiste est connue : il est favorable à l'aide à tous les enfants mais sous le contrôle exclusif de la Ville. Voilà ce qui nous sépare et voilà pourquoi nous ne pouvons pas accepter cette délibération.

M<sup>me</sup> LEMPEREUR. — Nous avons exposé de quelle manière le contrôle de la Ville était réalisé. Une carte de contrôle est imposée aux enfants nécessiteux des écoles privées. De plus, ceux-ci sont tenus de se faire inscrire dans des centres prévus par les services municipaux, tout comme les enfants fréquentant les écoles publiques.

Les familles doivent également fournir toutes justifications concernant leurs ressources. Un contrôle effectué dans de telles conditions donne le maximum de garanties.



M. LANDRÉA. — Je ne dis pas qu'il n'y a pas de contrôle de la part de la Ville mais, qu'on le veuille ou non, il y a bien subvention indirecte à des écoles confessionnelles et c'est ce que nous ne pouvons admettre.

Ce rapport est adopté à la majorité, les Conseillers communistes ayant voté contre.

#### TROISIÈME DIVISION.

- 59/ 3.001. — Union Départementale des Syndicats Ouvriers du Nord (C.G.T.). XXI<sup>e</sup> Congrès (13/14 décembre 1958).
- 59/ 3.002. — Subventions aux Organisations Syndicales. Relèvement.
- 59/ 3.003. — Association Lilloise des Jardins Ouvriers. Subvention.
- 59/ 3.004. — Entretien des bâtiments communaux et bâtiments scolaires. Virement de crédit.
- 59/ 3.005. — Loi Barangé. Emploi des fonds de la Caisse Départementale Scolaire. Exercice 1958/1959. Affectation au financement des annuités des emprunts contractés pour les constructions scolaires.
- 59/ 3.006. — Société Coopérative d'Habitations à Loyer Modéré : « Les Habitations Économiques du Nord ». Emprunt de 18 000.000 de francs. Garantie de la Ville.
- 59/ 3.007. — Société Coopérative d'Habitations à Loyer Modéré « Les Habitations Économiques du Nord ». Prorogation du délai de remboursement des avances de trésorerie consenties. Nouvelle avance.
- 59/ 3.008. — Société Anonyme d'H.L.M. de Lille et environs. Emprunt de 132.650.000 francs. Garantie de la Ville.
- 59/ 3.009. — Indemnités aux inspecteurs des Contributions Directes. Demande de relèvement.
- 59/ 3.010. — Divers produits communaux. Admission en non valeur.
- 59/ 3.011. — Vente de vieux métaux. Admission en recette.
- 59/ 3.012. — Collège Technique Valentine Labbé. Subventions de l'État. Admission en recette. Crédit d'emploi.
- 59/ 3.013. — Collège Technique Valentine Labbé. Subvention de l'État. Admission en recette. Crédit d'emploi.
- 59/ 3.014. — Collège Moderne Jean Macé. Subvention de l'État. Admission en recette. Crédit d'emploi.
- 59/ 3.015. — Collège Technique Baggio. Subvention de l'État. Admission en recette. Crédit d'emploi.



- 59 / 3.016. — Indemnités de fonction de MM. les Adjoint. Répartition.
  - 59 / 3.017. — Palais des Beaux-Arts. Installation téléphonique. Imputation de la dépense.
  - 59 / 3.018. — Insuffisance de crédits « Matériel ». Exercice 1958. Virements de crédits.
  - 59 / 3.019. — Insuffisance de crédits « Matériels ». Exercice 1958. Autorisations spéciales.
  - 59 / 3.020. — Insuffisance de crédits « Personnel ». Exercice 1958.
  - 59 / 3.021. — Bureau d'Aide Sociale. Subvention de la Ville.
  - 59 / 3.022. — Lycée Fénelon. Internat Municipal. Autorisations spéciales de 1958. Avis.
  - 59 / 3.023. — Lycée Fénelon. Tarifs nouveaux de l'Internat. Avis.
  - 59 / 3.024. — Lycée Fénelon. Internat Municipal. Budget primitif de l'exercice 1959. Avis.
  - 59 / 3.025. — Centre Hospitalier Régional. Budget supplémentaire de 1958. Avis.
  - 59 / 3.026. — Caisse de Crédit Municipal. Budget supplémentaire de 1958. Avis.
  - 59 / 3.027. — Caisse de Crédit Municipal. Budget primitif de 1959. Avis.
  - 59 / 3.028. — Fondation Masurel. Budget primitif de 1959. Avis.
  - 59 / 3.029. — Chemins vicinaux. Budget de l'exercice 1959. Homologation.
  - 59 / 3.030. — Distribution d'eau potable. Modification du tarif.
- Ces rapports sont adoptés.

- 59 / 3.031. — Ville de Lille. Budget primitif de 1959. Projet.

M. LE MAIRE. — Je donne la parole à M. Coquart, Adjoint au Maire, pour vous présenter le budget primitif pour 1959.

M. COQUART. — Mes chers collègues, vous avez sous les yeux un rapport de présentation précis et clair donnant tous les éléments d'appréciation concernant le projet de budget qui vous est présenté.

Je m'en tiendrai donc aux données les plus générales.

Le budget de 1959 est très proche de celui de 1958. Il avoisine les 6 milliards ; 5.850.000.000 en 1958, 5.880.000.000 en 1959. Mais nous constatons une augmentation importante des dépenses ordinaires : 4.041.000.000 au lieu de 3.629.000.000, soit 412 millions.

Cette augmentation des dépenses ordinaires illustre suffisamment l'effort à fournir cette année pour réaliser un certain équilibre.



Vous n'ignorez pas que la hausse du coût des travaux et des services ainsi que la majoration des traitements du personnel pèsent lourdement sur un budget comme le nôtre. Des dépenses à caractère fortuit ou imprévu, comme celles correspondant aux travaux de réfection du beffroi, sont venues alourdir certains postes et nous avons dû nous appliquer à résorber un écart fort important. C'est ainsi qu'il a fallu vérifier les crédits de fonctionnement de tous les services en veillant particulièrement à ce que ces crédits correspondent exactement aux besoins prévisibles. Par ailleurs, et comme la nécessité était apparue l'an dernier, nous avons dû recourir à l'emprunt pour couvrir les dépenses des travaux neufs.

En fin de compte, la création de nouveaux centimes est apparue inévitable et ceci pour deux raisons :

La première c'est le fléchissement du centime communal.

Vous vous rappelez qu'en raison de la réforme de la patente notre centime a continué à perdre en valeur. Comme il est indiqué à la page 14 du rapport de présentation, la valeur du centime fixée à 102.267,32 francs en 1956 a été progressivement réduite à 99.456,93 en 1957, 96.487,12 en 1958 et à 94.515,11 au présent budget.

Il en résulte, par rapport au précédent exercice, une moins-value de 21 millions que nous compensons par 230 centimes qu'on peut appeler centimes de remplacement.

Par ailleurs, l'amortissement des emprunts contractés par la ville représente une dette de 45 millions correspondant à 430 centimes.

Ceci étant posé, le déficit nouveau s'élève à 188 millions. Nous vous proposons la création de 1.982 centimes additionnels pour couvrir cette différence.

L'augmentation est de l'ordre de 18 %, ce qui ne semble pas exagéré si on la compare à celle des budgets des Conseils Généraux du Nord et du Pas-de-Calais, respectivement de 12 et 20 %.

C'est sans doute la dernière fois, mes chers collègues, que le Conseil Municipal est appelé à voter un budget établi sur les bases que nous connaissons depuis de longues années. Des mesures nouvelles ont été arrêtées mais leur publication a été différée ; en tout état de cause, leur application ne pourrait prendre effet avant 1960.

J'en ai terminé et si Monsieur le Maire est d'accord, nous pourrions entendre les observations de chaque groupe et traiter ensuite les questions particulières qui pourraient être soulevées.

M. LANDRIE. — Le groupe communiste est amené, pour les raisons suivantes, à surseoir au vote du budget qui lui est présenté.

Comme l'a indiqué M. l'Adjoint aux Finances, le budget ordinaire est caractérisé par le fait que, pour éviter un déséquilibre trop important, il a été procédé à une compression maximum des dépenses, ce qui a abouti notamment à une sous-évaluation des dépenses en matière de personnel.

En effet, il n'a pas été tenu compte de l'augmentation des salaires à intervenir prochainement qui doit être au minimum de 4 %.

Par ailleurs, les besoins des services ont été également sous-évalués ; les nouvelles dispositions financières prises par le Gouvernement ayant inévitablement des incidences sur les prix, il en résultera un accroissement des dépenses de fonctionnement des services.



On pourrait, bien entendu, faire observer que la hausse des prix entraînera une rentrée supplémentaire au titre de la taxe locale. Mais le pouvoir d'achat n'est pas revalorisé et nous sommes en période de récession économique. L'entrée de notre pays dans le Marché Commun impose à un certain nombre d'entreprises des réductions de personnel. C'est dire qu'il ne faut pas s'attendre à des recettes nouvelles à provenir de la taxe locale pour combler les dépenses supplémentaires que nous serons inévitablement amenés à envisager au cours de l'année 1959.

Dans un autre domaine, on note que le financement des travaux neufs doit être assuré par voie d'emprunts, d'ailleurs problématiques au point de vue réalisation. Il faut aussi ajouter, et cela est plus grave, qu'il y a pratiquement réduction de l'effort de la Ville au point de vue social.

Tout d'abord l'aide aux chômeurs totaux et partiels a été réduite. Pour justifier cette mesure on invoque le fait que le crédit voté l'an dernier n'a pas été totalement épuisé mais je rappelle que je suis intervenu à ce sujet pour en signaler les causes : le plafond des ressources et le taux de l'aide accordée par la Ville n'ont pas été modifiés depuis 1954.

Cette remarque vaut également en ce qui concerne les subventions de la Ville au Bureau d'Aide Sociale.

Les prévisions de cet organisme ont été établies avant l'application des mesures prises par le Gouvernement, de sorte que les crédits prévus ne permettront pas au Bureau d'Aide Sociale d'accorder, proportionnellement, la même aide que l'année dernière. Il lui faudra donc, ou bien réclamer une subvention complémentaire ou bien envisager de réduire les secours en matière d'Aide Sociale.

Par ailleurs, les activités sociales du service de la Famille dont le crédit reste inchangé, devront être également réduites pour tenir compte de la hausse des prix.

En définitive, le budget qui nous est présenté est un budget de détresse qui ne repose pas sur des bases saines, il masque la réalité aux lillois sur la véritable situation financière de la commune tout en nécessitant des impositions supplémentaires.

Le groupe communiste n'accepte aucune responsabilité dans cette situation. En revanche, il préconise :

1° le vote d'un vœu traduisant la protestation des élus locaux et réclamant les réformes maintes fois exprimées par le Congrès des Maires et dont on peut résumer ainsi les lignes directrices essentielles :

- une véritable autonomie financière des communes,
- la prise en charge par l'État des dépenses qui lui incombent, telles que celles de l'assistance, de la police, de l'enseignement,
- l'institution d'une caisse de prêts et d'équipement pour les communes.

D'autre part, nous estimons, comme vient de le faire le Congrès des Maires, qu'il importe de prendre position contre l'ordonnance instituant les districts urbains dont l'objectif est de priver les conseils municipaux de la gestion et du contrôle des services essentiels et par conséquent de limiter les prérogatives des assemblées locales.

2° Le report du vote du budget afin d'appuyer notre protestation et de nous permettre de réclamer des renseignements auprès de l'Administration Centrale. En tout état de cause, il y aura lieu de réexaminer le budget compte tenu des besoins réels et de l'effort social qui, dans les circonstances actuelles, devrait être renforcé.



A ces propositions, on pourrait objecter qu'un nouvel examen du budget nécessitera un accroissement de travail pour les services. On pourrait dire également que certaines municipalités communistes ont déjà voté leur budget. Mais il faut reconnaître que ces administrations municipales ont dit la vérité à la population en même temps qu'elles élevaient une protestation contre les véritables responsables de la situation.

Voilà les propositions que je forme au nom du groupe Communiste, si ces propositions ne sont pas acceptées, le groupe Communiste votera contre le budget.

M. MINNE. — Je ne prendrai pas à mon compte la formule utilisée par notre collègue M. Landrie, qualifiant notre budget de budget de détresse ; j'estime cette formule trop excessive.

Je voudrais cependant procéder à un examen rapide de ce budget, soulever quelques remarques auxquelles M. l'Adjoint aux Finances ne manquera pas de répondre.

Il est bien évident que le budget de la Ville s'apprête à franchir allègrement le cap des 6 milliards. Les budgets successifs montent d'une façon vertigineuse mais il est certain que la raison principale de cet accroissement est due à la réalisation de grands travaux entrepris depuis quelques années. Le déficit de notre budget qui est de l'ordre de 188 millions imposait le vote de nouveaux centimes étant donné la diminution de la valeur de celui-ci.

J'ai cependant l'impression que certaines économies auraient peut-être pu être réalisées. Je veux d'abord parler des dépenses relatives au personnel. L'Administration municipale ne peut être rendue responsable des majorations d'ailleurs fort équitables et fort judicieuses qui ont été attribuées, ou le seront, au personnel en fonction. Cependant nous constatons un relèvement plus ou moins sensible des crédits affectés à certains postes : Administration générale : 2 millions — Sapeurs pompiers : 15 millions — Voirie : 36 millions — Propriétés communales : 50 millions — Enseignement : 41 millions.

S'agit-il d'une simple revalorisation ou y a-t-il augmentation des effectifs ?

Le rapport 8.003 qui figure à la fin de l'ordre du jour vise le recrutement de quelque 200 agents. N'était-il pas possible de répartir cet accroissement des effectifs sur plusieurs années ?

Je me permettrai aussi de souligner le chiffre astronomique des travaux neufs et des grosses réparations. Il est évident que le rythme très soutenu des nouvelles constructions scolaires exige le recours à l'emprunt et par voie de conséquence, le versement d'annuités assez lourdes à supporter. Cependant, je me demande si certains projets, tel celui de l'École des Beaux-Arts et de l'École Régionale d'Architecture qui s'élève à environ 450 à 500 millions, ne pourraient être reportés à plus tard étant entendu que l'effort de la Ville porterait uniquement sur les constructions scolaires proprement dites qui ne peuvent souffrir de retard.

A vrai dire on est quelque peu effrayé lorsque l'on constate que les emprunts atteindront cette année le chiffre de 1 milliard et demi, à peu près équivalent à celui de l'an dernier.

Par contre, j'ai noté avec satisfaction que le montant des subventions demeurerait sensiblement le même qu'en 1958 soit 40 millions. De même, j'ai retenu que le budget des Fêtes était en diminution de 12 millions par rapport à l'an dernier.

Il n'en reste pas moins qu'en matière de recettes, le budget présenté mérite quelques remarques :



*Page 8 — Articles 11 et suivants.*

S'agissant de recettes à provenir des entreprises d'affichage et de la location de certains édifices communaux n'était-il pas possible d'obtenir un accroissement des ressources ?

*Page 9 — Article 10 — Pouponnière municipale — Subvention de l'Etat.*

Comment se fait-il que la subvention accordée par l'État soit diminuée par rapport à l'année dernière ?

*Page 10 — Article 11 — Remboursement par divers du coût des communications téléphoniques.*

Pour quelles raisons les recettes à provenir des taxes téléphoniques sont-elles identiques à celles de 1958, alors que le taux de ces taxes a considérablement augmenté ?

*Page 6 — Article 31 — Ecole de Plein Air Désiré Verhaeghe — Participation financière des familles, des personnels enseignant et municipal.*

Pourquoi n'a-t-on pas révisé le montant de la participation des familles dans les frais de fonctionnement de l'École de Plein Air Désiré Verhaeghe ?

Telles sont, Monsieur le Maire, les principales observations que j'avais mission de formuler au nom de mon groupe politique.

M. BERTRAND. — Suite à l'intervention de M. Minne, je voudrais fournir quelques indications.

Il est vrai que la Ville supporte en matière de travaux une charge très importante. Tout d'abord, en ce qui concerne l'entretien des bâtiments communaux, les techniciens estiment que les crédits annuels devraient être doublés. En effet, certains bâtiments ont été pratiquement abandonnés et leur remise en état provoquera des dépenses très importantes : à titre d'exemple la restauration du Lycée Faidherbe est estimée à 180 millions.

Par ailleurs, nous avons dû entreprendre la réalisation d'un très vaste programme de constructions scolaires, mais il faut préciser que ce domaine avait été négligé depuis de nombreuses années.

Il est évident que, si une partie de ce programme avait été mise en œuvre sous la municipalité précédente, les dépenses actuelles de la Ville auraient été diminuées d'autant.

C'est également sous la précédente municipalité que le problème de l'École des Beaux-Arts s'est posé. On ne peut nous faire le grief de réaliser une telle œuvre dans des conditions relativement avantageuses.

En résumé, j'estime que les dépenses relatives à ces différents objets se trouvent amplement justifiées.

M. COQUART. — Les observations de M. Landrie sont en grande partie pertinentes si on les considère dans le détail. M. Landrie s'est livré à une critique des conditions dans lesquelles le budget a été élaboré et que je ne réfute pas dans la mesure où les divers facteurs invoqués jouent sur le plan national et s'imposent à toutes les communes quelles qu'elles soient.

Cependant, cette critique aboutit à une conclusion contradictoire car, d'une part, vous démontrez que certains crédits peuvent être considérés comme insuffisants et, d'autre part, vous estimez que notre déficit est couvert par des impositions excessives.



Vous comparez, en fait, un budget idéal à un humble budget de situation, un budget techniquement fabriqué, avec le soin le plus minutieux, selon les ressources et les recettes d'une part, selon les postes de dépenses d'autre part.

Je ne pourrai donc vous suivre que sur le point de savoir si les crédits inscrits sont insuffisants ou inopportuns.

Pour les services financiers, comme pour la Commission des Finances ou l'Adjoint qui la préside, il importe de tenir compte des décisions antérieures. Il n'est pas question, pour nous, d'apprécier.

Nous devons retenir les formules de financement, votées par le Conseil Municipal. S'agissant de services d'ordre social, je ne me reconnais pas le droit de comprimer les demandes. Encore faut-il qu'elles soient présentées et justifiées selon des bases nouvelles si elles tendent à une augmentation de crédit. Or, ce n'est pas le cas.

Prenons le chômage : M. Landrie a raison de dire qu'on peut envisager une extension du chômage à l'heure actuelle. Mais les services utilisateurs peuvent-ils logiquement prévoir une augmentation des crédits alors que l'évolution de la conjoncture économique ne saurait être esquissée ?

Examinons la question plus dans le détail.

Nous disposons actuellement de deux crédits figurant au chapitre XXIV :

*1° Part de la Ville dans la dépense de secours en argent aux chômeurs.*

Le taux de la participation de la Ville est fixé à 14 %. Au 15 décembre 1958, le total des dépenses engagées, s'élevait à 451.626 francs sur un crédit global de 1.500.000 francs.

A la demande du service, nous maintenons ce crédit au même niveau que l'an dernier. Si en cours d'année, des besoins nouveaux se faisaient sentir, il appartiendrait au Conseil Municipal d'aviser quant aux mesures à prendre.

*2° Octroi de secours en nature aux travailleurs sans emploi et à leur famille.*

Au 17 décembre 1958, 1.585.800 francs étaient engagés, si bien que le Chef du service a très correctement et très consciencieusement indiqué dans ses prévisions budgétaires : « Crédit en diminution de 1.500.000 francs ». Par conséquent, les besoins dans ce domaine sont également couverts.

En ce qui concerne le Bureau d'Aide Sociale, vous savez bien, M. Landrie, que cet organisme reçoit pour l'année 1959, la dotation qu'il a lui-même demandée.

Examinons à présent vos observations en matière de dépenses de personnel. On constate que vous êtes en contradiction avec M. Minne sur ce point. M. Minne craint que ces dépenses ne soient pas totalement justifiées et qu'elles n'aient pas été calculées strictement. Vous, au contraire, vous indiquez qu'il n'a pas été tenu compte de la majoration de 4 % devant résulter de l'application des nouveaux traitements au 1<sup>er</sup> février.

En matière de personnel il est difficile de formuler des prévisions absolument rigoureuses. Vous savez que les fonctionnaires municipaux ont la possibilité de rester en fonctions jusqu'à 63 et même 65 ans. On ne peut, par conséquent, déterminer d'une façon précise l'incidence des départs en retraite. De même on ne peut savoir quelles seront les unités recrutées en cours d'année. Il faut tenir compte également des agents quittant l'Administration et aussi, malheureusement, des décès.



En pratique, les services des Finances et du Personnel travaillant en liaison étroite pour dresser les prévisions les plus exactes, à un moment donné, les dépenses étant établies et déterminées selon ces bases.

S'agissant des rémunérations proprement dites, je ne pense pas qu'il y ait opposition en ce qui concerne l'application de plein droit au personnel communal, des dispositions légales et réglementaires fixant les aménagements des divers éléments désignés de la rémunération des fonctionnaires de l'État.

Les rémunérations des fonctionnaires de l'État ont été majorées à trois reprises en 1958 ; une nouvelle majoration étant prévue pour le 1<sup>er</sup> février, il a été tenu compte de cette incidence dans notre budget.

Certains articles sont dotés d'une façon assez large, d'autres apparaissent comme insuffisamment dotés, mais vous n'ignorez pas qu'en fin d'année nous procédons à des transferts de chapitre à chapitre.

Pour ma part, je n'ai aucune inquiétude sur les craintes exprimées par M. Landrie.

M. Landrie nous dit encore « Pourquoi ne pas reporter le vote du budget ? Craignez-vous qu'un nouvel examen provoque un accroissement de travail pour les services ? »

A cela je réponds que les services financiers ont l'habitude des tâches ingrates et si le Conseil Municipal décidait que le budget soit voté après les élections, ces mêmes services se verraient dans l'obligation de remettre sur le chantier un travail particulièrement important.

En fait, la municipalité a eu à choisir entre deux positions, l'une et l'autre précaire et critiquable : voter le budget maintenant, c'est le voter dans les conditions que vous connaissez et laisser au nouveau Conseil Municipal le soin de veiller à son application : mais ne pas le voter c'est se dérober devant un devoir et priver nos services de toute base de fonctionnement jusqu'à une date éloignée.

Vous dites M. Landrie que vous n'acceptez pas ce budget. Je ne suis pas surpris de votre opposition car c'est celle que vous avez adoptée depuis de nombreuses années. J'enregistre donc votre décision.

Vous demandez d'attendre les renseignements de l'Administration Centrale et de voter des vœux. Je le veux bien mais croyez-vous vraiment à l'efficacité des vœux dans la période actuelle ?

Je ne suis pas d'accord avec vous Monsieur Landrie, lorsque vous dites que le budget n'a pas été établi sur des bases saines. Je crois que vous exagérez. Dites plutôt qu'il repose sur des bases étroites. Je suis le premier à le déplorer.

Vous ajoutez « Des faits nouveaux peuvent surgir qui nous mettront dans l'obligation de reconsidérer notre budget ». Cela est vrai pour nous comme pour les municipalités communistes dont vous dites qu'elles n'ont pas sacrifié les postes sociaux. Le Conseil Municipal de Lille, lui non plus, ne se refusera pas à faire l'effort nécessaire pour venir en aide à certaines catégories de la population.

En fait, je crois rationnel et logique d'établir un budget, en attendant de connaître d'une manière parfaite les nouvelles bases qui ont été annoncées comme pouvant satisfaire, au moins en partie, aux revendications et aux aspirations des collectivités locales.

Il est possible que nous ayons des difficultés dans un proche avenir. Mais en tant qu'Adjoint aux Finances, mon rôle consiste à les ignorer pour l'instant.



M. MINNE, de son côté, prêche, selon un thème qui lui est familier, l'opportunité des économies.

En cela il prêche un converti car depuis que mes fonctions m'ont conduit à diriger les finances de la Ville, j'ai le sentiment, que rares sont les services qui ont pu se flatter d'avoir pu disposer d'une certaine marge confortable dans leur fonctionnement.

En matière de personnel, nous avons fait ce qui était indispensable et nous nous en sommes tenus aux chiffres reconnus strictement nécessaires.

Des services se plaignent légitimement des vacances d'emploi non comblées depuis un certain temps. Il faut pourtant faire face aux tâches impérieuses que nécessite la modernisation d'une ville comme celle de Lille. Je pense notamment au service de la Voie Publique. On a pu constater le travail réalisé depuis plusieurs années.

Malgré cela, bon nombre de chaussées et trottoirs doivent encore être réfectionnés.

Chaque année, ce service présente un volumineux plan de travail et l'Adjoint à la Voie Publique ne cesse de faire remarquer que des crédits plus importants devraient être mis à sa disposition.

Le problème le plus grave auquel on se heurte est celui de la main-d'œuvre. L'an dernier sur 15 agents à recruter on n'en a trouvé que 7. Il est nécessaire de faire appel à l'entreprise privée qui elle aussi manque de main-d'œuvre. Par conséquent, on ne peut réaliser autant qu'on le voudrait dans ce domaine.

Je pourrais également indiquer des difficultés nombreuses que rencontre le service d'Architecture pour faire face au travail immense qui lui est confié depuis la Libération entretien du patrimoine communal, inplantation d'écoles, etc...

La bonne marche de ce service nécessite elle aussi le recrutement de quelques agents supplémentaires. Les demandes de personnel supplémentaire, qui ont fait l'objet de propositions détaillées, ont été soumises à la Commission Paritaire du personnel.

Ce n'est qu'au stade final que j'ai eu à en connaître. Que feriez-vous si vous étiez chargé de ce travail ? Vous prendriez acte des décisions régulièrement intervenues et il vous appartiendrait de dire, comme je l'ai fait : « Ne serait-il pas possible de procéder à des compressions de personnel dans certains services ? Ne conviendrait-il pas de faire quelques mutations ? J'ai songé pendant une certaine période à user de ces formules. Malheureusement, cela n'apparaît pas possible.

Si vous estimez que l'on peut réfectionner les rues tout en réduisant les effectifs de la voie publique, il faut le dire ; si vous pensez que les théâtres doivent être fermés car leur gestion est déficitaire, faites-en la proposition ; s'il y a des secteurs qui vous paraissent inutiles, proclamez-le. Mais, pour l'instant nous établissons le budget ; nous ne pouvons qu'enregistrer le coût de fonctionnement de nos services. Il n'existe pas d'autre alternative.

J'en arrive aux autres points que vous avez soulevés :

M. Bertrand vous a déjà entretenu de la question des travaux neufs. Personnellement, j'ai donné mon accord pour que la Ville de Lille soit dotée d'une Ecole des Beaux-Arts et d'une Bibliothèque Municipale. J'estime que ce sont là des réalisations indispensables.

Pourtant, j'ai aussi exprimé mon opinion sur le principe qui consiste à mettre à la charge des grandes villes les dépenses en matière d'enseignement artistique. Ceci peut s'expliquer par des raisons historiques. Au XIX<sup>e</sup> siècle, l'État qui avait consenti



le maximum de crédits en faveur de l'instruction et de l'éducation, a autorisé les villes à ouvrir des écoles municipales de musique et des cours de dessin.

Nous supportons déjà une très lourde charge au titre de l'enseignement primaire ; pour l'enseignement secondaire, la Ville est propriétaire des bâtiments dont elle doit assurer l'entretien. Il serait souhaitable que les dépenses entraînées par les différents degrés d'enseignement soient incluses dans le budget de l'État. Les budgets des collectivités locales en sentiraient les bénéfiques conséquences. Mais enfin les faits sont là et nous devons nous résigner à faire face à nos obligations.

Parmi les autres chapitres que vous avez signalés, je ne puis vous donner raison qu'à propos des locations de locaux. Cette question a été soulevée à la Commission des Finances, et l'Adjoint intéressé a convenu que le problème devait être revu.

Pour le reste, comme l'affichage par exemple, il s'agit d'une adjudication qui a conduit à la passation d'un contrat de cinq ans, expirant en 1960. Pour 1959, nous sommes obligés de nous en tenir au même chiffre que l'an dernier.

S'agissant de la pouponnière, la subvention de l'État est fonction du nombre de pensionnaires. A la suite d'une réorganisation récente, nous pouvons espérer que le nombre d'enfants suivra une courbe croissante. Par voie de conséquence, la subvention subira elle aussi une augmentation sensible.

Dans une certaine mesure, nous pourrions retenir l'idée que vous avez émise au sujet de l'augmentation du taux de participation des familles aux frais de fonctionnement de l'École de Plein Air Désiré Verhaeghe. Le tarif fixé en 1954, ne correspond plus au coût de la vie. Mais comme il s'agit d'enfants déficients dont l'état de santé constitue une cause de soucis et de dépenses pour les familles, nous avons hésité jusqu'ici à procéder à un rajustement du taux de participation.

Je peux conclure en disant que vos préoccupations sont les nôtres. Le budget présenté n'est peut-être pas parfait. Il se ressent de la conjoncture actuelle, il constitue une base de travail qui pourra être revue et corrigée. Je pense qu'il est acceptable et je formule l'espoir qu'il sera adopté.

M. DEFAUX. — Quelques mots pour répondre aux préoccupations de M. Minne au sujet de la pouponnière.

M. Minne a présidé à la naissance de cette œuvre éminemment utile et je comprends son inquiétude. Mais qu'il n' imagine pas que la réduction de 100.000 francs de la subvention d'État corresponde à une diminution d'activité.

Bien que la pouponnière ait connu une période assez difficile, elle fonctionne actuellement à plein : 26 enfants y sont actuellement soignés. La reprise des travaux rue des Meuniers nous permet d'espérer que dans un an, la nouvelle pouponnière comptera 45 lits.

M. Minne ne doit pas ignorer que nous avons obtenu une nouvelle subvention de 25 millions de la Sécurité Sociale ; le Conseil Général nous octroie également une nouvelle subvention de 20 millions. Enfin, et ceci est le plus important, le Département prendra à sa charge les frais d'entretien des enfants non lillois qui représentent 50 % environ de l'effectif. Une convention doit être élaborée à ce sujet.

M. LE MAIRE. — Mes chers collègues, je crois être votre interprète, quelle que soit l'opinion que vous avez sur le projet de budget, pour remercier sincèrement, notre collègue, Armand Coquart, pour la clarté du document qu'il présente et aussi pour ses réponses précises et pertinentes aux questions qui ont été posées.



J'ai cependant noté que M. Minne ne nous a pas reproché l'effort fourni en vue d'améliorer les conditions d'habitat à Lille. Il n'a pas non plus contesté la nécessité impérieuse de réaliser le programme de constructions scolaires, évoqué tout à l'heure par M. Bertrand.

La Ville a répondu dès 1955, à l'appel pressant et angoissé de l'Académie nous signalant l'état de notre équipement scolaire à la veille d'une poussée démographique inquiétante. Les programmes mis sur pied ont recueilli l'adhésion de tous. Personne n'a critiqué le vote des crédits nécessaires à la préservation du patrimoine communal. Personne ne conteste plus les dépenses nécessaires en matière de personnel.

Par conséquent, je crois que la cause est entendue. Nul ne pourra affirmer que les deniers publics ont été manipulés avec désinvolture. La municipalité a fait face à des nécessités impérieuses. Si la conjoncture économique et sociale est difficile, les administrateurs locaux n'en sont pas responsables.

A M. Landrie, je dirai que la critique de l'action gouvernementale peut justifier une opposition hostile à l'égard du budget.

M. Landrie a pris la précaution de dire : « On nous reprochera peut-être que des municipalités communistes ont déjà voté le budget ». Mais je dois faire observer à M. Landrie que si ces municipalités ont maintenu dans leur budget, les crédits des œuvres sociales, elles n'ont pu le faire que par le vote de centimes additionnels. Une d'entre elles qui compte 18.000 habitants a voté sans hésitation 18.000 centimes.

C'est-à-dire par conséquent, que les mêmes difficultés se retrouvent partout mais est-ce une raison pour refuser de voter un budget ?

Je demande à l'Assemblée, au contraire, de voter ce budget et de faire sien le vœu exprimé par le Congrès des Maires réclamant une réforme des finances locales et le maintien des libertés communales.

M. LANDRIE. — Nous acceptons le vœu mais nous votons contre le budget.

M. MINNE. — Le groupe d'Union s'abstient dans le vote du budget et adopte le vœu.

Le projet de budget est adopté à la majorité par 14 conseillers socialistes, 6 indépendants, 4 M.R.P., les 6 conseillers communistes ayant voté contre et les 7 conseillers de l'Union s'étant abstenus.

\*  
\* \*

M. MANGUINE. — Nous venons d'être informés que des camions de C.R.S. se trouvent actuellement devant l'usine de Fives-Lille. Nous considérons que ce fait est de nature à créer des incidents. Nous demandons que la Municipalité intervienne pour obtenir le retrait de ces forces de Police.

M. LE MAIRE. — Je prends note de votre information que je vais faire vérifier. Si vous le voulez nous discuterons de cette question après épuisement de l'ordre du jour.

\*  
\* \*

La séance suspendue à 21 heures est reprise à 21 heures 30.



## TROISIÈME DIVISION (suite).

- 59 / 3.032. — Office Public Municipal d'Habitations à Loyer Modéré. Avance de trésorerie de 100 millions de francs. Prorogation du délai de remboursement.
- 59 / 3.033. — Prêts à la construction. Emprunt de 75.000.000 de francs. Exercice 1957 (solde). Exercice 1958 (1<sup>re</sup> tranche). — Réalisation.

Ces rapports sont adoptés.

## QUATRIÈME DIVISION.

- 59 / 4.001. — Écoles Publiques. Fournitures des livres classiques, livres de bibliothèques, livres de prix, matériel d'enseignement, copies ; articles scolaires divers, cahiers d'écouliers, papiers à dessin, matériel scientifique, fournitures pour la couture et jouets. Scolarité 1959/1960. Cahier des charges de l'adjudication.
- 59 / 4.002. — Subventions communales pour frais d'études supérieures. Allocations communales pour achat de fournitures scolaires. Scolarité 1958/1959.
- 59 / 4.003. — Théâtres Municipaux. Émoluments des directeurs. Rajustement.
- 59 / 4.004. — Théâtres Municipaux. Saison 1958/1959. Avance de 3 millions. Transformation en subvention. Subvention complémentaire.
- 59 / 4.005. — Collège Technique Baggio. Acquisition de machines-outils. Marché de gré à gré.
- 59 / 4.006. — Collège Technique Baggio. Acquisition d'un étau-limeur. Marché de gré à gré.
- 59 / 4.007. — Collège Technique Baggio. Acquisition de 2 étaux-limeurs. Marché de gré à gré.
- 59 / 4.008. — École de Plein Air Désiré Verhaeghe. Indemnité de surveillance au personnel enseignant. Modification du taux horaire.
- 59 / 4.009. — École de Plein Air Désiré Verhaeghe. Fournitures diverses. Marchés.
- 59 / 4.010. — École de Plein Air Désiré Verhaeghe. Classes de Perfectionnement. Transport des élèves. Marché de gré à gré pour l'année 1959.
- 59 / 4.011. — École de Plein Air Désiré Verhaeghe. Fournitures de viande. Marché.
- 59 / 4.012. — Collège Technique Valentine Labbé. Surveillance de cantine. Personnel enseignant. Rajustement de l'indemnité.
- 59 / 4.013. — Bibliothèque Municipale annexe. Rajustement du prix de l'abonnement annuel.



59 / 4.014. — Acquisition de matériel sportif. Année 1958. Marché avec la Maison J. Vroman de Roubaix.

59 / 4.015. — Entretien et fourniture de matériel sportif. Année 1959. Marché avec la Maison J. Vroman de Roubaix.

59 / 4.016. — Collège Technique Baggio. Attribution d'une indemnité représentative de logement au Directeur des Études.

Ces rapports sont adoptés.

#### CINQUIÈME DIVISION.

59 / 5.001. — Pouponnière municipale. Avenant à la Convention du 8 novembre 1952, intervenue entre la Ville de Lille et la Caisse Régionale de Sécurité Sociale.

M. SIMONOT. — Je voudrais vous faire part de la vive émotion que nous avons ressentie à la Sécurité Sociale lorsque nous avons été saisis d'une note de la Direction Générale des Domaines réclamant une somme de 534.982 francs comme supplément du droit d'enregistrement de la convention passée entre la Ville de Lille et la Caisse Régionale de Sécurité Sociale.

Or, j'ai présenté, en son temps, sous la précédente municipalité, une suggestion visant l'exonération des droits de timbre et d'enregistrement pour les actes passés avec la Sécurité Sociale.

J'ai fourni à l'époque toute la documentation utile justifiant le bien-fondé de notre position. Il s'agissait notamment de faire figurer expressément dans l'acte à intervenir une clause indiquant que les pièces relatives à l'application de la législation sur la Sécurité Sociale sont dispensées du droit de timbre et d'enregistrement.

M. LE MAIRE. — Je vous remercie de cette information. Les services intéressés procéderont aux rectifications nécessaires.

Ce rapport est adopté.

59 / 5.002. — Sapeurs-pompiers. Acquisition de tuyaux de refoulement. Marché.

59 / 5.003. — Dératisation générale de la Ville. Campagne 1959. Marché.

Ces rapports sont adoptés.

#### SERVICES TECHNIQUES.

59 / 6.001. — Enlèvement des rails du Pont Neuf. Admission en recete.t

59 / 6.002. — Reconstruction de la rue de Marquillies. Mise en adjudication-concours.

59 / 6.003. — Construction d'environ 35.000 m<sup>2</sup> de revêtements hydrocarbonés sur chaussées pavées. Année 1959. Mise en adjudication-concours.



- 59/ 6.004. — Fourniture de 4.000 m. de bordures de trottoirs en granit. Mise en adjudication. Cahier des charges.
- 59/ 6.005. — Construction de trottoirs en asphalte. Mise en adjudication. Cahier des charges.
- 59/ 6.006. — Construction d'une piste cyclable. Boulevard des Défenseurs de Lille. Raquette de l'autoroute, avenue du Président Hoover, boulevard Émile Dubuisson.
- 59/ 6.007. — Fourniture de fontes pour égouts. Marché.
- 59/ 6.008. — Services Publics. Adjudication pour fourniture de carburants. Cahier des charges.
- 59/ 6.009. — Distribution d'eau. Acquisition de fontes de canalisations.

Ces rapports sont adoptés.

- 59/ 6.010. — Transports automobiles. Location de bennes.

M<sup>me</sup> DEFLINE. — Quelles ont été les entreprises consultées ?

M. WALKER. — Je vous communiquerai ces renseignements.

Ce rapport est adopté.

- 59/ 6.011. — Services Publics. Réparations de véhicules automobiles.

- 59/ 6.012. — Services Municipaux. Fourniture de caoutchouc, d'amiante et de produits industriels divers.

- 59/ 6.013. — Services Municipaux. Fourniture de pièces de fonderie.

- 59/ 6.014. — Services Municipaux. Fournitures industrielles.

- 59/ 6.015. — Propreté publique. Vente de matériel. Admission en recette.

Ces rapports sont adoptés.

- 59/ 6.016. — Achat d'arbres et arbustes. Marchés.

M. SIMONOT. — Serait-il possible de remplacer les quelques arbustes brisés qui ont été placés il y a quelques années entre la place Jacques Febvrier et le passage supérieur du chemin de fer.

M. LE MAIRE. — Cette question ressortit aux attributions de M. Lourdel qui verra cette affaire.

- 59/ 6.017. — Travaux de gros terrassement. Location de matériel. Fourniture de schiste et autres matériaux. Marché Lesage.

- 59/ 6.018. — Achat de produits et de matériels horticoles. Bulbes, plantes, graines diverses. Marchés.



- 59 / 6.019. — Achat de produits herbicides. Marchés.
- 59 / 6.020. — Aménagement d'espaces verts. Expropriation de terrains grevés de la servitude non ædificandi à La Madeleine. Éviction de locataires.
- 59 / 6.021. — Réalisation du plan d'aménagement et d'embellissement de la Ville. Acquisition de terrain grevé de la servitude non ædificandi à La Madeleine. M<sup>me</sup> Decoster-Virnot.
- 59 / 6.022. — Réalisation du plan d'aménagement et d'embellissement la Ville. Acquisition de terrains grevés de la servitude non ædificandi à La Madeleine, lieu dit « rue de Lille ». M<sup>me</sup> Largillier-Bileau.
- 59 / 6.023. — Réalisation du plan d'aménagement et d'embellissement de la Ville. Acquisition de terrains grevés de la servitude non ædificandi à La Madeleine, lieu dit « Chemin du Romarin ». M<sup>me</sup> Vve Vittu-Synquintin.
- 59 / 6.024. — Réalisation du plan d'aménagement et d'embellissement de la Ville. Acquisition de terrains grevés de la servitude non ædificandi à La Madeleine, lieu dit « rue de Lille ». M<sup>me</sup> Charlet-Naessens.
- 59 / 6.025. — Expropriation de terrains grevés de la servitude non ædificandi à La Madeleine - 4<sup>e</sup> secteur - 2<sup>e</sup> tranche. Loi du 19 octobre 1919. Avis après enquête parcellaire.
- 59 / 6.026. — Réalisation du plan d'aménagement et d'embellissement de la Ville. Acquisition de terrain grevé de la servitude non ædificandi, lieu dit « Chemin du Romarin ». M<sup>me</sup> Verstraete-Vittu.
- 59 / 6.027. — Aliénation d'une parcelle de terrain située, 30, rue Édouard Delesalle, au profit de M. Paul Masse.
- 59 / 6.028. — Acquisition de l'immeuble situé, 48, façade de l'Esplanade. Déclaration d'utilité publique.
- 59 / 6.029. — Réalisation du plan d'aménagement de la Ville. Acquisition de l'immeuble sis à Lille, rue du Faubourg des Postes, 154.
- 59 / 6.030. — Constructions scolaires par commandes groupées. Programme 1957. Demande de subvention pour acquisition de terrains.

Ces rapports sont adoptés.

- 59 / 6.031. — Cession au profit de l'Office Municipal d'H.L.M. de plusieurs immeubles appartenant à la Ville et situés dans la 2<sup>e</sup> tranche du projet de rénovation des flots défectueux du quartier Saint Sauveur.

M. LE MAIRE. — Nous avons, en mars 1957, confié à l'Office Municipal d'H.L.M. la réalisation du plan de rénovation du quartier Saint-Sauveur, nous avons également approuvé, à l'époque, les plans qui nous étaient soumis.



Le 13 octobre 1958, le Conseil d'Administration de l'Office Municipal d'H.L.M. a fait savoir que l'Office n'était pas suffisamment équipé, tant au point de vue administratif, que technique pour assurer lui-même dans des conditions satisfaisantes une tâche aussi importante. Aussi remettait-il le mandat qu'il avait reçu du Conseil Municipal entre les mains de la Société d'Équipement du Nord.

Une question se pose : « La Ville n'aurait-elle pas intérêt à adopter cette proposition ? »

Les Commissions de l'Habitation et de l'Urbanisme ont délibéré sur cette question. Dans la première, des oppositions se sont manifestées, dans la seconde, encore quelle n'ait pas adopté une position hostile, son avis a été assorti de remarques, d'observations de suggestions. Enfin le Conseil d'Administration a été saisi du problème.

J'aurais pu, aujourd'hui, proposer au Conseil Municipal d'adopter une position de principe étant entendu qu'il aurait à se prononcer ultérieurement d'une part sur un projet de convention à intervenir entre la Ville et ladite Société et d'autre part sur une étude portant sur les répercussions financières d'une telle opération.

J'ai renoncé à faire cette proposition car je crois qu'il est préférable de procéder au préalable à la désignation d'une Commission Municipale d'Etude qui sera chargée de mettre au point le projet de convention à soumettre au Conseil Municipal.

Cette Commission serait composée de représentants des Commissions de l'Urbanisme, de l'Habitation et du Contentieux et siégerait sous ma présidence.

M. WALKER. — Je voudrais, mes chers collègues, appuyer la proposition de M. le Maire, en rappelant l'historique des différentes étapes de la rénovation du quartier Saint-Sauveur.

L'article 79 du Code de l'Urbanisme prévoit que des subventions peuvent être accordées à des organismes publics ou privés pour l'acquisition de constructions à démolir et l'exécution de travaux d'aménagement en vue de permettre une meilleure utilisation des îlots urbains défectueux.

Sur notre proposition le Conseil Municipal décidait, le 11 mars 1957, de confier l'opération de rénovation du quartier Saint-Sauveur à l'Office Municipal d'H.L.M. et le chargeait notamment d'accomplir au préalable toutes les formalités nécessaires pour obtenir le maximum de subvention ainsi que la déclaration d'utilité publique pour le périmètre considéré.

L'Office s'est acquitté de cette mission, mais il s'est rendu compte qu'il ne pouvait, faute de moyens, poursuivre la totalité de sa tâche. C'est alors que son Conseil d'Administration a envisagé de prendre contact avec une Société d'Économie Mixte ; c'est la Société d'Équipement du Nord qui a été retenue.

Cette Société, présidée par M. Denvers, comprend les représentants du département du Nord, de la Caisse des Dépôts et Consignations, de la Chambre de Commerce, des organismes H.L.M. départementaux et du Comité Interprofessionnel du Logement.

L'Administration Municipale a été saisie d'un projet de convention type qui a été soumis à l'examen des commissions intéressées. Ce projet a fait l'objet de remarques tendant notamment à la modification d'un certain nombre de ses articles afin de tenir compte des dispositions législatives récentes ; une réserve visant à assurer une collaboration plus étroite entre la Société et la Ville doit amener une nouvelle rédaction de l'article 6. Votre Commission de l'Urbanisme a même proposé la désignation d'un



architecte, lillois de préférence, qui serait associé constamment aux études et aux travaux de la Société.

Il reste encore à examiner la question sur les plans juridique et financier. En résumé, je crois que la méthode préconisée par M. le Maire est excellente. C'est la seule qui permettra la réalisation d'un projet qui nous tient à cœur.

M. LANDRIE. — La proposition de M. le Maire visant à la constitution d'une Commission d'Étude implique d'ores et déjà l'acceptation du principe de recourir à la Société d'Équipement du Nord.

Or, le groupe communiste a, devant le Conseil Général du Nord, exprimé son opposition à la création de cette Société. Il estime que celle-ci est destinée à la réalisation d'objectifs, comme le complexe sidérurgique de Dunkerque, qui s'inspirent bien plus d'intérêts particuliers que de l'intérêt général.

Sur le plan municipal, le groupe communiste s'oppose également à la participation de la Société d'Équipement du Nord. Dans une lettre adressée à M. le Maire, mon collègue, M. Ramette, a fait connaître cette position. Personnellement, j'ai observé la même attitude au sein de l'Office Municipal d'H.L.M. et auprès de la Commission de l'Habitation. De plus, j'ai demandé que des études soient faites pour examiner la possibilité d'envisager la création d'une Société d'Économie Mixte Locale ou de toute autre formule qui permettrait à la Ville d'assurer elle-même la réalisation de cette opération.

A ma connaissance, ces propositions n'ont pas été retenues. Je dois pourtant indiquer qu'une commune peut constituer une Société d'Économie Mixte dans laquelle elle participe à concurrence de 65 %. La commune conserve ainsi la direction des programmes à exécuter : c'est le cas de la commune de Villejuif. Les Offices Municipaux d'H.L.M. peuvent, de leur côté, recourir à des sociétés d'études pour les aider dans la rénovation des îlots insalubres.

La question est importante si nous nous engageons avec la Société d'Équipement du Nord, cet accord vaudra également pour l'avenir lorsque des plans de rénovation intéresseront les quartiers de Wazemmes, Moulins, etc... C'est une raison supplémentaire de rechercher les moyens de réaliser l'opération envisagée, en dehors de la Société d'Équipement du Nord.

M. BERTRAND. — M. Landrie a reconnu au sein du Conseil d'Administration de l'Office l'impossibilité pour cet organisme de prendre en charge les opérations de Saint-Sauveur non pas en raison de la rénovation elle-même mais surtout en raison des formalités à accomplir pour l'achat des immeubles et la mise en état du terrain avant d'entreprendre la reconstruction proprement dite. Il s'agit de deux problèmes différents qu'on a tendance à confondre.

La Société d'Équipement du Nord serait uniquement chargé, comme l'était l'Office de l'achat et de la destruction des immeubles, de l'aménagement du terrain et de la voirie.

A la Commission de l'Habitation, j'ai fait savoir que l'Office n'assurerait pas seul la restauration de l'ensemble du quartier Saint-Sauveur. Certains droits étant réservés, des associations d'anciens propriétaires peuvent être constituées qui prendraient à leurs frais la reconstruction d'immeubles dans telle ou telle partie du périmètre considéré.

Contrairement à ce qu'écrit M. Ramette, il n'a jamais été question de faire du nouveau quartier Saint-Sauveur, un centre uniquement commercial. Nous nous effor-



cerons, au contraire, de lui rendre son caractère actuel. C'est également le désir de la Chambre de Commerce qui souhaite ne pas voir le centre des affaires se déplacer vers le quartier Saint-Sauveur.

Si une confusion existe dans l'esprit de certains, elle est due au fait que le projet de convention qui a été soumis correspond à un contrat type non adapté au cas d'espèce qui constitue la rénovation du quartier Saint-Sauveur.

Je ne suis pas tout à fait d'accord avec M. Walker lorsqu'il évoque une modification de l'article 6, cet article doit être supprimé, de même que ceux numérotés de 1 à 7 qui correspondent aux formalités préparatoires déjà accomplies par l'Office.

Je ne partage pas non plus les appréhensions de M. Landrie, étant donné que la Société d'Équipement du Nord ou toute autre société dont la majorité appartiendrait à la ville, fonctionnera comme une société d'économie mixte et dont le contrôle sera assuré par le Conseil Municipal.

L'article 12 qui concerne l'exécution des travaux indique :

« La Société exécutera tous les travaux de mise en état des sols, voirie et réseaux divers nécessaires à la desserte des immeubles prévus au plan-masse visé à l'article 3 ci-dessus.

« Ces travaux feront l'objet d'avant-projets d'exécution établis en accord avec les services compétents et seront soumis au Conseil Municipal pour accord avant tout début d'exécution. Les projets d'exécution établis par la Société devront être conformes à ces avants-projets ».

Vous avez ainsi la preuve de ce que j'avance.

Je voudrais aussi répondre à l'observation visant le relogement. Vous dites qu'on va démolir sans que des dispositions aient été prises. C'est inexact et vous n'ignorez pas, en votre qualité d'administrateur de l'Office d'H.L.M., que deux groupes sont en chantier, rues de la Vignette et des Robleds, et que 380 logements se construisent aux Bois-Blancs.

Le relogement ne doit pas poser de problème, la coordination existant entre les différents services municipaux intéressés réduira les inconvénients au minimum et l'Office Municipal d'H.L.M. assurera le relogement au fur et à mesure de l'avancement des opérations de rénovation.

M<sup>me</sup> DEFLINE. — Nous sommes assez favorables à la constitution d'étude à condition que tous les groupes politiques soient représentés.

M. LE MAIRE. — M. Landrie a reconnu que le principe n'est pas si mauvais puisqu'il cite l'exemple de Villejuif où une société fonctionne dans ces conditions.

La raison de son hostilité réside dans le fait qu'il considère la Société d'Équipement du Nord comme une société capitaliste ayant en vue les intérêts de gros monopoles.

Le Conseil Général du Nord aurait commis une grossière erreur en constituant une telle Société. En fait, le département y détient 55 % des actions. Des conseillers généraux de toutes nuances ont été désignés pour le représenter au sein du Conseil d'Administration. Il est vrai que le groupe communiste, contacté, a refusé d'en faire partie.

La Caisse des Dépôts possède 33 % des actions ; les Chambres de Commerce du



Département y figurent pour 4 %, de même les Offices d'H.L.M. Je ne vois nullement dans cette composition une texture de forme capitaliste.

La Commission d'étude que je propose de constituer aura pour tâche d'examiner les inconvénients ou les avantages à traiter, soit avec une société à caractère départemental, soit avec une société à caractère local. Elle aura également à se livrer à toutes les investigations nécessaires pour permettre au Conseil Municipal de juger en connaissance de cause.

Cette Commission, formée de représentants des Commissions de l'Urbanisme, de l'Habitation et du Contentieux devra tenir compte de la représentation des groupes politiques au sein du Conseil Municipal.

M. COLICHE. — Il est souhaitable que l'étude soit poussée très rapidement, compte tenu de l'urgence du problème.

M. LANDRIE. — Nous maintenons notre position, c'est-à-dire que nous votons contre la proposition de constituer une Commission d'étude. Cependant, nous entendons participer aux travaux de cette Commission pour pouvoir y défendre le point de vue qui, à notre avis, correspondra le mieux aux intérêts des lillois.

M. LE MAIRE. — Je mets la proposition aux voix.

La proposition tendant à la création d'une Commission d'étude est adoptée à la majorité, les conseillers communistes ayant voté contre. Le rapport correspondant à cette question figure à l'ordre du jour sous le n° 59 / 55.

Le rapport 59 / 6.031 est également adopté.

59 / 6.032. — **Projet d'aménagement de détail de la zone Lille-Sud.**

59 / 6.033. — **Réalisation du plan d'aménagement et d'embellissement de la Ville. Acquisition de terrains grevés de la servitude non ædificandi à Lille, lieu dit « rue et cité des Bois Blancs ». M. Robert Leblanc.**

Ces rapports sont adoptés.

59 / 6.034. — **Gare Routière. Approbation du projet.**

M. COQUART. — Je me rends parfaitement compte que les délais ont été relativement courts pour établir ce projet de délibération. Je veux bien ne pas tenir compte que nous devons approuver un plan-masse que nous n'avons pas vu mais je voudrais avoir la certitude que la Ville ne saurait, en aucune façon, être engagée dans les charges financières de ce projet sans que le Conseil Municipal ait été consulté.

M. WALKER. — Je reconnais que ce projet qui fait l'objet de nombreuses discussions depuis plusieurs années est présenté tardivement. L'accord final sur le plan-masse de la gare routière n'a eu lieu que samedi matin au cours d'une entrevue qui groupait la Chambre de Commerce, les futurs exploitants, les routiers et les ingénieurs des Ponts et Chaussées. Ce plan est joint au dossier.

Quant au projet financier et aux modalités de financement, ils sont parfaitement connus des membres de la Commission et plus particulièrement de M. Van Wolput et de moi-même qui avons suivi les discussions dans le détail.



En fait, la Ville ne s'engage pas sur le plan financier en ce qui concerne l'opération elle-même, sauf à céder une parcelle de terrain lui appartenant. Toutefois, la création de la gare routière nous amènera à réaliser un certain nombre de travaux : pour la relier au boulevard périphérique et pour en dégager l'entrée.

M. LE MAIRE. — Les travaux d'aménagement de la voirie proche de la Gare Routière sont financés par le Département qui a voté, pour cet objet, un crédit de 30 millions.

M. COQUART. — Je remarque que le dossier n'apporte aucune précision en ce qui concerne les voies d'accès dont la prise en charge incombe à la Ville.

Il est également dommage que la Ville doive approuver une concession sans que les services contentieux aient été consultés.

En tout état de cause, j'aurais préféré que le projet de délibération fût plus explicite.

M. VAN WOLPUT. — J'ai suivi personnellement cette affaire. Je voudrais, comme je l'ai fait au Conseil d'Administration, confirmer les renseignements donnés.

La Ville n'intervient aucunement dans les limites intérieures de la Gare Routière. Quant à la voirie destinée à relier cette Gare Routière au boulevard périphérique, c'est celle de l'ancien projet que nous avons adopté pour l'aménagement de ce quartier.

M. COQUART. — J'estime que la Ville peut être ou ne pas être engagée financièrement en raison même de la rédaction du paragraphe b) du 3<sup>o</sup> « l'estimation sommaire des dépenses et les moyens de financement prévus audit mémoire ».

M. WALKER. — Le 21 décembre 1956, j'avais fait présenter un projet de délibération déjà suffisant par lui-même, qui a été complété par la phrase suivante :

« Sous réserve expresse que la construction de la Gare Routière soit effectuée en plein accord avec la Ville et selon les plans agréés par elle ».

C'est pourquoi le Ministère a demandé que nous fassions connaître, par une seconde délibération, notre accord sur ces plans. C'est également le Ministère qui demande notre accord sur l'estimation sommaire des dépenses et des moyens de financement.

Je peux donner à mon collègue Coquart l'assurance que nous ne sommes pas engagés sur le plan financier.

Le projet d'aménagement de cette partie de la Ville visait trois objectifs à atteindre

— avoir une Gare Routière contiguë à la S.N.C.F.

— établir un parking

— maintenir, à titre précaire, l'Héliport.

Nous n'intervenons que pour céder notre terrain et permettre à la Chambre de Commerce de construire cette Gare Routière, en plein accord avec la Ville.

M. COQUART. — J'observe, au paragraphe a) que la délibération que vous venez d'indiquer n'a pas été approuvée et que M. le Préfet nous a demandé notre avis sur des points complémentaires.

Il semble que nous ne disposons pas des garanties qu'elle contenait.

Je prends acte, avec intérêt, de ce qui est prévu dans le nouveau texte mais, malgré tout, je crois comprendre qu'un important programme de voirie est à prévoir.

M. LE MAIRE. — Il est nécessaire que le Conseil Municipal soit parfaitement



informé. Il va sans dire que si la Gare Routière est achevée dans un an, il sera absolument nécessaire de la relier au boulevard périphérique.

Le rapport est adopté.

SERVICE D'ARCHITECTURE.

59 / 7.001. — Bâtiments Communaux. Abattoirs. Vente de vieux métaux. Admission en recette.

59 / 7.002. — Bâtiments Communaux. Opéra. Vente de vieux métaux. Admission en recette.

59 / 7.003. — Bâtiments Communaux. Église Saint Martin d'Esquermes. Travaux de couverture. Participation du Culte. Admission en recette.

59 / 7.004. — Bâtiments Communaux. Temple Israelite. Travaux de couverture. Participation du Culte. Admission en recette.

59 / 7.005. — Constructions scolaires en commandes groupées. Programme 1955/1956. École maternelle du boulevard de Metz. Travaux d'installations électriques. Substitution d'entreprise.

59 / 7.006. — Reconstruction du Groupe Scolaire Lakanal-Campan. Lot n° 1 (terrassment, maçonnerie, béton armé, etc...). Augmentation du montant des dépenses autorisées.

59 / 7.007. — Bâtiments scolaires. Reconstruction du Groupe Lakanal-Campan. Travaux d'électrification. Marché.

Ces rapports sont adoptés.

59 / 7.008. — Bâtiments scolaires. Ancien Hôpital Saint Sauveur. Installation de classes provisoires. Imputation de la dépense.

M. BERTRAND. — Je demande le retrait de ce rapport. A l'examen, il semble que la solution préconisée ne soit pas réalisable. Nous avons pensé qu'il serait plus sage d'attendre la construction des nouveaux locaux scolaires sur le terrain de l'Hôpital Saint-Sauveur pour y amener les élèves de l'École Sophie Germain, quitte à retarder quelque peu l'exécution des travaux envisagés en vue de l'extension de cette école. Pour l'instant, nous recherchons une autre solution mais nous ne disposons plus de locaux vacants.

M. LANDRÉA. — Je partage le point de vue de M. Bertrand. J'ai eu l'occasion de m'entretenir, avec des parents, du problème du transfert des élèves de l'école Sophie Germain dans les locaux actuels de l'Hôpital Saint-Sauveur et il est en effet souhaitable de trouver une autre formule.

Ce rapport est retiré de l'ordre du jour.

59 / 7.009. — Dommages de guerre. Transferts d'indemnités.



- 59 / 7.010. — Établissement de bains de la rue Dupuytren. Logement du chauffeur-mécanicien. Exécution des travaux. Avenants à des marchés. Financement.
- 59 / 7.011. — Dommages de guerre. Établissement de bains de la rue Dupuytren à Fives. Logement du chauffeur-mécanicien. Architecte-Reconstructeur. Avenant à un contrat de prestations de services.
- 59 / 7.012. — Reconstruction de l'Établissement de bains de la rue Dupuytren. Lot n° 5 - Cimentage. Appel d'offres. Marché.
- 59 / 7.013. — Reconstruction de l'Établissement de bains de la rue Dupuytren. Lot n° 12 - Pierres dures. Appel d'offres. Marché.
- 59 / 7.014. — Bains Municipaux du boulevard de la Liberté. Travaux de grosses réparations. Modernisation des cabines de déshabillage. Lot n° 1 (démolitions, terrassements, maçonnerie, béton armé, cimentage, canalisations). Lot n° 3 (cloisonnements des cabines et revêtements sur murs). Décomptes définitifs. Avenants.
- 59 / 7.015. — Bâtiments communaux. Location de bâches et matériel d'étanchéité provisoire. Travaux de pose. Marché de gré à gré.
- 59 / 7.016. — Bâtiments communaux. Fourniture de bûches et de bois cassé. Marchés de gré à gré.
- 59 / 7.017. — Bâtiments communaux. Fourniture de fuel-oil léger. Marché de gré à gré.
- 59 / 7.018. — Bâtiments communaux. Fourniture d'extincteurs. Marché de gré à gré.
- 59 / 7.019. — Bâtiments communaux. Entretien de monte-charge. Engagement d'entretien. Avenants.
- 59 / 7.020. — Hôtel de Ville. Réseau téléphonique municipal. Entretien d'une batterie d'accumulateurs. Engagement d'entretien.
- 59 / 7.021. — Services Municipaux. Travaux d'installations électriques et téléphoniques. Fourniture de matériel. Marché de gré à gré.
- 59 / 7.022. — Services Municipaux. Fourniture de combustibles solides aux bâtiments communaux. Adjudication. Cahier des charges.
- 59 / 7.023. — Halles et Marchés. Marché place Madeleine Caulier. Aménagement d'un bureau. Imputation de la dépense.
- 59 / 7.024. — Allocation départementale scolaire. Exercice 1955/1956. Reliquat disponible. Emploi.
- 59 / 7.025. — Allocation départementale scolaire. Exercice 1956/1957. Programme supplémentaire.



- 59 / 7.026. — Bâtiments scolaires. École Désiré Verhaeghe. Entretien d'un monte-charge. Contrat.
- 59 / 7.027. — Bâtiments scolaires. Constructions scolaires en commandes groupées. Maternelles isolées. Travaux de chauffage central. Marché. Avenant.
- 59 / 7.028. — Théâtre Sébastopol. Travaux de modernisation. Crédit. Imputation de dépense.
- 59 / 7.029. — Constructions scolaires en commandes groupées. Programmes 1955 et 1956. Travaux et fondations supplémentaires. Crédit. Emprunt. Emploi.
- 59 / 7.030. — Constructions scolaires en commandes groupées. Programme 1957. Projet définitif. Réévaluation de la dépense. Crédit. Emprunt. Emploi.
- 59 / 7.031. — Bâtiments communaux et propriétés communales. Gros travaux d'aménagement, d'équipement, de modernisation et de sécurité. Travaux et fournitures divers. Crédit. Emprunt. Emploi.
- 59 / 7.032. — Groupe scolaire Lakanal-Campan à Fives. Reconstruction. Réévaluation de la dépense. Travaux supplémentaires. Crédit. Emprunt. Emploi.
- 59 / 7.033. — Groupe scolaire Lakanal-Campan à Fives. Acquisition de mobilier. Équipement des classes. Crédit. Emprunt. Emploi.
- 59 / 7.034. — Institut Denis Diderot. Gros travaux de couverture et d'étanchéité. Crédit. Emprunt. Emploi.
- 59 / 7.035. — Collège moderne de Jeunes Filles Jean Macé. Modernisation du bloc sanitaire et des installations électriques. Logements en surélévation. Crédit. Emprunt. Emploi.
- 59 / 7.036. — Bâtiments scolaires. École maternelle La Fontaine. Aménagement de la cuisine et des vestiaires. Travaux de couverture et d'installations électriques. Crédit. Emprunt. Emploi.
- 59 / 7.037. — Construction d'une nouvelle École des Beaux-Arts et Régionale d'Architecture. Projet définitif. Crédit. Emprunt. Emploi. Subventions.
- 59 / 7.038. — Construction d'une nouvelle École des Beaux-Arts et Régionale d'Architecture. Demande de subvention complémentaire.
- 59 / 7.039. — Centre Sportif du boulevard d'Alsace. Construction de vestiaires-douches, d'un logement de gardien et de l'entrée principale. Crédit. Emprunt. Emploi.
- 59 / 7.040. — Terrain de l'Écluse Sainte Hélène à Saint-André. Aménagement d'un terrain de hockey. Projet. Crédit.
- 59 / 7.041. — Allocation départementale scolaire. Année scolaire 1958/1959. Application. Programme de travaux.

Ces rapports sont adoptés.



**59 / 7.042. — Domaine communal. Ancien Hôpital Saint Sauveur. Démolition. Fractionnement des travaux.**

M. COLICHE. — J'ai constaté cette semaine que l'entreprise adjudicataire avait procédé à l'arasement du chœur et de l'oratoire de la chapelle Saint-Sauveur dont j'avais demandé le maintien en attendant une solution provisoire.

J'avais souligné l'intérêt historique de ces bâtiments dont la beauté impressionnait davantage une fois dégagés des constructions qui les entouraient. Nous aurions peut-être pu attendre la troisième tranche de travaux pour entreprendre cette destruction. Il s'agissait de conserver quelque 150 mètres carrés, ce qui n'était pas gênant puisqu'aucune décision n'a été prise en ce qui concerne la construction d'un Hôtel de Police.

Personnellement, je souhaite un contact plus étroit entre les Associations culturelles et historiques et la municipalité pour éviter la destruction de bâtiments revêtant un caractère historique certain.

M. BERTRAND. — Je ne suis pas tout à fait de l'avis de M. Coliche. Au cours de la visite des lieux que j'ai effectuée en compagnie de techniciens, les hommes de l'art ont reconnu la vétusté de ces bâtiments. En fait, il ne restait pas grand chose des bâtiments d'origine, sauf peut-être ce que vous appelez l'oratoire.

La superficie occupée par ces bâtiments gênait considérablement la réalisation du programme de constructions envisagé et, il ne pouvait plus être question de maintenir une partie de cet édifice.

La question du déplacement des bâtiments pouvait être examinée mais aucune proposition n'a été faite dans ce sens par des organismes compétents.

Puisque nous en sommes au chapitre des démolitions, je voudrais faire une mise au point.

Un journal local a fait paraître une photographie et le commentaire ci-après :

« Depuis quelques jours déjà les ouvriers d'une entreprise de démolition étaient occupés à la récupération de matériaux sur un immeuble vétuste.

« Le travail, mené avec précaution, avançait lentement. La maison était heureusement évacuée par les ouvriers quand, dans un grondement effrayant et un nuage de poussière, la bâtisse s'effondra recouvrant toute la chaussée de gravats, de briques broyées, etc... Fort heureusement, il n'y avait personne dans la rue à cet instant. « Les sapeurs-pompiers ont fait un barrage autour de la maison en ruine et la circulation a été interrompue. »

Je m'inscris en faux contre cette relation. Il s'agissait en réalité d'une maison inoccupée de la rue Lottin qu'une équipe d'ouvriers de la Ville, sous la conduite d'un Ingénieur, était en train d'abattre. l'effondrement décrit n'était donc pas un effet du hasard.

Ce rapport est adopté.

**59 / 7.043. — Bâtiments communaux. Abattoirs. Démolition des brûloirs à porcs. Admission en recette.**

**59 / 7.044. — Bâtiments scolaires. Installation de chauffage. Contrat de conduite, entretien et approvisionnement. Avenant. Groupes scolaires en commandes groupées.**



- 59/ 7.045. — Bâtiments communaux. Église Saint Martin d'Esquermes. Travaux de gros œuvre. Marché de gré à gré. Participation du Culte. Admission en recette.
- 59/ 7.046. — Écoles Chateaubriand et Maintenon. Travaux d'aménagement et d'amélioration. Lots 1, 3, 4, 7 et 8. Décomptes définitifs. Avenants.
- 59/ 7.047. — Reconstruction du groupe scolaire Lakanal-Campan à Fives. Lot 3. Charpente, menuiserie. Augmentation du montant des dépenses autorisées.
- 59/ 7.048. — Église Saint Pierre Saint Paul. Dommages de guerre. Mobilier reconstitué par l'Association Diocésaine de Lille. Reversement par la Ville de l'indemnité réglée par le Ministère de la Reconstruction.

Ces rapports sont adoptés.

#### SERVICE DU PERSONNEL.

- 59/ 8.001. — Conservatoire National de Musique. Cours de danse. Augmentation du nombre d'heures de cours.
- 59/ 8.002. — Services Techniques. Recrutement d'un Ingénieur-Conseil. Rémunération.
- 59/ 8.003. — Personnel Municipal. Services Techniques et Services d'Architecture. Renforcement des effectifs.

Ces rapports sont adoptés.

M. LE MAIRE. — Je vous ai informés, mes chers collègues, au début de séance, que j'avais reçu deux lettres : l'une de M. De Becker, l'autre de M. Landrie relatives aux licenciements annoncés à l'usine de Fives et, aujourd'hui même, d'un vœu de M. Simonot, relatif à la Sécurité Sociale.

Avant de donner la parole à M. De Becker, je voudrais fournir quelques indications suite à l'intervention de M. Manguine au sujet de la présence de C.R.S. devant l'usine de Fives.

J'ai appris, du Cabinet de M. le Préfet, que la Direction de l'usine était en quelque sorte prisonnière, depuis ce matin à 10 heures, un groupe de grévistes l'empêchant de sortir. Le Préfet a pris les mesures qui s'imposaient, d'abord pour dégager le directeur et ses collaborateurs, ensuite pour assurer la protection des bâtiments.

Voilà les informations que j'ai pu obtenir. Je donne à présent la parole à M. De Becker.

M. DE BECKER. — Monsieur le Maire, personne ici ne saura rester insensible devant les graves événements qui se déroulent dans notre région, et particulièrement dans notre Ville, sur le plan social.

L'opinion publique est légitimement émue d'apprendre qu'une entreprise aussi



importante que la Compagnie Fives-Lille puisse prendre des mesures de licenciement aussi brutales et jeter sur le pavé 527 ouvriers de toutes catégories.

Parmi ces travailleurs, il y a des hommes qui ont atteint ou dépassé la cinquantaine et on s'indigne à la pensée qu'on les condamne à être chômeurs jusqu'à la fin de leurs jours.

Une grande inquiétude règne parmi la classe ouvrière car elle craint que l'Usine de Fives-Lille soit le banc d'essai d'un chômage systématique. Cette classe ouvrière s'indigne parce qu'elle se rend compte que dans le même temps où l'on porte atteinte aux lois de protection sociale, on veut également redresser une situation difficile, dont elle fera les frais.

Ceux-là se trompent qui croient que les travailleurs accepteront sans réagir les sacrifices inhumains qu'on veut leur imposer.

Mesdames, Messieurs, étant moi-même ouvrier, je déclare que les ouvriers qui savent faire preuve de compréhension et même de patience dans certaines circonstances, n'accepteront jamais de subir et de supporter l'injustice.

C'est pourquoi, Monsieur le Maire, je demande que le Conseil Municipal de Lille fasse savoir qu'il reste solidaire des travailleurs, qu'il proteste contre les congédiements et qu'il intervienne auprès du Ministre du Travail pour ne pas laisser s'accomplir ce qui vient d'être décidé à Fives et à Denain.

M. MANGUINE. — A l'Usine de Fives-Lille, les mesures qui viennent d'être envisagées par la Direction se traduisent dans l'immédiat par le licenciement de 554 travailleurs, ensuite par la réduction des horaires de travail qui passeront de 48 à 40 heures, enfin par un certain nombre de déclassements.

Les 12 et 13 décembre, dans une réunion au Comité d'Entreprise à Paris, la Direction Générale avait fait savoir qu'il s'agissait d'une réduction d'horaires et d'effectifs ; le 15 décembre, au cours d'une assemblée générale, les syndicats décidaient de s'opposer aux licenciements et aux réductions d'horaires.

La Direction recula une première fois, disant que ses intentions avaient été mal interprétées mais le 26 janvier, elle annonçait les mesures que je vous ai indiquées tout à l'heure, en les justifiant par la nécessité de faire face à la concurrence, depuis l'entrée de notre pays dans le Marché Commun.

On nous avait dit que le Marché Commun apporterait bien-être et prospérité aux travailleurs. Les faits démontrent au contraire que nous avons raison et que le Marché Commun aggrave la situation : menace de chômage, menace de fermetures d'usines, réduction de personnel, diminution du pouvoir d'achat.

Ces mesures s'inscrivent dans le cadre de la législation récente qui frappe les travailleurs en matière de sécurité sociale, de salaires, d'allocations familiales.

Nous sommes d'accord pour intervenir auprès du Ministère du Travail, qui dispose de moyens légaux pour empêcher les licenciements. Nous devons comprendre et appuyer l'action de ces ouvriers qui ne veulent pas autre chose que le respect de leurs droits et de leurs conditions de vie et de travail.

Le Conseil Municipal, s'associera à la légitime émotion des ouvriers et de la population en affirmant sa solidarité avec les ouvriers et techniciens de Fives-Lille et en demandant au Ministère du Travail de refuser les licenciements et les réductions d'horaires.



M<sup>lle</sup> MARTINACHE. — Dès que les intentions de la Direction de l'Usine de Fives-Lille ont été connues, j'ai immédiatement fait une démarche auprès du Ministère du Travail.

Une enquête est en cours et l'un de mes collègues est chargé de suivre cette affaire.

M. COLICHE. — Peut-on savoir le nom de ce collègue ?

M<sup>lle</sup> MARTINACHE. — C'est M. Delbecque, Président des Affaires Sociales à l'Assemblée Nationale.

M. LE MAIRE. — Je crois que l'unanimité est faite pour voter le vœu dont je vais vous donner lecture :

« Le Conseil Municipal de Lille estime de son devoir d'exprimer toute l'émotion qu'a soulevée dans la Cité et dans la Région, l'annonce d'une mesure prise par une importante firme de Lille, qui se traduirait si elle était appliquée, par un licenciement de 527 ouvriers, parmi lesquels se trouvent bon nombre de travailleurs qui, en raison de leur âge, ne parviendraient plus à se reclasser.

« Il juge inadmissible un congédiement aussi massif de travailleurs, en plein hiver, et sans considération de la gêne qui peut en résulter pour les familles ainsi frappées. Il demande aux Pouvoirs Publics d'agir rapidement pour que la mesure soit rapportée et pour que la solution à ce problème, à la fois économique et social, soit recherchée dans le cadre d'une meilleure organisation de l'économie nationale et dans le respect de la loi sur les conventions collectives du travail.

Mis aux voix, ce vœu est adopté à l'unanimité ; il figurera à l'ordre du jour sous le n° 59/56.

\*  
\* \*

M. LE MAIRE. — Je vous donne à présent connaissance du vœu présenté par M. Simonot :

« Le Conseil Municipal de Lille, vivement ému des répercussions des récentes ordonnances concernant la Sécurité Sociale et les Allocations Familiales, répercussions qui frappent durement les travailleurs et les familles laborieuses,

« Considérant que par ailleurs, l'appauvrissement de la population entraînera fatalement une augmentation des charges sociales de la Ville et parallèlement à cela un amenuisement des recettes,

« Demande l'abrogation pure et simple de l'ordonnance instituant une retenue semestrielle de 3.000 frs sur les frais pharmaceutiques, ainsi que le rétablissement du régime antérieur des Allocations Familiales.

M. SIMONOT. — Il est inutile de retenir davantage l'attention de mes collègues. Tout le monde sait avec quelle inquiétude le monde du travail a accueilli les récentes ordonnances. Lorsque ces ordonnances ont été prises, elles ont été assorties d'un grand nombre de considérations sur lesquelles les organismes de Sécurité Sociale ont fait la lumière, notamment sur le fait que la Sécurité Sociale serait débitrice envers l'Etat d'un nombre important de milliards.

Nous avons fait officiellement la preuve que les dettes contractées par la Sécurité



Sociale ont été intégralement remboursées ; c'est au contraire l'État qui serait redevable envers cet organisme d'un nombre respectable de milliards.

Certes, il y a peut être des mesures à prendre, mais ce n'est pas en sanctionnant les assujettis de 3.000 frs par semestre que l'on réalisera un équilibre qui n'a pas besoin de se justifier, d'autant que certains ont des ressources extrêmement modestes, les vieillards notamment, qui ont besoin de médicaments.

C'est pourquoi je me permets de demander à mes collègues de bien vouloir accepter dans son ensemble le vœu que je propose.

M. DEFAUX. — Je crois de mon devoir de faire remarquer, en ma qualité de médecin, les graves conséquences de l'ordonnance qui vient de paraître. Plusieurs malades, dont l'état de santé était très sérieux, ont dû renoncer aux soins indispensables, en raison même de l'application du ticket modérateur de 3.000 frs.

M. COLICHE. — L'Association des Familles de Lille, réunis hier, a adopté un vœu qui rejoint presque textuellement celui de M. Simonot.

M. LE MAIRE. — Je mets ce vœu aux voix.

Le vœu est adopté à l'unanimité des votants, les Conseillers de l'Union s'étant abstenus. Ce vœu figurera à l'ordre du jour sous le n° 59 / 57.

La séance est levée à 23 heures 30.

\* \* \*

Compte rendu analytique dressé par le Secrétaire Général de la Mairie, soussigné :

L. GRANGEON.

---

**N° 59 / 2. — FOURNITURE DE JOURNAUX, REVUES, PÉRIODIQUES  
ET LIVRES DE BIBLIOTHÈQUE POUR LES DIVERS  
SERVICES MUNICIPAUX PENDANT L'EXERCICE 1959.  
PROPOSITION DE MARCHÉS DE GRÉ A GRÉ.**

MESDAMES, MESSIEURS,

En vertu du décret du 25 août 1948, relatif à l'établissement de marché de gré à gré ou d'adjudication suivant le montant des dépenses effectuées dans le courant de l'année sociale, et compte tenu du montant approximatif des dépenses à envisager pour l'année 1959 concernant :

- a) les journaux, revues, périodiques et publications diverses ;
- b) les livres de bibliothèque divers (romans et ouvrages de vulgarisation) ;
- c) les livres d'Art et les publications savantes françaises et étrangères,



seize libraires de la Ville ont été consultés pour la fourniture éventuelle de :

- a) Abonnements aux journaux, revues, périodiques et publications diverses pour une somme approximative de . . . . . 1.750.000 frs
- b) Livres de bibliothèque divers pour une somme approximative de . . . . . 1.250.000 »
- c) Livres d'Art et publications savantes françaises et étrangères pour une somme approximative de . . . . . 750.000 »

Cinq libraires ont répondu et ont présenté les propositions ci-après :

NOM ET ADRESSE DU FOURNISSEUR ÉVENTUEL	RABAIS CONSENTIS		
	ABONNEMENTS REVUES PÉRIODIQUES	LIVRES DE BIBLIOTHÈQUE (ROMANS, OUVRAGES VULGAR.)	LIVRES D'ART PUBLICATIONS SAVANTES
Librairie classique G. Cambay, 7, place du Lion d'Or . . . . .	3 %	23 %	16 %
Librairie A. Hellin, 190, rue de Paris. . . . .	2,20 %	22,20 %	pas répondu
Librairie « Le Furet du Nord », 41, place Rihour . . . . .	0 %	23 %	18 %
Librairie J. Tallandier . . . . .	2,50 %	22 %	21 %
Tassard et C <sup>ie</sup> , 150, rue Léon Gambetta. . . . .	pas répondu	21,10 %	pas répondu

Les conditions les plus avantageuses ont été fournies :

pour les abonnements, par la Librairie G. Cambay, 7, place du Lion d'Or à Lille ;  
pour les livres d'Art et les publications savantes françaises et étrangères, par la Librairie J. Tallandier, 17, rue Faidherbe, Lille.

Pour les livres de Bibliothèque divers, la Librairie Classique G. Cambay, 7, place du Lion d'Or à Lille et la Librairie « Le Furet du Nord », 41, place Rihour à Lille, nous consentent les mêmes rabais ; toutefois, il convient de signaler que la Librairie G. Cambay est adjudicataire pour 1958 et a donné entière satisfaction et que, de plus, cette firme a consenti le rabais le plus important pour la fourniture des abonnements.

En conséquence, nous vous demandons de vouloir bien nous autoriser à passer les marchés de gré à gré :

- a) pour les abonnements et achats de livres de Bibliothèque divers, avec la Librairie Classique G. Cambay, 7, place du Lion d'Or à Lille ;
- b) pour l'achat de livres d'Art et de publications savantes françaises et étrangères, avec la Librairie J. Tallandier, 17, rue Faidherbe à Lille.

Les dépenses seront imputées sur les crédits ouverts aux chapitres du Budget 1959 pour les différents services utilisateurs.

Adopté.



N° 59/ 3. — ABONNEMENTS AUX JOURNAUX, REVUES, PÉRIODIQUES  
ET PUBLICATIONS DIVERSES A SOUSCRIRE POUR LES  
DIVERS SERVICES MUNICIPAUX — EXERCICE 1959.

MESDAMES, MESSIEURS,

Par circulaire de M. le Ministre de l'Intérieur N° 86 A. G. FIN. du 10 mars 1951 ; les municipalités peuvent souscrire des abonnements à certains journaux ou périodiques si elles pensent trouver dans ces publications des articles ou des études pouvant les intéresser.

Par ailleurs, il est avéré que les communes dans lesquelles existent d'importants services occupant un personnel permanent et spécialisé peuvent avoir intérêt à souscrire des abonnements aux revues et périodiques traitant des questions de législation, d'administration ou de technique spéciale intéressant ces services, la quantité d'abonnements souscrits devant être proportionnelle à l'importance des services qui en sont bénéficiaires.

Toutefois, il y a lieu de remarquer qu'en ce qui concerne les achats effectués par la Bibliothèque Municipale, payés sur un budget général de la Bibliothèque et dont la liste non établie d'une manière exhaustive est soumise à l'approbation du Comité d'Inspection des Achats de la Bibliothèque (Commission ministérielle), la Cour des Comptes subordonne à leur caractère d'utilité pratique les acquisitions de cette nature, lesquelles ne sont pas soumises aux prescriptions édictées pour les services municipaux.

Compte tenu de cet exposé, nous donnons ci-après la liste détaillée des abonnements à souscrire en 1959 ainsi que la récapitulation indiquant la valeur des imputations sur les différents chapitres du budget.

NBRE	NOMENCLATURE DES JOURNAUX, REVUES, PÉRIODIQUES	PRIX UNITÉ	PRÉVISION
1	Actualités Juridiques, comportant :		
	a) Droit administratif . . . . .	3.750 frs	7.500 frs
	b) Propriétés immobilières . . . . .	3.750 »	
2	Annuaire des Ministères comportant les numéros mensuels et spéciaux de la Revue de l'Administration Française . . . . .	4.000 »	8.000 »
1	Arboriculture Fruitière . . . . .	1.250 »	1.250 »
1	Architecture Française . . . . .	4.500 »	4.500 »
1	Archives Internationales « PHAROS » . . . . .	10.000 »	10.000 »
1	Argus Ménager . . . . .	1.600 »	1.600 »
2	Art et Décoration . . . . .	2.350 »	4.700 »
1	Bâtir . . . . .	3.000 »	3.000 »
1	Bulletin des Annonces Légales Obligatoires . . . . .	4.500 »	4.500 »
1	Bulletin annoté des Lois et Décrets . . . . .	500 »	500 »
1	Bulletin des Contributions Directes . . . . .	7.200 »	7.200 »
1	Bulletin Économique S.E.D. . . . .	32.000 »	32.000 »
1	Bulletin et Feuillet de Documentation Pratique des Contributions Directes. . . . .	6.500 »	6.500 »
1	Bulletin et Feuillet de Documentation Pratique des Taxes sur le Chiffre d'Affaires . . . . .	3.000 »	3.000 »



NBRE	NOMENCLATURE DES JOURNAUX, REVUES, PÉRIODIQUES	PRIX UNITÉ	PRÉVISION
1	Bulletin Horticole . . . . .	1.000 frs	1.000 frs
1	Bulletin d'Informations (Mise à jour du Manuel Pratique pour le Placement des Enfants, Malades et Vieillards) . . . . .	2.900 »	2.900 »
1	Bulletin d'Information du Ministère de la Santé Publique et de la Population . . . . .	2.000 »	2.000 »
1	Bulletin de l'Institut National d'Orientation Professionnelle B.I.N.O.P. . . . .	1.200 »	1.200 »
3	Bulletin Législatif DALLOZ . . . . .	3.600 »	10.800 »
1	Bulletin mensuel des Statistiques . . . . .	5.600 »	5.600 »
2	Bulletin Officiel des Décorations, Médailles et Récompenses . . . . .	800 »	1.600 »
4	Bulletin Officiel du Ministère de l'Intérieur . . . . .	600 »	2.400 »
2	Bulletin Officiel annoté de tous les Ministères . . . . .	400 »	800 »
1	Bulletin Officiel du Registre du Commerce et du Registre des Métiers . . . . .	6.000 »	6.000 »
2	Bulletin Officiel de l'Éducation Nationale. Abonnement D. . . . .	1.200 »	2.400 »
3	Bulletin Officiel des Services des Prix . . . . .	650 »	1.950 »
1	Bulletin Régional de Statistiques (Région du Nord). . . . .	600 »	600 »
2	Chronique des Travaux Publics et Particuliers . . . . .	2.500 »	5.000 »
1	Construction Moderne . . . . .	2.200 »	2.200 »
1	Courrier Horticole . . . . .	1.500 »	1.500 »
14	Croix du Nord . . . . .	5.250 »	73.500 »
3	Code Général des Impôts (Mises à-jour éventuelles en 1959) . . . . .	1.000 »	3.000 »
2	Départements et Communes . . . . .	1.500 »	3.000 »
1	Dictionnaire Biographique Français Contemporain (Mises à jour) . . . . .	2.000 »	2.000 »
1	Dictionnaire Biographique Permanent des Personnalités de l'Administration Française (Mises à jour). . . . .	5.000 »	5.000 »
1	Dictionnaire des Percepteurs (Mises à jour). . . . .	1.000 »	1.000 »
1	Dictionnaire Social Permanent couplé à Quinzaine Sociale (mise à jour) . . . . .	10.000 »	10.000 »
4	Documentation Française Illustrée . . . . .	500 »	2.000 »
1	L'Eau . . . . .	1.500 »	1.500 »
3	Éducation Nationale (abonnement B.B.) . . . . .	2.300 »	6.900 »
1	Électricien . . . . .	1.100 »	1.100 »
1	Équipement Électrique . . . . .	2.000 »	2.000 »
1	Feuillets de Documentation Pratique de l'Enregistrement (Mises à jour) . . . . .	3.500 »	3.500 »
1	Feuillets de Documentation Pratique des Impôts Indirects (Mises à jour) . . . . .	2.000 »	2.000 »
1	Feuillets de Documentation Pratique de Sécurité Sociale et de Législation du Travail . . . . .	3.500 »	3.500 »
6	Fonctionnaires, Employés et Ouvriers Communaux (Mises à jour) . . . . .	750 »	4.500 »
1	Gardener's Chronicle . . . . .	2.600 »	2.600 »
4	Gazette des Communes et du Personnel Communal. . . . .	500 »	2.000 »
1	Gazette du Palais . . . . .	4.000 »	4.000 »



NBRE	NOMENCLATURE DES JOURNAUX, REVUES, PÉRIODIQUES	PRIX UNITÉ	PRÉVISION
1	Génie Civil . . . . .	4.500 frs	4.500 frs
1	Guide des Prestations Familiales (Mises à jour). . . . .	700 »	700 »
1	Guide de l'Allocation Logement (Mises à jour) . . . . .	450 »	450 »
4	Guide Familial (Mises à jour) . . . . .	1.300 »	5.200 »
1	Guide de l'Employeur (Ouvrage de base et mises à jour). . . . .	1.500 »	1.500 »
2	Guide du Travail . . . . .	2.500 »	5.000 »
1	Informations Historiques . . . . .	}	4.600 »
1	Informations Littéraires . . . . .		
1	Informations Scientifiques . . . . .		
1	Informations Rapides . . . . .	2.200 »	2.200 »
2	Informations Sociales . . . . .	2.000 »	4.000 »
6	Instruction Générale relative à l'État Civil . . . . .	750 »	4.500 »
1	International Zoo-News . . . . .	1.700 »	1.700 »
1	Jardins de France . . . . .	1.400 »	1.400 »
1	Mon Jardin et ma Maison . . . . .	2.000 »	2.000 »
3	Journal Officiel — Édition complète . . . . .	19.750 »	59.250 »
10	Journal Officiel — Édition Lois et Décrets . . . . .	6.500 »	65.000 »
3	Juris-classeur Administratif (Mises à jour) . . . . .	4.500 »	13.500 »
1	Juris-classeur « Baux » (Mises à jour) . . . . .	1.000 »	1.000 »
1	Juris-classeur « Loyers » (Mises à jour). . . . .	1.800 »	1.800 »
14	Liberté . . . . .	5.250 »	73.500 »
1	Maisons d'Enfants de France . . . . .	1.500 »	1.500 »
1	Maisons et Jardins . . . . .	2.700 »	2.700 »
1	Médecin d'Usine . . . . .	3.000 »	3.000 »
1	Médecine et Collectivités . . . . .	1.200 »	1.200 »
1	Mémorial des Percepteurs . . . . .	800 »	800 »
1	Le Monde . . . . .	6.300 »	6.300 »
4	Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment. . . . .	5.000 »	20.000 »
1	Naturalia . . . . .	2.200 »	2.200 »
1	Nomenclature Générale des Actes Professionnels (Mises à jour référence : C.G.). . . . .	800 »	800 »
14	Nord-Éclair . . . . .	5.250 »	73.500 »
1	Nord Industriel et Commercial . . . . .	2.000 »	2.000 »
18	Nord-Matin . . . . .	5.250 »	94.500 »
2	Nouveau Répertoire de Droit DALLOZ. . . . .	3.500 »	7.000 »
1	Pédiatrie de Lyon . . . . .	3.500 »	3.500 »
1	Plaisirs de France . . . . .	6.300 »	6.300 »
1	Pour l'Ere Nouvelle . . . . .	500 »	500 »
6	Progrès du Nord . . . . .	1.000 »	6.000 »
1	Recueil des Lois, Décrets, Arrêtés et Circulaires relatives aux Finances Départementales et Communales : Mises à jour 1958 du Tome I — Dépenses. . . . . Mises à jour 1959 du Tome I — Dépenses. . . . . Mises à jour 1958 du Tome II — Recettes . . . . . Mises à jour 1959 du Tome II — Recettes . . . . . Mises à jour 1959 du Tome III — Budget, Comptabilité et Trésorerie. . . . .	3.000 » 3.000 » 2.500 » 2.500 » 2.500 »	13.500 »
1	Recueil des Arrêts du Conseil d'État . . . . .	3.200 »	3.200 »
1	Recueil Dalloz de Doctrine, de Jurisprudence et de Législation . . . . .	6.000 »	6.000 »



NBRE	NOMENCLATURE DES JOURNAUX, REVUES, PÉRIODIQUES	PRIX UNITÉ	PRÉVISION
1	Recueil Sirey de Chronique, de Jurisprudence et de Législation . . . . .	5.000 frs	5.000 frs
1	Recueil des Textes Officiels du Ministère de la Santé Publique et de la Population . . . . .	3.000 »	3.000 »
1	Recueil des Textes du Secrétariat d'État à la Reconstruction et au Logement . . . . .	4.000 »	4.000 »
1	Recueil Général des Lois, Décrets, Arrêtés et Jurisprudence — Répertoire Commaillé . . . . .	2.000 »	2.000 »
2	Répertoire Permanent des Personnalités de l'Administration Française . . . . .	500 »	1.000 »
1	Revue « Chaud-Froid » couplée à « Chauffage au Mazout » . . . . .	3.000 »	3.000 »
1	Revue des Finances Communales . . . . .	700 »	700 »
1	Revue Générale de l'Électricité . . . . .	4.500 »	4.500 »
1	Revue Générale des Routes et des Aéroports . . . . .	5.000 »	5.000 »
1	Revue Horticole et Jardins d'Aujourd'hui . . . . .	1.500 »	1.500 »
1	Revue Horticole Suisse . . . . .	1.900 »	1.900 »
1	Revue Internationale de la Sécurité Routière . . . . .	1.000 »	1.000 »
1	Revue Mensuelle de l'Habitat Populaire C.I.L. . . . .	1.200 »	1.200 »
1	Revue des Oiseaux . . . . .	500 »	500 »
1	Revue Pratique de Droit Administratif . . . . .	3.900 »	3.900 »
1	Revue Saint-Cyr . . . . .	3.000 »	3.000 »
1	Revue de la Sécurité Routière . . . . .	3.000 »	3.000 »
1	Revue Technique Automobile . . . . .	4.600 »	4.600 »
1	Revue du Trésor . . . . .	1.250 »	1.250 »
1	Sempex Pharmaceutique (Ouvrage de base et mises à jour) . . . . .	5.400 »	5.400 »
12	Série de Prix du Bâtiment — Correctifs de la Série complète en quatre volumes . . . . .	4.250 »	51.000 »
1	Série de Prix du Bâtiment — Correctif Tome I. . . . .	1.250 »	1.250 »
4	Statut Général des Fonctionnaires (Mise à jour) . . . . .	850 »	3.400 »
1	Tarif d'Honoraires des Praticiens (Mises à jour référence : C.V.K.D.) . . . . .	800 »	800 »
1	Tarif des responsabilités des Caisses de Sécurité Sociale (Mises à jour référence C.E.) . . . . .	750 »	750 »
1	Technique et Architecture . . . . .	4.500 »	4.500 »
1	Technique de l'Eau . . . . .	3.250 »	3.250 »
1	Textes de Droit Familial couplés à l'Information Rapide . . . . .	4.300 »	4.300 »
1	Théâtre dans le Monde . . . . .	1.050 »	1.050 »
1	Travaux . . . . .	5.000 »	5.000 »
1	Tuiles et Briques (Abonnement B) . . . . .	1.500 »	1.500 »
2	Urbanisme . . . . .	4.200 »	8.400 »
1	Usine Nouvelle . . . . .	2.200 »	2.200 »
1	Vers l'Éducation Nouvelle . . . . .	800 »	800 »
1	Vie à la Campagne . . . . .	1.500 »	1.500 »
5	Vie Communale et Départementale . . . . .	900 »	4.500 »
1	Vie Urbaine . . . . .	1.600 »	1.600 »
2	Villes et Villages de France . . . . .	1.000 »	2.000 »
100	Vitalité Française . . . . .	600 »	60.000 »
19	Voix du Nord . . . . .	5.250 »	99.750 »
	A reporter au total général. . . . .		1.094.600 frs



NBRE	NOMENCLATURE DES JOURNAUX, REVUES, PÉRIODIQUES	PRIX UNITÉ	PRÉVISION
CHAPITRE VII <i>Sapeurs-Pompiers</i>			
1	Journal Officiel — Lois et Décrets. . . . .	6.500 frs	6.500 frs
1	Protection Civile . . . . .	500 »	500 »
	A reporter au total général. . . .		7.000 frs =====
CHAPITRE IX <i>Salubrité et Santé — Laboratoire Municipal d'Analyse</i>			
1	Annales de Falsifications et des Fraudes . . . . .	3.000 frs	3.000 frs
1	Annales de Chimie analytique . . . . .	3.000 »	3.000 »
1	Journal Officiel — Lois et Décrets. . . . .	6.500 »	6.500 »
1	Peintures, Pigments et Vernis . . . . .	3.000 »	3.000 »
1	Revue « Le LAIT » . . . . .	3.500 »	3.500 »
	A reporter au total général. . . .		19.000 frs =====
CHAPITRE XVI <i>Abattoirs, Halles et Marchés, Foires</i>			
1	Bulletin de l'Académie Vétérinaire de France, couplé au Recueil de Médecine Vétérinaire de l'École d'Alfort.	5.000 frs	5.000 frs
1	Die Fleischwirtschaft . . . . .	6.720 »	6.720 »
1	Deutsche Schlacht und Viehof-Zeitung. . . . .	3.600 »	3.600 »
1	Journal Officiel — Lois et Décrets. . . . .	6.500 »	6.500 »
1	Recueil de Médecine Vétérinaire . . . . .	3.000 »	3.000 »
1	Revue de l'Élevage . . . . .	1.800 »	1.800 »
1	Revue Générale du Froid . . . . .	2.200 »	2.200 »
	A reporter au total général. . . .		28.820 frs =====
CHAPITRE XXI <i>Enseignement (Collège Technique Baggio)</i>			
1	Association Française de Normalisation . . . . .	3.000 frs	3.000 frs
1	Atomes . . . . .	1.500 »	1.500 »
1	Avenirs . . . . .	2.000 »	2.000 »
1	Bulletin Officiel des Cours Professionnels . . . . .	600 »	600 »
1	Bulletin de Presse du Centre National de Documentation Pédagogique et du B.U.S. . . . .	810 »	810 »
1	Cahiers Français d'Information . . . . .	1.200 »	1.200 »
1	Cahiers Pédagogiques du 2 <sup>e</sup> Degré . . . . .	1.000 »	1.000 »
1	Caractères . . . . .	1.050 »	1.050 »
1	Cours Commercial . . . . .	600 »	600 »



NBRE	NOMENCLATURE DES JOURNAUX, REVUES, PÉRIODIQUES	PRIX UNITÉ	PRÉVISION
1	Cours Industriel . . . . .	600 frs	600 frs
1	Documentation Photographique couplée à Documen- tation Française Illustrée . . . . .	2.500 »	2.500 »
1	Documents . . . . .	1.500 »	1.500 »
1	Éducation Mathématique . . . . .	700 »	700 »
3	Éducation Nationale — (Abonnement C.B.). . . . .	3.300 »	9.900 »
1	Électricien . . . . .	1.100 »	1.100 »
1	Enseignement Technique . . . . .	1.000 »	1.000 »
1	Étude du Travail . . . . .	2.500 »	2.500 »
1	Études et Conjonctures . . . . .	5.500 »	5.500 »
1	Fascicules de Documentation Administrative . . . . .	3.000 »	3.000 »
1	Fiches d'Informations Pédagogiques et Techniques . . . . .	1.200 »	1.200 »
1	France Graphique . . . . .	2.200 »	2.200 »
1	France Horlogère . . . . .	1.250 »	1.250 »
1	Humanités — Classe de Grammaire . . . . .		
1	Humanités — Classe de Lettres . . . . .		3.330 »
1	Humanités Scientifiques . . . . .		
1	Impôts et Sociétés . . . . .	4.320 »	4.320 »
1	Informations Géographiques . . . . .		
1	Informations Historiques . . . . .		6.000 »
1	Informations Littéraires . . . . .		
1	Informations Scientifiques . . . . .		
1	Journal de Mathématiques Élémentaires . . . . .	700 »	700 »
1	Journal Officiel — Lois et Décrets . . . . .	6.500 »	6.500 »
1	Journal Suisse d'Horlogerie et de Bijouterie . . . . .	1.800 »	1.800 »
1	Machine Outil Française . . . . .	1.000 »	1.000 »
1	Menuisier de France . . . . .	1.500 »	1.500 »
1	Nord Industriel et Commercial . . . . .	2.000 »	2.000 »
1	Notes Rapides . . . . .	3.000 »	3.000 »
1	Nouveau Journal de Menuiserie . . . . .	1.500 »	1.500 »
1	Pratique des Industries Mécaniques . . . . .	1.900 »	1.900 »
1	Réalités . . . . .	5.900 »	5.900 »
1	Publimondial . . . . .	6.000 »	6.000 »
1	Revue Technique Art et Science . . . . .	2.000 »	2.000 »
1	Revue Technique Automobile . . . . .	4.600 »	4.600 »
1	Sécurité et Hygiène . . . . .	700 »	700 »
1	Toute la Radio . . . . .	1.875 »	1.875 »
	A reporter au total général . . . . .		99.435 frs =====
	CHAPITRE XXI		
	<i>Enseignement (Collège Technique Valentine Labbé)</i>		
1	Bulletin d'Information Économique, Technique et Pédagogique . . . . .	1.100 »	1.100 »
1	Bulletin de l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques — Région du Nord. . . . .	600 »	600 »
1	Bureau . . . . .	1.800 »	1.800 »
1	Cahier de Normalisation couplé à Courrier de la Norma- lisation . . . . .	2.000 »	2.000 »
1	Connaissance des Arts . . . . .	4.140 »	4.140 »



NBRE	NOMENCLATURE DES JOURNAUX, REVUES, PÉRIODIQUES	PRIX UNITÉ	PRÉVISION
1	Dictionnaire Social Permanent (Mises à jour) . . . .	10.000 frs	10.000 frs
1	Documentation Photographique couplée à Documen- tation Française Illustrée . . . . .	2.600 »	2.600 »
1	Documents . . . . .	1.500 »	1.500 »
1	Éducation Ménagère . . . . .	700 »	700 »
1	Éducation Nationale (Abonnement B.B.) . . . . .	2.300 »	2.300 »
1	Enseignement Technique . . . . .	1.000 »	1.000 »
1	Fiches de Pratique Médicale — Fichier Desfour (Mises à jour) . . . . .		3.500 »
1	Droit Social (Mises à jour) . . . . .	4.000 »	4.000 »
1	Informations Scientifiques . . . . .	1.600 »	1.600 »
1	Informations Sociales . . . . .	2.000 »	2.000 »
1	Jardin des Modes (Collections et modèles) . . . . .	3.000 »	3.000 »
1	Modes et Travaux . . . . .	670 »	670 »
1	Orga-Commerce . . . . .	2.400 »	2.400 »
1	Réalités . . . . .	5.900 »	5.900 »
1	Revue de l'Économe . . . . .	1.000 »	1.000 »
1	Revue de l'Infirmière et de l'Assistante Sociale . . . .	1.200 »	1.200 »
1	Revue de la Sécurité Sociale . . . . .	1.390 »	1.390 »
1	Santé de l'Homme . . . . .	200 »	200 »
1	Tableau Fiscal et Juridique . . . . .	3.850 »	3.850 »
1	Technique Art et Science . . . . .	2.800 »	2.800 »
1	Technique Hospitalière . . . . .	2.500 »	2.500 »
1	The Listener . . . . .	1.200 »	1.200 »
1	Vendre . . . . .	3.000 »	3.000 »
	A reporter au total général. . . .		67.950 frs
			=====
	CHAPITRE XXI		
	<i>Enseignement (Collège Moderne Franklin)</i>		
1	Documentation Pédagogique en Couleurs . . . . .	4.800 frs	4.800 frs
1	Documentation Photographique couplée à Documen- tation Française Illustrée et à Vues Diapositives . . .	5.850 »	5.850 »
1	Documentation photographique — Abonnement spécial « Sciences » avec vues diapositives. . . . .	1.700 »	1.700 »
1	Éducation Nationale (Abonnement B.B.) . . . . .	2.300 »	2.300 »
1	Fascicules de Documentation Administrative. . . . .	3.000 »	3.000 »
1	Guide du Concert et du Disque . . . . .	3.000 »	3.000 »
1	Informations Géographiques . . . . .		
1	Informations Historiques . . . . .		6.000 »
1	Informations Littéraires . . . . .		
1	Informations Scientifiques . . . . .		
1	Humanités — Classe de Grammaire . . . . .		
1	Humanités — Classe de Lettres . . . . .		3.350 »
1	Humanités Scientifiques . . . . .		
1	La Nature . . . . .	2.000 »	2.000 »
1	Revue des Deux Mondes . . . . .	3.500 »	3.500 »
1	Revue de Paris . . . . .	1.900 »	1.900 »
	A reporter au total général. . . .		37.400 frs



NBRE	NOMENCLATURE DES JOURNAUX, REVUES, PÉRIODIQUES	PRIX UNITÉ	PRÉVISION
CHAPITRE XXI. — Enseignement Collège Moderne Jean Macé			
1	Cahiers Pédagogiques du 2 <sup>e</sup> Degré . . . . .	1.000 frs	1.000 frs
1	Courrier de l'U.N.E.S.C.O. . . . .	500 »	500 »
1	Documentation Photographique couplée à Documen- tation Française Illustrée et à Vues diapositives . .	5.850 »	5.850 »
2	Éducation Nationale (Abonnement C.B.) . . . . .	3.300 »	6.600 »
1	Informations Géographiques . . . . .	}	6.000 »
1	Informations Historiques . . . . .		
1	Informations Littéraires . . . . .		
1	Informations Scientifiques . . . . .		
1	Naturalia . . . . .	2.200 »	2.200 »
	A reporter au total général. . . . .	.	22.150 frs =====
CHAPITRE XXI. — Enseignement Conservatoire			
1	Éducation Musicale . . . . .	1.050 frs	1.050 frs
	A reporter au total général. . . . .		1.050 frs =====
CHAPITRE XXI. — Enseignement Ecole des Beaux Arts			
1	Arts Documents . . . . .	2.000 frs	2.000 frs
1	Art d'Église . . . . .	1.200 »	1.200 »
1	Art Sacré . . . . .	1.000 »	1.000 »
1	Art - Spectacles . . . . .	3.500 »	3.500 »
1	Art et Style . . . . .	4.000 »	4.000 »
1	Cahiers de la Céramique . . . . .	4.000 »	4.000 »
1	Congrès de la Société Française d'Archéologie. . . . .	850 »	850 »
1	Éducation Nationale (Abonnement B.B.) . . . . .	2.300 »	2.300 »
1	Gazette des Beaux Arts . . . . .	5.600 »	5.600 »
1	Gebrauchsgraphik . . . . .	8.600 »	8.600 »
1	Graphis . . . . .	6.300 »	6.300 »
1	Mobilier et Décoration . . . . .	3.300 »	3.300 »
1	Stile Industriale . . . . .	3.900 »	3.900 »
	A reporter au total général. . . . .		46.550 frs =====



NBRE	NOMENCLATURE DES JOURNAUX, REVUES, PÉRIODIQUES	PRIX UNITÉ	PRÉVISION
CHAPITRE XXI. — Enseignement			
<i>Ecole Régionale d'Architecture</i>			
1	Architecture d'Aujourd'hui . . . . .	5.800 frs	5.800 frs
1	Domus . . . . .	8.400 »	8.400 »
1	Architectural Forum . . . . .	4.200 »	4.200 »
1	Tuiles et Briques — Abonnement A. . . . .	700 »	700 »
	A reporter au total général. . . .		19.100 frs
CHAPITRE XXI. — Enseignement			
<i>Institution d'Apprentissage Horticole</i>			
1	Endeavour . . . . .	5.000 frs	5.000 frs
1	Living with Flowers . . . . .	1.100 »	1.100 »
	A reporter au total général. . . .		6.100 frs
CHAPITRE XXI. — Enseignement			
<i>Ecole de Plein Air D. Verhaeghe</i>			
1	Fascicules de Documentation de l'Association Nationale des Communautés d'Enfants . . . . .	3.000 frs	3.000 frs
1	Cahiers de l'Enfance Inadaptée . . . . .	900 »	900 »
1	Vers l'Éducation Nouvelle . . . . .	600 »	600 »
	A reporter au total général. . . .		4.500 frs
CHAPITRE XXI quater. — Bibliothèque, Musées			
<i>Palais des Beaux Arts</i>			
1	Arts et Traditions Populaires . . . . .	1.500 frs	1.500 frs
1	Bulletin trimestriel de l'Association des Conservateurs des Collections Publiques de France . . . . .	800 »	800 »
1	Muséum . . . . .	1.000 »	1.000 »
1	L'Œil . . . . .	3.800 »	3.800 »
1	Revue des Arts . . . . .	2.500 »	2.500 »
	A reporter au total général. . . .		9.600 frs
CHAPITRE XXI quater. — Bibliothèque, Musées			
<i>Musée d'Histoire Naturelle</i>			
1	La Nature . . . . .	2.400 frs	2.400 frs
1	Naturalia . . . . .	2.200 »	2.200 »
1	Science et Vie . . . . .	1.200 »	1.200 »
	A reporter au total général. . . .		5.800 frs



NBRE	NOMENCLATURE DES JOURNAUX, REVUES, PÉRIODIQUES	PRIX UNITÉ	PRÉVISION
	<b>CHAPITRE XXXII bis</b> <i>Art. 1<sup>er</sup> : Frais relatifs aux emprunts et intérêts à divers</i>		
1	Cours authentiques et Officiels de la Compagnie des Agents de Change de Lille (Bulletin quotidien). . .	7.500 frs	7.500 frs
	A reporter au total général. . . .		7.500 frs =====

### RÉCAPITULATION GÉNÉRALE

DÉSIGNATION DES SERVICES	CHAPITRE DU BUDGET	PRÉVISIONS
Administration Générale . . . . .	Chap. II. — Art. 15.	1.094.600 frs
Corps des Sapeurs Pompiers . . . . .	Chap. VII.	7.000 »
Laboratoire Municipal d'Analyses . . . . .	Chap. IX.	19.000 »
Abattoirs, Halles et Marchés . . . . .	Chap. XVI.	28.820 »
Collège Technique « Baggio » . . . . .	Chap. XXI. — Enseignement.	99.435 »
Collège Technique « V. Labbé » . . . . .	Chap. XXI. — Enseignement.	67.950 »
Collège Moderne « Franklin » . . . . .	Chap. XXI. — Enseignement.	37.400 »
Collège Moderne « Jean Macé » . . . . .	Chap. XXI. — Enseignement.	22.150 »
Conservatoire . . . . .	Chap. XXI. — Enseignement.	1.050 »
École des Beaux Arts . . . . .	Chap. XXI. — Enseignement.	46.550 »
École Régionale d'Architecture . . . . .	Chap. XXI. — Enseignement.	19.100 »
Institution d'Apprentissage Horticole . . . . .	Chap. XXI. — Enseignement.	6.100 »
École de Plein Air « D. Verhaeghe » . . . . .	Chap. XXI. — Enseignement.	4.500 »
Palais des Beaux Arts . . . . .	Chap. XXI <i>quater</i> . — Biblio- thèque, Musées . . . . .	9.600 »
Musée d'Histoire Naturelle . . . . .	Chap. XXI <i>quater</i> . — Biblio- thèque, Musées .	5.800 »
Frais relatifs aux Emprunts et Intérêts à divers.	Chap. XXXII <i>bis</i> . — Art. 1 <sup>er</sup> .	7.500 »
Total général . . . . .		1.476.555 frs =====

Les prix ont été indiqués sous toutes réserves des modifications pouvant intervenir.

Nous vous prions de vouloir bien nous autoriser à souscrire les abonnements susvisés et décider l'imputation de la dépense sur les crédits prévus à cet effet.

*Adopté.*



**N° 59 / 4. — SERVICE MÉDICAL DU PERSONNEL. MODIFICATION  
DES ATTRIBUTIONS ET RAJUSTEMENT DE L'INDEMNITÉ  
DU MÉDECIN.**

*Rapport retiré de l'ordre du jour.*

**N° 59 / 5. — SOCIÉTÉ CIVILE POUR LE DÉVELOPPEMENT DE  
L'HABITAT. DISSOLUTION. CESSION DES BIENS A  
LA VILLE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

L'Assemblée Générale des Membres de la Société Civile pour le Développement de l'Habitat à Lille a, par délibération du 21 avril 1958, décidé de dissoudre par anticipation la dite Société à compter du 31 juillet 1958 sous condition suspensive de la conclusion avant cette date d'un accord de principe sur les conditions et modalités de la vente, soit à la Ville de Lille ou à tous autres Etablissements Publics, soit à toutes autres personnes physiques ou morales, des immeubles et des actions de la Société « Les Habitations Économiques du Nord » faisant partie notamment du patrimoine social.

Aux termes de cette même délibération, M<sup>e</sup> Rombaut a été nommé liquidateur de la Société avec les pouvoirs les plus étendus à cet effet, sous conditions suspensives de la dissolution de la dite Société au 31 juillet 1958.

Suivant délibération n° 58 / 90 du 30 mai 1958, approuvée par M. le Préfet du Nord le 18 juillet 1958, vous avez décidé de procéder au rachat des immeubles et des actions de la Société « Les Habitations Économiques du Nord » appartenant à la Société Civile pour le Développement de l'Habitat, à Lille.

Pour permettre de reprendre les biens composant le patrimoine de la Société Civile pour le Développement de l'Habitat, à Lille, la Ville doit racheter les 12 parts de la Société Civile appartenant à ses associés, savoir :

— l'Association de Familles de Lille du jeune foyer à la Famille Nombreuse	— 2 parts . . .	20.000 frs
— Le Comité Interprofessionnel du Logement de la Région Lilloise	— 2 parts . . .	20.000 »
— Le Comité Lillois de Lutte contre le Taudis	— 2 parts . . .	20.000 »
— M. le Professeur Paget	— 2 parts . . .	20.000 »
— M <sup>e</sup> Rombaut	— 2 parts . . .	20.000 »
— Les Consorts Decamps	— 2 parts . . .	20.000 »

Soit 12 parts pour . 120.000 frs

Ce rachat aura pour conséquence de faire passer tous les biens sociaux dans le patrimoine de la Ville de Lille au moyen d'une vente à titre de licitation faisant cesser l'indivision de ces éléments d'actif et de passif.



L'inventaire détaillé des biens licités à la date du 31 juillet 1958 et présenté par le liquidateur, s'établit comme suit :

### ACTIF SOCIAL

1 <sup>o</sup> Un groupe de 39 logements sis à Lille rue du Pont Neuf prolongée et rue des Bateliers, ainsi que les voies d'accès, cours et jardins autour de ces bâtiments, ensemble les fonds et terrain en dépendant d'une contenance de 10.357 m <sup>2</sup> repris au cadastre Section A n° 2.957 pie, groupe évalué à . . . . .	25.000.000 frs
2 <sup>o</sup> Les 18 primes annuelles de 1.276.800 frs chacune restant dues au 31 juillet 1958 sur les 20 qui ont été attribuées à la Société Civile, tant par l'État que par le Département du Nord et la Ville, à raison de la construction du Groupe de maisons ci-dessus désigné, primes estimées à . . . . .	14.444.000 »
3 <sup>o</sup> Un groupe de 76 logements sis à Lille rue de Finlande, ensemble les fonds et terrain en dépendant d'une contenance de 1 ha, 42 a, 78 ca, 17 dm <sup>2</sup> , repris au cadastre Section E n° 1.295, groupe évalué à . . . . .	60.000.000 »
4 <sup>o</sup> Les 19 primes annuelles de 4.742.400 frs restant dues à la date du 31 juillet 1958 sur les 20 qui ont été attribuées à la dite Société, tant par l'État que par le Département et la Ville à raison de la construction du groupe de maisons ci-dessus désigné, les dites primes estimées à . . . . .	60.056.000 »
5 <sup>o</sup> Une parcelle de terrain sise à Lille route Nationale n° 25 d'Arras à Lille, d'une contenance de 3.185, 72 m <sup>2</sup> , reprise au cadastre Section E. n° 565 pie, ladite parcelle évaluée à . . . . .	2.517.840 »
6 <sup>o</sup> 28.267 actions d'une valeur nominale de 1.000 frs chacune, entièrement libérées de la Société Anonyme Coopérative à capital variable « Les Habitations Économiques du Nord », dont le siège est à Lille, 31, boulevard Vauban, les dites actions évaluées à . . . . .	28.267.000 »
7 <sup>e</sup> Créance sur H.E.N. (Affaire T.E.L.B.) . . . . .	3.676.851 »
8 <sup>o</sup> Des valeurs réalisables à court terme ou disponibles d'un montant total de . . . . .	17.261.119 »

### PASSIF SOCIAL

Le passif de la Société comprend :

1 <sup>o</sup> La somme de 31.670.000 frs due au Sous-Comptoir des Entrepreneurs . . . . .	31.670.000 frs
2 <sup>o</sup> La somme de 70.505.000 frs due au Sous-Comptoir des Entrepreneurs . . . . .	70.505.000 »
3 <sup>o</sup> L'avance de la Ville de . . . . .	79.862.000 »
4 <sup>o</sup> La somme de 7 millions, montant du prêt consenti par le Comité Interprofessionnel du Logement de la Région Lilloise . . .	7.000.000 »



5° La somme de 10 millions, montant du prêt consenti par le Comité de Lutte contre le Taudis . . . . .	10.000.000 frs
6° Partie de la subvention de la Ville de Lille non employée . . .	9.928.945 »
7° Les dettes à court terme, charges à payer, etc... dont le montant s'élève à . . . . .	529.792 »
8° Les comptes à régulariser s'élevant à . . . . .	80.993 »
9° Les frais des actes de mainlevée par le Sous-Comptoir des Entrepreneurs . . . . .	855.000 »
10° Les frais de dissolution et de liquidation y compris honoraires .	611.080 »

La différence entre l'actif et le passif fait ressortir un excédent d'actif de 180.000 frs.

Les 6 associés désignés ci-dessus ayant accepté de céder leurs parts, la Ville de Lille qui était propriétaire de 6 parts d'intérêt de la dite Société, se trouvera seule propriétaire de tous les biens mobiliers et immobiliers composant l'actif social à charge d'acquitter le passif social.

La prise en charge par la Ville de Lille des valeurs mobilières, des immeubles, des créances, obligations, comptes, etc... figurant à l'actif et au passif repris ci-dessus, ne deviendra définitive qu'après remise des titres de propriété, titres de créances et d'obligations, et d'une façon générale des pièces justificatives.

En accord avec vos Commissions du Contentieux et des Finances, nous vous demandons de décider le rachat des 12 parts de la Société Civile, d'accepter les propositions qui vous sont faites pour la liquidation et de nous autoriser à passer tous actes nécessaires aux frais de la Ville.

D'autre part, en raison du but poursuivi en reprenant les biens de la Société Civile, nous vous proposons de solliciter la déclaration d'utilité publique de l'opération.

*Adopté.*

**N° 59 / 6. — CENTRE HOSPITALIER RÉGIONAL. ALIÉNATION,  
47, RUE BASSE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Au cours de sa séance du 29 novembre 1958, la Commission Administrative du Centre Hospitalier Régional a décidé d'aliéner à la « Société Immobilière de Constructions Groupées et Individuelles » dont le siège social est à Lille, 16 bis, rue Thiers, une parcelle de terrain d'environ 8,75 m2 à prendre dans le périmètre de l'immeuble sis à Lille, 47, rue Basse, reprise au cadastre sous partie du n° 1417 de la section A. et formant enclave dans la propriété voisine n°s 49-51 où doit être érigé un immeuble en co-propriété.

La vente se fera, sous la charge des baux et occupations en cours, moyennant le prix de 150.000 frs plus frais, droits et honoraires, payable au comptant, à la signature de l'acte authentique à intervenir.



De plus, l'acquéreur devra effectuer certains travaux, à savoir la construction d'un mur mitoyen et d'un nouvel escalier de cave, ainsi que l'aménagement de la verrière et sa réunion au surplus de la pièce non incorporée à la propriété voisine.

La propriété en cause dépendant du legs Deren, le produit de l'aliénation sera employé en achat de rentes d'État.

Étant donné qu'aux prix et conditions prévus l'opération paraît avantageuse pour le Centre Hospitalier Régional, nous vous demandons, en accord avec votre Commission du Contentieux, d'émettre un avis favorable à l'exécution de la délibération prise à cet effet.

*Adopté.*

---

**N° 59 / 7. — CENTRE HOSPITALIER RÉGIONAL. ALIÉNATION,  
5 ET 5 BIS, RUE ERNEST DECONYNCK.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération du 29 novembre 1958, la Commission Administrative du Centre Hospitalier Régional a décidé de vendre un immeuble sis à Lille, 5 et 5 bis, rue Ernest Deconynck, bâti sur un terrain de 442,36 m<sup>2</sup> repris au cadastre sous les n<sup>os</sup> 2.685 partie, 2.686 et 2.687 de la section H.

L'aliénation se fera par adjudication publique, sous la charge des baux et occupations en cours et sur la mise à prix de 7.500.000 frs plus frais, droits et honoraires, acceptée par M. Albert Legry, agissant tant en son nom personnel qu'au nom et pour le compte de la « Société des Établissements Legry frères » dont le siège se trouve à Lille, 12, rue de l'Hôpital Militaire. A défaut d'enchères, l'adjudication sera prononcée au profit de M. Legry sur cette évaluation.

Le prix de vente sera payable, au gré de l'acquéreur :

a) soit en totalité et au comptant, au moment de l'adjudication ;

b) soit en trois fractions égales, la première au moment de l'adjudication et les deux autres d'année en année afin que le dernier paiement soit effectué deux ans après la vente, les seconde et troisième fractions étant réglées avec les intérêts au taux de 7 %, produits par la partie du prix restant due après chaque échéance. L'acquéreur aura la faculté de s'acquitter par anticipation de tout ou partie de la somme restant à payer, en prévenant l'Administration un mois à l'avance et par écrit.

La propriété en cause dépendant du fonds de l'Hospice Général, le produit de l'aliénation sera affecté à la construction du pavillon de gériatrie de la Cité Hospitalière et de maisons de repos pour personnes âgées et malades chroniques.

Étant donné qu'aux prix et conditions prévus l'opération paraît avantageuse pour le Centre Hospitalier Régional, nous vous demandons, en accord avec votre Commission du Contentieux, d'émettre un avis favorable à l'exécution de la délibération prise à cet effet.

*Adopté (voir compte rendu analytique, page 2).*

---



N° 59/ 8. — CENTRE HOSPITALIER RÉGIONAL. ALIÉNATION,  
39 BIS ET 39 TER, RUE MEUREIN.

MESDAMES, MESSIEURS,

Au cours de sa séance du 29 novembre 1958, la Commission Administrative du Centre Hospitalier Régional a décidé de vendre à M. Louis Deltour agissant tant en son nom qu'au nom et pour le compte de la « Société Deltour et C<sup>ie</sup> » dont le siège social est à Lille 85-87, rue Masséna, un terrain de 232 m<sup>2</sup> environ sis à Lille, 39 bis et 39 ter rue Meurein, et repris au cadastre sous les n°s 1.955 partie, 1.956 à 1.963 et 1.964 partie de la Section H.

Ce terrain est actuellement concédé en bail emphytéotique au profit de M. Deltour, pour une durée de 30 ans, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1950, moyennant une redevance annuelle de 4 hl. de blé, plus charges représentant, au cours actuel, un revenu de 10.788 frs par an.

L'aliénation se fera moyennant le prix de 2.255.600 frs plus frais, droits et honoraires, qui sera payable au comptant, à la signature de l'acte authentique à intervenir.

La propriété en cause dépendant du fonds de l'Hospice Général, le produit de l'opération sera affecté à la construction du pavillon de gériatrie de la Cité Hospitalière et de maisons de repos pour personnes âgées et malades chroniques.

Nous vous demandons, en accord avec votre Commission du Contentieux, d'émettre un avis favorable à l'exécution de la délibération prise à cet effet.

*Adopté.*

---

N° 59/ 9. — CENTRE HOSPITALIER RÉGIONAL. ALIÉNATION  
A WATTIGNIES.

MESDAMES, MESSIEURS,

Au cours de sa séance du 30 août 1958, la Commission Administrative du Centre Hospitalier Régional a décidé de vendre à la Ville de Wattignies en vue de la construction d'un groupe scolaire, deux parcelles de terrain d'une superficie totale de 1 ha 44 a 02 ca, sises à Wattignies, chemin vicinal ordinaire n° 4, et reprises au cadastre sous les n°s 475 et 476 de la section B.

L'aliénation se fera sous la charge du bail en cours, moyennant le prix de 5.760.800 frs (en ce comprise l'indemnité dite de remploi) qui sera payable en totalité et au comptant, après accomplissement des formalités d'enregistrement, de transcription et de purge s'il y a lieu.

La Ville de Wattignies supportera, en outre, tous les frais, droits et honoraires afférents à cette opération.

Elle fera son affaire de toutes les questions relatives aux nouveaux alignements du chemin vicinal ordinaire n° 4 et de l'incorporation au domaine public de la partie du sol nécessaire à son élargissement, ainsi que de l'exécution des travaux de viabilité.



Elle devra prendre possession des deux parcelles dans l'état où elles se trouvent et à ses risques et périls, sans pouvoir mettre en cause le Centre Hospitalier Régional pour quelque motif que ce soit, notamment au sujet de la nature du sol ou des excavations pouvant exister.

La propriété en cause dépendant du fonds de l'Hospice Ganthois, le produit de l'aliénation sera affecté à la construction du pavillon de gériatrie de la Cité Hospitalière et de maisons de repos pour personnes âgées et malades chroniques.

L'opération paraissant avantageuse pour le Centre Hospitalier Régional, et en raison du but poursuivi, nous vous demandons, en accord avec votre Commission du Contentieux, d'émettre un avis favorable à l'exécution de la délibération prise à cet effet.

*Adopté.*

---

**N° 59 / 10. — CENTRE HOSPITALIER RÉGIONAL. ALIÉNATION  
A SAINT-ANDRÉ, RUE VICTOR HUGO.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération du 29 novembre 1958, la Commission Administrative du Centre Hospitalier Régional a décidé d'aliéner un terrain de 881,02 m<sup>2</sup>, sis à Saint-André, rue Victor Hugo, et repris au cadastre sous le n° 2.157 de la section unique.

La vente se fera par adjudication publique, sous la charge des baux et occupations en cours et sur la mise à prix de 1.762.040 frs, plus frais, droits et honoraires, acceptée par M. Charles Porchet, agissant tant en son nom qu'au nom et pour le compte de la « Société Porchet père et fils » dont le siège social est à Saint-André, 6, rue Victor Hugo. A défaut d'enchères, l'adjudication sera prononcée au profit de M. Porchet sur l'évaluation sus-mentionnée. Le prix de vente sera payable en totalité et au comptant, au moment de l'adjudication.

La propriété en cause dépendant du fonds de l'Hospice Comtesse, le produit de l'aliénation sera affecté à la construction du pavillon de gériatrie de la Cité Hospitalière et de maisons de repos pour personnes âgées et malades chroniques.

L'opération paraissant avantageuse pour le Centre Hospitalier Régional, nous vous demandons, en accord avec votre Commission du Contentieux, d'émettre un avis favorable à l'exécution de la délibération prise à cet effet.

*Adopté.*

---



**N° 59/ 11. — CENTRE HOSPITALIER RÉGIONAL. ÉCHANGE DE  
TERRAINS A LILLE ET A LOOS.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération en date du 29 novembre 1958, la Commission Administrative du Centre Hospitalier Régional a décidé de procéder à un échange de terrains avec le « Comité Interprofessionnel du Logement de la Région Lilloise » (C.I.L.).

Cet échange entre dans le cadre de la constitution, par le Centre Hospitalier, d'un vaste domaine situé sur le territoire de Loos, à proximité de la Cité Hospitalière, et sur lequel seront édifiés, dans une zone de verdure, des maisons de repos pour vieillards et malades chroniques ainsi qu'un pavillon de gériatrie.

Le Centre Hospitalier cèdera un terrain de 10 ha 19 a 85 ca situé à Lille, rues du Faubourg d'Arras et de Marquillies, repris au cadastre sous les n°s 281 à 283, 285 partie, 286 à 297, 300 à 302, 303 partie, 304 à 307, 308 partie, 309 partie et 310 partie de la section E, et estimé à 79.369.500 francs.

Sur ce terrain le C.I.L. se propose de réaliser un important programme de construction d'immeubles à usage d'habitation.

En échange le C.I.L. remettra au C.H.R. une soulte en argent de 25.523.500 francs et un terrain de 20 ha 85 a 51 ca situé à Loos, entre les chemins d'Avesnes et de l'Épinette repris au cadastre sous les n°s 236 partie, 238 partie, 241 partie, 242, 243, 247, 248, 250 partie, 251 à 257, 339 partie, 340, 341, 344 à 347, 350 et 361 de la section B, et estimé à 53.846.000 francs.

Le paiement de la soulte due par le C.I.L. sera effectué, au gré de celui-ci, soit à la signature de l'acte d'échange, soit en trois annuités égales, payables avec les intérêts au taux de 6 %. Son produit sera affecté à la construction des maisons de repos et du pavillon de gériatrie susmentionnés et remployé en Bons du Trésor.

Quant aux frais, droits et honoraires consécutifs à l'opération, ils seront supportés par les co-échangistes, chacun pour moitié, à l'exclusion de ceux afférents à la soulte que le C.I.L. réglera seul.

Les deux parties seront autorisées à prendre possession anticipée des terrains leur revenant, sous la charge des baux et occupations en cours et du règlement d'une indemnité égale au montant des fermages et loyers pour la période allant de la prise de possession à la signature de l'acte d'échange.

Étant donné le but poursuivi par les échangistes, nous vous proposons, en accord avec votre Commission du Contentieux, d'émettre un avis favorable à l'exécution de cette délibération à la condition qu'il soit stipulé qu'un terrain de 2 ha environ doit être réservé dans le terrain revenant au C.I.L. en vue de la construction d'un groupe scolaire.

D'autre part, pour répondre au vœu émis par la Commission Administrative du Centre Hospitalier Régional, nous vous demandons de solliciter pour le compte dudit Etablissement, la déclaration d'utilité publique en vertu de la loi du 3 mai 1841, modifiée par le décret-loi du 8 août 1935 en vue de la réalisation de l'échange et de l'éviction des occupants des terrains.

*Adopté.*



N° 59 / 12. — FOIRE-ATTRACTIONS AUTOMNE 1958. OCCUPATION DE L'ESPLANADE.

MESDAMES, MESSIEURS,

En vue de l'installation de la Foire-Attractions d'Automne 1958, la Ville a été autorisée à occuper, du 18 août au 6 octobre 1958, une partie des terrains de l'Esplanade de la Citadelle.

La redevance doit, en principe, être fixée après étude du compte d'exploitation mais ce document ne peut être établi que très longtemps après cette manifestation.

Compte tenu de ces circonstances, l'Administration des Domaines nous propose de fixer provisoirement la redevance au taux de l'année 1957, soit 225.000 francs.

Cette redevance serait payable en un seul terme et dans un délai de trois mois de la date de la signature de la soumission, avec intérêts au taux légal en cas de retard.

En accord avec votre Commission du Contentieux, nous vous demandons de décider le paiement de la redevance et de nous autoriser à signer la soumission nécessaire.

Le montant de la dépense sera prélevé sur le crédit inscrit au chapitre XXIX, article premier du budget primitif de 1958 sous rubrique : « Cérémonies publiques et manifestations diverses. Frais d'organisation ».

*Adopté.*

---

N° 59 / 13. — GYMNASSE, 7, PLACE SÉBASTOPOL. MAJORATION DU LOYER.

MESDAMES, MESSIEURS,

Suivant bail du 15 juin 1957, la Ville a la jouissance de l'immeuble, 7, place Sébastopol, pour une durée de neuf années, ayant pris cours le 1<sup>er</sup> avril 1956, résiliable à l'expiration de la troisième ou de la sixième année, moyennant un loyer de 250.000 francs par an.

Cet immeuble est utilisé par la Ville pour ses besoins administratifs, scolaires et post-scolaires et, d'autre part, il est mis à la disposition de la Fédération des Amicales Laïques pour lui permettre d'assurer le fonctionnement régulier de ses cours d'éducation physique et l'organisation de ses réunions.

Par lettre recommandée du 29 septembre 1958, les conjoints Grimonprez, propriétaires de l'immeuble, nous ont signifié congé pour le 31 mars 1959, fin de la troisième année d'occupation.

L'agence Pons, qui gère les intérêts des propriétaires, nous a informé que ceux-ci seraient disposés à nous consentir le renouvellement de la location moyennant un loyer annuel de 400.000 francs, toutes les autres conditions étant maintenues sans changement.

En vertu des dispositions législatives en vigueur, notamment l'article 37 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948, le prix des loyers des locaux loués ou occupés par les Administrations publiques est libre et, à défaut d'accord amiable, doit être fixé par le juge.



En comparant, par analogie avec les locaux d'habitation, les loyers déterminés suivant la surface corrigée, il apparaît que les prétentions des propriétaires sont raisonnables en raison de l'importance des locaux mis à la disposition de la Ville.

Nous vous demandons, en accord avec votre Commission du Contentieux, d'accepter ces conditions et de nous autoriser à passer le contrat nécessaire.

La dépense sera prélevée sur le crédit qui sera ouvert au chapitre du budget primitif de 1959 sous rubrique « Écoles primaires élémentaires – loyers ».

*Adopté.*

---

**N° 59 / 14. — IMMEUBLE, 97, BOULEVARD DE LA LIBERTÉ.  
RÈGLEMENT DU LOYER.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Aux termes d'un bail en date du 24 octobre 1939, M. Fauchille avait consenti à la Ville, la location de l'immeuble sis à Lille, 97, boulevard de la Liberté, dans lequel sont installées les classes de l'école Sophie Germain.

M. Fauchille s'étant déclaré dans l'impossibilité de supporter le coût de grosses réparations devenues nécessaires, M. le Président du Tribunal des référés a, par ordonnance du 10 janvier 1950, autorisé la Ville à entreprendre ces travaux, dont le montant a été évalué à 2.618.000 francs.

Aux termes d'une convention en date du 7 janvier 1952, la Ville était, en compensation des travaux effectués, exonérée du paiement des loyers du 1<sup>er</sup> janvier 1949 au 30 juin 1957, date d'expiration du bail.

D'autre part, suivant acte passé devant M<sup>e</sup> Deleplanque, notaire à Lille, le 14 février 1958, la Ville est devenue propriétaire de l'immeuble dont elle a la jouissance depuis le 20 août 1958, date de paiement du prix d'acquisition, par la confusion de ses qualités de locataire et de propriétaire.

En vue de régulariser l'occupation dudit immeuble pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 1957 (date d'expiration du bail) au 20 août 1958 (date d'entrée en jouissance par la Ville) M. Fauchille nous propose de fixer le loyer comme pour les locaux à usage professionnel, c'est-à-dire en majorant de 15 % la surface corrigée de l'immeuble, les prix de base au mètre carré étant ceux appliqués aux locaux d'habitation.

Le loyer déterminé suivant ce mode de calcul serait fixé comme suit :

2<sup>e</sup> semestre 1957 : 60.807 francs par mois.

1<sup>er</sup> semestre 1958 : 63.491 francs par mois.

du 1-7-58 au 20-8-58 : 66.176 francs par mois.

Ces conditions étant raisonnables, nous vous demandons, en accord avec votre Commission du Contentieux, de les accepter et de décider l'imputation de la dépense afférente à la période susvisée soit 900.000 francs environ sur le crédit inscrit à cet effet au chapitre XXI article 18 du budget primitif de 1958 sous rubrique « Écoles primaires élémentaires – loyers ».

*Adopté.*

---



**N° 59 / 15. — INSTITUT DENIS-DIDEROT. CONCESSION DE LOGEMENT.  
RÉSILIATION.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Suivant bail en date du 1<sup>er</sup> février 1951, M. Jésupret, chargé des fonctions d'économe-secrétaire de l'Institut Denis Diderot, avait obtenu la concession d'un logement de deux pièces plus vestibule dépendant de cet établissement.

M. Jésupret ayant libéré les locaux le 30 octobre 1958, nous vous demandons, en accord avec votre Commission du Contentieux, de décider la résiliation du bail et d'arrêter la perception du loyer à cette date.

*Adopté.*

---

**N° 59 / 16. — TERRAIN RUE ARMAND CARREL. RÉSILIATION DU  
BAIL.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Aux termes d'un bail en date du 20 juin 1957, M. et M<sup>me</sup> Degraeve, exploitants agricoles, demeurant à Ronchin, 175, avenue Jean Jaurès, avaient obtenu la location d'une parcelle de terre de 16.295 m<sup>2</sup>, sise à Lille, rue Armand Carrel, lieudit « Le Moulin d'Argent », section E, n<sup>os</sup> 54 et 63, pour une durée de neuf années, entières et consécutives, ayant pris cours le 22 décembre 1951, moyennant un fermage de cinq quintaux de blé par hectare et par an.

Ce terrain ayant été acquis par la Ville pour la réalisation de la Cité scolaire du Sud-Est, M. et M<sup>me</sup> Degraeve ont accepté de l'abandonner et de le rendre libre au 31 août 1958.

Nous vous demandons, en accord avec votre Commission du Contentieux, de consentir à la résiliation de ce bail et d'arrêter la perception du fermage à la date du 31 août 1958.

*Adopté.*

---



## N° 59 / 17. — OCCUPATION D'IMMEUBLES COMMUNAUX. HOMOLOGATION.

MESDAMES, MESSIEURS,

La concession de jouissance temporaire d'immeubles communaux appartenant à la Ville a été accordée à divers particuliers, moyennant l'engagement souscrit par eux :

1° de ne réclamer aucune indemnité en cas de privation de jouissance ou d'éviction quelle qu'elle soit,

2° de n'exiger aucune réparation.

Il a été, en outre, entendu que chacune des parties aura la faculté de faire cesser l'occupation à l'expiration de chaque mois, sur préavis d'un mois donné par écrit.

Ces autorisations ont été octroyées dans les conditions ci-après :

NOM ET PROFESSION DE L'OCCUPANT	DÉSIGNATION DE L'IMMEUBLE	DATE D'ENTRÉE EN JOUISSANCE	REDE- VANCE MENSUELLE PAYABLE D'AVANCE	MÉTHODE DE CALCUL
M. Vanmeragghe Maurice, sans profession.	161, rue Gustave Delory. Rez-de-chaussée : 2 pièces.	1 <sup>er</sup> août 1958	1.291 frs	forfait
M <sup>me</sup> Sauset Eugénie, sans profession.	84, rue Gustave Delory. 1 <sup>er</sup> étage : 2 pièces.	1 <sup>er</sup> septembre 1958	798 frs	forfait
M. Michiels, Jean-Louis, manœuvre.	36 à 44, rue du Croquet, Sur cour, 2 <sup>e</sup> étage : 1 pièce.	d <sup>o</sup>	517 frs	forfait
M <sup>me</sup> Godot Adèle, sans profession.	36 à 44, rue du Croquet. Sur rue, 2 <sup>e</sup> étage : 2 pièces.	d <sup>o</sup>	730 frs	forfait
M. Ombrouck Henri, maçon d'entretien	37, rue du Marché. 1 <sup>er</sup> étage : 2 pièces. 2 <sup>e</sup> étage : 2 pièces.	1 <sup>er</sup> octobre 1958	1.824 frs	forfait
M. Provost Marcel, retraité.	26 bis, rue du Curé Saint- Sauveur - maison : 6 piéc.	1 <sup>er</sup> janvier 1959	1.034 frs	forfait

Les droits d'enregistrement d'occupation verbale, la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, la consommation d'eau ainsi que les frais de vidange des fosses d'aisances sont à la charge des occupants.

Nous vous demandons, en accord avec votre Commission du Contentieux de ratifier ces décisions.

*Adopté.*



N° 59/ 18. — ABATTOIRS. LOCATIONS DE LOCAUX.

MESDAMES, MESSIEURS,

Nous soumettons à votre homologation les occupations de locaux ci-après désignés, dépendant des Abattoirs :

NOM DES OCCUPANTS	DÉSIGNATION DES LOCAUX	POINT DE DÉPART DE L'OCCUPATION	LOYER ANNUEL PAYABLE EN DEUX TERMES SEMESTRIELS ET D'AVANCE
M. Serge Becker . . . . .	Boyauderie n° 1	15-9-1957	30.140 frs
d° . . . . .	— n° 2.	1-4-1958	50.160 »
d° . . . . .	— n° 1 bis.	1-5-1958	23.430 »
M. Charles Vanoverberghe . .	Ancien échaudoir n° 57.	1-10-1958	12.760 »
M. Jean Paris . . . . .	Petit grenier n° 54.	d°	990 »
M. Henri Desbucquoy . . . .	Petit grenier n° 51.	1-12-1958	990 »
M. Maurice Bellengier . . . .	Grande triperie n° 7.	d°	33.440 »
M. Charles Vanoverberghe.	Magasin au sang et Halle aux cuirs.	d°	47.080 »

Le montant des loyers a été déterminé suivant le tarif fixé par délibération n° 561 du Conseil Municipal en date du 31 octobre 1955.

Un bail d'une durée de trois années sera consenti aux intéressés, étant entendu que chacune des parties aura la faculté de résiliation à l'expiration de chaque année d'occupation moyennant préavis d'un mois donné par écrit.

Nous vous demandons, en accord avec votre Commission du Contentieux, de ratifier ces décisions et de nous autoriser à passer les contrats nécessaires.

*Adopté.*

N° 59/ 19. — IMMEUBLE 61, BOULEVARD LOUIS XIV. RENOUVELLEMENT DU BAIL.

MESDAMES, MESSIEURS,

Suivant bail du 31 juillet 1951, M<sup>me</sup> Deruytter, née Bailleul Jeanne, occupe un immeuble à usage d'habitation et d'estaminet, appartenant à la Ville, sis à Lille, 61, boulevard Louis XIV, moyennant un loyer annuel de 75.000 francs, plus charges.

M<sup>me</sup> Deruytter a sollicité le renouvellement du bail qui arrive à expiration le 14 janvier 1959.



Étant donné que l'immeuble n'a pas été acquis par la Ville pour la réalisation de travaux d'utilité publique mais provient du legs Devaux rien ne s'oppose au renouvellement du bail sur de nouvelles bases comportant révision du loyer.

Après pourparlers, M<sup>me</sup> Deruytter a accepté d'acquitter un loyer annuel de 160.000 francs et de supporter, en outre, les contributions, primes d'assurances contre l'incendie, les frais de consommation d'eau, la vidange des fosses d'aisances et le ramonage des cheminées.

Nous vous proposons, en accord avec votre Commission du Contentieux, de consentir à M<sup>me</sup> Deruytter un nouveau bail, aux conditions reprises ci-dessus, pour une durée de neuf années à compter du 15 janvier 1959 avec faculté pour chacune des parties de le résilier à l'expiration de chaque période triennale moyennant préavis de six mois donné par écrit.

Nous vous demandons, en outre, de nous autoriser à passer le contrat nécessaire.

*Adopté.*

---

**N° 59 / 20. — LOCATION D'UN TERRAIN DE LA S.N.C.F. RUE DE LA  
CHAUDE RIVIÈRE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

En vue d'aménager un bureau pour y abriter les services de police et de perception du marché de Fives, nous sommes entrés en pourparlers avec la S.N.C.F. qui a consenti à mettre à notre disposition un emplacement de 3 m × 3 m à l'intérieur du bureau de Ville de Fives-Saint Maurice.

Cette occupation nous serait accordée à titre précaire et aux conditions suivantes :

1° Moyennant une redevance annuelle de 6.000 francs, payable d'avance et révisable chaque année.

2° Exécution des travaux d'aménagement du bureau par les soins et au frais de la Ville après accord et sous la surveillance du service de la voie et des bâtiments de la S.N.C.F.

2° Le bureau devra être entièrement fermé, avec porte à ouvrir sur la rue de la Chaude Rivière.

4° Remboursement éventuel des prestations (eau, chauffage, etc...).

5° La location serait consentie pour un an, à compter du 22 décembre 1958, renouvelable par tacite reconduction d'année en année et résiliable à toute époque, par l'une ou l'autre des parties, sans indemnité et sur préavis de deux mois.

Nous vous proposons, en accord avec votre Commission du Contentieux, d'accepter ces conditions, et de nous autoriser à passer le contrat nécessaire.

*Adopté.*

---



N° 59 / 21. — CLOTURE, 1, 3 ET 5, RUE LOUIS NIQUET. AFFICHAGE.

MESDAMES, MESSIEURS,

Le cahier des charges, ayant servi de base à l'adjudication de la concession d'affichage sur les bâtiments communaux, stipule que lorsque des nouveaux emplacements deviendraient disponibles, les afficheurs seraient consultés et, qu'à offres égales, la préférence serait accordée au Concessionnaire.

Trois immeubles situés 1-3 et 5, rue Louis Niquet ayant été démolis, nous avons pressenti les deux agences d'affichage qui nous ont fait les propositions suivantes :

1° Société « L'Express », 32, rue Lepelletier, pose gratuite d'une clôture en échange du droit d'affichage.

2° Société « Giraudy », 56-58, rue Faidherbe, installation gratuite de la clôture et versement d'une redevance annuelle de 30.000 francs.

La Société « Giraudy » nous ayant fait l'offre la plus avantageuse, nous lui avons accordé la concession de cet emplacement à titre verbal pour la durée d'une année à compter du 1<sup>er</sup> novembre 1958.

En accord avec votre Commission du Contentieux, nous vous demandons de ratifier cette décision.

*Adopté.*

---

N° 59 / 22. — PALAIS RAMEAU. OCCUPATION E.D.F.

MESDAMES, MESSIEURS,

L'Électricité de France a sollicité l'autorisation d'aménager dans le sous-sol du Palais Rameau un poste de transformation pour la distribution publique.

En accord avec votre Commission du Contentieux, nous vous proposons de consentir à ce Service la location d'un emplacement de 30 m<sup>2</sup> environ pour une durée de 99 années consécutives, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1959, moyennant un loyer annuel symbolique de un franc, soit 99 francs payables en une seule fois et d'avance.

Les impôts, contributions et taxes de toute nature auxquels l'emplacement et la construction peuvent et pourront être assujettis seront à la charge de cet Établissement.

*Adopté.*

---



## N° 59/ 23. — ACCIDENTS MATÉRIELS. ADMISSION EN RECETTE.

MESDAMES, MESSIEURS,

Des dégâts ont été causés à diverses installations appartenant à la Ville, notamment au cours d'accidents survenus sur la voie publique.

Après discussions, nous avons pu obtenir le remboursement des frais occasionnés par la remise en état ou le remplacement de ces installations.

En accord avec votre Commission du Contentieux, nous vous demandons de décider l'admission en recette de la somme de 171.335 frs se décomposant comme suit :

DATE DE L'ACCIDENT	SITUATION DU DOMMAGE	NOM DU RESPONSABLE	MONTANT DES DÉGATS
3-6-1957	Bouche d'eau, place du Général de Gaulle.	C <sup>ie</sup> « La France ».	2.989 frs
23-10-1957	Branchement d'eau et trottoirs, rue de Loos.	C <sup>ie</sup> « Le Continent ».	5.201 »
20-12-1957	Branchement d'eau, rue Fulton.	Entreprise Wattelle, 23, rue du Gros Gérard, Lille.	2.608 »
30-1-1958	Branchement d'eau, rue Solférino.	Entreprise Duprez et Ronchin, 44 à 54, rue de Flandre, Lille.	8.650 »
Mars 1958	Plaque de bouche d'égout, rue de Toul.	M. Émile Lepez, Wavrin (Nord).	4.456 »
1-3-1958	Borne haute, rue des Postes.	C <sup>ie</sup> « La Prévoyance ».	52.846 »
3, 4 et 10-3-1958	Branchements d'eau, rue de Marquillies.	Sté Lilloise d'Assurances et de Réassurances ».	23.055 »
18-3-1958	Trottoir, rue du Port.	H. Verplancke, Hallennes-lez-Haubourdin (Nord).	2.700 »
Avril 1958	Plaque de bouche d'égout, rue de l'Arc.	Sté Bredaz, 3, rue de Turgot, Le Havre (Seine-Marit.).	4.456 »
26-4-1958	Chaussée de la rue Paul Duez.	C <sup>ie</sup> « L'Union ».	3.986 »
1-5-1958	Trottoir, rue Bouguereau.	C <sup>ie</sup> « L'Urbaine et la Seine ».	4.173 »
20-5-1958	Branchement d'eau, rue Canrobert.	C <sup>ie</sup> « Zurich ».	3.549 »
Juin 1958	Branchements d'eau, place Catinat.	Entreprise Meuris, 9, rue Princesse, Lille.	6.121 »
10-7-1958	Poteau de signalisation, boulevard de la Liberté.	C <sup>ie</sup> « Winterthur ».	15.060 »
15-7-1958	Platane, boulevard Vauban.	C <sup>ie</sup> « L'Urbaine et la Seine ».	3.260 »
31-7-1958	Façade de l'ancien bureau de l'octroi du pont de Canteleu.	C <sup>ie</sup> « L'Europe ».	9.000 »
4-8-1958	Vitre et clef au bureau des gardes-jardins du Jardin Vauban.	M <sup>me</sup> Danlou, 89, rue Négrier, Lille.	1.150 »
19-8-1958	Branchement d'eau, boulevard de la Liberté.	Entreprise Michel, Aix-Noulette (P.-de-C.).	3.175 »
5-9-1958	Mur de la caserne Bouvines.	« Caisse Mutuelle de Réassurance Agricole contre les Accidents, du département de la Somme ».	2.310 »



En outre, à l'occasion du Salon du Confort Ménager et de l'Enfance 1957, la Ville a prêté du matériel destiné à l'équipement de la garderie d'enfants. Or, quatre chaises d'école maternelle n'ont pas été rendues, ce qui représente un préjudice de 4.680 frs qu'a réglé la Direction de la Foire Commerciale Internationale de Lille.

De plus, le 10/7/1958, à la suite de l'incendie de l'immeuble sis 10, rue Détournée et appartenant à M. Adolphe Leplat, 5, rue de l'Herrengrie, à Marcq-en-Barœul, la Ville a dû faire procéder à l'enlèvement de débris qui encombraient la voie publique. Le coût de ce travail, soit 7.910 frs, a été remboursé par M. Leplat.

*Adopté.*

N° 59/ 24. — ACCIDENTS CORPORELS. ADMISSION EN RECETTE.

MESDAMES, MESSIEURS,

Plusieurs agents municipaux ont été victimes d'accidents corporels du fait de tiers responsables.

Après discussions, nous avons pu obtenir le remboursement des frais supportés par la Ville.

En accord avec votre Commission du Contentieux, nous vous demandons de décider l'admission en recette des sommes reprises ci-après :

DATE DE L'ACCIDENT	NOM DE L'AGENT ACCIDENTÉ	NOM DU RESPONSABLE	MONTANT DES FRAIS
9-11-1956	M. Fernand Delecourt.	« Garantie Mutuelle des Fonctionnaires ».	19.038 frs
21-3-1957	M. Jacques Payot.	« Sté Lilloise d'Assurances et de Réassurances ».	7.018 »
30-8-1957	M. Jean-Baptiste Marchand.	C <sup>ie</sup> « De Nederlandsche Lloyd Ongevallen ».	874 »
27-3-1958	M <sup>me</sup> Huguette Soyez.	M. Jean Devries, 3, rue Alphonse Colas, Lille.	1.139 »

En outre, le 9 août 1957, à la Gorgue (Nord), lors d'une intervention pour combattre un incendie, les neuf sapeurs-pompiers dont les noms suivent ont été victimes d'une intoxication due à des vapeurs nitreuses - MM. Louis Debric, Marcel Haidon, Albert Hanicot, Claude Leeman, Henri Lobert, Robert Maes, Marcel Mestdag, Marceau Montagne, Emile Rabat.

Le Service Départemental d'Incendie couvrant le risque, a indemnisé la Ville des frais consécutifs à cet accident, soit 51.954 frs.

Le total des sommes récupérées s'élève donc à 80.023 frs.

*Adopté.*



**N° 59 / 25. — ACCIDENTS D'AUTOMOBILES. ADMISSION EN RECETTE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Des dégâts ont été occasionnés à des véhicules appartenant à la Ville au cours de divers accidents de circulation.

Nous sommes intervenu auprès des auteurs responsables et avons obtenu le remboursement des frais de remise en état desdits véhicules.

En accord avec la Commission du Contentieux, nous vous demandons, en conséquence, de décider l'admission en recette des sommes reprises ci-dessous :

LIEU DE L'ACCIDENT	DATE DE L'ACCIDENT	RECouvreMENT A EFFECTUER CONTRE	MONTANT DES DÉGATS
Angle rue de Paris et rue des Robleds, à Lille.	23-11-1957	M. Alfred Dufosse, 32, boulevard de la Liberté, à Lille.	85.648 frs
Place Roger Salengro, à Lille.	13-1-1958	M. Alfred Dufosse, 32, boulevard de la Liberté, à Lille.	54.435 »
Carrefour bd Victor Hugo, rues de Douai, d'Arras, à Lille.	27-6-1958	M. Alfred Dufosse, 32, boulevard de la Liberté, à Lille.	2.543 »
Carrefour rues de Bouvines et Bernos, à Lille, Sapeurs-pompiers.	21-9-1958	M. le Directeur de la Défense Générale, 8, rue de Tenremonde, à Lille.	3.900 »

*Adopté.*

**N° 59 / 26. — SINISTRE RUE DES POISSONCEAUX. 12, COUR DES TRÉPASSÉS. ADMISSION EN RECETTE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Le 15 janvier 1958, un incendie s'est déclaré dans l'immeuble sis à Lille, rue des Poissonceaux, 12, cour des Trépassés, causant des dégâts à la cheminée, au plafond et au plancher du 1<sup>er</sup> étage.

Après expertise, l'indemnité due à la Ville par les Compagnies d'Assurances, déduction faite de la franchise d'avarie, a été évaluée à 60.000 francs.

En accord avec votre Commission du Contentieux, nous vous demandons de décider l'admission en recette de ladite somme de 60.000 francs.

*Adopté.*



N° 59 / 27. — SINISTRE 257, RUE DE PARIS. ADMISSION EN RECETTE.

MESDAMES, MESSIEURS,

Le 18 juin 1958, un incendie s'est déclaré au 1<sup>er</sup> étage de l'immeuble sis à Lille, 257, rue de Paris ; un mètre carré environ de plancher a été détruit et des poutres ont été calcinées.

Après expertise, l'indemnité due à la Ville par les Compagnies d'assurances, déduction faite de la franchise d'avarie a été évaluée à 15.000 francs.

En accord avec votre Commission du Contentieux, nous vous demandons de décider l'admission en recette de ladite somme de 15.000 francs.

*Adopté.*

N° 59 / 28. — IMMEUBLES MENAÇANT RUINE. HONORAIRES DE M. CORBEAU. RÈGLEMENT.

MESDAMES, MESSIEURS,

En vertu des dispositions de la loi du 21 juin 1898, M. Corbeau, architecte-expert, a été invité à procéder à la visite de divers immeubles dont le mauvais état compromettait la sécurité publique.

Le montant des honoraires qui lui sont dus pour ces expertises s'élève à 51.000 frs dont détail ci-après :

DATES	DÉSIGNATION	HONORAIRES
Septembre 1958	17-19-21, <i>rue Vantroyen</i> . — Vacations sur place et déplacements. . . . 15.000 frs — Rédaction et mise au net du compte rendu. 3.000 »	18.000 frs
Septembre 1958	94-96, <i>rue de Jemmapes</i> . — Vacations sur place et déplacements . . . . 5.000 frs — Rédaction et mise au net du compte rendu. 2.000 »	7.000 frs
Septembre 1958	7-9, <i>place Louise de Bettignies</i> . — Vacations sur place et déplacements. . . . 12.000 frs — Rédaction et mise au net du compte rendu. 4.000 »	16.000 frs
Septembre et Octobre 1958	5, <i>rue du Calvaire</i> . — Vacations sur place et déplacements. . . . 8.000 frs — Rédaction et mise au net du compte rendu. 2.000 »	10.000 frs

En conséquence, nous vous demandons en accord avec votre Commission du Contentieux de décider de régler à M. Corbeau ladite somme de 51.000 frs qui sera



prélevée sur le crédit inscrit au chapitre XXXVI – article premier du budget primitif de 1958, sous rubrique : « Frais de contentieux, de vente de vieux matériaux, d'actes et de procédure ».

*Adopté.*

**N° 59 / 29. — HONORAIRES DE M. DESMALADES, MÊTREUR.  
RÈGLEMENT.**

MESDAMES, MESSIEURS,

M. Georges Desmalades, mètreur-expert, demeurant à Lille, 77 et 79, rue Hippolyte Lefebvre, nous a adressé les notes des honoraires qui lui sont dus pour établissement de décomptes de loyers d'immeubles appartenant à la Ville et de locaux ayant fait l'objet d'une mesure de réquisition.

Ces honoraires s'élèvent à 8.350 francs suivant détail ci-après :

1° Immeuble appartenant à la Ville sis à Lille, rue du Marché (ancienne école Pape Carpentier) . . . . .	3.350 frs
2° Locaux réquisitionnés	
rez-de-chaussée, 30, rue de Lamartine (occupation Vandewelde)	2.500 »
2 <sup>e</sup> étage, 262, rue de Paris (occupation Geerinck) . . . . .	2.500 »
	<hr/>
	8.350 frs
	<hr/>

En accord avec votre Commission du Contentieux, nous vous demandons de décider le règlement de cette somme de 8.350 frs à M. Desmalades.

La dépense sera prélevée sur le crédit inscrit au chapitre XXXVI, article premier du budget primitif de 1958, sous rubrique : « Frais de contentieux, de vente de vieux matériaux, d'actes et de procédure ».

*Adopté.*

**N° 29 / 30. — HONORAIRES DE M<sup>e</sup> BOULANGER. RÈGLEMENT.**

MESDAMES, MESSIEURS,

M<sup>e</sup> Boulanger, avocat, 50, rue Brûle Maison, nous a transmis la note des frais et honoraires s'élevant à 73.000 frs qui lui sont dus pour avoir défendu les intérêts de la Ville dans les instances ci-après :

*devant le Tribunal Civil de Lille  
Contre MM. Danel et Duflot,  
et la Société Immobilière du Stade Henri Jooris,*



au sujet de la démolition des constructions qui constituaient une partie des tribunes populaires et de la tribune d'honneur du Stade Henri Jooris, érigées sur l'avenue Carolus, suivant jugement rendu le 16 mars 1955, le Tribunal Civil a mis la Ville hors de cause.

Frais personnels . . . . .	5.000 frs	}	. . . . . 55.000 frs
Honoraires . . . . .	50.000 »		

*devant le Tribunal Administratif*

*Contre la Société des Etablissements Laisné.*

qui contestait le caractère de voie privée aux rues André Chénier et du Calvaire à l'occasion de la constitution d'une Association Syndicale pour l'aménagement du lotissement défectueux et refusait la participation dans les frais mis à la charge des riverains. Les Etablissements Laisné se sont désistés de leur instance, suivant mémoire enregistré au greffe du Tribunal Administratif le 13 novembre 1957.

Frais personnels . . . . .	3.000 frs	}	. . . . . 18.000 frs
Honoraires . . . . .	15.000 »		

D'accord avec votre Commission du Contentieux, nous vous demandons de décider le règlement à M<sup>e</sup> Boulanger de la somme de 73.000 frs qui sera imputée sur le crédit inscrit au chapitre XXXVI, article premier du budget primitif de 1958, sous rubrique : « Frais de contentieux, de vente de vieux matériaux, d'actes et de procédure ».

*Adopté.*

---

#### N<sup>o</sup> 59 / 31. — HONORAIRES DE M<sup>e</sup> LÉVY. RÈGLEMENT.

MESDAMES, MESSIEURS,

M<sup>e</sup> Jean Lévy, avocat, 107, avenue de la République à La Madeleine, nous a transmis la note des honoraires s'élevant à 26.655 frs qui lui sont dus pour avoir défendu les intérêts de la Ville devant le Tribunal Administratif dans une instance contre M. Auguste Lemahieu, entrepreneur de taxis, qui avait formé un recours pour excès de pouvoir contre un arrêté en date du 9 juillet 1955 modifiant les dispositions de l'article 171 du Code des arrêtés municipaux relatif à l'attribution des livrets de chauffeurs de taxis.

M. Lemahieu a été débouté et condamné aux dépens suivant jugement rendu par le Tribunal Administratif le 16 octobre 1958.

Nous vous demandons, d'accord avec votre Commission du Contentieux, de décider le règlement de la somme de 26.655 frs qui sera imputée sur le crédit inscrit au budget primitif de 1958, sous rubrique : « Frais de contentieux, de vente de vieux matériaux, d'actes et de procédure ».

*Adopté.*

---



**N° 59 / 32. — HONORAIRES DE M. CHRÉTIEN. RÈGLEMENT.**

MESDAMES, MESSIEURS,

M. Maxime Chrétien, Professeur agrégé des Facultés de Droit demeurant à Paris (14<sup>e</sup>), 6, rue Georges de Porto Riche, nous a transmis la note des honoraires s'élevant à 75.000 francs qui lui sont dus pour une consultation juridique sur les difficultés d'application des articles 29 et 57 du Code des Arrêtés municipaux, relatifs à la circulation et au stationnement des véhicules automobiles.

D'accord avec votre Commission du Contentieux, nous vous demandons de décider le règlement de ces honoraires dont le montant sera imputé sur le crédit inscrit au chapitre XXXVI, article premier du budget primitif de 1958, sous rubrique : « Frais de contentieux, de vente de vieux matériaux, d'actes et de procédure ».

*Adopté.*

---

**N° 59 / 33. — HONORAIRES DE M. DRAGO. RÈGLEMENT.**

MESDAMES, MESSIEURS,

M. Roland Drago, Professeur à la Faculté de Droit de Lille, nous a transmis la note des honoraires s'élevant à 80.000 francs qui lui sont dus pour une consultation donnée au sujet du régime des redevances pour occupation du domaine public communal par certains ouvrages de Gaz de France.

Nous vous demandons de décider le règlement de ces honoraires dont le montant sera imputé sur le chapitre XXXVI, article premier du budget primitif de 1958 sous rubrique « Frais de contentieux, de vente de vieux matériaux, d'actes et de procédure ».

*Adopté.*

---

**N° 59 / 34. — INSTANCE CONTRE LIMOISIN. HONORAIRES M<sup>e</sup> PAYEN. RÈGLEMENT.**

MESDAMES, MESSIEURS,

M<sup>me</sup> Limoisin avait engagé une instance devant le Tribunal Civil à l'effet d'obtenir le renouvellement du bail de l'immeuble à usage commercial sis à Lille, 218, rue de Paris.

En exécution de votre délibération n° 570 du 31 octobre 1955, des honoraires s'élevant à 15.000 frs ont été réglés à M<sup>e</sup> Payen, avocat, pour avoir défendu les intérêts de la Ville.

A la suite de l'appel interjeté contre la décision du Tribunal de 1<sup>er</sup> instance, la



Cour de Douai 2, par arrêt du 22 février 1954, condamné M<sup>me</sup> Limoisin à quitter les lieux à charge par la Ville de lui régler une indemnité d'éviction de 480.000 frs.

M<sup>e</sup> Payen est intervenu en vue d'obtenir le paiement d'une indemnité d'occupation pour la période comprise entre la date d'entrée en jouissance par la Ville et la date d'expiration du bail.

Le règlement de ladite indemnité étant intervenu, cette affaire est à présent définitivement terminée.

Nous vous proposons, en conséquence, de décider, en accord avec votre Commission du Contentieux, le règlement à M<sup>e</sup> Payen de la somme de 3.000 frs formant le solde des frais et honoraires qui lui sont dus.

La dépense sera prélevée sur le crédit inscrit au chapitre XXXVI, article premier du budget primitif de 1958, sous rubrique : « Frais de contentieux de vente de vieux matériaux, d'actes et de procédure ».

*Adopté.*

---

**N° 59 / 35. — INSTANCE C/PAREIN. AUTORISATION D'ESTER.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par décision en date du 27 septembre 1954, le Tribunal Administratif de Lille a condamné M. Maurice D'Haen à la démolition des constructions en bois édifiées par lui sur un terrain situé à Lille, 3, rue du Faubourg de Roubaix, dans la zone grevée de la servitude non aedificandi.

M. et M<sup>me</sup> Parein-Leclercq, qui ont succédé à M. D'Haen et exploitent actuellement le débit de boissons et tabac installé dans ledit baraquement, ont déposé au Secrétariat Greffe du Tribunal Administratif un mémoire introductif d'instance par lequel ils déclarent former tierce opposition contre cette décision.

Nous vous demandons, en accord avec votre Commission du Contentieux, de nous autoriser à défendre à cette action devant toutes juridictions compétentes.

*Adopté.*

---

**N° 59 / 36. — INSTANCE C/CARDON. AUTORISATION D'ESTER.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Il a été constaté que M. Cardon, fleuriste, 12, rue du Ballon à Lille, a édifié, contre la clôture située sur le côté Sud du Cimetière de l'Est, une serre de 38 m. de longueur sur 3,50 m. de largeur. En outre, une cheminée est maintenue en équilibre à l'aide de fils de fer fixés à la clôture.



Cette clôture fut posée par les Services Municipaux sur la limite séparative des deux propriétés. En vertu de l'article 653 du Code Civil, il y a présomption de mitoyenneté. M. Cardon devait donc respecter les prescriptions de l'article 662 du même Code qui stipule que « l'un des voisins ne peut pratiquer dans le corps d'un mur mitoyen aucun enfoncement ni y appliquer ou appuyer aucun ouvrage sans le consentement de l'autre ». Or, nulle autorisation ne nous fut demandée.

Dans ces conditions, M. Cardon fut invité, par lettres recommandées en date des 27 mai, 14 août et 22 septembre 1958, à supprimer la serre.

L'intéressé ne s'étant pas exécuté, nous vous demandons, en accord avec votre Commission du Contentieux, l'autorisation d'ester devant toute juridiction compétente.

*Adopté.*

---

**N° 59 / 37. — INSTANCE C/S.A.R.L. « EXOTIC ». AUTORISATION D'ESTER.**

MESDAMES, MESSIEURS,

La Ville a acquis, en vue de la réalisation de travaux d'utilité publique, l'immeuble sis à Lille, 8, rue des Tanneurs.

Le rez-de-chaussée et le bâtiment sur cour de cet immeuble sont occupés à usage commercial par la Société « Exotic », dont le bail en date du 20 novembre 1943 est arrivé à expiration le 30 novembre 1952.

Ladite Société avait bien formulé une demande en renouvellement de bail en 1951, antérieurement à l'acquisition par la Ville mais la procédure n'a pas été diligentée et la Société s'est maintenue sans droit dans les lieux. La Ville qui a la jouissance de l'immeuble depuis le 10 février 1955, n'a perçu aucun loyer.

En exécution d'une décision de la Commission de l'Urbanisme, congé a été signifié pour le 31 janvier 1958 par exploit de Me Crombet en date du 18 juillet 1957. La Société n'a pas obtempéré à cette signification de congé.

L'éviction des immeubles voisins se poursuivant actuellement à un rythme accéléré, il importe de rechercher le départ de la Société « Exotic » afin de permettre la démolition de l'immeuble portant le n° 8.

Nous vous demandons, en conséquence, d'accord avec votre Commission du Contentieux, de nous autoriser à poursuivre l'expulsion de cette Société par tous moyens et voies de droit.

*Adopté.*

---



N° 59/ 38. — POURVOI DE M. WERQUIN DEVANT LE CONSEIL D'ÉTAT.  
AUTORISATION D'ESTER.

MESDAMES, MESSIEURS,

Le 11 novembre 1954, de graves désordres se sont produits dans le bâtiment sur rue d'une maison sise à Lille, 7, rue des Fossés.

En raison du danger que faisait courir aux occupants le risque d'écroulement de l'immeuble, dont une poutre maîtresse de soutènement s'était effondrée, l'évacuation des dits locaux a dû être ordonnée d'urgence.

En vertu des dispositions de l'article 97 de la loi du 5 avril 1884, les 1<sup>er</sup> et 2<sup>me</sup> étages, complètement libres, de l'immeuble sis à Lille, 8, rue des Fossés ont été réquisitionnés, par arrêté du 15 novembre 1954, en vue de pourvoir au relogement des six familles se trouvant sans abri.

M. Achille Werquin, demeurant à Saint-Mandé, 3, rue de la République, propriétaire de cet immeuble a intenté une action devant le Tribunal Administratif à l'effet d'obtenir l'annulation, pour excès de pouvoir, de l'arrêté susvisé du 15 novembre 1954.

Par jugement du 18 juin 1956, le Tribunal Administratif a rejeté cette requête.

Suivant exploit de M<sup>e</sup> Inglebert, huissier à Lille en date du 10 décembre 1958, signification nous a été faite d'un recours formé par M. Werquin contre la décision du Tribunal Administratif devant le Conseil d'État avec assignation pour la Ville d'avoir à comparaître devant cette haute juridiction.

En accord avec votre Commission du Contentieux, nous vous demandons de nous autoriser à défendre à cette action.

*Adopté.*

---

N° 59/ 39. — AUTORISATION D'ESTER CONTRE M<sup>me</sup> Vve SALOMÉ.

MESDAMES, MESSIEURS,

M. le Secrétaire Greffier du Tribunal Administratif a annoncé le dépôt à son Greffe d'une requête introductive d'instance par M<sup>me</sup> veuve Salomé, demeurant à Lille, 29, rue La Fontaine, à l'effet d'obtenir la réparation du préjudice subi par sa fille Irène Salomé, âgée de 9 ans à la suite de l'accident dont elle fut victime au jardin de Fives le 23 avril 1958.

Nous vous demandons de nous autoriser et d'autoriser la Compagnie « La Concorde » qui couvre la responsabilité civile de la Ville, à défendre à cette action devant toute juridiction compétente.

*Adopté.*

---



N° 59 / 40. — TRANSFERTS DE PRÊTS CONCERNANT DES LOGEMENTS  
DE LA SOCIÉTÉ H.E.N.

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 57 / 201 en date du 20 décembre 1957, vous avez accordé à la Société « Les Habitations Économiques du Nord » un prêt de 400.000 francs, en faveur de M. Thierry Lefebvre dans le but de l'aider au financement d'un logement dans la rue du Chevalier Français à Lille.

Or, ce dernier a renoncé à ses projets de construction avant le versement du prêt.

Il a été remplacé par M. Bernard Thieffry, demeurant à Lille, 20, rue du Chevalier Français.

Les dépenses et les recettes ne pouvant être équilibrées sans le prêt qui avait été consenti, la Société « Les Habitations Économiques du Nord » sollicite le transfert à M. Thieffry de l'ouverture de crédit réservé au précédent attributaire M. Lefebvre.

D'autre part, plusieurs autres bénéficiaires de prêts se sont également désistés avant le règlement des dits prêts et la Société « Les Habitations Économiques du Nord » en a demandé le transfert au profit de :

NOM DU REPLAÇANT	NOM DU BÉNÉFICIAIRE DU PRÊT	MONTANT DU PRÊT	LIEU DE LA CONSTRUCTION
M. Lubrez Yves.	M <sup>lle</sup> Lozachmeur Marie-Claude. (Délib. n° 57/130 du 8-7-1957).	300.000 frs	Av. Émile Zola, square l'Ermitage, Lille.
M. Rémy Stéphane.	M. Duthoit Guy. (Délib. n° 57/55 du 11-3-1957).	400.000 »	58, rue Gassendi, bloc 7 - Lille.
M. Tiquet Pierre.	M. Dechy René. (Délib. n° 57/55 du 11-3-1957).	375.000 »	32, rue Gassendi, bloc 2 - Lille.
M. Donaghy Gilbert.	M. Vasseur Claude. (Délib. n° 57/55 du 11-3-1957).	400.000 »	14, rue Gassendi, bloc 8 - Lille.

Nous vous proposons, en accord avec votre Commission de l'Habitation et celle du Contentieux, d'effectuer ces transferts.

Il est bien entendu qu'indépendamment du règlement du montant des prêts et des primes d'assurances sur la vie, la Ville fera, conformément à la délibération n° 325 du 23 novembre 1953, l'avance des frais de l'acte.

Le remboursement à la Ville s'effectuera dans un délai de 20 ans suivant les clauses de la convention passée avec la Société « les H.E.N. », le 28 mars 1953 en exécution de la délibération n° 4.767 du 20 février 1953.

Nous vous demandons de nous autoriser à signer les contrats nécessaires.

Adopté.



**N° 59 / 41. — TRANSFERT DU PRÊT DE M. LOUIS PRUVOST A M. ROBERT POLLET - GROUPE DU BUISSON.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 354 du 12 juillet 1955, le Conseil Municipal avait accordé à la Société « Les Habitations Économiques du Nord » un prêt de 8.000.000 de francs pour aider au financement de la construction de la « Cité du Buisson » entre l'avenue de la République et la rue du Buisson à Lille.

Le prêt avait été réparti entre 16 personnes ayant satisfait aux formalités préalables.

Parmi ces personnes figurait M. Louis Pruvost pour une somme de 500.000 frs. A ce prêt de 500.000 frs s'ajoutaient les sommes de 26.220 frs, montant de la prime d'assurance-vie payée pour M. Pruvost et de 27.780 frs, montant des frais d'acte, soit un total de 554.000 frs, remboursables en 80 trimestrialités de 6.925 frs chacune.

M. Pruvost s'est trouvé dans l'obligation de quitter son logement. Il avait déjà remboursé la somme de 60.845 frs se décomposant comme suit :

Prime assurance-vie. . . . .	26.220 frs
Remboursement mensualités . . . . .	34.625 »
	<hr/>
	60.845 frs

Afin de permettre à la Société « Les Habitations Économiques du Nord » de maintenir l'équilibre de l'opération de financement, nous vous proposons d'accepter une substitution de débiteur.

M. Pruvost a été remplacé dans son logement, 13, groupe du Buisson, par M. Robert Pollet, né le 5 février 1923 à La Madeleine.

En accord avec votre Commission de l'Habitat et celle du Contentieux, nous vous demandons de permettre à M. et M<sup>me</sup> Pollet de se substituer à M. et M<sup>me</sup> Pruvost dans leurs engagements envers la Société « Les Habitations Économiques du Nord » et la Ville de Lille et de se porter cautions solidaires envers elles aux lieu et place de M. et M<sup>me</sup> Pruvost pour ce qui reste dû.

Il est bien entendu que M. et M<sup>me</sup> Pollet devront supporter les frais de la prime d'assurance et les frais d'acte.

Nous vous demandons de nous autoriser à signer tous actes nécessaires.

*Adopté.*

**N° 59 / 42. — PRÊT A LA CONSTRUCTION. TRANSFERT DE PRÊT DE M. CUINGNET A M<sup>me</sup> CUINGNET.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par votre délibération n° 58 / 73 du 30 mai 1958, vous avez décidé d'accorder un prêt de 350.000 francs, à M. Louis Cuingnet, remboursable en 20 ans, pour l'aider au financement de la construction d'une maison à usage d'habitation rue Destailleurs.



La Société les « Habitations Économiques du Nord » nous a fait connaître que la Caisse Nationale d'Assurances-Vie (Caisse des Dépôts à Paris) a décidé d'ajourner sa décision sur l'admission à l'assurance de M. Louis Cuingnet jusqu'au moment où il aura repris le travail.

L'intéressé, toujours malade, a demandé de constituer le dossier de prêt au nom de sa femme, M<sup>me</sup> Cuingnet, commis administratif à la Subdivision Militaire.

En accord avec votre Commission du Contentieux, nous vous demandons d'accorder le prêt de 350.000 frs à M<sup>me</sup> Cuingnet et de nous autoriser à signer les contrats nécessaires.

*Adopté.*

**N° 59 / 43. — TRANSFERT DU PRÊT DE M. PAUL LIAGRE A M. GÉRY WALLAEYS, SQUARE DU PORTUGAL.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 462 du 8 mars 1954, le Conseil Municipal avait accordé à la Société « Les Habitations Économiques du Nord » un prêt de 30.900.000 francs pour aider au financement de la construction d'un groupe d'habitations sur un terrain sis à Lille, square du Portugal.

Le prêt avait été réparti entre 60 personnes ayant souscrit des actions en vue de devenir locataires avec promesse d'attribution d'un logement dans ce groupe.

Parmi ces locataires attributaires figurait M. Paul Liagre pour une somme de 500.000 francs, A ce prêt de 500.000 francs s'ajoutaient les sommes de 31.411 francs, montant de la prime d'assurance-vie payée pour M. Liagre et de 24.589 francs, montant des frais d'acte soit au total 556.000 francs remboursables en 80 trimestrialités de 6.950 francs chacune.

M. Liagre s'est trouvé dans l'obligation de quitter son logement. Il avait déjà remboursé la somme de 121.765 francs se décomposant comme suit :

Prime d'assurance-vie . . . . .	31.411 frs
Remboursement des mensualités . . . . .	90.354 »
	<hr/>
	121.765 frs

Afin de permettre à la Société « Les Habitations Économiques du Nord » de maintenir l'équilibre de l'opération de financement, nous vous proposons d'accepter une substitution de débiteur.

M. Liagre a été remplacé dans son logement, square du Portugal, par M. Géry Wallaeys, né le 29 novembre 1925 à Lille.

En accord avec votre Commission de l'Habitat et celle du Contentieux, nous vous demandons de permettre à M. et M<sup>me</sup> Wallaeys de se substituer à M. et M<sup>me</sup> Liagre dans leurs engagements envers la Société « Les Habitations Économiques du Nord » et



la Ville de Lille et de se porter cautions solidaires envers elles aux lieu et place de M. et M<sup>me</sup> Liagre pour ce qui reste dû.

Il est bien entendu que M. et M<sup>me</sup> Wallaëys devront supporter les frais de la prime d'assurance et les frais d'acte.

Nous vous demandons de nous autoriser à signer tous actes nécessaires.

*Adopté.*

N° 59 / 44. — **TRANSFERT DU PRÊT DE M. MARCEL BERTHE A  
M. CHRISTIAN BIENVENU. AVENUE ÉMILE ZOLA,  
SQUARE DE L'ERMITAGE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 56 / 153 du 26 octobre 1956, vous avez accordé à la Société « Les Habitations Économiques du Nord » un prêt de 25.775.000 francs pour aider au financement de la construction d'un groupe d'habitations sur un terrain sis à Lille, avenue Emile Zola, square de l'Ermitage.

Le prêt avait été réparti entre 62 personnes ayant souscrit des actions en vue de devenir locataires avec promesse d'attribution d'un logement dans ce groupe.

Parmi ces locataires attributaires figurait M. Marcel Berthe pour une somme de 450.000 frs. A ce prêt de 450.000 frs s'ajoutaient les sommes de 21.471 frs montant de la prime d'assurance-vie payée pour M. Berthe et de 28.529 frs montant des frais d'acte soit au total 500.000 frs remboursables en 80 trimestrialités de 6.250 frs chacune.

M. Berthe s'est trouvé dans l'obligation de quitter son logement.

Il avait déjà remboursé la somme de 44.387 frs se décomposant comme suit :

Remboursement d'assurance-vie . . . .	21.471 frs
Remboursement de 11 mensualités . .	22.916 »

---

44.387 frs

Afin de permettre à la Société « Les Habitations Économiques du Nord » de maintenir l'équilibre de l'opération de financement, nous vous proposons d'accepter une substitution de débiteur.

M. Berthe a été remplacé dans son logement, 5, avenue Emile Zola, square de l'Ermitage, par M. Christian Bienvenu, né le 14 décembre 1932.

En accord avec votre Commission de l'Habitat et celle du Contentieux, nous vous demandons de permettre à M. et M<sup>me</sup> Bienvenu de se substituer à M. et M<sup>me</sup> Berthe dans leurs engagements envers la Société « Les Habitations Économiques du Nord » et la Ville de Lille et de se porter cautions solidaires envers elles aux lieu et place de M. et M<sup>me</sup> Berthe pour ce qui reste dû.



Il est bien entendu que M. et M<sup>me</sup> Bienvenu devront supporter les frais de la prime d'assurance et les frais d'acte.

Nous vous demandons de nous autoriser à signer tous actes nécessaires.

*Adopté.*

---

**N° 59 / 45. — TRANSFERT DU PRÊT DE M. JEAN PAYET A M. ANDRÉ COLICHE, SQUARE DU PORTUGAL.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 462 du 8 mars 1954, le Conseil Municipal avait accordé à la Société « Les Habitations Économiques du Nord » un prêt de 30.900.000 francs pour aider au financement de la construction d'un groupe d'habitations sur un terrain sis à Lille, square du Portugal.

Le prêt avait été réparti entre 60 personnes ayant souscrit des actions en vue de devenir locataires avec promesse d'attribution d'un logement dans ce groupe.

Parmi ces locataires attributaires figurait M. Jean Payet pour une somme de 500.000 francs. A ce prêt de 500.000 francs s'ajoutaient les sommes de 39.105 francs, montant de la prime d'assurance-vie payée pour M. Payet et de 23.895 francs, montant des frais d'acte, soit au total 563.000 francs remboursables en 80 trimestrialités, la première de 7.077 francs et les suivantes de 7.037 francs chacune.

M. Payet, s'est trouvé dans l'obligation de quitter son logement. Il avait déjà remboursé la somme de 142.354 francs se décomposant comme suit :

Prime d'assurance-vie . . . . .	39.105 frs
Remboursement des mensualités . . . .	103.249 »
	<hr/>
	142.354 frs

Afin de permettre à la Société « Les Habitations Économiques du Nord » de maintenir l'équilibre de l'opération de financement, nous vous proposons d'accepter une substitution de débiteur.

M. Payet a été remplacé dans son logement, square du Portugal, par M. André Coliche, né le 20 août 1934 à Lille.

En accord avec votre Commission de l'Habitat et celle du Contentieux, nous vous demandons de permettre à M. et M<sup>me</sup> Coliche de se substituer à M. et M<sup>me</sup> Payet dans leurs engagements envers la Société « Les Habitations Économiques du Nord » et la Ville de Lille et de se porter cautions solidaires envers elles aux lieu et place de M. et M<sup>me</sup> Payet pour ce qui reste dû.

Il est bien entendu que M. et M<sup>me</sup> Coliche devront supporter les frais de la prime d'assurance et les frais d'acte.

Nous vous demandons de nous autoriser à signer tous actes nécessaires.

*Adopté.*

---



**N° 59 / 46. — AIDE A LA CONSTRUCTION AUX AGENTS MUNICIPAUX  
ALLOCATAIRES. PRÊT A M. RENÉ DUBRULLE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 3.690 du 22 février 1952, le Conseil Municipal a décidé d'octroyer, aux Agents Municipaux Allocataires, une aide à la construction de la même importance que celle attribuée par la Caisse d'Allocations Familiales à ses ressortissants.

M. René Dubrulle, surveillant de travaux au Service de la Voie Publique, père d'un enfant, demeurant à Flers, 203, rue Jules Guesde, qui fait édifier un logement du type F 4 à Flers, 312, rue Jules Guesde avec le concours de la Société « Mon Abri », a demandé à bénéficier de cet avantage.

Nous vous proposons d'attribuer à M. Dubrulle un prêt sans intérêt de 250.000 frs. Ce prêt sera réglé par l'intermédiaire de la Société « Les Habitations Économiques du Nord » dont le siège est à Lille, 31, boulevard Vauban, à laquelle nous remettrons ladite somme conformément aux dispositions prévues par la délibération n° 4.767 du 20 février 1953.

La Ville fera également l'avance de la prime d'assurance-vie ainsi que des frais du contrat à intervenir. Une inscription hypothécaire sera prise à l'encontre de M. Dubrulle, qui prendra rang après celle de l'Organisme prêteur désigné ci-dessus.

Le remboursement à la Ville, par la Société « Les Habitations Économiques du Nord » se fera conformément aux conditions des délibérations du Conseil Municipal n°s 4.767 du 2 février 1953 et 325 du 23 novembre 1953.

Il est toutefois entendu que ce remboursement s'effectuera par mensualités pour la première à venir à échéance le premier jour du mois qui suivra le règlement du prêt et ce, pendant une durée de 10 ans.

En accord avec votre Commission de l'Habitat et celle du Contentieux, nous vous demandons de nous autoriser à signer l'acte nécessaire et de décider l'imputation de dépense sur le crédit inscrit au chapitre XXXVI, article 236 du budget supplémentaire de 1958, sous rubrique : « Logement de la population - Prêts à la construction et à l'aménagement des immeubles d'habitation - Emprunt - Emploi ».

*Adopté.*

---

**N° 59 / 47. — PRÊTS COMPLÉMENTAIRES POUR CONSTRUCTIONS  
INDIVIDUELLES.**

MESDAMES, MESSIEURS,

MM. Gilbert Belot et André Serra, bénéficiaires de prêts consentis par les Organismes destinés à faciliter la construction, sollicitent de la Ville un prêt complémentaire pour leur permettre de bâtir une maison ou un appartement sur le territoire de notre ville.

En vertu de la délibération n° 2478 prise par le Conseil Municipal le 30 novembre 1950, nous vous proposons, en accord avec votre Commission Municipale de l'Habita-



tion et celle du Contentieux, d'accueillir favorablement leur demande et de décider que, conformément aux dispositions prévues par la délibération du 20 février 1953 n° 4767, le montant de ces prêts soit 650.000 francs sera versé à la Société « Les Habitations Économiques du Nord » dont le siège est à Lille, 31, boulevard Vauban, qui devra les attribuer aux intéressés dans les conditions ci-après :

1° 350.000 francs à M. Gilbert Belot, conducteur de travaux à la Société des Eaux du Nord à Lille, demeurant à Lille, 33, rue Championnet, propriétaire d'un terrain de 228 m<sup>2</sup>, sis à Lille, rue Berthelot, qui s'engage à rembourser le prêt dans un délai de 20 ans.

2° 300.000 francs à M. André Serra, instituteur, demeurant à Lambersart, 62, avenue Pasteur, propriétaire d'un terrain de 160 m<sup>2</sup>, sis à Lille, angle des rues Guillaume Tell et Bouguereau, qui s'engage à rembourser le prêt dans un délai de 5 ans.

Il est bien entendu qu'indépendamment du règlement du prêt et de l'avance de la prime d'assurance-vie ainsi qu'il est prévu dans la délibération n° 4767 du 20 février 1953, la Ville fera également l'avance des frais de l'acte à intervenir conformément à la délibération n° 325 du 23 novembre 1953.

Le remboursement à la Ville, par la Société les « Habitations Économiques du Nord » se fera conformément aux conditions des deux délibérations susvisées.

Nous vous demandons de nous autoriser à signer tous contrats nécessaires et décider que la dépense sera imputée sur le crédit inscrit au chapitre XXXVI, article 236 du budget supplémentaire de 1958, sous rubrique : « Logement de la population - Prêts à la construction et à l'aménagement des immeubles d'habitation - Emprunt - Emploi ».

*Adopté.*

---

**N° 59 / 48. — PRÊT A LA CONSTRUCTION EN FAVEUR DE M. ROBERT LANOOTE. MAINLEVÉE D'INSCRIPTION HYPOTHÉCAIRE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 3.026 en date du 26 juillet 1951, le Conseil Municipal avait accordé à M. Robert Lanoote, un prêt de 400.000 francs en vue de la construction d'un logement à Lille, rue Louis Spriet.

A ce prêt principal de 400.000 francs s'ajoutaient les sommes de 44.819 francs représentant la prime d'assurance-vie et de 27.181 francs montant des frais de l'acte, soit au total 472.000 francs.

En garantie du remboursement de ce prêt, une inscription d'office fut prise le 17 janvier 1952 - Volume 527, n° 142.

M. Lanoote s'étant acquitté de la somme de 339.768 francs formant le solde restant dû sur le prêt qui lui a été consenti, nous vous demandons, de nous autoriser à donner mainlevée et à consentir à la radiation de l'inscription hypothécaire sus-visée.

*Adopté.*



**N° 59 / 49. — REMBOURSEMENT DU PRÊT A LA CONSTRUCTION EN  
FAVEUR DE M. RAYMOND HOCQUEZ.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 462 en date du 8 mars 1954, le Conseil Municipal a accordé à M. Raymond Hocquez, un prêt de 650.000 francs, remboursable en 20 ans, dans le but de faciliter la construction d'une maison rue de La Bassée, 199 à Lille.

Lors de la transcription du contrat reçu par Me Ducrocq, notaire à Lille, les 25 octobre, 9 et 10 novembre 1954, une inscription hypothécaire a été prise le 10 novembre 1954, volume 589 n° 134 pour sûreté du remboursement de la somme sus-visée.

M. Hocquez étant décédé, la Société les « Habitations Économiques du Nord » a remboursé à la Ville la somme de 605.964 francs représentant le solde restant dû sur le prêt.

Nous vous demandons, en accord avec votre Commission du Contentieux, de nous autoriser et d'autoriser M. le Trésorier Principal à donner mainlevée et à consentir à la radiation de l'inscription hypothécaire sus-visée.

*Adopté.*

---

**N° 59 / 50. — REMBOURSEMENT DU PRÊT A LA CONSTRUCTION EN  
FAVEUR DE M. ALBERT LECLERCQ.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 157 en date du 12 juillet 1955, le Conseil Municipal a accordé à M. Albert Leclercq, un prêt de 500.000 francs, remboursable en 25 ans, dans le but de faciliter la construction d'une maison rue Victor Renard, 35, à Lille.

A ce prêt de 500.000 francs s'ajoutaient les sommes de 47.915 francs représentant le montant de la prime d'assurance-vie et de 43.000 francs montant des frais de l'acte, soit au total 590.915 francs.

Lors de la transcription du contrat reçu par Me Vandorme, notaire à Lille, les 15, 16, 24 et 28 décembre 1955, une inscription hypothécaire a été prise le 31 décembre 1955, volume 633 n° 72, pour sûreté du remboursement de la somme sus-visée.

M. Leclercq étant décédé, la Société « Les Habitations Économiques du Nord » a remboursé à la Ville la somme de 531.630 francs représentant le solde restant dû sur le prêt.

Nous vous demandons de nous autoriser et d'autoriser M. le Trésorier Principal à donner mainlevée et à consentir à la radiation de l'inscription hypothécaire sus-visée.

*Adopté.*

---



**N° 59 / 51. — LYCÉE FÉNELON. INTERNAT. FOURNITURES DIVERSES.  
MARCHÉS.**

MESDAMES, MESSIEURS,

En vue de procurer à l'Internat du Lycée Fénelon les fournitures nécessaires à son fonctionnement pour l'année 1959, il a été procédé à une adjudication restreinte parmi les commerçants ci-après désignés :

*Pain - Pâtisserie* : Société l'Indépendante, Legrain, Leclercq et C<sup>ie</sup>.

*Viande - Charcuterie - Abats* : Cool, Cauwel, Decramer, Debosque, Duprez, Pille, Caby, Théry, Rauque, l'Union.

*Lait - Beurre - Œufs* : Woessen, Descamps, Société Négobeureuf.

*Fromages-Crème* : Gervais, Compagnie Laitière, Pinon et Devienne, Reneau, Lengelé, Gervais.

*Epicerie - Droguerie* : Vandervliet, Missu, Menu, Delerue.

*Pommes de terre* : Debuissier, Marsyl, Macq.

Les soumissions suivantes nous sont parvenues :

*Pain - Pâtisserie* : La Société l'Indépendante, 112, boulevard Montebello, Lille. — La Société Leclercq et C<sup>ie</sup>, 210, rue de la Reine Astrid, Marcq-en-Barœul.

*Viande - Charcuterie - Abats* : Duprez, 82, rue d'Isly, à Lille. — Établissements Decramer à La Madeleine.

*Lait - Beurre - Œufs* : Woessen, 14, rue du Chaufour à Lille.

*Fromages-Crème* : La Compagnie Laitière, 15, rue Gambetta à Thumesnil. — Établissements Gervais, à Le Cateau. — Reneau, à Cuincy. — Lengelé, 240, rue de Tourcoing, à Marcq-en-Barœul. — Descamps, 48, rue Louis Delos, à Marcq-en-Barœul. — Société Gervais, 53, rue Blanche, à Lille.

*Epicerie - Droguerie* : Delerue, 29, rue Nicolas Leblanc, à Lille.

*Pommes de terre - Légumes* : R. et A. Debuissier, 13, rue Massillon à Lille.

Après examen, nous vous proposons, en accord avec votre Commission de Contentieux, d'agréer les offres les plus avantageuses et de nous autoriser à passer les marchés nécessaires avec :

1° L'Indépendante pour le pain et la pâtisserie	
Valeur approximative du marché . . . . .	1.500.000 frs
2° M. Duprez pour la viande - charcuterie et abats	
Valeur du marché . . . . .	2.000.000 »
3° M. Lengelé pour le lait, le beurre, les œufs, les fromages et la crème	
Valeur du marché . . . . .	1.050.000 »



4° M. Delerue pour les épiceries et la droguerie	
Valeur du marché . . . . .	1.100.000 frs
5° La Société R. et A. Debuissier pour les pommes de terre et gros légumes	
Valeur du marché . . . . .	1.050.000 »

La dépense sera prélevée sur les crédits ouverts à cet effet au Budget Spécial de l'Internat du Lycée Fénélon.

*Adopté.*

---

**N° 59 / 52. — ACCIDENT DE SCOOTER BLOMMAERS. RECouvreMENT PARTIEL DES FRAIS.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Le 7 mai 1958, M. Yvon Blommaers, terrassier affecté au Service de la Voie Publique qui s'était rendu au Garage Municipal rue Béranger, pour approvisionner en essence la camionnette du service, se livra, dans la rue, à des essais sur un nouveau triporteur Lambretta qui, par ailleurs, ne lui était pas destiné.

Au cours de ces essais, il alla heurter un poteau supportant une plaque de la Compagnie des tramways, rue de Loos, se blessant légèrement à la tête et occasionnant au triporteur des dégâts s'élevant à 96.174 frs.

M. Blommaers ayant agi sans l'autorisation de son Chef de service, la faute personnelle de l'agent a été reconnue et un blâme lui a été infligé.

Étant donné que l'acte qui a causé le dommage ne résulte pas de l'exercice de la fonction, la responsabilité civile de la Ville ne peut être engagée.

M. Blommaers est seul responsable mais eu égard à sa situation, nous estimons qu'il n'est pas possible de lui faire supporter la totalité des frais consécutifs à son accident.

Nous vous proposons, d'accord avec votre Commission du Contentieux de lui réclamer le remboursement partiel soit une somme de 18.000 francs à payer par fractions échelonnées sur une année.

*Adopté.*

---

**N° 59 / 53. — ARMÉE DU SALUT. HÉBERGEMENT DES INDIGENTS DE PASSAGE. MAJORATION DE L'INDEMNITÉ JOURNALIÈRE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Aux termes d'une convention en date du 31 août 1955, l'Armée du Salut s'est engagée, pour la durée d'une année renouvelable par tacite reconduction depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1955, à assurer l'hébergement des indigents de passage munis d'un bon de



logement délivré par M. le Commissaire Central de Police, moyennant paiement par la Ville d'une redevance journalière de 125 francs par indigent, compte tenu d'un minimum de 10 indigents par jour.

Chaque réfugié a droit, outre le coucher, à deux repas composés le soir d'un potage, d'un plat de légumes, avec pain ; le matin, d'un potage ou d'un bol de café ou de chocolat avec un morceau de pain.

M. le Directeur de cette hôtellerie a sollicité le relèvement du taux de l'indemnité journalière en raison du coût élevé des marchandises, des charges domestiques et sociales et de la précarité des ressources de l'œuvre.

Il a demandé que ce taux fut porté à 150 francs à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1959.

Étant donné que cette indemnité journalière n'a subi aucune majoration depuis 1955, nous estimons raisonnable la demande de M. le Directeur de l'Armée du Salut et nous vous demandons, en accord avec la Commission des Finances, de nous autoriser à passer la convention nécessaire. La dépense sera imputée sur le crédit ouvert au chapitre XXVIII, article 13 du budget primitif de 1959.

*Adopté.*

---

**N° 59 / 54. — SOCIÉTÉ T.R.U. ET SES FILIALES. REMBOURSEMENT  
D'UNE PARTIE DE L'IMPOT DES PATENTES POUR LES  
EXERCICES 1957 ET 1958.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Aux termes du 5<sup>e</sup> Avenant à la Convention du 2 février 1943 passée avec la Société de Traitement des Résidus Urbains et de Transports Automobiles (Sté T.R.U.) en vue de la collecte et du traitement des ordures ménagères, il a été stipulé que le personnel chargé du relevage des poubelles sera fourni par la Société Auxiliaire de Collecte des Résidus Urbains (S.A.C.R.U.) filiale de la Sté T.R.U. à laquelle celle-ci a délégué ses pouvoirs.

L'article 9 - IX - dudit avenant dispose que la rémunération tient compte des impôts, taxes et droits divers, proportionnels ou non, en vigueur au 31 décembre 1949 et sur la base des taux applicables à cette date.

La différence, en plus ou en moins, des charges en question supportées par la Société, soit du fait de la variation de leur taux, soit de la modification de leur assiette, soit de la création de nouveaux impôts, droits ou taxes proportionnels ou non, à l'exception de ceux qui lui seraient imposés, en tant que Société, lui sera remboursée ou retenue. Doivent également être remboursés à la Société, dans les mêmes conditions, les impôts, droits ou taxes non proportionnels aux paiements qui lui seront faits au titre de cet avenant.

Depuis cette date, M. le Receveur Municipal a toujours procédé au remboursement de la partie de la patente annuelle excédant la cotisation versée par adite Entreprise au titre du premier exercice d'application de l'avenant mais, en 1957 il s'est demandé si, à la faveur du remaniement de la patente, il convenait de continuer à rembourser cet excédent.



La Société ayant protesté contre cette manière de voir, nous avons, en vue de trancher le différend, pris l'avis de notre conseil juridique M. Guy Debeyre.

La conclusion de sa consultation est que la réforme du régime législatif et réglementaire de la contribution des patentes ne fait pas obstacle au remboursement contractuel de la partie litigieuse de la contribution des patentes.

Dans ces conditions, le montant des patentes qui serait dû pour les seuls services de la Ville s'établirait comme suit :

	pour 1957	pour 1958
— T.R.U. . . . .	845.860 frs	842.910 frs
— S.A.R.U. . . . .	269.460 »	88.095 »
— S.A.C.R.U. . . . .	112.910 »	123.450 »

En accord avec votre Commission du Contentieux et celle des Finances, nous vous demandons d'autoriser le règlement de ces sommes et d'admettre le principe de ce remboursement pour les années qui suivront.

La dépense sera imputée sur le crédit de 1.100.000 francs ouvert à cet effet au chapitre XVII *bis*, article 4 du budget primitif de 1958. Ce crédit sera renforcé d'une somme égale à l'insuffisance constatée, soit 1.182.685, qui sera virée du crédit ouvert au chapitre XVII *bis*, article 3 « Collecte des Résidus Urbains - Convention avec la T.R.U. » lequel laisse un disponible suffisant.

*Adopté.*

N° 59/ 55. — **RÉNOVATION ET AMÉNAGEMENT DU QUARTIER SAINT SAUVEUR. CONSTITUTION D'UNE COMMISSION.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 57/ 6035 du 11 mars 1957, vous avez décidé que l'opération de rénovation des îlots insalubres de Lille commencerait par celle de l'îlot Saint-Sauveur, délimitée et dessinée dans ses grandes lignes à l'intérieur d'un périmètre indiqué au plan directeur qui était annexé au dossier.

D'autre part, vous avez également décidé de charger l'Office Municipal d'H.L.M. des travaux de rénovation et d'aménagement de cet îlot et sollicité, pour le compte de cet organisme, la déclaration d'utilité publique de l'opération.

Or, l'Office Municipal d'H.L.M. a engagé certaines tractations mais se heurte actuellement à de nombreuses difficultés.

Par délibération en date du 13 octobre 1958, le Conseil d'Administration dudit Office, estimant ne pouvoir mener à bien l'opération avec les moyens dont il dispose, a suggéré d'en confier la réalisation à une Société d'Économie Mixte qui serait à même de l'exécuter à ses lieu et place.

Dans ces conditions, nous vous proposons de constituer une Commission Municipale d'Étude chargée de se mettre en rapport avec la Société d'Équipement



du Département du Nord en vue de la mise au point d'une Convention à intervenir entre la Ville et la Société. Le projet de Convention élaboré sera soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

Cette Commission, présidée par le Maire ou son représentant, sera composée de membres des Commissions de l'Urbanisme, de l'Habitation et du Contentieux désignés par le Maire suivant le système de la représentation proportionnelle des groupes politiques formant le Conseil Municipal.

*Adopté à la majorité, les conseillers communistes ayant voté contre (voir compte rendu analytique au n° 59 / 6.031, page 23).*

---

**N° 59 / 56. — ANNONCE D'UNE MESURE DE LICENCIEMENT DANS  
UNE USINE MÉTALLURGIQUE DE LA VILLE.**

VŒU PRÉSENTÉ PAR M. LE MAIRE, SUITE AUX LETTRES DE  
M. DE BECKER, CONSEILLER SOCIALISTE ET DE M. LANDRIE,  
CONSEILLER COMMUNISTE.

Le Conseil Municipal de Lille estime de son devoir d'exprimer toute l'émotion qu'a soulevée dans la Cité et dans la Région, l'annonce d'une mesure prise par une importante firme de la Ville, qui se traduirait, si elle était appliquée, par un licenciement de 527 ouvriers, parmi lesquels se trouve bon nombre de travailleurs qui, en raison de leur âge, ne parviendraient plus à se reclasser.

Il juge inadmissible un congédiement aussi massif de travailleurs, en plein hiver, et sans considération de la gêne qui peut en résulter pour les familles ainsi frappées. Il demande aux Pouvoirs publics d'agir rapidement pour que la mesure soit rapportée, et pour que la solution à ce problème à la fois économique et social, soit recherchée dans le cadre d'une meilleure organisation de l'économie nationale et dans le respect de la loi sur les conventions collectives du travail.

*Adopté à l'unanimité (voir compte rendu analytique, page 33).*

---

**N° 59 / 57.**

VŒU PRÉSENTÉ PAR LE GROUPE COMMUNISTE DEMANDANT L'ABRO-  
GATION DE L'ORDONNANCE CONCERNANT LA SÉCURITÉ SOCIALE  
ET LE RÉTABLISSEMENT DU RÉGIME ANTÉRIEUR DES ALLOCA-  
TIONS FAMILIALES.

Le Conseil Municipal de Lille, vivement ému des répercussions des récentes ordonnances concernant la Sécurité Sociale et les Allocations Familiales, répercussions qui frappent durement les travailleurs et les familles laborieuses,



Considérant, que par ailleurs, l'appauvrissement de la population entraînera fatalement une augmentation des charges sociales de la Ville et parallèlement à cela un amenuisement des recettes,

Demande l'abrogation pure et simple de l'ordonnance instituant une retenue semestrielle de 3.000 frs sur les frais pharmaceutiques, ainsi que le rétablissement du régime antérieur des Allocations Familiales.

*Adopté à l'unanimité des votants, les conseillers de l'Union s'étant abstenus (voir compte rendu analytique page 35).*

#### N° 59 / 1.001. — DÉPLACEMENT DES LIMITES CANTONALES.

MESDAMES, MESSIEURS,

L'arasement des fortifications et la réalisation du plan d'urbanisme ont fait disparaître des ouvrages militaires, des chemins ou des limites de parcelles qui avaient servi d'assises pour fixer les contours de certains cantons partageant notre Ville.

Des voies nouvelles ou des voies anciennes, dont le tracé a été modifié, chevauchent maintenant ces limites dont la démarcation est devenu théorique. Des groupes de constructions sont en cours d'édification et poseront à bref délai le problème de l'affectation des habitants dans un canton déterminé.

Cette question, d'ailleurs signalée par M. le Juge de Paix du 1<sup>er</sup> Arrondissement Judiciaire de Lille, doit être réglée sans tarder afin de nous permettre, dans un avenir prochain, de procéder à l'affectation rationnelle des électeurs ce qui, par voie de conséquence, fixera aussi leur ressort judiciaire.

Les rectifications ci-après détaillées que nous proposons sont strictement limitées ; elles n'entraîneront aucun mouvement de population et seront dès lors sans influence sur les effectifs électoraux des cantons.

##### 1<sup>o</sup> *Partie commune aux cantons Est et Sud.*

###### — *Définition actuelle :*

Angle de la rue Boitelle et du boulevard du Maréchal Vaillant – Chemin Saint-Sauveur – Place Guy de Dampierre – Champ de manœuvre – Limite du territoire de Ronchin.

###### — *Définition proposée.*

Angle de la rue Boitelle et du boulevard du Maréchal Vaillant – Axe de la rue Louis Dupied – Axes des boulevards du Président Hoover et Paul Painlevé – Axe de la chaussée Est de l'autoroute Paris-Lille jusqu'au territoire de Ronchin.

Ce déplacement de limite ajoute 8 ha 90 a au canton Sud, par prélèvement sur le canton Est, et retranche 10 ha du canton Sud affectés au canton Est. En définitive, cette opération se traduit par une augmentation de superficie de 1 ha 10 a pour le



canton Est, la perte subie par le canton Sud étant de l'ordre de 1/500 par rapport à sa superficie totale.

*2° Partie commune aux cantons Nord et Nord-Est.*

— *Définition actuelle :*

Axe de la rue des Urbanistes jusqu'au territoire de La Madeleine.

— *Définition proposée :*

Axe de la rue des Urbanistes prolongée jusqu'au boulevard Carnot et le territoire de La Madeleine.

Ce déplacement entraîne une augmentation de superficie de 1 ha 12 a 50 ca pour le canton Nord-Est, au détriment du canton Nord qui subit une perte de l'ordre de 1/100 par rapport à sa superficie lilloise.

Nous vous demandons d'accepter ces propositions et de nous autoriser à constituer le dossier réglementaire qui sera soumis au Conseil d'Etat après consultation du Conseil Général.

*Adopté.*

---

**N° 59 / 1.002. — DÉROGATIONS AU REPOS HEBDOMADAIRE DU DIMANCHE. AVIS.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Un certain nombre de commerçants de la rue Léon Gambetta occupent du personnel le dimanche matin, en vertu d'autorisations obtenues avant la guerre.

Les dérogations au repos dominical sont réglées par l'article 35 du Code du Travail ainsi conçu :

« Les établissements désirant bénéficier d'une dérogation doivent adresser une demande au Préfet qui doit demander, d'urgence, les avis du Conseil Municipal, de la Chambre de Commerce et des syndicats patronaux et ouvriers intéressés de la Commune. Ces avis doivent être donnés dans le délai d'un mois. Le Préfet statue ensuite par arrêté motivé qu'il notifie dans la huitaine ».

Depuis la Libération, les syndicats ouvriers ont systématiquement répondu par la négative et pratiquement il n'y a plus eu de dérogations nouvelles. Tenant compte de cet état d'esprit, dans votre séance du 17 juillet 1956, estimant qu'il vous était impossible de respecter le délai imparti pour votre réponse, vous avez décidé qu'en principe vous vous prononciez contre l'octroi des dérogations.

Cette situation ayant créé un désavantage pour certains commerçants, M. le Directeur Départemental de la Main-d'Œuvre a été amené à proposer à M. le Préfet de rap-



porter toutes les dérogations existantes et d'inviter ensuite les commerçants désireux d'en obtenir à faire de nouvelles demandes.

Pour souligner le caractère exceptionnel des dérogations, ce haut fonctionnaire a en outre suggéré de les limiter aux seuls établissements se trouvant dans le voisinage des marchés ; ces marchés constituant, selon lui, le seul motif d'ordre général susceptible de justifier une décision favorable.

En conséquence, il a dressé, en accord avec M. Masson, Président de l'Union Lilloise du Commerce les zones, ci-après énumérées, où des dérogations pourraient intervenir et M. le Préfet nous a demandé d'émettre un avis sur ces propositions.

*Marché de Wazemmes.*

Rue Léon Gambetta, de la place de la République (non comprise) à la place Casquette inclusivement, rue Paul Lafargue, rue des Postes (de la rue Paul Lafargue à la place Sébastopol non comprise), rue de Solférino, de la place Sébastopol à la rue Léon Gambetta.

*Marché de Fives.*

Rue Saint Gabriel (de l'avenue des Lilas à la rue Eugène Jacquet), rue Eugène Jacquet (de la rue Vantroyen à la rue Saint Gabriel), rue Du Repos (totalité), rue Rabelais (totalité), rue de Bouvines (totalité), rue Pierre Legrand (de la rue Bellevue à la rue Francisco Ferrer).

*Marché de la place du Concert.*

Rue de la Monnaie (en totalité).

\* \* \*

Considérant la question du point de vue de la prospérité du commerce local et de ses répercussions sur les ressources fiscales de la Ville, nous ne pouvons que souhaiter voir appliquer à l'ensemble des commerçants le privilège accordé à certains d'entre eux et nous réalisons très bien les protestations soulevées par l'état de choses actuel.

Mais, par ailleurs, nous ne pouvons méconnaître la législation du Travail et nous comprenons parfaitement aussi la position prise par les organisations syndicales d'employés en ce qui concerne le repos dominical.

En conclusion nous ne pensons pas pouvoir demander votre accord sur les mesures préconisées par les Services du Travail ; nous estimons que la solution devrait intervenir sous la forme d'une convention collective passée entre employeurs et employés sous l'égide de leurs syndicats respectifs et sous le contrôle des Services du Travail.

*Adopté (voir compte rendu analytique, page 5).*



## N° 59 / 1.003. — ARMÉE ACTIVE. SURSIS D'INCORPORATION. AVIS

MESDAMES, MESSIEURS,

Aux termes de l'article 23 de la loi du 31 mars 1928, le Conseil Municipal est appelé à émettre son avis sur les demandes de sursis d'incorporation.

Les jeunes gens dont les noms suivent remplissent les conditions prévues par la dite loi et en sollicitent l'application en leur faveur.

CLASSE	NOMS, PRÉNOMS ET ADRESSES	CANTONS	CLASSE	NOMS, PRÉNOMS ET ADRESSES	CANTONS
1959	de Widerspach-Thor Bernard, 1, rue Monge, à Dijon. . . .	C.	1960	Dobbels André, 29 <i>bis</i> , rue Alphonse Mercier . . . . .	C.
—	Guyot Pierre, 18, rue Chappe. .	C.	—	Dossche Jean-Pierre, 53, boule- vard Victor Hugo . . . . .	S.
—	Kerckhove Jean-Marc, 249 <i>ter</i> , rue du Faubourg de Roubaix. .	N.-E.	—	Dumont Philippe, 247, boulevard Victor Hugo . . . . .	S.
—	Lemoine Philippe, 99, boulevard Vauban . . . . .	C.	—	Dupretz Jean-Pierre, 47, rue des Montagnards . . . . .	N.-E.
—	Philippe Jean-Michel, 30, rue Chappe . . . . .	N.-E.	—	Carpentier Jean-Pierre, 17, rue Maréchal de Lattre de Tassigny	C.
—	Serrure Guy, 293, rue Léon Gam- betta . . . . .	C.	—	Carton Christian, 24, boulevard Bigo Danel . . . . .	S.-O.
—	Vanoye Eric, 5, rue des Vicaires. .	N.-E.	—	Casier Charles, 44, rue Arago (c/Duvinage, 5) . . . . .	C.
1960	Amar Henri, 9, rue de l'École Saint Louis . . . . .	E.	—	Gosselin Francis, 107, boulevard Victor Hugo . . . . .	S.
—	Antoine Philippe, 46, place du Général de Gaulle . . . . .	N.	—	Houvier Jean-Pierre, 43, rue de la Clef . . . . .	N.
—	Bernard Claude, 18, boulevard du Maréchal Vaillant . . . .	E.	—	Ingelaere Pierre, 1, place de la Gare . . . . .	E.
—	Bouly de Lesdain Daniel, 25, place du Maréchal Leclerc. .	S.-O.	—	Jaisson Pierre, 3, square Dutil- leul . . . . .	C.
—	Boyer-Chammard Jacques, 2, rue Léonard Danel . . . . .	C.	—	Laurent Jean-Christian, 5, rue à Fiens . . . . .	N.-E.
—	Caulier André, 7, rue du Nord. .	C.	—	Le Cottier Bruno, 45, rue Pascal. .	N.-E.
—	Ceriez Arsène, 61 <i>bis</i> , rue Fran- cisco Ferrer . . . . .	E.	—	Lenfant Jean-Marc, 42, rue des Jardins Caulier . . . . .	N.-E.
—	Courtin Bernard, 18, rue de Valmy . . . . .	S.-E.	—	Mahieu Gérard, 7, rue du Palais de Justice . . . . .	N.
—	Cousin Francis, 323, rue Léon Gambetta . . . . .	C.	—	Maire Dominique, 17, rue Fabricey	S.
—	De Braeckelaer Raymond, 141, rue du Faubourg des Postes. .	S.	—	Meurin Jean-Paul, 172, rue Nationale . . . . .	C.
—	Deparis Pierre-Antoine, 9, rue de Coulmiers . . . . .	S.	—	Millon Francis, 41, rue de Bou- vines . . . . .	N.-E.
—	Desrousseaux Bernard, 134, rue Barthélemy Delespaul . . . .	S.	—	Morel Xavier, 36, rue Léonard Danel . . . . .	O.
—	De Wolf Jean, 12, avenue du Président Hoover . . . . .	E.			



CLAS- SE	NOMS, PRÉNOMS ET ADRESSES	CAN- TONS	CLAS- SE	NOMS, PRÉNOMS ET ADRESSES	CAN- TONS
1960	Pauwels Étienne, 14, rue de Bourgogne . . . . .	C.	1960	Singer Claude, 140, rue des Postes . . . . .	C.
—	Espèce Jean-Michel, 277, rue de Solférino . . . . .	S.	—	Souchon Dominique, 27, rue Véronèse . . . . .	N.-E.
—	Foulon Claude, 49, rue Saint Bernard . . . . .	S.-O.	—	Touzard Michel, 22, rue Véronèse. . . . .	N.-E.
—	Fournier Édouard, 212, rue Nationale . . . . .	C.	—	Tricart Bernard, 39, rue Longueuil . . . . .	C.
—	Ramont Claude, 120, rue de la Louvière . . . . .	C.	—	Urbanovsky Stéphane, 7, rue Dupuytren . . . . .	E.
—	Rohaut Jacques, 96, rue Boucher de Perthes . . . . .	C.	—	Vermeersch Michel, 32, rue de Loos . . . . .	S.-O.
—	Ruck Pierre, 14, boulevard Jean-Baptiste Lebas . . . . .	S.	—	Watine André, 10, rue Vergniaud. . . . .	S.-O.
—	Ruk Michel, 4, rue de Rocroi. . . . .	S.-E.	—	Wattel Patrick, 28, rue des Vicaires . . . . .	N.-E.

Nous vous proposons de donner un avis favorable à ces demandes.

*Adopté.*

#### N° 59 / 1.004. — REPRISE DE MATÉRIEL USAGÉ. ADMISSION EN RECETTE.

MESDAMES, MESSIEURS,

Nous avons procédé à l'acquisition d'une machine imprimante électrique Adrema pour remplacer un appareil de même marque en service depuis 1929 au Bureau des Elections.

M. Marcel Veyrier, 16, rue de Tenremonde à Lille, qui avait livré ce matériel, s'est engagé à reprendre la machine usagée pour la somme de 125.000 francs.

Nous vous demandons de vouloir bien admettre cette somme en recette.

*Adopté.*



N° 59 / 1.005. — SERVICES MUNICIPAUX. ÉCONOMAT. DENRÉES  
D'ÉPICERIE. ANNÉE 1959. MARCHÉ DE GRÉ À GRÉ.

MESDAMES, MESSIEURS,

En vue de procurer aux différents services municipaux les denrées d'épicerie nécessaires à leur fonctionnement pendant l'année 1959, nous avons procédé à un appel d'offres sur prix et échantillons auprès des maisons suivantes spécialisées dans ce négoce et susceptibles de répondre à toutes nos exigences :

- Delerue, rue Nicolas Leblanc, 28, Lille.
- Laisné, rue Guillaume Werniers, 18, Lille.
- Menu, rue de Trévisé, 38, Lille.
- Missu et Fils, rue du Bas Jardin, 4, Lille.
- Thanghe, rue Masséna, 38, Lille.
- S.A.R.L., Union Lilloise Alimentation, rue Barthélémy Delespaul, 76, Lille.
- Vandervliet Louis, rue du Port, 26, Lille.

Lors de l'ouverture des plis, nous avons reçu une réponse émanant de la S.A.R.L. Union Lilloise Alimentation, qui propose la totalité des articles repris au bordereau pour la somme de 1.079.990 frs et celle de la Maison Vandervliet qui pour des produits de qualité équivalente propose la somme de 1.080.603 frs.

En conséquence, nous vous demandons de nous autoriser à passer avec la S.A.R.L. Union Lilloise Alimentation, un marché de gré à gré évalué approximativement à la somme de 1.300.000 frs (un million trois cent mille francs) pour tenir compte des commandes imprévues.

Nous vous prions également de nous autoriser à renouveler les marchés passés avec les fournisseurs nous livrant depuis plusieurs années, et sans intermédiaire, des marchandises de leur spécialité au tarif grossiste.

*Importance annuelle du marché*

1° *Produits alimentaires et diététiques*

Société SOPAD, 38, boulevard Victor Hugo, à Lille . . . . . 1.100.000 frs  
(Allée Gabriel à Marcq-en-Barœul, à partir de 1959).

2° *Cafés* (Marché passé pour les années 1959 et 1960).

S.A.R.L. Louis Vandamme et Fils, 2, rue Kléber, La Madeleine . . 1.440.000 frs

3° *Confitures* (Marché passé pour les années 1959 et 1960)

Trois maisons avaient été consultées. Une seule proposition nous est parvenue  
Société Anonyme Fruits Vitrac, 39, avenue du Peuple Belge, Lille . . 1.100.000 frs

Les dépenses seront imputées sur les crédits ouverts au budget primitif de 1959 pour les différents services utilisateurs.

*Adopté.*



N° 59 / 1.006. — PHOTOCOPIE DES ACTES DE L'ÉTAT-CIVIL.  
FOURNITURE DE PAPIER EN 1959. MARCHÉ.

MESDAMES, MESSIEURS,

En vue de l'acquisition des papiers photographiques et produits de développement qui seront utilisés en 1959 pour la reproduction des actes de l'État-Civil, un appel d'offres a été lancé auprès des maisons spécialisées dans ce négoce :

- Société Sertic, 32 bis, rue Greuze, Paris (16<sup>e</sup>), Direction Régionale : 17, rue Jacquemars Giélée, Lille.
- Société Grog et C<sup>ie</sup>, 37, avenue Georges V, Paris (8<sup>e</sup>). Direction Régionale : 25, rue Jacquemars Giélée, Lille.
- Société d'Applications du Microfilm, 56, rue de l'Hôpital Militaire, Lille.
- Etablissements Colloridi, 10, rue Faidherbe, Lille.

Les soumissionnaires devaient proposer un rabais sur le tarif client non producteur N° 6, mai 1958, arrêté n° 23.923 du « B.O.S.P. » du 5 avril 1958 pour les papiers Agfa Copyrapid et révélateur.

Trois propositions nous sont parvenues :

- Société Sertic, 17, rue Jacquemars Giélée. . . rabais de 24 % découpe gratuite
- Société Grog et C<sup>ie</sup>, 25 rue Jacquemars Giélée rabais de 24,50 % »
- Société d'Applications du Microfilm, 56, rue de  
l'Hôpital Militaire . . . . . rabais de 20 % »

L'offre faite par la Société Grog et C<sup>ie</sup> étant la plus avantageuse pour la Ville, nous vous proposons de passer avec cette firme un marché de gré à gré pour l'année 1959 et d'en fixer l'importance à la somme de un million cent mille francs (1.100.000 frs).

Les dépenses en résultant seront imputées sur les crédits ouverts au budget primitif de 1959.

*Adopté.*

---

N° 59 / 1.007. — ÉCONOMAT. PAIN, COQUILLES, BISCUITS. MARCHÉ.

MESDAMES, MESSIEURS,

Pour assurer l'approvisionnement en pain de l'École de Plein Air, des Crèches et du Centre Social Suisse d'Entr'aide Ouvrière, il est de règle de demander à l'adjudicataire de la Caisse des Ecoles de maintenir le rabais consenti à cet organisme malgré les petites quantités à répartir dans certains de ces établissements.

La Société l'Indépendante, 112, boulevard Montebello à Lille, actuellement adjudicataire de la Caisse des Écoles avec un rabais de 4, 25 frs au kilo est par ailleurs, la



seule entreprise de la région capable d'assurer la fourniture des coquilles distribuées en fin d'année dans les écoles et à certaines catégories de la population.

Nous vous demandons, dès lors, de nous autoriser à passer avec cette firme un marché de gré à gré évalué approximativement à trois millions de francs.

Les dépenses résultant de ces achats seront imputées sur les crédits ouverts au budget primitif de 1959 pour les différents services intéressés.

*Adopte.*

---

**N° 59 / 1.008. — ÉCONOMAT. FOURNITURE DE LAIT, BEURRE ET ŒUFS. ANNÉES 1959 ET 1960. MARCHÉS DE GRÉ A GRÉ.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Les marchés pour la fourniture de lait, beurre et œufs nécessaires aux services municipaux et notamment aux crèches, à la Pouponnière et à l'École de Plein Air, arriveront à expiration le 31 décembre prochain.

En vue d'assurer l'approvisionnement journalier de ces établissements pendant les années 1959 et 1960, un appel d'offres, scindé en deux lots, a été lancé auprès des maisons suivantes, spécialisées dans ce négoce et susceptibles de répondre à toutes nos exigences :

- Laiterie des 4 cantons à Le Quesnoy.
- Société Coopérative Agricole Laitière et Beurrière du Cambrésis, route Nationale à Awoingt près Cambrai.
- « Société CLARA » (Centrale Laitière Agricole de la Région d'Amiens, succursale et dépôt, 15, rue Léon Gambetta à Fâches-Thumesnil).
- MM. Reneau René, Industriel laitier à Cuincy-les-Douai.
- Baert, 31, boulevard J.-B. Lebas, à Lille.
- Buseyne, 24, rue Barthélémy Delespaul, Lille.
- Dugrain, 47, rue Saint Gabriel, Lille.
- Six-Vassal, 29, rue Ed. Delesalle, Lille.
- Société Negobeureuf, 209, rue d'Arras, Lille.
- Société Woessen Frères, 18, rue du Chauffour, Lille.
- Union Lilloise d'Alimentation, 76, rue Barthélémy Delespaul, Lille.

De plus, nous avons demandé à la Fédération des Coopératives Laitières du Nord de porter notre appel à la connaissance de ses commettants.

L'ouverture des plis, à laquelle avaient été invités les fournisseurs consultés, a donné les résultats ci-après :



*Premier lot : Lait.* — Ce lot intéresse la fourniture de lait pasteurisé conditionné soit approximativement et par an 15.000 litres en bouteilles et 7.200 litres en bidons plombés de 20 litres.

Deux Maisons ont soumissionné :

- La Société Coopérative Agricole Laitière et Beurrière du Cambrésis qui consent un rabais de 10,20 % sur la base des prix limites de vente du lait aux consommateurs, toutes taxes comprises, fixés par les arrêtés de M. le Préfet du Nord.
- La Société CLARA qui a proposé un rabais de 10 % sur la même base.

L'offre de la Société Coopérative Agricole Laitière et Beurrière du Cambrésis étant la plus avantageuse pour la Ville, nous vous proposons d'accepter pour valoir marché la soumission par elle souscrite.

*Deuxième lot : Beurre et Œufs.* — Ce lot intéresse la fourniture annuelle d'environ 1.200 kgs de beurre et 4.000 œufs. La Société Woessen Frères qui, seule, a répondu, s'engage à assurer la livraison de ces produits avec un rabais de 1 % sur la base des cours journaliers repris dans « l'Echo des Halles Centrales de Paris ».

Cette proposition étant acceptable, nous vous proposons de fixer comme suit le montant annuel approximatif des marchés à intervenir :

1 <sup>o</sup> Société Coopérative Agricole Laitière et Beurrière du Cambrésis pour les fournitures de lait faisant l'objet du premier lot . . . . .	1.100.000 frs
2 <sup>o</sup> Société Woessen Frères pour la fourniture du beurre et des œufs constituant le deuxième lot . . . . .	1.200.000 »

Les dépenses en résultant seront imputées sur les crédits ouverts au budget primitif pour les différents services utilisateurs.

*Adopté.*

---

N<sup>o</sup> 59 / 1.009. — ÉCONOMAT. VENTE DE BOUTEILLES CHAMPENOISES.  
ADMISSION EN RECETTE.

MESDAMES, MESSIEURS,

Le champagne et le vin mousseux achetés en vue des réceptions organisées à l'Hôtel de Ville, sont livrés verres perdus.

Dans le but de revendre ces bouteilles au meilleur prix, nous avons procédé à un appel d'offres auprès des maisons ci-après :

M. Henri Comeyne, 13, rue de Maubeuge à Lille.  
Etablissements Michel et Jean, 23, rue Desaix à Lille.  
Nord-Bouteilles, 62, rue de l'Alcazar à Lille.



Nous avons reçu les propositions suivantes :

M. Comeyne . . . . .	10,25 frs la bouteille.
Etablissements Michel et Jean . . . . .	10 » »
Nord-Bouteilles . . . . .	9,10 » »

M. Comeyne ayant fait l'offre la plus avantageuse, nous l'avons chargé de l'enlèvement de notre stock actuel, soit 1.468 bouteilles.

En conséquence, nous vous prions de vouloir bien admettre en recette la somme de 15.047 frs (quinze mille quarante-sept francs).

*Adopté.*

**N° 59 / 1.010. — HABILLEMENT DES SAPEURS-POMPIERS. ANNÉE 1958.  
RÉGULARISATION DES DÉPENSES. DEMANDES DE  
SUBVENTION DE L'ÉTAT ET DU DÉPARTEMENT.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Les dépenses d'habillement de nos sapeurs-pompiers donnent lieu à des subventions qui n'interviennent qu'après production de justifications, dans ce but nous vous donnons ci-après l'énumération des achats intervenus en 1958.

Les achats d'uniformes ont été prévus dans le cahier des charges de l'adjudication du 30 avril 1957 ayant fait l'objet de votre délibération n° 56 / 1.038 du 21 décembre 1956 approuvée le 20 mars 1957 par l'autorité préfectorale.

Ce cahier des charges valable pour la période du 1<sup>er</sup> avril 1957 au 31 mars 1959 permettait dans son article 16 la révision des prix d'adjudication. Par suite des hausses intervenues les adjudicataires ont demandé le bénéfice de cette disposition pour les livraisons effectuées au cours de l'année 1958.

A la suite de ces révisions, les prix unitaires d'adjudication ont été fixés de la façon suivante :

*Lot n° 4. — Tenue de Ville :*

Vestes d'été..... 4.500 frs + augmentation 12 % = 5.040 frs

*Lot n° 5. — Tenue de Ville :*

Uniformes drap bleu pour Pompiers.

- Officiers et Adjudants	18.000 frs + augmentation 10 %	= 19.800 frs
- Sous-Officiers	14.785 » + » »	= 16.263,50 arrondi à 16.263
- Caporaux et Sapeurs	14.685 » + » »	= 16.153,50 arrondi à 16.153
- Pantalons drap pour Sapeurs.....	4.778 » + » »	= 5.255,80 arrondi à 5.255

*Lot n° 7. — Tenue d'exercice* 2.180 frs + augmentation env. 12,845 %, soit 2.460 frs.

Ajoutons que des articles moins importants ne figurant pas au cahier des charges ont été commandés après appel d'offres.



En définitive, les achats vestimentaires pour nos sapeurs-pompiers ont entraîné les dépenses ci-après détaillées :

	RENOU- VEL- LEMENT	PRÉVI- SIONS 1 <sup>er</sup> ÉQUI- PEMENT	PRIX UNITAIRE APPRO- XIMATIF	PRIX TOTAL APPRO- XIMATIF
<i>I. — Tenues de feu</i>				
Vestes de cuir . . . . .		9	9.269 frs	83.421 frs
Ceintures de feu . . . . .		9	1.425 »	12.825 »
Cravates de feu . . . . .		9	241 »	2.169 »
Bohnets de police . . . . .		9	675 »	6.075 »
<i>II. — Tenues d'exercice</i>				
Costumes croisé bleu 2 pièces (72) . . . . .	65	7	2.460 »	177.120 »
<i>III. — Tenues de ville</i>				
Uniformes drap bleu :				
— Officiers et adjudants (13) . . . . .	11	2	19.800 »	257.400 »
— Sous-Officiers . . . . .	15		16.263 »	243.945 »
— Caporaux et Sapeurs (105) . . . . .	98	7	16.153 »	1.696.065 »
Manteaux drap sapeurs . . . . .		9	15.400 »	138.600 »
Pantalons drap sapeurs . . . . .		9	5.255 »	47.295 »
Brodequins sapeurs . . . . .		9	2.905 »	26.145 »
Ceinturons . . . . .		9	1.100 »	9.900 »
Fourragères . . . . .		9	290 »	2.610 »
Gants laine . . . . .		9	500 »	4.500 »
Chemises blanches officiers et sous-officiers (13). . . . .	11	2	1.480 »	19.240 »
Chemises bleues sapeurs (129). . . . .	111	16	780 »	99.060 »
do . . . . .	2		900 »	1.800 »
Cravates noires (143). . . . .	125	18	200 »	28.600 »
Képis :				
— Commandant et Médecin-Commandant (3) . . . . .	2	1	3.595 »	10.785 »
— Capitaine (2) . . . . .	1	1	2.350 »	4.700 »
— Lieutenants (5) . . . . .	4	1	2.099 »	10.450 »
— Adjudants . . . . .	4		1.985 »	7.940 »
— Sergents et Sergent-Chef . . . . .	26		1.750 »	45.500 »
— Caporaux, Sapeurs (94) . . . . .	87	7	1.700 »	159.800 »
Vestes d'été (7) . . . . .	6	1	5.040 »	35.280 »
<i>IV. — Tenues de sport</i>				
Gilets . . . . .		9	348 »	3.132 »
Culottes . . . . .		9	475 »	4.275 »
Chaussures tennis . . . . .		9	1.475 »	13.275 »
				3.151.907 frs
				=====

Nous vous demandons en accord avec la Commission de protection contre l'incendie :



1° de ratifier les achats ci-dessus dont la dépense totale évaluée approximativement à la somme de 3.151.907 frs sera imputée sur le crédit ouvert au chapitre VII, article premier du B.P. de 1958.

2° de solliciter l'aide financière de l'État et du Service départemental d'incendie, étant entendu que sera prise en charge par la Ville la différence entre la dépense totale et le montant des subventions.

*Adopté (voir compte rendu analytique, page 6).*

**N° 59 / 2.001. — CIMETIÈRES. RÉTROCESSION DE CONCESSION.  
VANDE PITTE YVETTE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

M. Boutez Joseph, demeurant rue du Pont Neuf prolongée, 17, cité des tabacs, à Lille, sollicite le remboursement de la somme restant à courir sur le prix de la concession de terrain n° 83.026 située au Cimetière du Sud, accordée pour quinze ans le 14 juin 1958 (quittance n° 11.424 du 14 juin 1958), devenue libre par suite de l'exhumation effectuée le 24 septembre 1958 du corps de Vande Pitte Yvette, transféré en superposition dans la concession n° 83.387 du même cimetière.

La somme à ristourner, compte tenu du temps écoulé, s'élève à 4.713 frs, dont 3.142 frs, représentant la part de Ville et 1.571 frs, celle du Bureau d'Aide Sociale.

Nous vous proposons d'agréer la demande de M. Boutez Joseph, à concurrence de 2.828 frs, la différence de 314 frs, restant acquise pour frais d'établissement d'actes.

Il sera loisible au pétitionnaire de solliciter de M. le Président du Bureau d'Aide Sociale le remboursement de la somme portée au compte de cet Etablissement, soit 1.571 frs.

La somme de 2.828 frs sera prélevée sur le crédit des Cimetières.

*Adopté.*

**N° 59 / 2.002. — CIMETIÈRES. RÉTROCESSION DE CONCESSION.  
DUFAY JEANNE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

M<sup>lle</sup> Dufay Henriette, demeurant 127, rue Brûle-Maison à Lille, sollicite le remboursement de la somme restant à courir sur le prix de la concession de terrain n° 88.861, située au Cimetière du Sud, accordée pour trente ans le 9 mai 1958 (quittance n° 9.694 du 9 mai 1958), devenue libre par suite de l'exhumation effectuée le 1<sup>er</sup> octobre 1958 du corps de Dufay Jeanne transféré au Cimetière de l'Est en superposition dans la concession n° 111.974.



La somme à ristourner, compte tenu du temps écoulé, s'élève à 13.323 frs dont 8.882 frs représentant la part de la Ville et 4.441 frs celle du Bureau d'Aide Sociale.

Nous vous proposons d'agréer la demande de M<sup>lle</sup> Dufay Henriette à concurrence de 7.994 frs, la différence de 888 frs restant acquise pour frais d'établissement d'actes.

Il sera loisible à la pétitionnaire de solliciter de M. le Président du Bureau d'Aide Sociale le remboursement de la somme portée au compte de cet Etablissement, soit 4.441 frs.

La somme de 7.994 frs sera prélevée sur le crédit des Cimetières.

*Adopté.*

---

**N° 59 / 2.003. — CIMETIÈRES. RÉTROCESSION D'UNE CONCESSION  
ADDITIONNELLE. BÉGHIN GABRIELLE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

M. Omer Delerue, 251, rue de Paris à Lille, sollicite le remboursement du prix de la concession qui lui a été accordée le 10 novembre 1947 au cimetière de l'Est sous le n° 105.572 en addition à la concession n° 105.478 affectée à la sépulture de Béghin Gabrielle.

Cette addition avait été demandée par M. Omer Delerue en vue d'une inhumation ultérieure qui, en fin de compte, sera opérée au Cimetière du Sud.

Nous vous proposons d'accueillir favorablement la demande présentée par M. Omer Delerue, étant entendu que resteront acquis, en raison de l'immobilisation du terrain, les droits applicables à la période du 10 novembre 1947 au 20 septembre 1958, date à laquelle nous est parvenue la requête de l'intéressé.

Selon décompte arrêté au 20 septembre 1958, la somme à ristourner s'élève à 17.784 francs, dont 11.856 frs représentant la part de la Ville et 5.928 frs celle du Bureau d'Aide Sociale.

La somme à rembourser effectivement par la Ville se montera à 10.671 frs, la différence de 1.185 frs restant acquise pour frais d'établissement d'actes.

Il sera loisible au pétitionnaire de solliciter de M. le Président du Bureau d'Aide Sociale le remboursement de la somme portée au compte de cet Etablissement, soit 5.928 frs.

Le remboursement de la somme de 10.671 frs sera prélevée sur le crédit des Cimetières.

*Adopté.*

---



**N° 59 / 2.004. — PARTICIPATION DE LA VILLE AU PRIX DES REPAS  
SERVIS AUX ENFANTS NÉCESSITEUX FRÉQUENTANT  
LES CANTINES DES ÉCOLES MATERNELLES ET  
PRIMAIRES PRIVÉES. AVENANT A LA CONVENTION  
DU 13 MARS 1956.**

MESDAMES, MESSIEURS,

En application de la décision que vous avez prise au cours de votre séance du 30 mai 1958 (rapport n° 58 / 2.010), la Ville participe, depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1958, au prix des repas servis, par les Cantines privées, aux enfants fréquentant les Ecoles privées, sur la base du prix de revient d'un repas constaté par la Caisse des Ecoles à la clôture de l'exercice 1957 soit 86,95 frs et en considération des barèmes de ressources familiales appliquées par cet Organisme.

La Caisse des Écoles ayant modifié ces barèmes de ressources à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1959, nous vous prions de faire application des mêmes barèmes nouveaux dans le calcul de la participation de la Ville au prix des repas servis par les Cantines privées.

Cette participation s'appliquera dans les conditions prévues à votre délibération précitée du 30 mai 1958 et compte tenu des dispositions nouvelles relatives aux catégories, soit :

1<sup>re</sup> Catégorie : *Gratuité* pour les enfants des familles dont les ressources mensuelles sont inférieures à 24.000 frs.

*Participation de la Ville : 86,95 frs.*

2<sup>e</sup> Catégorie : 65 francs, pour les enfants des familles dont les ressources mensuelles sont comprises entre 24.001 et 30.000 frs.

*Participation de la Ville : 21,95 frs.*

3<sup>e</sup> Catégorie : 75 francs, pour les enfants des familles dont les ressources mensuelles sont comprises entre 30.001 et 35.000 frs.

*Participation de la Ville : 11,95 frs.*

4<sup>e</sup> Catégorie : 85 francs, pour les enfants des familles dont les ressources mensuelles sont comprises entre 35.001 et 40.000 frs.

*Participation de la Ville : 1,95 frs.*

Nous vous demandons, en accord avec la Commission Municipale de la Famille, d'agréer ces nouvelles dispositions qui s'appliqueront à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1959 et jusqu'à la fin de l'année scolaire 1958-1959 et de nous autoriser à passer avec le Comité Familial Scolaire Urbain un avenant à la convention du 13 mars 1956 dont l'article VII se trouve seul modifié.

La dépense sera imputée sur le crédit inscrit au chapitre XXVI, article 9 du budget primitif.

*Adopté à la majorité, les Conseillers communistes ayant voté contre (voir compte rendu analytique, page 7).*

\* \* \*



## CONVENTION

Entre les Soussignés :

M. Augustin Laurent, Maire de Lille, agissant au nom de ladite Ville en vertu d'une délibération du Conseil Municipal n° 59 / 2.004 en date du 30 janvier 1959 qui sera soumise en même temps que les présentes à l'approbation de M. le Préfet du Nord,

d'une part,

et M. Gérard Thieffry, demeurant à Lille, 38, place Alexandre Dumas, agissant en qualité de Président de l'Association dite « Comité Familial Scolaire Urbain » dont le siège est à Lille, 13, rue Jacquemars Gielée, et en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés, en sa séance du 24 septembre 1955, par le Conseil d'Administration de l'Association Familiale d'Éducation Populaire de Lille et des Flandres, dont le Comité Familial Scolaire Urbain est la filiale pour Lille,

d'autre part,

Il est passé l'avenant ci-après à la convention intervenue le 13 mars 1956, approuvée par M. le Préfet du Nord le 30 mars 1956 et enregistrée à Lille (actes administratifs) le 26 avril 1956 — F° 8 — Case 112 — aux droits de 8.400 francs, convention modifiée par divers avenants dont le dernier en date du 23 juin 1958 approuvé par M. le Préfet du Nord le 8 juillet 1958 enregistré à Lille (actes administratifs) le 2 septembre 1958 — Bordereau 185/3 — aux droits de 8.400 francs.

L'article VII est modifié de la façon suivante :

ARTICLE VII. — Le montant de la participation de la Ville, pendant la période du 1<sup>er</sup> janvier 1959 à la fin de l'année scolaire 1958-1959, pour chaque repas servi aux enfants fréquentant les cantines des écoles maternelles et primaires privées sera :

- |  |           |
|--|-----------|
| 1 <sup>re</sup> Catégorie : pour les familles dont les ressources mensuelles sont inférieures à 24.000 francs, de . . . . .            | 86,95 frs |
| 2 <sup>e</sup> Catégorie : pour les familles dont les ressources mensuelles sont comprises entre 24.001 et 30.000 francs, de . . . . . | 21,95 »   |
| 3 <sup>e</sup> Catégorie : pour les familles dont les ressources mensuelles sont comprises entre 30.001 et 35.000 francs, de . . . . . | 11,95 »   |
| 4 <sup>e</sup> Catégorie : pour les familles dont les ressources mensuelles sont comprises entre 35.001 et 40.000 francs, de . . . . . | 1,95 »    |

Les effets du présent avenant, qui annule celui du 23 juin 1958, sont conclus pour une période commençant le 1<sup>er</sup> janvier 1959 et se terminant à la fin de l'année scolaire 1958-1959 ; la convention du 13 mars 1956 demeure renouvelable par tacite reconduction et résiliable conformément aux dispositions de son article VIII.

Toutes les autres clauses et conditions de la convention susvisée restent inchangées.

Fait en cinq exemplaires à Lille, le

Le Président du Comité Familial  
Scolaire Urbain,

Le Maire de Lille,



**N° 59 / 3.001. — UNION DÉPARTEMENTALE DES SYNDICATS OUVRIERS  
DU NORD (C.G.T.). XXI<sup>e</sup> CONGRÈS, 13 ET 14 DÉCEMBRE  
1958. SUBVENTION.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Le Secrétaire général de l'Union départementale des Syndicats ouvriers du Nord (C.G.T.) ayant siège 75, rue Léon Gambetta à Lille, a sollicité une subvention de la Ville pour l'organisation du XXI<sup>e</sup> Congrès de cette association qui s'est tenu à Lille les 13 et 14 décembre 1958.

En raison du caractère social et de l'importance de cette manifestation, nous vous proposons, en accord avec la Commission des Finances, d'accorder à l'Union départementale des syndicats ouvriers du Nord (C.G.T.) une subvention de 70.000 frs.

La dépense sera imputée sur le crédit inscrit au chapitre XXVIII, article 91 du budget primitif de 1958 sous rubrique « Subventions exceptionnelles à divers groupements ».

*Adopté.*

**N° 59 / 3.002. — SUBVENTIONS AUX ORGANISATIONS SYNDICALES.  
RELÈVEMENT.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Saisie de demandes de révision des subventions allouées aux Unions Locales des organisations syndicales lilloises, la Commission des Finances a estimé qu'il convenait de réserver une suite favorable à ces requêtes eu égard à l'accroissement des charges de toutes natures supportées par ces groupements.

Considérant :

a) les taux fixés par votre délibération n° 298 du 12 juillet 1955, savoir :

C.G.T. - F.O. . . . .	225.000 frs
C.G.T. . . . .	225.000 »
C.F.T.C. . . . .	600.000 »

b) les dépenses respectives de chacune des centrales syndicales.

Nous vous proposons, en accord avec cette Commission, de fixer ainsi qu'il suit, à compter de 1959, le montant de ces attributions :

C.G.T. - F.O. . . . .	315.000 frs
C.G.T. . . . .	315.000 »
C.F.T.C. . . . .	878.000 »

1.508.000 frs

=====

La dépense sera imputée sur le crédit ouvert à cet effet au chapitre XXVIII du budget primitif de 1959.

*Adopté.*



N° 59 / 3.003. — ASSOCIATION LILLOISE DES JARDINS OUVRIERS.  
SUBVENTION.

MESDAMES, MESSIEURS,

Par suite de l'absorption progressive, en vue de la construction de logements, des terrains communaux lotis en jardins ouvriers, l'Œuvre Municipale des jardins familiaux a confié depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1958, la gestion de l'ensemble des jardins ouvriers à l'Association Lilloise des Jardins Ouvriers.

Or, un reliquat de 45.556 francs, provenant de dotations non utilisées des exercices antérieurs et reporté au chapitre XIX, article 248 du budget supplémentaire sous rubrique « Oeuvre des Jardins Ouvriers. Dons pour attribution de prix » demeure sans emploi.

En accord avec la Commission des Finances, nous vous prions d'allouer cette somme, sous forme de subvention, à la dite Association, afin de lui permettre, soit d'attribuer des prix aux concours annuels qu'elle organise, soit d'exécuter des travaux d'aménagements dans les groupes de jardins ouvriers dont elle assume désormais la charge.

*Adopté.*

---

N° 59 / 3.004. — ENTRETIEN DES BATIMENTS COMMUNAUX ET  
BATIMENTS SCOLAIRES. VIREMENT DE CRÉDIT.

MESDAMES, MESSIEURS,

Lors de l'élaboration du budget primitif se 1958 nous avons été amené à scinder en deux articles le crédit inscrit jusqu'alors au chapitre XIX, article premier du budget sous rubrique « Entretien des propriétés communales. Travaux, fournitures et aménagements divers ».

Nous avons ouvert, à cet effet, compte tenu des prévisions du service d'Architecture et sous réserve de fixation définitive de ces dotations en cours d'année :

- 1° un crédit de 53.000.000 de frs au chapitre XIX article premier ci-dessus indiqué ;
- 2° un crédit de 67.000.000 de frs au chapitre XXI article premier sous l'intitulé  
« Entretien des bâtiments scolaires. Travaux, fournitures et aménagements divers ».

Eu égard aux paiements et aux engagements respectivement effectués à ce jour sur ces articles, nous vous prions, en accord avec la Commission des Finances, de vouloir bien décider le virement d'une somme de 5.000.000 de frs du chapitre XIX article premier au chapitre XXI article premier du budget primitif de 1958.

*Adopté.*

---



N° 59 / 3.005. — LOI BARANGÉ. EMPLOI DES FONDS DE LA CAISSE DÉPARTEMENTALE SCOLAIRE. EXERCICE 1958/1959. AFFECTATION AU FINANCEMENT DES ANNUITÉS DES EMPRUNTS CONTRACTÉS POUR LES CONSTRUCTIONS SCOLAIRES.

MESDAMES, MESSIEURS,

Conformément aux dispositions en vigueur, et notamment celles fixées par la circulaire de M. le Préfet du Nord du 15 mars 1958, le financement des participations communales dans les dépenses subventionnables afférentes aux constructions scolaires (ou à défaut les annuités d'emprunts contractés à cet effet) doit figurer en priorité dans les programmes d'emploi des fonds « Loi Barangé ».

Nous avons établi, comme les années précédentes, le relevé des annuités échéant en 1959 dont l'inscription est prévue en conséquence au chapitre XXXII du budget de cet exercice pour l'amortissement des emprunts contractés au titre des constructions scolaires.

Le montant des sommes à régler pour cet objet s'élève à : 61.106.628 frs ; pour un volume d'emprunts de 772.086.000 frs.

Considérant que le montant de l'allocation scolaire susceptible d'être attribué à notre commune, en 1959, s'élève approximativement à 82 millions de francs, nous vous demandons, en accord avec la Commission des Finances, de bien vouloir décider l'affectation, au titre d'emploi des fonds de l'allocation départementale scolaire 1958/1959, de la totalité de la somme de 61.106.628 frs pour l'objet susvisé, suivant état détaillé ci-annexé.

*Adopté.*

\*  
\* \*

ALLOCATION DÉPARTEMENTALE SCOLAIRE  
« LOI BARANGÉ »

ANNÉE SCOLAIRE 1958-1959

*Affectation au titre des annuités d'emprunts contractés  
pour constructions scolaires*

N° D'ARTICLE AU BUDG. PRIM.		NATURE DES PROGRAMMES	MONTANT	EMPRUNT A AMORTIR	MONTANT DE L'ANNUITÉ
1958	1959				
		A) PROJETS SUBVENTIONNABLES	Frs	Frs	Frs
		Constructions scolaires — Programmes 1955-1956 (délib. du C.M. n° 56-3078 du 26/10/1956, approuvée le 6/11/1956) . . . . .	794.484.900		
		— <i>Financement</i> —			
		Participation de l'État . . . . .	514.060.000 frs		
		— du Département . . . . .	85.676.666 »		
		— Commune . . . . .	194.748.234 »		
			<u>794.484.900 frs</u>		



N° D'ARTICLE AU BUDG. PRIM.		NATURE DES PROGRAMMES	MONTANT	EMPRUNT A AMORTIR	MONTANT DE L'ANNUITÉ
1958	1959				
			Frs	Frs	Frs
		1 <sup>re</sup> tranche d'emprunt réalisée en 1956. . . . . (délib. du C.M. n° 56-3074 du 17/7/1956, approuvée le 13/9/1956).		100.000.000	
22	22	3 <sup>e</sup> annuité payable en 1959. . . . . <i>Observation :</i> — Montant de l'annuité . . . . . 6.880.539 frs — Imputation, sur le chap. XXXII, art. 290 du B.S. de 1958 (délib. du C.M. n° 58-3086 du 30/10/58. . . . . 884.506 » sur le chap. XXXII, art. 22 B.P. 1958 . . . . . 5.996.033 »  6.880.539 » =====			5.996.033
		2 <sup>e</sup> tranche d'emprunt réalisée en 1957. . . . . (délib. du C.M. n° 57-3073 du 8/7/1957, approuvée le 19/7/1957).		40.000.000	
23	23	2 <sup>e</sup> annuité payable en 1959 . . . . . 3 <sup>e</sup> tranche d'emprunt réalisée en 1958. . . . . (délib. du C.M. n° 58-3059 du 11/7/1958, approuvée le 8/8/1958).		54.748.000	2.752.216
	24	1 <sup>re</sup> annuité payable en 1959 . . . . .			3.766.958
		Constructions scolaires — Programmes 1955-1956 Bâtiments — Prix forfaitaires — Révision (délib. du C.M. n° 58-7001 du 10/3/1958). . . . . 120.000.000 — <i>Financement</i> — Subvention de l'État . . . . . 77.760.000 frs — du Département . . . . . 12.960.000 » Part de la Ville . . . . . 29.280.000 »  120.000.000 frs =====	120.000.000		
	25	Emprunt réalisé en 1958 . . . . . (délib. du C.M. n° 58-3060 du 11/7/1958, approuvée le 8/8/1958). 1 <sup>re</sup> annuité payable en 1959 . . . . .		29.280.000	2.014.622



N° D'ARTICLE AU BUDG. PRIM.		NATURE DES PROGRAMMES	MONTANT	EMPRUNT A AMORTIR	MONTANT DE L'ANNUITÉ
1958	1959		Frs	Frs	Frs
		<p>Constructions scolaires — Programme 1957</p> <p>Bâtiments . . . . . 1.035.000.000</p> <p>(délib. du C.M. n° 57-7018 du 11 /3 /1957).</p> <p>— <i>Financement</i> —</p> <p>Subvention de l'État . . . . . 672.320.160 frs</p> <p>— du Département . . . . . 112.053.360 »</p> <p>Part de la Ville . . . . . 250.626.480 »</p> <p style="text-align: right;">1.035.000.000 frs</p> <p style="text-align: center;">=====</p> <p>1<sup>re</sup> tranche d'emprunt réalisée en 1958 . . . . . 60.000.000</p> <p>(délib. du C.M. n° 58-3063 du 11 /7 /1958, approuvée le 8 /8 /1958).</p>			
	34	1 <sup>re</sup> annuité payable en 1959 . . . . .			4.128.324
		<p>Reconstruction du groupe scolaire Lakanal-Campan. 80.000.000</p> <p>(délib. du C.M. n° 537 et 56-7026 des 31 /10 /55 et 13 /2 /1956, approuvées le 7 /6 /1957).</p> <p>— <i>Financement</i> —</p> <p>Remploi de l'indemnité de dommages de guerre . . . . . 50.000.000 frs</p> <p>Participations de l'État et du Département . . . . . 15.000.000 »</p> <p>Participation communale . . . . . 15.000.000 »</p> <p style="text-align: right;">80.000.000 frs</p> <p style="text-align: center;">=====</p> <p><i>Emprunt réalisé en 1956</i> . . . . . 15.000.000</p> <p>(délib. du C.M. n° 56-3065 du 17 /7 /1956, approuvée le 26 /7 /1956).</p>			
24	26	3 <sup>e</sup> annuité payable en 1959. . . . .			1.032.081
		<p>Constructions scolaires — Années 1955-1956</p> <p>Mobilier des classes . . . . . 78.400.000</p> <p>(délib. du C.M. n° 58-7003 du 10 /3 /1958).</p> <p>— <i>Financement</i> —</p> <p>Participation de l'État . . . . . 18.500.000 frs</p> <p>— du Département . . . . . 3.083.000 »</p> <p>— Communale . . . . . 56.817.000 »</p> <p style="text-align: right;">78.400.000 frs</p> <p style="text-align: center;">=====</p>			



N° D'ARTICLE AU BUDG. PRIM.		NATURE DES PROGRAMMES	MONTANT	EMPRUNT A AMORTIR	MONTANT DE L'ANNUITÉ
1958	1959				
			Frs	Frs	Frs
		1 <sup>re</sup> tranche d'emprunt réalisée en 1957. . . . . (délib. du C.M. n° 57-3079 du 8/7/1957, approuvée le 23/8/1957).		32.700.000	
29	32	2 <sup>e</sup> annuité payable en 1959 . . . . . 2 <sup>e</sup> tranche d'emprunt réalisée en 1958. . . . . (délib. du C.M. n° 58-3082 du 11/7/1958, approuvée le 8/8/1958).		24.150.000	3.257.757
	33	1 <sup>re</sup> annuité payable en 1959 . . . . .			1.661.651
		Emprunt de 100.000.000 de frs — 1 <sup>re</sup> tranche de 70.100.000 frs. (délib. du C.M. n° 367 du 12/7/1955, approuvée le 28/7/1955). <i>Partie relative aux travaux scolaires.</i> 1° École maternelle Philippe de Comines. — Cons- truction de 4 nouvelles classes . . . . .	15.508.000	15.508.000	
		(délib. du C.M. n° 58 du 28/6/1955 : 15.508.000 frs Dépense subventionnable par l'État et le Départe- ment.			
		2° Ecole maternelle Chateaubriand et école de filles Maintenon. — Aménagements divers . . . . .	14.000.000		
		(délib. du C.M. n° 274 du 12/7/1955). — Financement — Participation de la Caisse Départementale Sco- laire :			
		Année 1952-1953 (loi Barangé). 7.000.000 frs Participation communale . . . 7.000.000 »		7.000.000	
		3° Construction de classes provisoires et aménagement de classes dans locaux existants. . . . .	16.200.000	16.200.000	
		(délib. du C.M. n° 250 et 366 du 12/7/1955). Dépense subventionnable.			
74	81	— 4 <sup>e</sup> annuité payable en 1959. . . . . Annuité payable en 1959 : 7.455.330 frs. Montant de l'annuité représentative des travaux scolaires : 7.456.330 × 38.708.000 ————— = 4.116.703 frs.  70.100.000			4.116.703
		Total des emprunts contractés . . . . .		394.586.000	
		Total des projets subventionnables . . . . .		=====	28.726.345
					=====



N° D'ARTICLE AU BUDG. PRIM.		NATURE DES PROGRAMMES	MONTANT	EMPRUNT A AMORTIR	MONTANT DE L'ANNUITÉ
1958	1959		Frs	Frs	Frs
25	27	<p>B) PROJETS NON SUBVENTIONNABLES</p> <p>Constructions scolaires — Années 1955-1956 — Améliorations et agencements supplémentaires — Installation de chauffage autonome . . . . . 123.200.000</p> <p>(délib. du C.M. n° 56-7017 et 56-7019 du 13/2/1956, approuvées le 23/5/1956).</p> <p>Emprunt réalisé en 1956 . . . . . 123.200.000</p> <p>(délib. du C.M. n° 56-3047 du 25/5/1956, approuvée par arrêté préfectoral du 17/6/1956).</p> <p>— 3<sup>e</sup> annuité payable en 1959 . . . . .</p>			10.309.293
	28	<p>Constructions scolaires — Programmes 1955-1956 — Travaux d'améliorations et d'agencements supplémentaires — Révision de prix . . . . . 30.000.000</p> <p>(délib. du C.M. n° 58-7002 du 10/3/1958).</p> <p>Emprunt réalisé en 1958 . . . . . 30.000.000</p> <p>(délib. du C.M. n° 58-3061 du 11/7/1958, approuvée le 8/8/1958).</p> <p>— 1<sup>re</sup> annuité payable en 1959 . . . . .</p>			2.064.162
	35	<p>Constructions scolaires — Programme 1957 — Bâtiments — Travaux d'améliorations et d'agencements supplémentaires . . . . . 250.000.000</p> <p>(délib. du C.M. n° 58-7009 du 10/3/1958).</p> <p>Emprunt réalisé en 1958 . . . . . 125.000.000</p> <p>(délib. du C.M. n° 58-3064 du 11/7/1958, approuvée le 8/8/1958).</p> <p>— 1<sup>re</sup> annuité payable en 1959 . . . . .</p>			8.600.674
26	29	<p>Constructions scolaires — Programmes 1955-1956 — Travaux de voirie aux abords des nouveaux groupes. 18.500.000</p> <p>(délib. du C.M. n° 56-7018 du 13/2/56, approuvée le 2/3/1956).</p> <p>Emprunt réalisé en 1956 . . . . . 18.500.000</p> <p>(délib. du C.M. n° 56-3026 du 13/2/56, approuvée le 7/4/1956).</p> <p>— 3<sup>e</sup> annuité payable en 1959 . . . . .</p>			1.843.074



N° D'ARTICLE AU BUDG. PRIM.		NATURE DES PROGRAMMES	MONTANT	EMPRUNT A AMORTIR	MONTANT DE L'ANNUITÉ
1958	1959				
			Frs	Frs	Frs
		Constructions scolaires — Programmes 1955-1956 — Matériel de cuisine et réfectoires . . . . . (délib. du C.M. n° 56-7016 du 13 /2 /1956, approuvée le 16 /3 /1956).	45.800.000		
		Emprunt réalisé en 1957 . . . . . (délib. du C.M. n° 57-3054 du 21 /5 /1957, approuvée le 5 /6 /1957).		45.800.000	
27	30	— 2 <sup>e</sup> annuité payable en 1959 . . . . .			6.076.184
		Constructions scolaires — Programmes 1955 et 1956 — Revêtement du sol des cours. . . . . (délib. du C.M. n° 56/7020 du 13 /2 /1956, approuvée le 28 /3 /1956).	35.000.000		
		Emprunt réalisé en 1957 . . . . . (délib. du C.M. n° 57-3053 du 21 /5 /1957, approuvée le 5 /6 /1957).		35.000.000	
28	31	— 2 <sup>e</sup> annuité payable en 1959. . . . .			3.486.896
		Total des emprunts contractés . . . . .		377.500.000	
		Total des projets non subventionnables . . .		=====	32.380.283
		— RECAPITULATION —			
		Programme subventionnable . . . . .		394.586.000	28.726.345
		Programme non subventionnable . . . . .		377.500.000	32.380.283
				772.086.000	61.106.628
				=====	=====



**N° 59/ 3.006. — SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE D'HABITATIONS A LOYER MODÉRÉ. « LES HABITATIONS ÉCONOMIQUES DU NORD ». EMPRUNT DE 18.000.000 DE FRs. GARANTIE DE LA VILLE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

En vue de l'édification, au lieudit « Le Buisson » à Lille, d'un groupe de 8 logements individuels à donner en location-attribution, la Société Coopérative d'habitations à loyer modéré « Les Habitations Economiques du Nord », ayant siège social, 31, boulevard Vauban à Lille, sollicite la garantie financière de la Ville pour un emprunt de 18.000.000 de frs, remboursable en 30 ans, au taux d'intérêt annuel de 2 %, à contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Aux termes des lois en vigueur, les communes peuvent garantir, pour la totalité de leur durée, l'intérêt et l'amortissement des emprunts contractés par les offices publics et les sociétés d'habitations à loyer modéré ou de crédit immobilier.

Considérant qu'il convient d'apporter notre appui à toutes les réalisations ayant pour but d'améliorer la situation du logement dans l'agglomération lilloise, nous vous proposons, en accord avec la Commission des Finances :

- a) d'accepter la garantie d'emprunt sollicitée par la Société Coopérative « Les Habitations Économiques du Nord » ;
- b) de prendre, à cet effet, la délibération suivante :

Le Conseil :

Vu la demande formée par la Société Coopérative d'H.L.M. « Les Habitations Économiques du Nord » à Lille, et tendant à l'attribution d'un emprunt de 18.000.000 de francs par la Caisse des Dépôts et Consignations pour réalisation d'un programme de construction de 8 logements individuels à Lille, au lieudit « Le Buisson ».

Vu le rapport établi par la Commission Municipale des Finances et concluant à l'octroi de la garantie de la Ville à ladite Société pour l'emprunt dont il s'agit ;

Vu les articles 196 et suivants du Code de l'Urbanisme et l'Habitation ;

Attendu que la valeur du centime s'élève à 94.515,11,

Décide :

La Ville de Lille accorde sa garantie à la Société Coopérative d'Habitations à Loyer Modéré « Les Habitations Économiques du Nord » à Lille pour un emprunt de 18.000.000 de frs que cet organisme se propose de contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, agissant pour le compte de l'État, au taux de 2 % pour une durée de 30 ans, en vue de la construction de logements destinés à être donnés en location-attribution.

Au cas où la Société « Les Habitations Économiques du Nord », pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues par elle aux échéances convenues ou des intérêts moratoires qu'elle aurait encourus, la Ville s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de la Caisse des Dépôts et Consignations adressée par la lettre-missive sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des centimes dont la création est prévue ci-dessous et affectés à la garantie, ni exiger que la Caisse des Dépôts et Consignations discute au préalable l'organisme défaillant.



En vue d'assurer cette garantie, le Conseil vote :

- A. — Pour la période de réalisation de l'emprunt au cours de laquelle sont dus seulement les intérêts à 2 % sur les sommes réalisées, 3,81 centimes additionnels au principal de quatre contributions directes, le produit de cette imposition devant être affecté à la garantie des intérêts à 2 % de l'emprunt sollicité.
- B. — Une imposition de 8,51 centimes additionnels au principal des quatre contributions directes pour une durée de 30 ans. le produit de cette imposition devant être affecté en cas de besoin du paiement de l'annuité (capital et intérêts) qui s'élève à : 803.698 frs.

Cette imposition sera mise en recouvrement de plein droit en cas de besoin.

Le Conseil autorise, d'autre part, le Maire, à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des Dépôts et Consignations agissant pour le compte de l'État et la Société Coopérative d'H.L.M. « Les Habitations Économiques du Nord » et à signer la convention à passer avec cette dernière pour la garantie du paiement des intérêts et du capital de l'emprunt susvisé.

Tous les frais relatifs à ces opérations seront à la charge de la Société Coopérative d'Habitations à Loyer Modéré « Les Habitations Économiques du Nord ».

*Adopté.*

---

**N° 59 / 3.007. — SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE D'HABITATIONS A LOYER MODÉRÉ « LES HABITATIONS ÉCONOMIQUES DU NORD ». PROROGATION DU DÉLAI DE REMBOURSEMENT DES AVANCES DE TRÉSORERIE CONSENTIES. NOUVELLE AVANCE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

En vertu de conventions antérieures et des décisions prises en dernier lieu, par le Conseil Municipal au cours de sa séance du 4 novembre 1957 (délibération n° 57 / 3.089 et convention du 2 janvier 1958) la Société Coopérative d'Habitations à Loyer Modéré « Les Habitations Économiques du Nord » ayant siège à Lille, 31, boulevard Vauban, bénéficie d'avances de trésorerie qui lui ont été consenties par la Ville.

Lesdites avances sont gagées par une hypothèque sur les terrains dont la Société est propriétaire. Le remboursement s'effectue par l'intermédiaire de M. le Trésorier Principal au fur et à mesure des versements opérés par la Ville au titre des prêts-constructions individuels consentis aux ressortissants de la Société.

La Société H.E.N. est actuellement débitrice à l'égard de la Ville :

- a) d'une avance de 110 millions de francs dont le remboursement était envisagé au 31 décembre 1958 sous déduction des sommes retenues par la Trésorerie Principale de Lille comme il est dit ci-dessus.
- b) d'une avance de 40 millions de francs remboursable, dans les mêmes conditions, le 7 mars 1959.



Compte tenu des retenues effectuées à ce jour sur l'avance de 110 millions de francs et de celles à intervenir à la date du 31 décembre 1958, la Société H.E.N. devrait effectivement rembourser, à cette dernière date, une somme d'environ 20 millions de francs.

Les disponibilités de trésorerie de l'organisme ne lui permettent pas d'envisager ces versements aux dates prescrites et il sollicite de la Ville :

1<sup>o</sup> le report, au 31 décembre 1959, des sommes restant exigibles sur l'avance globale de 150 millions de francs consentie, comme il est dit ci-dessus aux échéances des 31 décembre 1958 et 7 mars 1959, soit environ 60 millions de francs ;

2<sup>o</sup> l'octroi d'une nouvelle avance de trésorerie de 25 millions de francs remboursable dans les mêmes conditions, au 31 décembre 1959.

Considérant :

- a) l'intérêt des réalisations poursuivies par les « H.E.N. » en vue d'améliorer la situation du logement,
- b) le montant des prêts-constructions consentis par la Ville aux locataires attributaires de la Société et dont le versement doit intervenir au cours de l'année 1959 en vue de gager les avances accordées pour une somme qui peut être évaluée à 106 millions de francs.

Nous vous proposons, en accord avec la Commission des Finances :

1<sup>o</sup> D'accorder à la Société les « Habitations Économiques du Nord » la prorogation sollicitée du délai de remboursement, au 31 décembre 1959, du solde qui sera exigible à cette date sur l'avance globale de 150 millions de francs.

2<sup>o</sup> D'octroyer une avance nouvelle de 25 millions de francs, dont le remboursement interviendra à la même date, sous les mêmes garanties.

3<sup>o</sup> De nous autoriser à passer à cet effet avec la Société H.E.N. la convention nécessaire et de prendre ou maintenir les inscriptions hypothécaires correspondantes.

4<sup>o</sup> De décider l'inscription au chapitre XXXVI des dépenses et au chapitre XVI des recettes des autorisations spéciales de 1958 de la somme de 25 millions de francs, égale au montant du versement et du remboursement de la nouvelle avance.

*Adopté.*

---

N<sup>o</sup> 59 / 3.008. — SOCIÉTÉ ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODÉRÉ DE LILLE ET ENVIRONS. EMPRUNT DE 132.650.000 FRANCS. GARANTIE DE LA VILLE.

MESDAMES, MESSIEURS,

En vue de la construction, rue de Marquillies, entre les rues Lazare Garreau et Nouvelle, de deux immeubles collectifs, pour un ensemble de 48 appartements destinés à la location-simple, la Société Anonyme d'Habitations à Loyer Modéré de Lille et environs, ayant siège social, 31, boulevard Vauban à Lille, sollicite la garantie financière de la Ville pour un emprunt de 132.650.000 francs consenti par la Caisse des Dépôts et Consignations.



Le lotissement a été approuvé par le Préfet du Nord les 5 mai 1950 et 27 novembre 1957.

Eu égard à ce qui précède, nous vous prions de bien vouloir faire droit à cette demande et prendre la délibération suivante :

Le Conseil :

Vu les articles 196 et suivants du Code de l'Urbanisme et de l'Habitation,

Vu l'arrêté interministériel du 8 février 1954,

Attendu que la valeur du centime s'élève à 94.515,11,

Délibère :

La Ville de Lille accorde sa garantie à la Société Anonyme d'Habitations à Loyer Modéré de Lille et environs pour un emprunt de 132.650.000 francs que cet organisme se propose de contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations agissant pour le compte de l'État au taux de 1 % pour une durée de 45 ans, en vue de la construction de logements destinés à la location simple.

Au cas où la Société Anonyme d'Habitations à Loyer Modéré de Lille et environs, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues par elle aux échéances convenues ou des intérêts moratoires qu'elle aurait encourus, la Ville s'engage à en effectuer le paiement en son lieu et place sur simple demande de la Caisse des Dépôts et Consignations adressée par lettre-missive sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des centimes dont la création est prévue ci-dessous et affectés à la garantie, ni exiger que la Caisse des Dépôts et Consignations discute au préalable l'organisme défaillant.

En vue d'assurer cette garantie, le Conseil vote pour la période au cours de laquelle seront dus à la fois les intérêts à 1 % et l'amortissement, une imposition de 41,09 centimes additionnels pour une durée de 42 ans qui sera mise en recouvrement de plein droit au cas de besoin et affectée à la couverture des charges de l'emprunt, à savoir, 3.883.412 francs par an.

Le Conseil autorise, d'autre part, le Maire, à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des Dépôts et Consignations agissant pour le compte de l'État et la Société Anonyme d'Habitations à Loyer Modéré de Lille et environs, à signer la convention à passer avec cette dernière pour la garantie du paiement des intérêts et du capital de l'emprunt susvisé.

Tous les frais relatifs à ces opérations seront à la charge de la Société Anonyme d'Habitations à Loyer Modéré de Lille et environs.

*Adopté.*

---

**N° 59 / 3.009. — INDEMNITÉ AUX INSPECTEURS DES CONTRIBUTIONS DIRECTES. RELÈVEMENT.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Lors de votre séance du 13 février 1956 (rapport n° 56 / 3.014) vous avez fixé comme suit les indemnités allouées aux Inspecteurs des Contributions Directes :



- Agents ayant moins de 2 ans de résidence à Lille . . . . . 54.000 frs
- Agents ayant de 2 à 3 ans de résidence à Lille . . . . . 66.000 »
- Agents ayant plus de 3 ans de résidence à Lille . . . . . 78.000 »

— En raison de la revalorisation intervenue depuis cette date dans les traitements de la fonction publique, nous avons estimé nécessaire le relèvement desdites indemnités.

Saisie de la question au cours de sa réunion du 17 décembre dernier, la Commission des Finances a estimé cette demande justifiée et propose de relever de 30 % le montant desdites indemnités.

Nous vous prions de faire voter cette proposition et de décider l'attribution aux Inspecteurs des Contributions Directes, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1959, des indemnités suivant barème ci-après :

- Agents ayant moins de 2 ans de résidence à Lille . . . . . 70.000 frs
- Agents ayant de 2 à 3 ans de résidence à Lille . . . . . 85.000 »
- Agents ayant plus de 3 ans de résidence à Lille . . . . . 100.000 »

*Adopté.*

#### N° 59/ 3.010. — DIVERS PRODUITS COMMUNAUX. ADMISSION EN NON VALEUR.

MESDAMES, MESSIEURS,

M. le Trésorier Principal nous a fait parvenir l'état de sommes proposées comme irrécouvrables (N° 4).

Ces sommes concernent des produits budgétaires de l'exercice 1958.

		FRAIS DE POURSUITES
<i>Budget primitif.</i>		
CHAP. IV. — Transport des malades et des blessés à l'hôpital. Redevance représentative des frais . . . . .	18.835 frs	
<i>Budget supplémentaire.</i>		
CHAP. IV. — Transport des malades et des blessés à l'hôpital. Redevance représentative des frais. Ex. 1957 . . . . .	4.225 »	
CHAP. IV. — Collège technique Valentine Labbé. Versement de la contribution des élèves boursières et non boursières. Exercice 1957.		
H.B. — Frais de poursuites et de procédure - 1957. . . . .		27 frs
CHAP. IV. — Secours publics. Frais médicaux et pharmaceutiques.		
Art. 54. — Remboursement . . . . .	875 »	
CHAP. V. — Eaux. Produit de la distribution. Exercice		
Art. 19. — 1957 . . . . .	640 »	
CHAP. VII. — Propriétés communales. Produit des locations. Exercice 1957 . . . . .	2.240 »	
CHAP. IX. — Prestations et assurances réglées pour le compte de divers occupants d'immeubles appartenant à la Ville. Remboursement - Exercice 1956. . . . .	80 »	
H.B. — Eaux. Produit de la distribution. Ex. 1957. . . . .	80 »	
Totaux . . . . .	26.975 frs	27 frs
	=====	=====



L'irrecouvrabilité des produits communaux ayant été constatée par M. le Trésorier Principal, nous vous prions, d'accord avec la Commission des Finances, de bien vouloir admettre en non valeur la somme de 26.975 frs et de couvrir M. le Trésorier Principal des frais de poursuites pareillement irrécouvrés se montant à la somme de 27 frs, par mandat à émettre sur le crédit ouvert au chapitre XXX *ter*, article 37 du budget primitif de 1958.

*Adopté.*

N° 59 / 3.011. — VENTE DE VIEUX MÉTAUX. ADMISSION EN RECETTE.

MESDAMES, MESSIEURS,

Après l'exécution de réparations aux bâtiments communaux, différents services ont été appelés à céder des vieux métaux aux entreprises désignées ci-dessous.

Ces cessions ont été faites au tarif officiel de reprise de vieux métaux dans les conditions ci-après.

ENTREPRENEURS DÉBITEURS	NATURE DES MÉTAUX	POIDS OU UNITÉ	PRIX DU KG. OU UNITÉ	SOMMES A PER- CEVOIR	PROVENANCES
		Kgs	Frs	Frs	
Barbieux Jacques, 78, rue Malsence, Lille . . . .	vieux zinc	102	43,40	4.426	Groupe Briand Buisson.
L. Demarétz, 88, rue de Rivoli, Lille . . . . .	—	203	43,40	8.810	Institut de Géologie.
—	—	101	43,40	4.383	École Carnot.
—	—	276	43,40	11.978	École Roland.
				29.597	
				== == ==	

Nous vous prions de vouloir bien décider l'admission en recette de cette somme qui sera comptabilisée au chapitre XIV, article premier du budget primitif de 1958.

*Adopté.*



**N° 59 / 3.012. — COLLÈGE TECHNIQUE VALENTINE LABBÉ. SUBVENTIONS  
DE L'ÉTAT. ADMISSION EN RECETTE. CRÉDITS D'EMPLOI.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par lettre du 8 août 1958 (arrêté du 7 juillet 1958), M. le Ministre de l'Éducation Nationale, Direction de l'Enseignement Technique, nous a informé qu'une subvention globale de 1.870.000 francs était accordée à la Ville de Lille pour l'achat de matériel et d'outillage destinés au Collège Technique Valentine Labbé, savoir :

1 <sup>o</sup> Subvention ordinaire . . . . .	1.430.083 frs
2 <sup>e</sup> Subvention extraordinaire . . . . .	439.917 »
	<hr/>
	1.870.000 frs
	=====

Compte tenu de l'inscription, au budget primitif de 1958, d'un crédit de 2.000.000 de francs correspondant à une recette prévisionnelle de 1.000.000 de francs inscrite au titre de la subvention ordinaire donnant lieu à une participation équivalente de la Ville, nous vous prions, en accord avec la Commission des Finances, de vouloir bien décider :

- a) l'admission en recette de la subvention de 1.870.000 francs ;
- b) la comptabilisation de la subvention complémentaire de 430.083 francs au chapitre VIII, article 20 du budget et de la subvention extraordinaire de 439.917 francs au chapitre VIII, des autorisations spéciales de 1958 ;
- c) l'inscription en dépenses, des crédits d'emploi de 860.166 francs au chapitre XXI, article 7 du budget et de 439.917 francs au chapitre XXI des autorisations spéciales de 1958.

*Adopté.*

---

**N° 59 / 3.013. — COLLÈGE TECHNIQUE VALENTINE LABBÉ. SUBVENTION  
DE L'ÉTAT. ADMISSION EN RECETTE. CRÉDIT D'EMPLOI.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par lettre du 23 décembre 1958 (arrêté du 15 décembre 1958) M. le Ministre de l'Éducation Nationale, Direction de l'Enseignement Technique, nous a informé qu'une subvention de 2.500.000 frs avait été allouée à la Ville de Lille pour achat de matériel et d'outillage destinés au Collège Technique Valentine Labbé.

En accord avec la Commission des Finances nous vous prions, en conséquence, de bien vouloir décider :

- 1<sup>o</sup> l'admission en recette de la somme de 2.500.000 frs à inscrire au chapitre VIII des autorisations spéciales de 1958.
- 2<sup>o</sup> l'ouverture d'un crédit d'emploi d'égale importance au chapitre XXI du même document.

*Adopté.*

---



**N° 59 / 3.014. — COLLÈGE MODERNE JEAN MACÉ. SUBVENTION DE  
L'ÉTAT. ADMISSION EN RECETTE. CRÉDIT D'EMPLOI.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par lettre du 1<sup>er</sup> octobre 1958 (arrêté du 26 septembre 1958), M. le Ministre de l'Éducation Nationale, Direction de l'Enseignement Technique, nous a informé qu'une subvention de 45.000 francs avait été allouée à la Ville de Lille, en vue de couvrir les dépenses de fonctionnement des travaux manuels éducatifs du Collège Moderne Jean Macé.

En accord avec la Commission des Finances, nous vous prions, en conséquence, de vouloir bien décider :

1° l'admission en recette de la somme de 45.000 francs à inscrire au chapitre VIII des autorisations spéciales de 1958 ;

2° l'ouverture d'un crédit d'emploi d'égale importance au chapitre XXI du même document.

*Adopté.*

---

**N° 59 / 3.015. — COLLÈGE TECHNIQUE BAGGIO. SUBVENTION DE  
L'ÉTAT. ADMISSION EN RECETTE. CRÉDIT D'EMPLOI.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par lettre du 8 août 1958 (arrêté du 7 juillet 1958), M. le Ministre de l'Éducation Nationale, Direction de l'Enseignement Technique, nous a informé qu'une subvention complémentaire de 2.650.000 francs avait été allouée à la Ville de Lille, pour achat de matériel et d'outillage destinés au Collège Technique Baggio.

En accord avec la Commission des Finances, nous vous prions, en conséquence, de vouloir bien décider :

1° l'admission en recette de la somme de 2.650.000 francs à inscrire au chapitre VIII des autorisations spéciales de 1958 ;

2° l'ouverture d'un crédit d'emploi d'égale importance au chapitre XXI du même document.

*Adopté.*

---



N° 59 / 3.016. — INDEMNITÉS DE FONCTION DE MM. LES ADJOINTS.  
RÉPARTITION.

MESDAMES, MESSIEURS,

Aux termes des dispositions constitutionnelles actuellement en vigueur, le mandat des membres de l'Assemblée Nationale élue le 2 janvier 1956 ainsi que celui des membres de l'Assemblée de l'Union Française, est venu à expiration le jour de la réunion de l'Assemblée Nationale issue des élections législatives des 23 et 30 novembre 1958, c'est-à-dire le 9 décembre 1958.

M<sup>me</sup> R. Lempereur et M. A Coquart ayant cessé d'avoir la qualité de parlementaires, les bases de répartition de l'indemnité de fonction de MM. les Adjointes doivent être modifiées, compte tenu des règles de cumul visées par la loi du 24 juillet 1952, conformément aux tableaux ci-annexés.

En accord avec la Commission des Finances, nous vous prions de bien vouloir ratifier ces dispositions avec effet du 1<sup>er</sup> janvier 1959.

Adopté.

\* \* \*

VILLE DE LILLE

INDEMNITÉS DE FONCTION DU MAIRE ET DES ADJOINTS

Loi du 24 juillet 1952 — Catégorie 13 — Population totale  
au-delà de 150.000 habitants

Indice de référence — Net : 380 — Brut : 485

Taux applicable à compter du 1<sup>er</sup> novembre 1958

Délibération du Conseil Municipal n° 58 / 8.015 du 10 mars 1958

Circulaire ministérielle n° 444 du 30 août 1958

	INDEMNITÉ DU MAIRE	INDEMNITÉ DES ADJOINTS Taux pour chacun des adjoints réglementaires coefficient ad valorem 40 % du taux de l'in- dennité du Maire.
	Taux fixé par décret n° 58 / 141 du 13 février 1958 (J.O. du 14 / 2 / 1958)	
Valeur annuelle . . . . . (art. 1 <sup>er</sup> , loi du 24 / 7 / 1952).	1.067.000 frs	426.800 frs
Majoration 25 % . . . . . (art. 4, loi du 24 / 7 / 1952).	266.750 »	106.700 »
Majoration 1 % . . . . . Commune sinistrée. (art. 5, loi du 24 / 7 / 1952). (Lettre de M. le Préfet du Nord, du 31 / 3 / 1958).	10.670 »	4.268 »
	1.344.420 frs	537.768 frs
Indemnité annuelle . . . . .	12	12
Indemnité mensuelle . . . . .	112.035 frs	44.814 frs



# INDEMNITÉS DE FONCTION DE MM. LES ADJOINTS

Taux applicable au 1<sup>er</sup> janvier 1959

Nombre d'adjoints réglementaires . . . . .	10	
Nombre d'adjoints parlementaires . . . . .	2	MM. Walker, Bertrand,
		Membres du Conseil
Nombre d'adjoints non parlementaires . . . . .	10	de la République
Nombre total des adjoints . . . . .	12	

Somme totale annuelle à répartir :

537.768 frs × 10 adjoints . . . . . = 5.377.680 frs

*A déduire :*

50 % de l'indemnité des adjoints parlementaires (application des règles de cumul),

537.768 × 2 adjoints × 50

soit : 100 . . . . . = 537.768 »

Indemnité annuelle à répartir entre 10 adjoints. . . . . 4.839.912 frs  
=====

Indemnité mensuelle par adjoint non parlementaire : 4.839.912 = 40.332 frs  
10 adjoints × 12 mois =====

Indemnité mensuelle des adjoints parlementaires : 537.768 = 22.407 frs  
2 adjoints × 12 mois =====

## N° 59 / 3.017. — PALAIS DES BEAUX ARTS. INSTALLATION TÉLÉPHONIQUE. IMPUTATION DE LA DÉPENSE.

MESDAMES, MESSIEURS,

Les Services d'Architecture doivent procéder au Palais des Beaux-Arts aux travaux de réfection de l'installation téléphonique dont le remplacement et la transformation s'avèrent nécessaires.

La dépense, évaluée à 400.000 francs, ne peut être prélevée sur le crédit réservé au budget de 1958 pour l'entretien du réseau téléphonique municipal en raison de son insuffisance de dotation.

En accord avec la Commission des Finances, nous vous prions d'en décider l'imputation sur le crédit disponible au chapitre XXI *quater*, art. 4 du budget du même exercice, sous rubrique « Palais des Beaux-Arts — Entretien des salles et des collections. Achat d'œuvres et d'objets ».

*Adopté.*



N° 59 / 3.018. — INSUFFISANCES DE CRÉDITS « MATÉRIEL ».  
VIREMENTS DE CRÉDITS. EXERCICE 1958.

MESDAMES, MESSIEURS,

Divers crédits du budget primitif et du budget supplémentaire s'avèrent insuffisamment dotés au regard des dépenses engagées.

Ci-après le relevé de ces crédits, les insuffisances et leurs causes.

CHAPITRE	ARTICLE	DÉSIGNATION	SOMMES
		<i>Budget primitif.</i>	
I	9	Assurance du personnel titulaire contre les accidents de travail . . . . . (crédit insuffisamment doté).	150.000 frs
II	4	Bureaux de l'Hôtel de Ville . . . . . (complément de dotation pour acquisition de matériel de bureau).	600.000 »
II	9	Frais d'assiette et de perception : 1° du droit de licence sur les débits de boissons ; 2° de la taxe locale sur les ventes . . . . . (crédit insuffisamment doté).	265.997 »
II	10	Frais d'assiette et de perception de la taxe additionnelle aux droits d'enregistrement sur les mutations à titre onéreux d'immeubles, de meubles, d'offices ministériels et de fonds de commerce . . . . . (crédit insuffisamment doté).	13.605 »
VII	3	Service de la protection civile. . . . . (dépense complémentaire d'entretien des sirènes).	20.000 »
IX	1	Laboratoire municipal . . . . . (crédit insuffisamment doté).	40.000 »
IX	6	Travaux : 1° d'épuisement des eaux du sous-sol des bâtiments communaux ; 2° d'assèchement du sous-sol. . . . . (crédit insuffisamment doté).	300.000 »
XII	6	Service de la voie publique. Frais de transports. . . . . (augmentation du coût des transports).	400.000 »
XII	7	Eclairage de la voie publique. Consommation de gaz et d'électricité . . . . . (crédit insuffisamment doté).	1.300.000 »
XVII bis	1	Eaux . . . . . (crédit insuffisamment doté).	1.000.000 »
XIX ter	2	Cimetières — Travaux d'entretien. . . . . (élévation du prix des services et des fournitures).	1.500.000 »
XXI	10	Ecoles maternelles et primaires élémentaires. . . . . (accroissement des effectifs scolaires et relèvement du prix des fournitures classiques).	1.000.000 »
XXI	21	Mobilier et matériel des bâtiments scolaires — Achat de mobilier et matériel neuf — Entretien. . . . . (équipement nécessité par l'accroissement des effectifs scolaires).	2.000.000 »



CHAPITRE	ARTICLE	DÉSIGNATION	SOMMES
XXI	25	<i>Contrôle médical scolaire . . . . .</i> (Augmentation du taux du contingent communal passé de 80 à 100 frs par élève).	300.000 frs
XXVI	4	<i>Centre Social de l'Œuvre Suisse d'Entr'aide Ouvrière –</i> <i>Dépenses de fonctionnement. . . . .</i> (crédit insuffisamment doté).	100.000 »
XXVI	12	<i>Chaufoirs publics . . . . .</i> (crédit insuffisamment doté).	100.000 »
XXVI	15	<i>Envoi d'écoliers en maison d'enfants à Membrey (H.-S.) –</i> <i>Frais de séjour . . . . .</i> (crédit insuffisamment doté).	492.502 »
XXX bis	1	<i>Théâtres – Dépenses diverses. . . . .</i> (insuffisance de dotation au budget primitif).	2.500.000 »
XXX ter	34	<i>Assurance contre les accidents causés aux tiers par les</i> <i>véhicules appartenant à la Ville. . . . .</i> (passation d'avenants motivés par l'acquisition de nouveaux véhicules).	200.000 »
XXX ter	40	<i>Remboursement aux membres du Conseil Municipal ou</i> <i>à divers agents désignés par le Maire des frais de dépla-</i> <i>cements à l'occasion de leurs fonctions. . . . .</i> (crédit insuffisamment doté).	51.314 »
XXXVI	1	<i>Frais de contentieux, de vente de vieux matériaux, d'actes</i> <i>et de procédure . . . . .</i> (crédit insuffisamment doté).	2.000.000 »
			14.333.418 frs =====

Certains crédits laissant par ailleurs un disponible suffisant, nous vous proposons, en vue de couvrir les dotations complémentaires précitées, de décider, en accord avec la Commission des Finances, les opérations de virement ci-dessous détaillées :

CHAPITRE IX – art 5. — *Curage, entretien et extension du réseau  
d'égouts et canaux intérieurs – Dépenses  
diverses.*

		Virement d'une somme de . . . . .	5.500.000 frs
chap.	II	– art. 4 . . . . .	600.000 frs
»	VII	– art. 3 . . . . .	20.000 »
»	IX	– art. 1 . . . . .	40.000 »
»	IX	– art. 6 . . . . .	300.000 »
»	XII	– art. 6 . . . . .	400.000 »
»	XII	– art. 7 . . . . .	1.300.000 »
»	XVII bis	– art. 1 . . . . .	1.000.000 »
»	XIX ter	– art. 2 . . . . .	1.500.000 »
»	XXI	– art. 10 (partie) . . . . .	340.000 »
			5.500.000 » =====



CHAPITRE XVII bis — art. 2. — *Bains Municipaux et école de natation* — Virement d'une somme de . . . 1.000.000 frs

chap. XXI	— Art. 10 (partie)	. . . . .	660.000 »
» XXI	— art. 21 (partie)	. . . . .	340.000 »
			1.000.000 »
			=====

CHAPITRE XIX — art. 11. — *Mobilier et matériel des bâtiments communaux — Entretien — Achat* — Virement d'une somme de . . . . . 4.500.000 »

chap. XXI	— art. 21 (partie)	. . . . .	1.660.000 »
» XXI	— art. 25	. . . . .	300.000 »
» XXVI	— art. 4	. . . . .	100.000 »
» XXVI	— art. 12	. . . . .	100.000 »
» XXVI	— art. 15	. . . . .	492.502 »
» XXX bis	— art. 1 (partie)	. . . . .	1.847.498 »
			4.500.000 frs
			=====

CHAPITRE XXVI — art. 3. — *Secours médicaux d'urgence* — Virement d'une somme de . . . . . 500.000 »

chap. XXX bis	— art. 1 (partie)	. . . . .	500.000 frs
			=====

CHAPITRE XXIX — art. 1. — *Cérémonies publiques et manifestations diverses — Frais d'organisation* — Virement d'une somme de . . . . . 2.833.418 »

chap. I	— art. 9	. . . . .	150.000 »
» II	— art. 9	. . . . .	265.997 »
» II	— art. 10	. . . . .	13.605 »
» XXX bis	— art. 1 (partie)	. . . . .	152.502 »
» XXX ter	— art. 34	. . . . .	200.000 »
» XXX ter	— art. 40	. . . . .	51.314 »
» XXXVI	— art. 1	. . . . .	2.000.000 »
			2.833.418 frs
			=====

14.333.418 frs

=====

Adopté.



N° 59/ 3.019. — INSUFFISANCES DE CRÉDITS « MATÉRIEL ».  
AUTORISATIONS SPÉCIALES. EXERCICE 1958.

MESDAMES, MESSIEURS,

En raison de l'attribution de certains produits et de recettes nouvelles au cours de l'exercice, l'inscription à nos documents budgétaires de divers articles d'emploi correspondants s'avère nécessaire.

Ci-après le relevé de ces crédits et leur montant :

CHAPITRE	ARTICLE	RUBRIQUE	SOMMES
XXI	27 BP	<i>Loi Barangé. Allocation scolaire. Emploi de la subvention de l'Etat . . . . .</i> (attribution complémentaire, année 1957-1958. Lettre du Préfet du 2 décembre 1958).	808.726 frs
XXVI	16 AS	<i>Protection maternelle et infantile. Subvention du Département. Part du bureau d'aide sociale et des organismes particuliers. (ordre) 4<sup>e</sup> trimestre 1957. (Reliquat de l'exercice antérieur) . . . . .</i>	18.400 »
XXX ter	35 BP	<i>Produit de la taxe sur les spectacles. Attribution au bureau d'aide sociale . . . . .</i> (1/3 de la plus-value de recettes de l'ex. 1958).	4.500.000 »
XXX ter	51 AS	<i>Taxe locale sur les ventes. Allocation différentielle 1958. Acompte. Reversement . . . . .</i> (Lettre du Préfet du 12 novembre 1958).	4.207 345 »
XXXV	42 AS	<i>Construction de la partie amont du collecteur-est entre la rue A. Carrel et le boulevard P. Painlevé. Subvention du Département. Emploi . . . . .</i> (Lettre du Préfet du 22 janvier 1959).	27.000 000 »
			36.534 471 frs =====

En accord avec la Commission des Finances, nous vous prions de bien vouloir voter ces crédits qui seront inscrits aux autorisations spéciales de 1958.

Adopté.

N° 59/ 3.020. — INSUFFISANCES DE CRÉDITS « PERSONNEL ».  
VIREMENTS DE CRÉDITS. EXERCICE 1958.

MESDAMES, MESSIEURS,

Les crédits de personnel du budget primitif de 1958 ont été fixés sans qu'ait pu être déterminée, à l'époque, l'incidence financière des revalorisations des traitements et salaires intervenues au cours de 1958.

En vue de couvrir les insuffisances prévues, un crédit prévisionnel de 125.000.000 de francs avait été inscrit au chapitre premier article 24 du même document sous la



rubrique « Rajustement des salaires du personnel municipal à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1958 ».

En raison de la prochaine clôture de l'exercice 1958 les insuffisances de dotation des divers crédits de personnel des budgets primitif et supplémentaire ont été évaluées, elles s'élèvent à 200.128.011 francs.

La provision de 125.000.000 de frs s'avérant, en conséquence, elle-même insuffisante et certains crédits laissant par ailleurs un reliquat disponible, nous vous proposons, en accord avec la Commission des Finances, de décider les opérations de virement nécessaires à la couverture des dotations complémentaires ci-dessous détaillées :

### I. — INSUFFISANCES DE CRÉDITS

CHAPITRE	ARTICLE	DÉSIGNATION	SOMMES
		<i>Budget primitif.</i>	
I	1	Services administratifs. Cadre titulaire . . . . .	28.500.000 frs
	2	Services administratifs. Cadre auxiliaire . . . . .	4.100.000 »
	3	Service des transports automobiles . . . . .	4.250.000 »
	4	Code de la Famille. Allocations. Primes. . . . .	7.000.000 »
	7	Sécurité Sociale. Contribution patronale . . . . .	1.500.000 »
	10	Contribution spéciale de 5 % . . . . .	7.000.000 »
	11	Indemnité de gestion au receveur municipal. . . . .	18.000 »
	16	Personnel municipal. Heures supplémentaires . . . . .	10.000.000 »
	18	Caisse Nationale des Retraites. Contribution de la Ville. . . . .	19.300.000 »
	21	Agents municipaux accidentés du travail. Pensions. . . . .	3.000 »
VI	1	Bataillon des sapeurs-pompiers . . . . .	11.600.000 »
VIII	1	Service municipal d'hygiène . . . . .	550.000 »
	3	Laboratoire municipal . . . . .	900.000 »
	5	Service de désinfection . . . . .	1.150.000 »
	6	Travaux de curage des égouts . . . . .	750.000 »
XI	1	Promenades et jardins publics . . . . .	10.750.000 »
	2	Service de surveillance des squares, jardins, bois . . . . .	1.114.547 »
XV	1	Abattoir public . . . . .	3.050.000 »
	2	Halles, marchés et pesage public . . . . .	1.150.000 »
XVII	1	Eaux . . . . .	2.500.000 »
	2	Bains municipaux . . . . .	3.050.000 »
XVIII	1	Travaux municipaux . . . . .	5.800.000 »
	2	Chauffage des établissements communaux . . . . .	2.100.000 »
	3	Éclairage des bâtiments communaux . . . . .	1.350.000 »
	4	Entretien intérieur de l'Hôtel de Ville. . . . .	3.313.052 »
	5	Réseau téléphonique municipal . . . . .	460.000 »
	6	Entretien des propriétés communales . . . . .	9.500.000 »
XIX bis	1	Cimetières . . . . .	2.789.654 »
XX	1	École de plein air Désiré Verhaeghe. . . . .	1.300.000 »
	2	Collège technique Baggio et Valentine Labbé. . . . .	1.170.000 »
	3	Collèges modernes Franklin et Jean Macé. . . . .	350.000 »
	4	Cours professionnels municipaux . . . . .	2.400.000 »
	5	Écoles maternelles . . . . .	1.460.000 »
	6	Écoles primaires élémentaires . . . . .	3.820.000 »
	7	École des Beaux-Arts . . . . .	3.880.000 »



CHAPITRE	ARTICLE	DÉSIGNATION	SOMMES
XX	8	Conservatoire . . . . .	5.520.000 frs
	9	École régionale d'Architecture . . . . .	150.000 »
	10	Instituteurs et institutrices. Indemnités . . . . .	1.950.000 »
	11	Écoles maternelles et primaires élémentaires. Travaux de nettoyage des classes pendant les vacances. . .	180.000 »
	12	Contrôle médical scolaire . . . . .	880.000 »
	13	Cours municipaux professionnels de perfectionnement. .	1.800.000 »
XXI <i>ter</i>	1	Bibliothèques de prêt . . . . .	110.000 »
	2	Musées . . . . .	3.600.000 »
XXV	1	Crèches municipales . . . . .	1.600.000 »
	2	Protection maternelle et infantile. . . . .	480.000 »
	3	Caisse des écoles. Fonctionnement des cantines scolaires. .	16.200.000 »
	7	Chauffoirs publics . . . . .	200.000 »
	8	Centre Social de l'Œuvre Suisse d'Entr'aide Ouvrière. .	676.964 »
XXX	9	Pouponnière municipale . . . . .	52.794 »
	3	Théâtres. Salaires du personnel pendant la saison. . .	8.000.000 »
	5	Indemnité au directeur des théâtres. . . . .	50.000 »
	6	Ateliers de décors . . . . .	600.000 »
<i>Budget supplémentaire.</i>			
I	6	Capital décès aux ayants-droit des agents décédés en activité de service . . . . .	150.000 »
			200.128.011 frs
			=====

## II. — OPÉRATIONS DE VIREMENT

Chap.	I art. 24	— <i>Rajustement des salaires du personnel municipal à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1958.</i>	
		Virement d'une somme de . . . . .	125.000.000 frs
Chap.	I art. 1	. . . . .	28.500.000 frs
»	I art. 2	. . . . .	4.100.000 »
»	I art. 3	. . . . .	4.250.000 »
»	I art. 4	. . . . .	7.000.000 »
»	I art. 7	. . . . .	1.500.000 »
»	I art. 10	. . . . .	7.000.000 »
»	I art. 11	. . . . .	18.000 »
»	I art. 16	. . . . .	10.000.000 »
»	I art. 18	. . . . .	19.300.000 »
»	I art. 21	. . . . .	3.000 »
»	VI art. 1	. . . . .	11.600.000 »
»	VIII art. 1	. . . . .	550.000 »
»	VIII art. 3	. . . . .	900.000 »
»	VIII art. 5	. . . . .	1.150.000 »
»	VIII art. 6	. . . . .	750.000 »
»	XI art. 1	. . . . .	10.750.000 »



Chap. XI art. 2	1.114.547 frs
» XV art. 1	3.050.000 »
» XV art. 2	1.150.000 »
» XVII art. 1	2.500.000 »
» XVII art. 2	3.050.000 »
» XVIII art. 1	5.800.000 »
» XVIII art. 2 (partie)	964.453 »

TOTAL . . . 125.000.000 frs

=====

Chap. I art. 6. — *Indemnités aux titulaires de la médaille d'honneur communale.*

Virement d'une somme de . . . . . 100.000 frs

Chap. XVIII art. 2 (partie) . . . . . 100.000 frs

Chap. I art. 8. — *Capital-décès aux ayants-droit des agents décédés en activité de service.*

Virement d'une somme de . . . . . 800.000 »

Chap. XVIII art. 2 (partie) . . . . . 800.000 frs

Chap. I art. 12. — *Indemnités aux contrôleurs des contributions directes.*

Virement d'une somme de . . . . . 100.000 »

Chap. XVIII art. 2 (partie) . . . . . 100.000 frs

Chap. I art. 14. — *Amélioration de l'habitat. Prêts au personnel.*

Virement d'une somme de . . . . . 1.000.000 »

Chap. XVIII art. 2 (partie) . . . . . 135.547 frs

Chap. XVIII art. 3 (partie) . . . . . 864.453 »

1.000.000 frs

=====

Chap. I art. 19. — *Pensions sur fonds spéciaux*

Virement d'une somme de . . . . . 300.000 »

Chap. XVIII art. 3 (partie) . . . . . 300.000 frs

Chap. VIII art. 2. — *Service médical et social du travail.*

Virement d'une somme de . . . . . 100.000 »

Chap. XVIII art. 3 (partie) . . . . . 100.000 frs

Chap. XI art. 3. — *Propreté publique.*

Virement d'une somme de . . . . . 3.100.000 »

Chap. XVIII art. 3 (partie) . . . . . 85.547 frs

Chap. XVIII art. 4 (partie) . . . . . 3.014.453 »

3.100.000 frs

=====



Chap. XI art. 4. — <i>Entretien et extension des voies publiques</i>		
Virement d'une somme de . . . . .		3.600.000 frs
Chap. XVIII art. 4 (partie) . . . . .	298.599 frs	
Chap. XVIII art. 5 . . . . .	460.000 »	
Chap. XVIII art. 6 (partie) . . . . .	2.841.401 »	
	3.600.000 frs	
	=====	
Chap. XXV art. 5. — <i>Service de la famille. Enquêtes sociales et atelier de couture.</i>		
Virement d'une somme de . . . . .		750.000 »
Chap. XVIII art. 6 (partie) . . . . .	750.000 frs	
Chap. XXV art. 6. — <i>Service de la famille. Aide à la mère de famille.</i>		
Virement d'une somme de . . . . .		100.000 »
Chap. XVIII art. 6 (partie) . . . . .	100.000 frs	
Chap. XXV art. 10. — <i>Aide ménagère au domicile des vieillards.</i>		
Virement d'une somme de . . . . .		146.731 »
Chap. XVIII art. 6 (partie) . . . . .	146.731 frs	
Chap. XXX art. 4. — <i>Théâtres. Salaires du personnel pendant l'intersaison.</i>		
Virement d'une somme de . . . . .		2.000.000 »
Chap. XVIII art. 6 (partie) . . . . .	2.000.000 frs	
Chap. I art. I BS. — <i>Personnel municipal. Rappels d'émoluments à divers titres.</i>		
Virement d'une somme de . . . . .		7.500.000 »
Chap. XVIII art. 6 (partie) . . . . .	3.661.868 frs	
Chap. XIX bis art. 1 . . . . .	2.789.654 »	
Chap. XX art. 1 (partie) . . . . .	1.048.478 »	
	7.500.000 frs	
	=====	
Chap. I art. 3 BS. — <i>Code de la famille. Fonds national de compensation.</i>		
Virement d'une somme de . . . . .		2.500.000 »
Chap. XX art. 1 (partie) . . . . .	251.522 frs	
Chap. XX art. 2 . . . . .	1.170.000 »	
Chap. XX art. 3 . . . . .	350.000 »	
Chap. XX art. 4 (partie) . . . . .	728.478 »	
	2.500.000 frs	
	=====	



Chap. 1 art. 4 BS. — *Indemnités aux titulaires de la médaille d'honneur.*

Virement d'une somme de . . . . . 100.000 frs

Chap. XX art. 4 (partie) . . . . . 100.000 »

Chap. 1 art. 5 BS. — *Sécurité sociale. Contribution patronale.*

Virement d'une somme de . . . . . 2.100.000 »

Chap. XX art. 4 (partie) . . . . . 1.571.522 frs,

Chap. XX art. 5 (partie) . . . . . 528.478 frs

2.100.000 »

=====

Chap. I art. 8 BS. — *Contribution spéciale de 5 % sur les traitements.*

Virement d'une somme de . . . . . 400.000 »

Chap. XX art. 5 (partie) . . . . . 400.000 frs

Chap. 1 art. 9 BS. — *Caisse nationale de retraites. Contribution de la Ville.*

Virement d'une somme de . . . . . 700.000 »

Chap. XX art. 5 (partie) . . . . . 531.522 frs

Chap. XX art. 6 (partie) . . . . . 168.478 »

700.000 frs

=====

Chap. II art. 24 BS. — *Frais d'assiette et de perception :*

1) *du droit de licence sur les débits de boissons*

2) *de la taxe additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires.*

Virement d'une somme de . . . . . 21.280.804 »

Chap. XX art. 6 (partie) . . . . . 3.651.522 frs

Chap. XX art. 7 . . . . . 3.880.000 »

Chap. XX art. 8 . . . . . 5.520.000 »

Chap. XX art. 9 . . . . . 150.000 »

Chap. XX art. 10 . . . . . 1.950.000 »

Chap. XX art. 11 . . . . . 180.000 »

Chap. XX art. 12 . . . . . 880.000 »

Chap. XX art. 13 . . . . . 1.800.000 »

Chap. XXI *ter* art. 1 . . . . . 110.000 »

Chap. XXI *ter* art. 2 . . . . . 3.159.282 »

21.280.804 frs

=====



Chap. XXVII art. 84 BS. — *Contingent de la Ville dans les dépenses d'assistance. Exercice 1957.*

Virement d'une somme de . . . . .	28.450.476 frs
Chap. XXI <i>ter</i> art. 2 . . . . .	440.718 frs
Chap. XXV art. 1 . . . . .	1.600.000 »
Chap. XXV art. 2 . . . . .	480.000 »
Chap. XXV art. 3 . . . . .	16.200.000 »
Chap. XXV art. 7 . . . . .	200.000 »
Chap. XXV art. 8 . . . . .	676.964 »
Chap. XXV art. 9 . . . . .	52.794 »
Chap. XXX art. 3 . . . . .	8.000.000 »
Chap. XXX art. 5 . . . . .	50.000 »
Chap. XXX art. 6 . . . . .	600.000 »
Chap. 1 art. 6 BS . . . . .	150.000 »
	<hr/>
	28.450.476 frs

200.128.011 frs

=====

*Adopté.*

N° 59 / 3.021. — **BUREAU D'AIDE SOCIALE. SUBVENTION DE LA VILLE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Aux termes de l'article 140 du Code de la Famille et de l'Aide Sociale (décret 56 / 149 du 24 janvier 1956) les délibérations de la Commission Administrative du Bureau d'Aide Sociale ne sont désormais soumises à l'avis ou à l'avis conforme du Conseil Municipal que dans les cas prévus par les articles 269 et 298 du Code de l'Administration communale relatifs aux emprunts ou à l'affectation des biens mobiliers ou immobiliers de cet Etablissement.

Il n'en reste pas moins que le fonctionnement du Bureau d'Aide Sociale ne peut être assuré sans l'aide financière de la Ville et que l'assemblée communale doit être en mesure de surveiller l'emploi des fonds représentant la subvention qu'elle accorde.

Nous vous soumettons donc ci-après :

- a) le compte administratif,
- b) le budget primitif de 1959,

du bureau d'Aide Sociale.

1° *Compte administratif et de gestion — Exercice 1957.*

Excédent de recettes de l'exercice 1956 . . .	85.196.413 frs	
Recettes effectuées au cours de l'exercice 1957 .	237.804.450 »	
	<hr/>	323.000.863 frs
Dépenses payées . . . . .		202.109.182 »
		<hr/>
Excédent sur les opérations réalisées . . . . .		120.891.681 »
		=====



Compte tenu des opérations à réaliser, le bilan s'établit comme suit :

Excédent de recettes . . . . .	120.891.681 frs
<i>A ajouter :</i>	
Restes à recouvrer de l'exercice 1957 . . . . .	12.872.716 »
	<hr/>
	133.764.397 frs
<i>A déduire :</i>	
Restes à payer de l'exercice 1957 . . . . .	118.113.990 »
Excédent disponible . . . . .	15.650.407 »
	<hr/>
	=====

La subvention versée par la Ville s'est élevée à 84.500.000 frs contre 86.633.000 frs en 1956.

2° *Budget primitif de 1959.*

BALANCE

RECETTES . . . . .	186.587.000 frs
DÉPENSES . . . . .	186.586.000 »
	<hr/>
Excédent de recettes . . . . .	1.000 frs
	<hr/>
	=====

se décomposant comme suit :

	SECTION ORDINAIRE	SECTION EXTRAORDINAIRE	TOTAUX
Recettes . . . . .	165.016.000 frs	21.571.000 frs	186.587.000 frs
Dépenses . . . . .	165.015.000 »	21.571.000 »	186.586.000 »
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
Excédent de recettes . . . . .	1.000 frs	—	1.000 frs
	=====		=====

La subvention communale d'équilibre figure au chapitre III des recettes pour 85.800.000 francs, somme identique à celle versée au titre de l'exercice 1958.

Certaines recettes subissent des modifications par comparaison au budget primitif de l'exercice précédent.

1° *Loyer des immeubles* : 14.000.000 de francs contre 10.000.000 de frs en 1958.

2° *Produit des concessions dans les cimetières* : 9.000.000 de frs contre 9.700.000 francs en 1958.

3° *Produit de la taxe sur les spectacles* : 33.000.000 de francs contre 30.500.000 francs en 1958.

4° *Remboursement par le Département des frais de fonctionnement de l'aide sociale* passe à 14.000.000 de francs au lieu de 12.000.000 de francs en 1958.



## DÉPENSES

Les provisions inscrites au budget de 1958 pour rajustement des traitements semblent avoir été largement évaluées car les dépenses de personnel prévues pour 1959 n'accusent qu'une légère augmentation par rapport à 1958.

On note en effet une majoration de 3.300.000 francs environ sur un total de 76.800.000 francs de dépenses, y compris les charges sociales, ce qui représente une augmentation de 4,3 %, alors qu'elle devrait atteindre 10 % environ.

Les autres dotations relatives à l'entretien des immeubles aux charges des propriétés, aux secours en argent et en nature, demeurent sensiblement identiques aux crédits ouverts en 1958 pour les mêmes objets.

Il convient de souligner que le disponible de la section ordinaire du compte administratif de 1957, soit 15 millions de francs, a été entièrement utilisé, au budget additionnel de 1958, au renforcement des crédits ouverts pour l'entretien et l'aménagement des immeubles administratifs (720.000 francs) des propriétés de rapport (270.000 francs) et des logements gratuits ou à prix réduits (14.000.000 de frs).

Le Bureau d'Aide Sociale, qui a volontairement limité l'importance des dépenses à caractère facultatif, notamment celles relatives à l'entretien des immeubles, n'engagera celles-ci qu'en fonction des disponibilités éventuelles du compte administratif de 1958.

La Commission des Finances a procédé à l'examen de ce budget au cours de sa réunion du 8 janvier. Elle a statué favorablement sur une proposition visant à apporter une modification, sans répercussion sur l'équilibre du document, aux évaluations portées au chapitre III des recettes sous rubrique : art. 2 : « Produit de l'impôt sur les spectacles » et art. 3 : « Subvention de la Ville ». Une prévision de 33 millions de francs a été inscrite à l'art. 2 sus-visé par le Bureau d'Aide Sociale suivant les indications fournies au début de décembre par les services financiers. Or, le montant de la taxe sur les spectacles afférent au mois de novembre, et encaissé fin décembre, a permis la réévaluation de la recette totale escomptée pour 1959, laquelle a pu alors être chiffrée à 105 millions de francs. Le tiers de ce produit revenant au Bureau d'Aide Sociale, soit 35 millions de francs, c'est cette dernière somme qui peut figurer au budget de cet Établissement, au lieu des 33 millions de francs prévus, et la subvention d'équilibre de la Ville doit ainsi être ramenée de 85.800.000 francs à 83.800.000 francs.

Eu égard à ce qui précède, nous vous demandons, en accord avec la Commission des Finances :

a) de ratifier l'emploi de la subvention de 84.500.000 francs versée au Bureau d'Aide Sociale au titre de l'exercice 1957 ;

b) de décider l'inscription au chapitre XXVII *bis*, article 2 du budget primitif de 1959 d'un crédit de 83.800.000 francs au titre de la subvention communale pour cet exercice ;

c) de solliciter de M. le Préfet l'autorisation de mandater des acomptes sur le crédit ouvert et ce, au fur et à mesure des besoins de l'établissement, sans attendre l'approbation de son budget primitif par l'autorité de tutelle.

*Adopté.*



N° 59 /3.022. — LYCÉE FÉNELON. INTERNAT MUNICIPAL.  
AUTORISATIONS SPÉCIALES DE 1958. AVIS.

MESDAMES, MESSIEURS,

Le bureau d'Administration de l'Internat Municipal annexé au Lycée National de Jeunes Filles nous soumet, pour avis, l'état des crédits additionnels au titre de 1958.

Ci-dessous le relevé des recettes et des dépenses supplémentaires et leurs causes :

RECETTES

ARTICLE	RUBRIQUE	SOMME
1	Pension . . . . . (augmentation de l'effectif et du tarif).	1.236.600 frs
2	Demi-pension . . . . . (augmentation des effectifs et du tarif).	1.245.360 »
3	Solde créditeur de l'exercice 1958 (provision). . . . .	200.000 »
		2.681.960 frs =====

DÉPENSES

ARTICLE	RUBRIQUE	SOMME
1	Nourriture . . . . . (augmentation des effectifs).	1.446.960 frs
2	Entretien du mobilier . . . . . (crédit insuffisant).	790.000 »
3	Vaisselle . . . . . (crédit insuffisant).	50.000 »
4	Chauffage . . . . . (crédit insuffisant).	20.000 »
5	Entretien électrique . . . . . (crédit insuffisant).	50.000 »
6	Menus frais . . . . .	40.000 »
7	Remboursement frais de pension. . . . . (nombreuses absences).	60.000 »
8	Téléphone . . . . . (complément de dépense afférent à l'installation d'une nouvelle ligne).	15.000 »
9	Éclairage . . . . . (crédit insuffisamment doté).	10.000 »
10	Versement au fonds de réserve de l'excédent des recettes de 1958 (provision) . . . . .	200.000 »
		2.681.960 frs =====



Les comptes de l'Internat devant être repris dans les opérations budgétaires de la Ville, nous vous prions de bien vouloir, en accord avec la Commission des Finances :

- a) admettre en recette la somme de 2.681.960 frs qui sera comptabilisée au chapitre IX, article 2 des autorisations spéciales de 1958 ;
- b) voter un crédit d'égale importance qui sera ouvert au chapitre XXI, article 24 des dépenses du même document.

*Adopté.*

**N° 59 / 3.023. — LYCÉE FÉNELON. TARIFS NOUVEAUX DE L'INTERNAT. AVIS.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Dans sa séance du 15 décembre 1958, le Conseil d'Administration de l'Internat Municipal annexé au Lycée National de jeunes filles a décidé l'application du tarif 100 en remplacement du tarif 90, à compter d'octobre 1958.

Le calcul des taux de reversement a été fixé par la circulaire ministérielle du 23 décembre 1957, bulletin officiel n° 1 du 2 janvier 1958, modifiant les dispositions de l'article 112 de l'Instruction générale du 15 décembre 1950.

TARIF 100 — NET	2 <sup>e</sup> CYCLE	1 <sup>er</sup> CYCLE
<i>Pension</i> . . . . .	87.300 frs	78.300 frs
<i>Demi-pension</i> . . . . .	33.300 »	29.700 »

ECHELLE DES TA- RIFS SCO- LAI- RES	TA- RIF NUIT UNI- QUE	ÉLÈVES DES CLASSES						PERSON- NEL DE L'ÉTABLIS- SEMENT DONT L'IN- DICE DE TRAITE- MENT EST INFÉRIEUR A L'IND. TERM. DES M.I.		PERSON- NEL RELEVANT DE L'ÉDU- CATION NATION. INDICE DE TRAITE- MENT INFÉRIEUR A 250		PERSON- NEL RELEVANT DE L'ÉDU- CATION NATION. INDICE DE TRAITE- MENT COMPRIS ENTRE 250 ET 350		PERSON- NEL RELEVANT DE L'ÉDU- CATION NATION. INDICE DE TRAITEM. SUPÉR. A 350 PERSON- NEL NE RELEV. PAS DE L'ÉDUC. NATION.	
		1 <sup>er</sup> CYCLE ET CLASSES PRIMAIRES		2 <sup>e</sup> CYCLE		CLASSES PRÉPARA- TOIRES AUX GRANDES ÉCOLES									
		pet. déjeuner	déj. dîner	pet. déjeuner	déj. dîner	pet. déjeuner	déj. dîner	pet. déjeuner	déj. dîner	pet. déjeuner	déj. dîner	pet. déjeuner	déj. dîner	pet. déjeuner	déj. dîner
100	200	50	180	55	200	60	220	50	125	55	190	60	240	65	290



ÉCHELLE DES TARIFS SCOLAIRES	CATÉGORIE DU PERSONNEL OBLIGATOIREMENT LOGÉ	TAUX DE REVERSEMENT			
		POUR UN REPAS	POUR UNE JOURNÉE	POUR UN MOIS	POUR NEUF MOIS
100	Maîtresses d'Internat . . .	125 frs	250 frs	7.500 frs	67.500 frs
100	Agents . . . . .	100 »	200 »	6.000 »	54.000 »

En accord avec la Commission des Finances, nous vous prions de bien vouloir adopter ce tarif nouveau.

*Adopté.*

**N° 59 / 3.024. — LYCÉE FÉNELON. INTERNAT MUNICIPAL BUDGET  
PRIMITIF DE L'EXERCICE 1959. AVIS.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Nous vous soumettons, pour avis, le budget primitif de l'Internat Municipal, annexé au Lycée National de jeunes filles.

Approuvé par le Conseil d'Administration de l'Établissement, en sa séance du 15 décembre 1958, ce budget est établi en équilibre et s'élève à 38.893.720 frs, en augmentation de 8.678.980 frs, par comparaison au budget primitif de 1958.

Cette augmentation est justifiée :

1° par l'accroissement des effectifs :

25 pensionnaires — 74 demi-pensionnaires, soit 99 unités de plus que pendant l'année scolaire 1957-1958 ;

2° par l'application, depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1958, du tarif 100 au lieu de 90, le prix de journée nourriture passant de 225 à 240 frs.

Ci-dessous les principales différences constatées en recettes et en dépenses par budgets comparés :

**RECETTES**

*En augmentation*

Pension, demi-pension et pensions diverses . . . . .	7.927.000 frs
Redevance de l'externat dans les dépenses communes . . . . .	653.000 »

**DÉPENSES**

*En augmentation*

Personnel . . . . .	750.000 »
(promotions et augmentations légales).	



Nourriture . . . . . 6.849.000 frs  
(dépense basée sur le prix de journée).

Chauffage . . . . . 920.000 »  
(hausse du combustible).

En accord avec la Commission des Finances, nous vous proposons d'émettre un avis favorable à l'approbation du budget primitif de 1959 de l'Internat Municipal.

*Adopté.*

**N° 59 / 3.025. — CENTRE HOSPITALIER RÉGIONAL. BUDGET  
SUPPLÉMENTAIRE DE 1958. AVIS.**

MESDAMES, MESSIEURS,

La Commission Administrative du Centre Hospitalier Régional nous soumet, pour avis, le budget supplémentaire de 1958, présenté dans les formes prescrites par le plan comptable, conformément aux instructions en vigueur :

Ce budget comprend :

- a) une section d'exploitation des services hospitaliers et des budgets annexes (orphelinats - cliniques ouvertes - dotation).
- b) une section d'investissement commune à toutes les activités de l'Établissement.

Il est arrêté aux chiffres ci-après :

Recettes . . . . .	380.038.840 frs
Dépenses . . . . .	169.456.860 »

Excédent de recettes . . . . .	210.581.980 frs
--------------------------------	-----------------

=====

En voici la décomposition par section :

	DÉPENSES	RECETTES	EXCÉDENTS DE	
			RECETTES	DÉPENSES
	Frs	Frs	Frs	
<i>Section d'exploitation.</i>				
Services hospitaliers . . . . .	122.858.883	122.921.098	62.215	
Orphelinats . . . . .	4.058.630	5.356.849	1.298.219	
Cliniques ouvertes . . . . .	2.542.564	2.542.564		
Dotation non affectée . . . . .	4.258.862	4.258.862		
<i>Section d'investissement . . . . .</i>	35.737.921	244.959.467	209.221.546	
	169.456.860	380.038.840	210.581.980	
	=====	=====	=====	



*Section d'exploitation.* — Les dépenses de la section exploitation s'élèvent à : 138.623.883 francs.

Des virements de crédits, consécutifs à la fermeture de l'Hôpital Suburbain et de la Maison Maternelle, et formant un total de 15.765.000 francs, en ramènent le montant à 122.858.883 francs.

Les opérations afférentes aux Hospices de vieillards sont incluses dans l'ensemble de la section d'exploitation des services hospitaliers.

*Section « Orphelinats ».* — Les dépenses de cette section, qui accuse un excédent de recette de 1.298.219 francs, ont été couvertes principalement par les intérêts produits par le placement en bons du Trésor de l'indemnité perçue des Compagnies d'Assurances et du remboursement de certains frais consécutifs au sinistre de l'Institution Stappaert.

En accord avec la Commission des Finances, nous vous prions d'émettre un avis favorable à l'approbation du budget supplémentaire de 1958 du Centre Hospitalier Régional.

*Adopté.*

**N° 59 / 3.026. — CRÉDIT MUNICIPAL. BUDGET SUPPLÉMENTAIRE DE L'EXERCICE 1958. AVIS.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Le Conseil d'Administration du Crédit Municipal nous soumet, pour avis, le budget supplémentaire de l'Établissement pour l'exercice 1958.

Présenté dans les formes prescrites par le décret n° 52-1192 du 24 octobre 1952, il est divisé en section d'exploitation et en section de dotation, savoir :

*Section d'Exploitation*

RECETTES . . . . .	900.000 frs
DÉPENSES . . . . .	900.000 »
	=====
	»
	=====

*Section Dotation*

RECETTES . . . . .	150.000 frs
DÉPENSES . . . . .	»
	=====
Excédent disponible . . . .	150.000 frs
	=====



# RÉCAPITULATION GÉNÉRALE

	SECTION EXPLOITATION	SECTION DOTATION	TOTAL
RECETTES . . . . .	900.000 frs	150.000 frs	1.050.000 frs
DÉPENSES. . . . .	900.000 »	—	900.000 »
Excédent de recettes disponible . .	— =====	150.000 frs =====	150.000 frs =====

Ci-dessous le détail des opérations complémentaires de la section d'Exploitation.

## Recettes.

Intérêts des prêts sur créances nanties . . . . . 900.000 frs  
=====

## Dépenses.

Matières et fournitures consommables . . . . . 150.000 frs  
Frais de personnel . . . . . 360.000 »  
Transports et déplacements . . . . . 40.000 »  
Frais de gestion générale . . . . . 200.000 »  
Dotation de l'exercice. . . . . 150.000 »  
  
900.000 frs  
=====

## Section de Dotation

## Recettes.

Provision pour risques d'exploitation . . . . . 150.000 frs  
=====

Dépenses . . . . . »  
=====

Excédent disponible . . . . . 150.000 frs  
=====

Nous vous proposons, en accord avec la Commission des Finances, d'émettre un avis favorable à l'approbation de ce document.

Adopté.

N° 59 / 3.027. — CRÉDIT MUNICIPAL. BUDGET PRIMITIF DE 1959.  
AVIS.

MESDAMES, MESSIEURS,

Le Conseil d'Administration du Crédit Municipal nous soumet, pour avis, le budget primitif de l'Établissement pour 1959.

Présenté dans les formes prescrites par le décret N° 52-1192 du 24 octobre 1952, il est divisé en section d'exploitation et en section de dotation, savoir :



*Section d'Exploitation*

RECETTES . . . . .	43.430.000 frs
DÉPENSES . . . . .	42.480.000 »

Excédent à capitaliser . . . . .	950.000 frs
	=====

Aucune subvention communale de fonctionnement n'est prévue pour 1959.

*Section Dotation*

RECETTES . . . . .	4.185.000 frs
DÉPENSES . . . . .	2.665.000 »

Excédent disponible . . . . .	1.520.000 frs
	=====

## RÉCAPITULATION GÉNÉRALE

	SECTION EXPLOITATION	SECTION DOTATION	TOTAL
RECETTES . . . . .	43.430.000 frs	4.185.000 frs	47.615.000 frs
DÉPENSES . . . . .	42.480.000 »	2.665.000 »	45.145.000 »
Excédent de recettes disponible . . .	950.000 frs	1.520.000 frs	2.470.000 frs
	=====	=====	=====

Le budget est accompagné d'un état prévisionnel des opérations financières, les groupant, selon leur objet, dans les trois paragraphes ci-après :

	DÉBIT	CRÉDIT	SOLDES	
			DÉBIT	CRÉDIT
	Frs	Frs	Frs	Frs
1° Opérations sur prêts . . . . .	718.000.000	675.000.000	43.000.000	—
2° Moyens de financement . . . . .	3.157.000.000	3.201.530.000	—	44.530.000
3° Emploi des fonds disponibles. . . . .	6.322.030.000	6.320.500.000	1.530.000	—
	10.197.030.000	10.197.030.000	44.530.000	44.530.000
	=====	=====	=====	=====

En accord avec la Commission des Finances, nous vous proposons d'émettre un avis favorable à l'approbation de ce document.

*Adopté.*



**N° 59 / 3.028. — FONDATION MASUREL. BUDGET PRIMITIF DE 1959.**  
**AVIS.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Le Conseil d'Administration de la Fondation Masurel nous soumet, pour avis, son budget primitif de 1959.

Présenté dans les formes prescrites par le décret N° 52-1192 du 24 octobre 1952, il est divisé en section d'exploitation et en section de dotation, savoir :

*Section « Exploitation »*

RECETTES . . . . .	85.000 frs
DÉPENSES . . . . .	60.000 »

Excédent à capitaliser . . .	25.000 frs
	=====

*Section « Dotation »*

— Néant —

Le budget est accompagné d'un état prévisionnel des opérations financières, les groupant, selon leur objet, dans les trois paragraphes ci-après :

	DÉBIT	CRÉDIT	SOLDES	
			DÉBIT	CRÉDIT
1° Opérations sur prêts . . .	510.000 frs	490.000 frs	20.000 frs	
2° Moyens de financement . .	—	25.000 »	—	25.000 »
3° Emploi des fonds disponibles.	505.000 »	500.000 »	5.000 »	—
	1.015.000 frs	1.015.000 frs	25.000 frs	25.000 frs
	=====	=====	=====	=====

Les recettes se décomposent comme suit :

Droits sur adjudications . . . . .	1.000 frs
Revenus des immeubles . . . . .	60.000 »
Produits financiers . . . . .	24.000 »
	85.000 frs
	=====

Les dépenses sont les suivantes :

Contributions . . . . .	5.000 frs
Entretien des immeubles et assurances . . . . .	55.000 »
	60.000 frs
	=====

Ce budget n'appelant aucune remarque particulière, nous vous proposons, en accord avec la Commission des Finances, d'émettre un avis favorable à son approbation.

*Adopté.*



N° 59 / 3.029. — **CHEMINS VICINAUX. BUDGET DE L'EXERCICE 1959.**  
**HOMOLOGATION.**

MESDAMES, MESSIEURS,

M. l'Ingénieur en Chef du service vicinal nous a adressé les propositions budgétaires concernant le service des chemins vicinaux pour l'exercice 1959.

Les dépenses s'élèvent à la somme de 945.151 frs, se décomposant comme suit :

— contribution pour le personnel vicinal . . . . .	302.717 frs
— entretien des chemins vicinaux . . . . .	642.434 »
Total . . . . .	945.151 frs
	=====

Ces dépenses sont balancées par une prévision de recette à provenir de centimes spéciaux ordinaires.

Nous vous prions de bien vouloir, en accord avec la Commission des Finances :

1° homologuer les dépenses proposées et décider leur inscription dans notre budget primitif de 1959 ;

2° voter dix centimes additionnels nécessaires à la couverture de la dépense précitée  
*Adopté.*

N° 59 / 3.030. — **DISTRIBUTION D'EAU POTABLE. MODIFICATION DU**  
**TARIF.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Le prix du mètre cube d'eau potable a été fixé à 16 francs par délibération du Conseil Municipal du 23 novembre 1951 (n° 3.365).

Ce prix a été majoré depuis 1955 en application du décret n° 54 / 982 du 1<sup>er</sup> octobre 1954 instituant une redevance destinée à alimenter le Fonds National pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales.

Cette redevance, était fixée ainsi qu'il suit :

Tranche comprise entre	0 et 6.000 m <sup>3</sup>	= 2 francs
Tranche comprise entre	6.000 et 24.000 m <sup>3</sup>	= 1 franc
Tranche comprise entre	24.000 et 48.000 m <sup>3</sup>	= 0,50 fr.
au-dessus de 48.000 m <sup>3</sup>	. . . . .	= 0,25 fr.

Le recouvrement de cette redevance a soulevé de nombreuses difficultés d'ordre pratique. En effet, suivant les instructions reçues, la régie municipale des eaux de la Ville n'étant pas dotée de l'autonomie budgétaire, le montant de la redevance ne pouvait être porté au budget communal mais devait faire l'objet d'un compte hors budget ouvert dans les écritures du Trésorier Principal. Il en résultait que chaque quittance d'eau devait obligatoirement comporter deux sommes : l'une relative au prix de l'eau consommée, l'autre concernant le montant de la redevance pour le Fonds National.



Ce système d'imputation impliquait l'acquisition de nouvelles machines mécano-graphiques fort coûteuses ainsi que le recrutement d'un nouvel agent. Nous avons dû y renoncer, et depuis l'institution de cette redevance c'est le Trésorier Principal et son personnel qui procèdent à cette discrimination d'imputation sur chacune des 32.000 quittances qui lui sont transmises pour recouvrement.

Ce fastidieux et inutile travail peut maintenant être évité.

En effet, une instruction de la Comptabilité Publique n° 58/ 174 T.L. du 10 septembre 1958 stipule :

« qu'en vertu des dispositions de l'article premier du décret du 14 décembre 1954, « les services de distribution d'eau potable sont seuls débiteurs de cette redevance, « quel que soit leur mode d'exploitation et qu'ils ont la faculté de la récupérer auprès « des usagers ».

Il ressort de ce texte que si le paiement de la redevance constitue une dépense obligatoire pour la Commune, sa récupération auprès des usagers est facultative. En d'autres termes, nous pouvons supprimer le recouvrement de la taxe, avec les inconvénients d'ordre pratique signalés ci-dessus, l'essentiel étant de verser les sommes dues au Fonds National.

Afin d'éviter à la Ville un préjudice financier, nous vous proposons de majorer le prix du mètre cube d'eau d'une somme égale au montant de la taxe, soit 2 francs.

Cette majoration de tarif sera fictive pour l'usager qui paie déjà 18 francs le mètre cube d'eau.

Elle touchera cependant certains abonnés à forte consommation qui, du fait de la dégressivité de la redevance, payent le mètre cube d'eau selon un tarif variant de 18 à 16,25 frs. Mais cette catégorie est peu importante — on note 151 firmes dans ce cas sur 32.000 abonnés — et il convient de souligner que l'alimentation en eau des grandes entreprises est très onéreuse pour la Ville.

Ajoutons que malgré le nombre restreint des opérations de ce genre par rapport à l'ensemble des abonnés, l'application d'un tarif dégressif entraîne un surcroît de travail hors de proportion avec les résultats constatés.

Eu égard à ce qui précède, nous vous prions de bien vouloir adopter le tarif ci-après qui prendra effet au 1<sup>er</sup> janvier 1959 :

*Eau potable :*

- |  |              |
|--|--------------|
| — Minimum annuel imposable : 40 m <sup>3</sup> à 18 francs | — 720 francs |
| — Le mètre cube supplémentaire . . . . .                   | 18 francs    |

Il reste entendu que la Ville fera son affaire personnelle du règlement de la redevance au Fonds National pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales, la dépense en résultant étant imputée sur le crédit inscrit au chapitre XVII *bis*, article premier du budget primitif.

*Adopté.*

---



## N° 59 / 3.031. — VILLE DE LILLE. BUDGET PRIMITIF DE 1959.

MESDAMES, MESSIEURS,

Le budget primitif de 1959 est présenté comme suit :

Recettes . . . . .	5.880.701.837 frs
Dépenses . . . . .	5.880.457.665 »

Excédent de recettes . . . . .	244.172 frs
	=====

En voici la décomposition :

	SECTION ORDINAIRE	SECTION EXTRAORDI- NAIRE	TOTAL
	Frs	Frs	Frs
Recettes . . . . .	4.041.449.202	1.839.252.635	5.880.701.837
Dépenses . . . . .	4.041.205.030	1.839.252.635	5.880.457.665
Excédents. . . . .	244.172	—	244.172
	=====	=====	=====

Comparaison des dépenses, par rapport à 1958 :

	1958	1959	POURCENTAGE	
	Frs	Frs	+	—
Section ordinaire . . . . .	3.629.269.151	4.041.205.030	11,35	
Section extraordinaire . . . . .	2.228.781.474	1.839.252.635		17,48
TOTAUX . . . . .	5.858.050.625	5.880.457.665	0,38 %	
	=====	=====	=====	

Le volume total du budget de 1959 reste donc sensiblement égal à celui de 1958.

En voici l'analyse :

## RECETTES

## I. — SECTION ORDINAIRE

CHAPITRE I. — *Produit des centimes ordinaires et spéciaux* (9.799 contre 7.734 en 1958). . . . . 926.153.563 frs

L'augmentation du nombre des centimes par rapport à 1958 soit : 2.065 est motivée dans les conclusions du présent rapport.

La valeur du centime communal est passée successivement de 96.487,12 en 1958 à 94.515,11 en 1959 après la modification des droits de patente.

Le total des centimes est fixé à 12.962 en 1959.



CHAP. II. — *Taxes et autres impositions en vertu de rôles* . . . . . 153.560.000 frs

En augmentation de 1.545.000 frs

dont :

Taxe d'enlèvement des ordures ménagères : 1.500.000 frs

CHAP. III. — *Taxes et impositions perçues en vertu de titres de recettes diverses* . . . . . 2.270.480.000 »

En augmentation de 205.716.811 frs

dont :

Taxe additionnelle aux droits d'enregistrement . . . . . 5.000.000 frs

Taxe sur la consommation d'électricité . . . . . 7.000.000 »

Taxe locale sur les ventes . . . . . 180.216.811 »

Le régime des recettes garanties par référence à l'année 1954 est abrogé. La répartition, entre la Commune, le Département et le fonds de péréquation du produit de la taxe locale étant modifiée, la part de perception directe de toutes les communes est uniformément fixée à 75 % des recettes. En fait, les communes reçoivent une somme correspondant au produit de 2,10 % sur une taxe perçue obligatoirement au taux de 2,75 %. Auparavant les communes percevaient, selon leur catégorie, 60, 75 ou 70 % de la taxe au taux de 2,20 % (Lille 70 %) plus, éventuellement, le produit d'une surtaxe facultative dont le taux maximum était de 0,45 %.

Taxe sur les spectacles . . . . . 13.500.000 »

CHAP. IV. — *Taxes, droits et rémunérations pour services rendus* . . . . . 227.236.000 »

En augmentation de 26.240.000 frs

dont :

Frais d'adjudication. Versement (art. nouveau) . . . . . 500.000 frs

Droits d'expédition d'actes d'état civil . . . . . 4.000.000 »

Droits de légalisation de signatures . . . . . 120.000 »

Secours en cas d'incendie dans les communes suburbaines . . . . . 650.000 »

Crèches municipales. Rétribution journalière . . . . . 600.000 »

Droits de voirie applicables aux constructions. . . . . 1.500.000 »

Remboursement par divers des frais de repavage . . . . . 800.000 »

Droits de place aux halles, foires et marchés . . . . . 500.000 »

Abattoir public. Taxe locale d'abatage . . . . . 3.000.000 »

Surtaxe additionnelle à la taxe d'abatage . . . . . 9.999.000 »

Désinfection de logements. Taxe . . . . . 200.000 »

Laboratoire municipal. Analyses payantes. . . . . 1.000.000 »

Centre social de l'œuvre suisse . . . . . 3.000.000 »

Maison d'enfants de Membrey. Envoi d'écoliers. . . . . 200.000 »

Prêts payants de livres classiques . . . . . 720.000 »



*sont par contre en diminution*

Transport des malades et blessés à l'hôpital . . . . .	500.000 frs
Beffroi. Ascension par les particuliers. . . . .	49.000 »

CHAP. V. — *Produit des services à caractère industriel et commercial* . . . . . 163.000.000 frs

En augmentation de 29.000.000 frs

dont :

Eaux. Produit de la distribution . . . . .	22.000.000 »
(Imputation d'ordre. Fonds d'adduction d'eau : 15.000.000)	
Etablissements de bains. École de natation de plein air. Exploitation . . . . .	7.000.000 »

CHAP. VI. — *Produit des concessions de services publics* . . . . . 49.828.000 »

En augmentation de 5.750.000 frs

dont :

Éclairage au gaz. Redevance . . . . .	1.500.000 frs
Électricité. Redevance sur consommation . . .	4.000.000 »
Monopole des pompes funèbres. Produit des remises . . . . .	250.000 »

CHAP. VII. — *Revenus ordinaires du patrimoine* . . . . . 31.885.386 »

En augmentation de 2.028.394 frs

dont :

Propriétés communales. Produit des locations .	2.000.000 frs
--	---------------

CHAP. VIII. — *Répartitions faites par l'Etat. Aide financière des  
autres collectivités* . . . . . 135.529.703 »

En diminution de 59.703.683 frs.

dont :

Pouponnière municipale. Subvention de l'État.	100.000 frs
Loi Barangé. Allocation scolaire. Subvention de l'État . . . . .	22.716.372 »
Attribution prévisionnelle 1959 .	82.000.000 frs

Affectation au présent chapitre . 20.893.372 »

au chapitre XI bis (Recettes affec-

tées à la couverture d'an-

nuités d'emprunts pour

constructions scolaires) . . 61.106.628 »

82.000.000 »

=====



*sont notamment en augmentation*

Participation de l'État aux dépenses d'intérêt général . . . . .	2.082.732 frs
Théâtres. Subvention de l'État et du Département . . . . .	2.000.000 »
Enseignement primaire. Contrôle médical scolaire . . . . .	750.000 »
Cours professionnels. Participation de l'État . . . . .	1.200.000 »
Laboratoire municipal d'analyses. Subvention de l'État . . . . .	200.000 »
Crèches municipales. Subvention de l'État . . . . .	300.000 »
Dépenses du bureau d'hygiène. Subvention de l'État . . . . .	5.000.000 »
Taxe d'apprentissage. Produit des recettes . . . . .	3.000.000 »
Protection maternelle et infantile . . . . .	200.000 »
Collège technique Valentine Labbé. Subvention de l'État . . . . .	500.000 »
Cours municipaux professionnels de garçons conduisant à la promotion du travail . . . . .	2.487.000 »

*Articles supprimés*

Achat d'outillage et d'appareils ménagers pour les écoles primaires publiques . . . . .	50.000 »
Taxe de circulation sur les viandes. Produit . . . . .	54.600.000 »

CHAP. IX. — *Recettes ordinaires diverses* . . . . . 83.776.550 frs

En augmentation de 21.453.980 frs.

dont :

Internat municipal (ordre). . . . .	8.678.980 frs
Personnel municipal. Remboursement de salaires . . . . .	50.000 »
Foire commerciale. Redevances pour parage . . . . .	250.000 »
Remboursement de frais de consommation de gaz et d'électricité . . . . .	400.000 »
Prestations et assurances réglées pour le compte de divers occupants d'immeubles. . . . .	200.000 »
Prêts à la construction. Remboursement . . . . .	11.500.000 »
Frais d'opérations électorales . . . . .	400.000 »

*Article supprimé.*

Œuvre des jardins ouvriers (Dons) . . . . .	25.000 »	
TOTAL DE LA SECTION ORDINAIRE . . . . .	4.041.449.202 frs	=====

SECTION EXTRAORDINAIRE

CHAP. X. — *Produit des centimes extraordinaires (130)* . . . . . 12.254.263 frs  
contre 507 en 1958.

En diminution de 36.664.706 frs



CHAP. XI. — *Produit des centimes affectés au service de la dette* . . . 286.664.328 frs  
3.033 contre 2.739 en 1958.

En augmentation de 22.386.107 frs.

Les annuités d'emprunts (chapitre XXXII des dépenses) sont en augmentation de 45.126.053 frs

CHAP. XI bis. — *Recettes affectées à la couverture d'annuités d'emprunts* . . . . . 61.731.044 »

En augmentation de 22.716.372 frs.

Loi Barangé. Allocation scolaire. Annuités d'emprunts . . . . . 22.716.372 frs

(Dotation en augmentation motivée par l'accroissement de la dette pour constructions scolaires).

CHAP. XII. — *Produit des emprunts à réaliser en cours d'exercice* . . . 801.288.000 »

En diminution de 300.305.139 frs.

*Affectation.*

Plan d'urbanisme. Hôpital Saint-Sauveur . . . 36.288.000 frs

Centre hospitalier régional. Rénovation des établissements. 3<sup>e</sup> tranche . . . . . 66.000.000 »

Constructions et aménagements scolaires . . . 180.400.000 »

École des beaux-arts. Construction . . . . . 294.000.000 »

Terrains de sports . . . . . 36.000.000 »

Propriétés communales. Aménagements . . . 96.500.000 »

Cimetières. Réseau d'égouts . . . . . 30.000.000 »

Travaux de voirie . . . . . 32.100.000 »

Logement de la population . . . . . 30.000.000 »

801.288.000 »

=====

CHAP. XIII. — *Subventions extraordinaires* . . . . . 561.815.000 »

En augmentation de 40.940.809 frs.

*Affectation*

Construction et aménagements scolaires. . . . 305.000.000 frs

Écoles des beaux-arts et d'architecture . . . . 256.000.000 »

Service de lutte contre l'incendie . . . . . 815.000 »

561.815.000 frs

=====

CHAP. XIV. — *Aliénations et revenus extraordinaires du patrimoine.* . . . 5.000.000 »

En diminution de 3.500.062 frs.

dont suppression d'une recette exceptionnelle prévue en 1958. H.L.M. Groupe Buisson.

Subvention. Reversement partiel . . . . . 6.450.062 »



sont notamment en augmentation

Vente de vieux matériaux . . . . .	500.000 frs
Produit des ventes immobilières . . . . .	2.450.000 »

— Legs et fondations (en capital)  
— Néant —

CHAP. XVI. — Recettes extraordinaires diverses . . . . . 110.500.000 frs

En diminution de 125.333.000 frs

dont :

Dommages de guerre. Indemnités de l'État . . 108.500.000 frs

Article non reproduit. Trottoirs endommagés

par faits de guerre . . . . . 26.833.000 »

TOTAL DE LA SECTION EXTRAORDINAIRE . . 1.839.252.635 »

RAPPEL DE LA SECTION ORDINAIRE. . . . . 4.041.449.202 »

TOTAL DES RECETTES . . . . . 5.880.701.837 frs

=====

## DÉPENSES

### COMPARAISON DES CHAPITRES DE DÉPENSES PAR RAPPORT A 1958

	1958	1959
I. — PERSONNEL	1.767.798.961 frs	1.994.831.961 frs
En augmentation de 227.033.000 frs (12,8 %).		
Les principales causes d'augmentation sont :		
1 <sup>o</sup> l'application aux agents, avec effet du 1 <sup>er</sup> /11/1958, de la majoration de l'indice 100 qui passe de 200.000 frs au 1 <sup>er</sup> /1/1958 à 220.000 frs au 1 <sup>er</sup> /11/1958		
2 <sup>o</sup> la revalorisation des traitements intéressant les catégories C et D		
3 <sup>o</sup> les provisions pour recrutement et promotions		
II. — MATÉRIEL		
a) Section ordinaire		
CHAP. II. — Administration générale . . . . .	105.640.000 »	111.690.000 »
En augmentation de 6.050.000 frs		
dont :		
Art. 1 — Économat . . . . .	500.000 frs	
Art. 2 — Frais d'impressions . . . . .	500.000 »	
Art. 3 — Habillement . . . . .	1.000.000 »	
Art. 5 — Hôtel de Ville. Chauffage. . . . .	500.000 »	
Art. 6 — Hôtel de Ville. Éclairage . . . . .	300.000 »	
Art. 9 — Frais d'assiette et de perception taxe locale . . . . .	500.000 »	
Art. 10 — Frais de perception taxe addition- nelle aux droits d'enregistrement . . . . .	100.000 »	
Art. 15 — Déplacements en tramways . . . . .	1.200.000 »	
Art. 19 — Transports automobiles . . . . .	2.000.000 »	



	1958	1959
<i>Article nouveau</i>		
13. — Frais de perception taxe électricité . . . . .	150.000 frs	
<i>En diminution</i>		
17. — Frais d'opérations électorales . . . . .	700.000 »	
CHAP. III. — <i>Justice</i> . . . . .	2.704.000 frs	3.344.000 frs
En augmentation de 640.000 frs		
Conseil des prud'hommes. Contingents.		
CHAP. V. — <i>Police</i> . . . . .	21.796.992 »	21.796.992 »
Sans changement		
112 frs par habitant (population municipale totale 194.616 H.).		
CHAP. VII. — <i>Sécurité</i> . . . . .	10.290.078 »	10.490.078 »
En augmentation de 200.000 frs.		
Art. 1 — Bataillon des sapeurs pompiers. . . . .	200.000 »	
CHAP. IX. — <i>Salubrité et santé</i> . . . . .	16.370.000 »	21.520.000 »
En augmentation de 5.150.000 frs		
Art. 8 — Vidange des fosses d'aisance . . . . .	150.000 »	
<i>Article nouveau</i>		
Campagne de dératisation . . . . .	5.000.000 »	
CHAP. XII. — <i>Voirie urbaine</i> . . . . .	240.060.000 »	241.860.000 »
En augmentation de 1.800.000 frs		
dont :		
Art. 3 — Service voie publique. Frais de transports . . . . .	1.500.000 »	
Art. 11 — Voies publiques. Plaques et panneaux . . . . .	300.000 »	
CHAP. XIV. — <i>Voirie vicinale</i> . . . . .	994.569 »	945.151 »
En diminution de 49.418 frs		
Correspondant à la réduction de la valeur du centime communal (10 centimes)		
CHAP. XVI. — <i>Abattoirs, halles, marchés, foires.</i> . . . .	2.000.000 »	3.000.000 »
En augmentation de 1.000.000 frs		
Art. 2 — Pesage public. Dépenses diverses . . . . .	1.000.000 frs	
CHAP. XVII bis. — <i>Service à caractère industriel et com- mercial. Services en régie</i> . . . . .	330.100.000 »	410.100.000 »
En augmentation de 80.000.000 frs		
dont :		
Art. 1 — Eaux (dont 15 M. pour ordre 20.000.000 » Fonds national d'adduction d'eau potable)		
Art. 3 — Collecte des résidus urbains. . . . .	60.000.000 »	



	1958	1959
CHAP. XIX. — <i>Propriétés communales, urbaines et rurales.</i>	145.060.000 frs	173.450.000 frs
En augmentation de 28.390.000 frs		
dont :		
Art. 1 — Entretien des propriétés communales . . . . .	27.000.000 frs	
Art. 3 — Hôtel de Ville. Aménagements . . . . .	1.000.000 »	
Art. 7 — Réseau téléphonique municipal . . . . .	1.500.000 »	
Art. 8 — Achat et entretien des horloges . . . . .	230.000 »	
Art. 9 — Chauffage des bâtiments communaux . . . . .	1.000.000 »	
Art. 13 — Contribution des biens communaux . . . . .	1.000.000 »	
Art. 14 — Monuments historiques . . . . .	100.000 »	
<i>est en réduction</i>		
Art. 11 — Mobilier des bâtiments communaux . . . . .	3.000.000 »	
<i>Articles supprimés</i>		
Art. 4 — Œuvre des jardins ouvriers. Travaux . . . . .	40.000 »	
Art. 5 — Œuvre des jardins ouvriers. Concours . . . . .	375.000 »	
Art. 6 — Œuvre des jardins ouvriers. Dons . . . . .	25.000 »	
CHAP. XIX <i>ter.</i> — <i>Cimetières</i> . . . . .	11.100.000 »	11.700.000 »
En augmentation de 600.000 frs		
dont :		
Art. 1 — Cimetières. Inhumations et exhumations . . . . .	100.000 »	
Art. 2 — Cimetières. Travaux d'entretien . . . . .	500.000 »	
CHAP. XXI. — <i>Enseignement</i> . . . . .	319.827.791 »	319.718.092 »
En diminution de 109.699 frs		
dont :		
Art. 18 — Écoles primaires élémentaires . . . . .	900.000 »	
Art. 27 — Loi Barangé . . . . .	22.716.372 »	
Attribution prévisionnelle . . . . .	82.000.000 frs	
Dotation affectée au chap.		
XXXII. Service des annuités d'emprunts.		
Chap. XI <i>bis</i> des recettes . . . . .	61.106.628 frs	
Présent crédit . . . . .	20.893.372 frs	
Art. 30 — Conservatoire de musique. Acquisition d'un orgue . . . . .	912.307 »	
<i>sont notamment en augmentation</i>		
Art. 1 — Entretien des bâtiments scolaires . . . . .	5.000.000 frs	
Art. 4 — Collège technique Baggio. Acquisition de matériel . . . . .	1.000.000 »	
Art. 6 — Collège technique Valentine Labbé . . . . .	500.000 »	



	1958	1959
Art. 7 - Collège technique Valentine Labbé Acquisition de matériel . . . . .	1.000.000 frs	
Art. 9 - Cours municipaux professionnels de filles. . . . .	100.000 »	
Art. 10 - Écoles maternelles et primaires élémentaires . . . . .	3.000.000 »	
Art. 11 - Collège moderne Jean Macé . . .	30.000 »	
Art. 12 - École des beaux-arts . . . . .	10.000 »	
Art. 13 - Conservatoire . . . . .	50.000 »	
Art. 14 - Institution d'apprentissage hor- ticole . . . . .	25.000 »	
Art. 16 - École régionale d'architecture . .	50.000 »	
Art. 20 - Éclairage des bâtiments scolaires.	1.050.000 »	
Art. 23 - Distribution de prix . . . . .	600.000 »	
Art. 24 - Internat municipal (ordre) . . .	8.678.980 »	
Art. 25 - Contrôle médical scolaire . . .	600.000 »	
Art. 28 - Écoles primaires élémentaires Nettoyage. . . . .	1.000.000 »	
Art. 31 - Classes de perfectionnement pour arriérés intellectuels . . . . .	100.000 »	
<i>Articles nouveaux</i>		
Art. 32 - Prêt payant de livres classiques .	1.000.000 »	
Art. 33 - Enseignement collectif de la nata- tion . . . . .	175.000 »	
Art. 34 - Entretien du matériel acquis sur les fonds de l'allocation scolaire « Loi Barangé » . . . . .	500.000 »	
<i>Articles supprimés</i>		
Art. 22 - Achat d'outillage et d'appareils ménagers dans les écoles pu- bliques . . . . .	50.000 »	
CHAP. XX bis. — Bourses et allocations pour études . . .	4.320.000 frs	4.320.000 frs
Sans changement.		
CHAP. XXI qter. — Bibliothèques et Musées . . . . .	5.700.000 »	5.950.000 »
En augmentation de 250.000 frs		
Art. 7 - Musée commercial, industriel . . .	250.000 »	
CHAP. XXIII. — Education physique et sports . . . . .	5.500.000 »	5.500.000 »
Sans changement.		
CHAP. XXIV. — Travail et chômage. . . . .	6.500.000 »	5.000.000 »
En diminution de 1.500.000 frs.		
Art. 2 - Secours en nature aux travailleurs sans emploi . . . . .	1.500.000 »	



	1958	1959
CHAP. XXVI. — <i>Assistance, prévoyance et famille</i> . . . .	48.570.000 frs	45.050.000 frs
En diminution de 3.520.000 frs.		
dont :		
Art. 2 — Protection de la maternité à domicile . . . . .	40.000 frs	
Art. 4 — Centre social de l'œuvre suisse . . . . .	50.000 »	
Art. 7 — Protection maternelle et infantile. . . . .	30.000 »	
Art. 8 — Garderies de vacances privées. . . . .	1.500.000 »	
Art. 9 — Repas gratuits aux enfants nécessiteux des écoles privées . . . . .	500.000 »	
Art. 12 — Chauffoirs publics . . . . .	600.000 »	
Art. 14 — Ristournes sur taxes locales . . . . .	1.000.000 »	
<i>est notamment en augmentation</i>		
Art. 3 — Secours médicaux d'urgence . . . . .	200.000 »	
CHAP. XXVII. — <i>Assistance, prévoyance et famille</i> . . . .	172.695.000 »	174.190.000 »
En augmentation de 1.495.000 frs.		
Contingent de la Ville dans les dépenses d'assistance (taux fixé par circulaire préfectorale du 27/11/1958).		
CHAP. XXVII bis. — <i>Assistance, prévoyance et famille. Subventions aux établissements publics communaux</i> . . . .	182.800.000 »	233.140.252 »
(Voir chapitre XXVIII en 1958).		
En augmentation de 50.340.252 frs		
Art. 1 — Caisse des écoles. . . . .	52.500.000 frs	
<i>est en diminution</i>		
Art. 2 — Bureau d'aide sociale . . . . .	2.000.000 »	
Art. 3 — Centre hospitalier. Déficit des orphelinats . . . . .	159.748 »	
CHAP. XXVIII. — <i>Subventions</i> . . . . .	38.312.177 »	39.070.177 »
En augmentation de 758.000 frs		
dont :		
Art. 8 — Distraction des malades . . . . .	25.000 »	
Art. 13 — Armée du Salut . . . . .	100.000 »	
Art. 36 — Association départementale du Nord des prisonniers de guerre . . . . .	30.000 »	
Art. 40 — Université populaire de Lille . . . . .	50.000 »	
Art. 49 — Subsidés aux organisations syndicales . . . . .	458.000 »	
Art. 57 — Laboratoire de géologie . . . . .	30.000 »	
Art. 75 — Syndicat des Amis de Lille . . . . .	100.000 »	
Art. 81 — Fédération française des éclairreuses . . . . .	10.000 »	
<i>Articles nouveaux</i>		
Art. 84 — Syndicat apicole de la région lilloise . . . . .	10.000 »	
Art. 87 — Croix-Rouge française. Subvention exceptionnelle . . . . .	400.000 »	
Art. 89 — Club de jeunesse de Lille . . . . .	50.000 »	
Art. 90 — Club orphéonique fivois . . . . .	50.000 »	



	1958	1959
Art. 91 — Fédération nationale P.T.T. Anciens combattants. Congrès. . . . .	50.000 frs	
Art. 92 — Union des amicales laïques du Nord. 70 <sup>e</sup> Congrès. Ligue de l'Enseignement . . . . .	300.000 »	
Art. 93 — Fédération des amicales laïques. Commémoration du 50 <sup>e</sup> anni- versaire . . . . .	150.000 »	
Art. 94 — Comité d'action du mouvement « Vie Libre » . . . . .	10.000 »	
<i>sont notamment en diminution</i>		
Art. 30 — Mutuelle des défenseurs de Lille . . . . .	10.000 »	
Art. 37 — Amicale des anciens bleuets . . . . .	5.000 »	
Art. 60 — Association astronomique du Nord . . . . .	10.000 »	
Art. 69 — Cercle choral les XXX . . . . .	200.000 »	
Articles supprimés . . . . .	840.000 »	
(subventions exceptionnelles, congrès et manifestations diverses)		
CHAP. XXIX. — <i>Fêtes et cérémonies</i> . . . . .	46.000.000 frs	34.915.000 frs
En diminution de 11.085.000 frs dont :		
Art. 1 — Fêtes publiques et manifestations . . . . .	10.000.000 »	
Art. 6 — Jumelage de la Ville avec d'autres communes . . . . .	1.500.000 »	
<i>est notamment en augmentation</i>		
Art. 4 — Fêtes diverses. Distribution de colis . . . . .	415.000 »	
CHAP. XXX bis. — <i>Dépenses diverses</i> . . . . .	87.500.000 »	107.000.000 »
En augmentation de 19.500.000 frs dont :		
Art. 1 — Théâtres. Dépenses diverses. . . . .	3.000.000 »	
Art. 2 — Atelier de décors. Dépenses diverses . . . . .	1.000.000 »	
Art. 3 — Subventions aux directeurs des théâtres. . . . .	16.000.000 »	
<i>est notamment en diminution</i>		
Art. 5 — Harmonie municipale . . . . .	500.000 »	
CHAP. XXX ter. — <i>Autres dépenses diverses</i> . . . . .	57.329.583 »	62.323.327 »
En augmentation de 4.993.744 frs dont :		
Art. 31 — Redevances aux domaines . . . . .	50.000 »	
Art. 33 — Assurance contre les accidents . . . . .	650.000 »	
Art. 34 — Produit de la taxe sur les spec- tacles. Attribution du bureau d'aide sociale . . . . .	4.500.000 »	



	1958	1959
Art. 37 — Indemnités au Maire et aux Adjoints . . . . .	300.000 frs	
<i>Article nouveau</i>		
Art. 45 — Frais d'adjudication (ordre) . . . . .	500.000 »	
<i>sont notamment en diminution</i>		
Art. 26 — Loyers et canons d'arrentement . . . . .	535.000 »	
Art. 27 — Retraite de la C.G.I.T. . . . .	500.000 »	
CHAP. XXXI. — <i>Dépenses imprévues</i> . . . . .	300.000 frs	300.000 frs
Sans changement.		
TOTAUX DE LA SECTION ORDINAIRE . . . . .	3.629.269.151 frs	4.041.205.030 frs
	=====	=====
<i>Section extraordinaire</i>		
CHAP. XXXII. — <i>Service des annuités d'emprunts</i> . . . . .	303.268.582 »	348.394.635 frs
En augmentation de 45.126.053 frs		
CHAP. XXXII bis. — <i>Frais relatifs aux emprunts et intérêts à divers</i> . . . . .	70.000 »	70.000 »
Sans changement		
CHAP. XXXIV. — <i>Acquisitions immobilières</i> . . . . .	97.034.062 »	102.288.000 »
En augmentation de 5.253.938 frs		
Affectation du crédit :		
Art. 1 — Plan d'urbanisme. Acquisition Hôpital St-Sauveur. 3 <sup>e</sup> annuité. Emprunt . . . . .	36.288.000 frs	
Art. 2 — C.H.R. Rénovation des établissements. 3 <sup>e</sup> tranche. Emprunt . . . . .	66.000.000 »	
	102.288.000 »	
	=====	
CHAP. XXXV. — <i>Travaux neufs et grosses réparations</i> . . . . .	1.518.075.830 »	1.230.000.000 »
En diminution de 288.075.830 frs.		

	MODE DE FINANCEMENT		
	EMPRUNT	SUBVENTION	TOTAL
	Frs	Frs	Frs
Constructions scolaires. Programmes 1955, 1956, 1957 . . . . .	134.000.000	305.000.000	439.000.000
Bâtiments et installations scolaires . . . . .	46.400.000	—	46.400.000
École des Beaux-Arts et d'Architecture . . . . .	294.000.000	256.000.000	550.000.000
Terrains de sports . . . . .	36.000.000	—	36.000.000
Propriétés communales. Aménagements . . . . .	96.500.000	—	96.500.000
Cimetières. Revêtement des allées . . . . .	30.000.000	—	30.000.000
Travaux de voirie . . . . .	32.100.000	—	32.100.000
	669.000.000	561.000.000	1.230.000.000
	=====	=====	=====



	1958	1959
CHAP. XXXVI. — <i>Dépenses diverses extraordinaires</i> . . . . .	89.500.000 frs	73.000.000 frs
En diminution de 16.500.000 frs		
Logement de la population. Prêts à la construction . . . . . 20.000.000 frs		
En augmentation		
Frais de contentieux . . . . . 2.500.000 »		
Logement de la population. Prime municipale 1.000.000 »		
CHAP. XXXVII. — <i>Dépenses résultant des événements de guerre</i> . . . . .	220.833.000 »	85.500.000 »
En diminution de 135.333.000 frs		
Dommages de guerre . . . . . 108.500.000 frs		
Article supprimé		
Trottoirs endommagés par faits de guerre . 26.833.000 »		
TOTAUX DE LA SECTION EXTRAORDINAIRE . . . . .	2.228.781.474 »	1.839.252.635 »
RAPPEL DE LA SECTION ORDINAIRE . . . . .	3.629.269.151 »	4.041.205.030 »
TOTAUX GÉNÉRAUX DES DÉPENSES . . . . .	5.858.050.625 frs	5.880.457.665 frs
	=====	=====

\* \*

Le budget primitif de 1959 comporte 12.962 centimes additionnels soit, en nombre, 1.982 centimes nouveaux par comparaison à 1958.

Nous rappelons, à cet égard, que le produit escompté des centimes communaux se trouve affecté d'une moins-value notable résultant de la diminution continue de la valeur du centime, par suite de la réduction du principal fictif des droits de patente introduite par le décret n° 55 / 418 du 30 avril 1955.

Le Conseil Municipal ayant adopté dans sa séance du 21 mai 1957 les dispositions réglementaires permettant l'étalement, sur quatre années, par fractions égales, de la péréquation du principal fictif de patente, la valeur du centime communal, fixée à 102.267,32 en 1956, a été progressivement réduite à 99.456,93 en 1957, 96.487.12 en 1958 et 94.515,11 au présent budget.

Sur la base des 10.980 centimes votés en 1958 c'est donc, à nombre de centimes égal, une moins-value de  $10.980 \times 1.972,01$ , soit plus de 21 millions de frs qui apparaît à ce titre par rapport à l'an dernier, cependant que la réduction depuis 1956 ressort, sur les éléments de comparaison ci-dessus, à plus de 68 millions de frs, soit une somme équivalente au produit de 722 centimes exclusivement motivé par la réforme des droits de patente dont nous soulignons à nouveau, à cette occasion, les regrettables conséquences sur les finances communales.

\* \*



Les caractéristiques générales du budget sont, en dépenses, les suivantes :

<i>Section ordinaire</i>	}	Personnel : 1.994,8 millions soit 227 millions d'augmentation sur 1958	
		Matériel : 2.046       "       " 185       "       "       "	
		<hr/>	<hr/>
		4.041	412
		==	==
<i>Section extra- ordinaire</i>	}	Annuités d'emprunts :	348,3 millions contre 303,2 millions en 1958
		<i>Autres dépenses</i>	
		Emploi d'emprunts	
		à réaliser :	801,2 millions contre 1.101,6 millions en 1958
		Emploi de subventions:	561 millions contre 520 millions en 1958
		Dommages de guerre	
		et crédits d'ordre :	110,5 millions contre 252,3 millions en 1958
		Fonds communaux :	18 millions contre 51,6 millions en 1958
		<hr/>	<hr/>
		1.839 millions contre 2.228,7 millions en 1958	

Rappelons, pour mémoire, que les inscriptions afférentes aux emprunts, subventions, dommages de guerre et crédits d'ordre sont compensées par des prévisions égales en recettes.

L'augmentation des dépenses de la section ordinaire (412 millions), la charge inéluctable, toujours croissante, de la dette (45 millions) et la moins-value dans le produit des centimes (21 millions), conduisaient donc, à l'issue des travaux d'élaboration de la section « Dépenses » du budget, à un déficit global de 478 millions, dont l'équivalence devait être alors trouvée dans une progression correspondante des recettes pour permettre la présentation en équilibre de l'ensemble des opérations.

Considérant par ailleurs les difficultés rencontrées pour réaliser la balance budgétaire, les dotations sur les fonds communaux, à la section extraordinaire, étaient ramenées comme il est indiqué ci-dessus de 51 millions à 18 millions, soit une diminution de 33 millions qui réduisait à 445 millions la différence à couvrir par rapport à 1958.

Voici, dans les grandes lignes, comment ont été déterminées les recettes.

#### *Section ordinaire.*

Les recettes ordinaires (à l'exclusion du produit des centimes) ont pu être portées de 2.883 millions en 1958 à 3.115 millions en 1959, soit un relèvement d'ensemble de 232 millions qui affecte, plus particulièrement, la taxe locale sur les ventes, en augmentation prévisionnelle de 180 millions, à la suite des réformes apportées récemment dans le régime de cette imposition.

#### *Section extraordinaire.*

Les recettes extraordinaires communales, non compris les centimes et les articles donnant lieu à ouverture de crédit d'emploi en dépenses (Emprunts - subventions, crédits d'ordre) s'élèvent à 66 millions contre 41 millions en 1958, soit une plus-value de 25 millions essentiellement constituée par l'affectation à l'amortissement des annuités d'emprunts (chapitre XI bis) d'une somme de 61.106.628 contre 38.390.256 en 1958, au titre de la Loi Barangé.



La plus-value totale sur les recettes était donc de :

232 millions + 25 millions = 257 millions

et le déficit nouveau s'élevait alors à 445 millions — 257 millions, soit : 188 millions

Le prévisions de recettes étant évaluées selon leur rendement le plus approché et les crédits de fonctionnement étant ramenés à la limite compatible avec les besoins essentiels des services, le recours à 1.982 centimes additionnels nouveaux pour un produit égal à cette somme constituait, en conséquence, la seule mesure permettant de réaliser l'équilibre du budget primitif de 1959 que nous vous proposons d'adopter tel qu'il est présenté.

Nous vous demandons également de reconduire pour 1959 les mesures adoptées en faveur du personnel par le Conseil Municipal en sa séance du 30 mai 1958 (Délib. n° 8.016), la dite délibération ayant pour objet, conformément aux arrêtés du Ministre de l'Intérieur des 20 février et 25 mars 1958, l'application de plein droit au personnel communal, des dispositions légales et réglementaires fixant les aménagements des divers éléments désignés de la rémunération des fonctionnaires de l'État.

*Adopté à la majorité par 14 conseillers Socialistes, 6 Indépendants, 4 M.R.P. ; les 6 conseillers Communistes ayant voté contre et les 7 conseillers de l'Union s'étant abstenus (voir compte rendu analytique, page 10).*

**N° 59 / 3.032. — OFFICE PUBLIC MUNICIPAL D'HABITATIONS A LOYER MODÉRÉ. AVANCE DE TRÉSORERIE DE 100.000.000 DE FRs. PROROGATION DU DÉLAI DE REMBOURSEMENT.**

MESDAMES, MESSIEURS,

En vue de permettre le paiement des dépenses relatives aux travaux connexes à l'édification des différents groupes de construction en voie de réalisation, le Conseil Municipal a décidé, au cours de sa séance du 30 mai 1958 (délibération n° 58/3053), d'allouer, à l'Office Public Municipal d'Habitations à Loyer Modéré, une avance de trésorerie de 100.000.000 de frs remboursable, sans intérêt, dès l'obtention des fonds d'emprunt attendus de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Le remboursement de la dite avance devait intervenir, en tout état de cause, dans un délai maximum de 6 mois, sauf décision expresse de reconduction.

M. le Trésorier Principal ayant procédé le 25 juillet 1958, au règlement des 100.000.000 de frs précités, le reversement de cette somme devait être opéré le 25 janvier 1959.

Malgré de nombreuses et pressantes démarches effectuées auprès des administrations compétentes, l'Office n'a malheureusement pu, à ce jour, obtenir le financement, par la Caisse des Dépôts et Consignations, des travaux envisagés. Il sollicite, en conséquence, le maintien de l'avance de trésorerie pour 1959.

Nous vous proposons :

a) de faire droit à cette demande ;



b) de décider le report au 31 décembre 1959 de l'échéance du remboursement de l'avance de 100.000.000 de frs.

En vue de la régularisation de cette opération, nous vous prions de nous autoriser à passer, avec l'Office, un avenant à la convention du 11 juin 1958, intervenue pour l'octroi de l'avance précitée de 100.000.000 de frs.

Adopté:

N° 59 / 3.033. — **PRÊTS A LA CONSTRUCTION. EMPRUNT DE 75.000.000 DE FRs. EXERCICE 1957 (SOLDE). EXERCICE 1958 (1<sup>re</sup> TRANCHE). RÉALISATION.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Pour permettre le financement des prêts complémentaires destinés à la construction de logements dans le cadre de l'accession à la petite propriété, deux crédits d'emprunts de 70.000.000 et 50.000.000 de francs ont été respectivement ouverts aux budgets primitifs de 1957 et 1958.

Depuis lors, nous avons contracté deux tranches d'emprunt pour un montant de 38.350.000 francs, que nous avons affectées au titre de l'exercice 1957.

La Caisse d'Épargne de Lille nous informe qu'elle serait disposée à nous consentir pour l'objet précité, et aux conditions de la Caisse des Dépôts et Consignations, un prêt de 75.000.000 de francs, remboursable en 25 ans, au taux de 5,50 % l'an.

L'annuité de remboursement (capital et intérêts) s'élèverait à 5.591.201 francs à couvrir par une imposition de 59,16 centimes, la valeur du centime étant de 94.515,11 francs, la première annuité échéant en 1960.

Nous vous proposons d'accepter cette offre de prêt et d'en décider la répartition de la façon suivante :

Solde de l'exercice 1957 . . . . .	31.650.000 frs
1 <sup>re</sup> tranche de l'exercice 1958 . . . . .	43.350.000 »
	<hr/>
	75.000.000 frs
	=====

Eu égard à ce qui précède, nous vous prions de bien vouloir prendre la délibération suivante :

ARTICLE 1<sup>er</sup>. — M. le Maire est invité à réaliser auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations (fonds provenant de la Caisse d'Épargne de Lille) aux conditions de cet Établissement et au taux d'intérêt de 5,50 %, l'emprunt de la somme de 75 millions de francs destiné à financer les prêts complémentaires pour la construction de logements dans le cadre de l'accession à la petite propriété et dont le remboursement s'effectuera en 25 années, à partir de 1960, au moyen de 59 centimes 16 extraordinaires. Il est en conséquence, autorisé à signer le traité à intervenir pour régler les conditions du dit emprunt.



ARTICLE 2. — Le montant de l'emprunt sera versé au Trésor Public, au Crédit du Trésorier-payeur général du département et pour le compte de la commune soit en une seule fois, soit par fractions, à la convenance de la municipalité qui disposera, à cet effet, d'un délai de six mois à dater de l'intervention du traité.

ARTICLE 3. — L'amortissement aura lieu par annuités égales.

Les intérêts calculés au taux de l'emprunt, commenceront à courir du jour du versement des fonds.

Selon que les versements seront opérés avant ou après le point de départ du tableau d'amortissement, les intérêts de la première annuité seront augmentés ou diminués en conséquence.

ARTICLE 4. — Les remboursements doivent, en principe, être faits à Paris, à la Caisse des Dépôts et Consignations. Cependant, la commune pourra être autorisée sur la demande du Maire, à se libérer à la Caisse du Receveur des Finances de l'arrondissement, mais, dans ce cas, le paiement devra être effectué un mois avant l'échéance.

ARTICLE 5. — Tout paiement non effectué à la date de son exigibilité portera intérêt de plein droit au taux de 6 %.

ARTICLE 6. — La commune s'engage à prendre à sa charge les impôts présents et futurs ainsi que les droits et frais pouvant résulter du présent emprunt.

ARTICLE 7. — La commune aura la faculté d'effectuer des remboursements par anticipation au cours de la deuxième moitié de la période d'amortissement et avec préavis d'un an. Ces remboursements anticipés comporteront le paiement, par la commune, d'une indemnité égale au montant d'un semestre d'intérêts du capital remboursé par anticipation. Ils devront avoir lieu au moment d'une échéance.

Les subventions de l'État, allouées pour l'objet motivant le recours au crédit et dont la Caisse des Dépôts et Consignations aurait été éventuellement appelée à faire l'avance, pourront être affectées à des remboursements anticipés pour lesquels il ne sera exigé ni préavis, ni indemnité. Il en sera de même pour les réductions du montant de l'emprunt consécutives à des rabais d'adjudication, dans la mesure où ces réductions n'entraîneront aucun reversement de fonds au prêteur.

ARTICLE 8. — La commune reconnaît au Directeur général de la Caisse des Dépôts et Consignations la faculté de transférer, au nom de tout autre établissement ou service géré par la Direction Générale, le bénéfice des engagements qui seront pris aux termes du contrat de prêt.

*Adopté.*



N° 59 / 4.001. — ÉCOLES PUBLIQUES. FOURNITURE DES LIVRES CLASSIQUES, LIVRES DE BIBLIOTHÈQUE, LIVRES DE PRIX, MATÉRIEL D'ENSEIGNEMENT, COPIES, ARTICLES SCOLAIRES DIVERS, CAHIERS D'ÉCOLIER, PAPIER A DESSIN, MATÉRIEL SCIENTIFIQUE, FOURNITURES POUR LA COUTURE ET JOUETS. SCOLARITÉ 1959-1960. CAHIER DES CHARGES DE L'ADJUDICATION.

MESDAMES, MESSIEURS,

Nous soumettons à votre agrément le cahier des charges dressé en vue de l'adjudication à ouvrir pour l'attribution de la fourniture, durant l'année scolaire 1959-1960, des livres classiques, livres de bibliothèque, livres de prix, matériel d'enseignement, cahiers d'écolier, copies, papier à dessin, articles scolaires divers, matériel scientifique, fournitures pour la couture et jouets destinés aux élèves de nos écoles publiques primaires élémentaires et maternelles.

*Adopté.*

N° 59 / 4.002. — SUBVENTIONS COMMUNALES EN PARTICIPATION AUX FRAIS D'ÉTUDES SUPÉRIEURES. ALLOCATIONS COMMUNALES POUR ACHAT DE FOURNITURES SCOLAIRES. SCOLARITÉ 1958-1959.

MESDAMES, MESSIEURS,

Conformément aux délibérations prises par le Conseil Municipal de notre Ville, les 15 juin 1946 et 27 juillet 1949, nous soumettons à votre approbation les propositions d'attribution de subventions communales en participation aux frais d'études supérieures et d'allocations communales pour achat de fournitures scolaires, propositions qui ont été dressées par la Commission de l'Instruction Publique et des Bibliothèques et qui se rapportent à la scolarité 1958-1959.

Ces propositions sont détaillées dans l'état annexé.

*Adopté.*

\*\*\*



## TITRE I

**SUBVENTIONS COMMUNALES  
EN PARTICIPATION AUX FRAIS D'ÉTUDES SUPÉRIEURES**

CRÉANCIER			BÉNÉFICIAIRE
NOM	QUALITÉ	ADRESSE	NOM, PRÉNOM ET SOMME ALLOUÉE
<i>Faculté mixte de Médecine et de Pharmacie.</i>			
Decottignies Daniel . . . . .	majeur	17, rue Bourignon.	Decottignies Daniel . . 25.000 frs
Decottignies Victor . . . . .	majeur	19, rue Philippe de Comines.	Decottignies Victor . . 25.000 »
Dugrain Claude . . . . .	majeur	1, rue Faraday.	Dugrain Claude . . . . 30.000 »
Jomin Georges . . . . .	tuteur légal	57, rue Denis du Péage.	Jomin Michel . . . . . 10.000 »
Morel Noëlla, divorcée . . . .	tutrice légale	149, avenue Verhaeren.	Pinchon Jacques . . . . 25.000 »
Walbecq Francis . . . . .	majeur	23, rue Turgot.	Walbecq Francis . . . . 15.000 »
<i>Faculté libre de Médecine.</i>			
Desrousseaux Hector . . . . .	tuteur légal	112, rue Colbert.	Desrousseaux Éliane . . 10.000 frs
<i>Faculté des Sciences.</i>			
De Busscher Hector . . . . .	tuteur légal	21, rue Victor Tilmant.	De Busscher J.-Pierre. . 25.000 frs
Farineaux Abel . . . . .	tuteur légal	14 bis, rue de Bouvines.	Farineaux Danielle . . . 8.000 »
Rebouche Charles . . . . .	tuteur légal	49, boulevard Louis XIV.	Rebouche Jean-Pierre. . 20.000 »
Schiettecatte Clément . . . . .	tuteur légal	2, avenue Président Hoover.	Schiettecatte Jean . . . 20.000 »
<i>Ecole Nationale Supérieure de Chimie de Lille.</i>			
Nolf Michel . . . . .	majeur	11, square Gassendi.	Nolf Michel . . . . . 30.000 frs
<i>Faculté libre de Droit.</i>			
Descat Paul . . . . .	tuteur légal	41, rue de Bourgogne.	Descat Germaine . . . . 15.000 frs
Pluzanski, f. séparée, née Cordonnier Marguerite . . . .	tutrice légale	20, rue Macquart.	Pluzanski Francis . . . . 20.000 »
<i>Faculté des Lettres de l'Université de Lille.</i>			
Capy Joseph . . . . .	tuteur légal	40, avenue Verhaeren.	Capy Josiane . . . . . 5.000 frs
<i>Ecole Normale Mixte de Douai.</i>			
Copyans Maurice . . . . .	tuteur légal	15, rue Bernos.	Copyans Jacques . . . . 25.000 frs
Humbert Raymond . . . . .	tuteur légal	32, rue Denis du Péage.	Humbert Alain . . . . . 20.000 »
Lefebvre Georges . . . . .	tuteur légal	10, avenue de la Roseraie.	Lefebvre Monique . . . . 25.000 »
Nolf Pierre . . . . .	tuteur légal	11, square Gassendi.	Nolf Claude . . . . . 15.000 »
Van Seuninghen Charles . . . .	tuteur légal	40, rue Guillaume Werniers.	Van Seuninghen Albert. . 12.000 »
<i>Ecole Normale de Lille.</i>			
Hendoux Lodoïse . . . . .	tuteur légal	39, rue Meurein.	Hendoux Françoise . . . 10.000 frs
<i>Ecole Nationale des Arts et Métiers de Lille.</i>			
Marécaux v. Van Dest Flore, épouse Rohart . . . . .	tutrice légale	62, rue Balzac.	Van Dest J.-Claude . . . 25.000 frs



CRÉANCIER			BÉNÉFICIAIRE
NOM	QUALITÉ	ADRESSE	NOM, PRÉNOM ET SOMME ALLOUÉE
<i>Institut Industriel du Nord de la France.</i>			
Pilate Claude . . . . .	majeur	36, rue Bohin.	Pilate Claude . . . . 25.000 frs
<i>Ecole des Hautes Etudes Industrielles (Facultés Catholiques).</i>			
Descat Paul. . . . .	tuteur légal	41, rue de Bourgogne.	Descat Marie-Claire . 15.000 frs
Vanderbruggen Édouard . .	tuteur légal	219, r. du Faub. de Roubaix.	Vanderbruggen Michel. 20.000 »
<i>Ecole Supérieure de Commerce.</i>			
Desrousseaux Hector . . .	tuteur légal	112, rue Colbert.	Desrousseaux J.-Pierre 10.000 frs
Tréhout Yvon . . . . .	tuteur légal	40, rue de Malakoff.	Tréhout Ivan . . . . 30.000 »
<i>Conservatoire National de Musique (succursale de Lille).</i>			
Burie André . . . . .	tuteur légal	3, rue Adolphe Max.	Burie Chantal . . . . 30.000 frs
<i>Ecole Nationale des Beaux Arts (succursale de Lille).</i>			
Van Weydevelt Raymond .	tuteur légal	17, rue des Archives..	Van Weydevelt Régine 30.000 frs
<i>Ecole d'Education de l'Enfance (Facultés Catholiques).</i>			
Vanderbruggen Édouard . .	tuteur légal	219, r. du Faub. de Roubaix.	Vanderbruggen Moniq. 10.000 frs
<i>Lycée Faidherbe (classes supérieures).</i>			
Foucart Claude, v. Barrois.	tutrice légale	152, r. du Faub. de Roubaix.	Barrois Claudie . . . 20.000 frs
Ghysel François . . . . .	tuteur légal	41, avenue des Lilas.	Ghysel Philippe . . . 8.000 »
Offroy Marceau . . . . .	tuteur légal	43, rue Raspail.	Offroy Claudie . . . 30.000 »
<i>Collège Technique Baggio (classe de A' 1).</i>			
Foubert Léon . . . . .	tuteur légal	r. Desaix, c / Kellermann, 3.	Foubert Léon . . . . 25.000 frs
MONTANT GLOBAL DES TRENTE-CINQ SUBVENTIONS ALLOUÉES EN PARTICIPATION AUX FRAIS D'ÉTUDES SUPÉRIEURES :			SIX CENT QUATRE-VINGTS MILLE FRs

*Centre d'Enseignement Zootechnique de Rambouillet.*

Descat Paul . . . . . tuteur légal 41, rue de Bourgogne.

Descat Michel . . . . 12.000 frs



## TITRE II

ALLOCATIONS COMMUNALES  
POUR ACHAT DE FOURNITURES SCOLAIRES

## GARÇONS

CRÉANCIER			BÉNÉFICIAIRE
NOM	QUALITÉ	ADRESSE	NOM, PRÉNOM ET SOMME ALLOUÉE
<i>Collège Moderne de Garçons « Franklin ».</i>			
Bailly René . . . . .	admin. légal	49, boulevard Louis XIV.	Bailly Raymond . . . . 7.000 frs
Bigeast Henri . . . . .	admin. légal	26, rue des Myosotis.	Bigeast Alain . . . . . 12.500 »
Bigeast Henri . . . . .	admin. légal	26, rue des Myosotis.	Bigeast Christian . . . . 10.000 »
Blondeau Émile . . . . .	admin. légal	1 bis, rue Fontaine del Saulx.	Blondeau Jean-Marie . . . 4.000 »
Bois Albert . . . . .	admin. légal	194, r. du Faub. de Roubaix.	Bois Marcel . . . . . 8.000 »
Boutelier Charles . . . . .	admin. légal	253, rue du Buisson.	Boutelier Claude . . . . 10.000 »
Coupe Léonce . . . . .	admin. légal	49, boulevard Louis XIV.	Coupe Roger . . . . . 9.500 »
Daerden Émile . . . . .	admin. légal	13, place Edith Cawel.	Daerden Michel . . . . . 8.000 »
Dambre Lucien . . . . .	admin. légal	33, rue Jeanne d'Arc.	Dambre Yvon . . . . . 2.000 »
Dargaud Jean . . . . .	admin. légal	45, rue de la Barre.	Dargaud Jacques . . . . . 8.000 »
Datiche André . . . . .	admin. légal	118, rue de Solférino.	Datiche Jean-Claude . . . 6.000 »
De Baere Victor . . . . .	admin. légal	24, rue Armand Carrel.	De Baere Jean-Pierre . . . 3.000 »
Debersée Louis . . . . .	admin. légal	r. Mourmant, c / Thomas, 7.	Debersée Jean-Louis . . . 5.000 »
Debonnet Gilbert . . . . .	admin. légal	r. Buisson G. Wannoschot, 28.	Debonnet Didier . . . . . 10.000 »
De Groote Paul . . . . .	admin. légal	35, rue Lamartine.	De Groote Jean . . . . . 10.000 »
Deleporte Charles . . . . .	admin. légal	22, rue Kuhlmann.	Deleporte J.- Philippe. 11.000 »
Delporte Roger . . . . .	admin. légal	129, rue Saint André.	Delporte Daniel . . . . . 2.000 »
D'Houndt Michel . . . . .	admin. légal	2, rue Képler.	D'Houndt Jean-Pierre. 9.500 »
Dilly Robert . . . . .	admin. légal	23, rue Lefort.	Dilly Jean . . . . . 2.000 »
Druesnes Robert . . . . .	admin. légal	r. Monge, c / Vandecastel, 10.	Druesnes Christian . . . . 7.000 »
Druesnes Robert . . . . .	admin. légal	r. Monge, c / Vandecastel, 10.	Druesnes J.-Claude . . . . 7.000 »
Dupond Maurice . . . . .	admin. légal	3, rue Frémy.	Dupond Jean-Pierre . . . . 10.000 »
Faucompret Henri . . . . .	admin. légal	176, rue de Paris.	Faucompret José . . . . . 5.000 »
Paquet Solange, séparée de			
Fernandes . . . . .	admin. légale	26, rue du Gros Gérard.	Fernandes Jean-Claude . . . 6.000 »
Gorchon Jean . . . . .	admin. légal	10, boulevard Calmette.	Gorchon Jean-Michel. 8.000 »
Guérin Marcel . . . . .	admin. légal	5, rue Monge.	Guérin Francis . . . . . 7.000 »
Hammani Amara . . . . .	admin. légal	49, rue Désiré Verhaeghe.	Hammani Gérard . . . . . 10.000 »
Hendoux Lodoïse . . . . .	admin. légal	39, rue Meurein.	Hendoux Jean-Louis. 5.000 »
Herbaut Albert . . . . .	admin. légal	6 bis, rue Képler.	Herbaut André . . . . . 2.000 »
Herbet Daniel . . . . .	admin. légal	47, rue Béranger.	Herbet Daniel . . . . . 1.500 »
Herment Victorien . . . . .	admin. légal	30, rue Lamartine.	Herment Robert. . . . . 12.000 »
Laloux Jeanne, séparée de			
Hugbart . . . . .	tutrice légale	15, rue Cervantès.	Hugbart Francis . . . . . 5.000 »
Jomin Georges . . . . .	admin. légal	57, rue Denis du Péage.	Jomin André . . . . . 3.000 »
Lefebvre Roger . . . . .	admin. légal	1, boulevard Calmette.	Lefebvre Guy . . . . . 2.000 »
Lemerre Georges . . . . .	admin. légal	4, rue André Chénier.	Lemerre Georges . . . . . 2.500 »
Lerant Raymonde . . . . .	admin. légale	99 bis, r. Vaiss. Le Vengeur.	Lerant Daniel . . . . . 10.000 »



CRÉANCIER			BÉNÉFICIAIRE
NOM	QUALITÉ	ADRESSE	NOM, PRÉNOM ET SOMME ALLOUÉE
Lezennec Claude . . . . .	admin. légal	13, rue Saint Albin.	Lezennec Jean . . . . . 8.000 frs
Moncomble Raymonde, veuve			
Lionet . . . . .	tutrice légale	av. Eugène Varlin (p. 1, ap. 6).	Lionet Gérard . . . . . 9.000 »
Lombart René . . . . .	admin. légal	64, rue Saint André.	Lombart Pierre . . . . . 7.000 »
Malet Charles . . . . .	admin. légal	10, boulevard Calmette.	Malet Pierre . . . . . 10.000 »
Malysse Charles . . . . .	admin. légal	61, rue de la Justice.	Malysse Francis . . . . . 8.500 »
Mareel Arthur . . . . .	admin. légal	25, b. Alsace P. St Vincent.	Mareel Bernard . . . . . 7.000 »
Mars Marcel . . . . .	admin. légal	24, r. de la Chaude Rivière.	Mars Gérard . . . . . 10.000 »
Masurel Jacques . . . . .	admin. légal	28, rue Saint Firmin.	Masurel Christian . . . . . 7.000 »
Navez Gaston . . . . .	admin. légal	49, boulevard Louis XIV.	Navez Jean-Marc . . . . . 2.000 »
Kechichian Orsanna, divor-			
cée de Nicolle . . . . .	tutrice légale	21, rue de Valmy.	Nicolle Gérard . . . . . 15.000 »
Nolf Pierre . . . . .	admin. légal	11, square Gassendi.	Nolf Philippe . . . . . 2.500 »
Oger Jean-Pierre . . . . .	admin. légal	17, rue Kuhlmann.	Oger Yves . . . . . 11.000 »
Ouvrard Raoul . . . . .	admin. légal	49, boulevard Louis XIV.	Ouvrard Jean-Claude . . . . . 6.000 »
Paillard Edmond . . . . .	admin. légal	106, rue Paul Lafargue.	Paillard Daniel . . . . . 2.000 »
Payen Édouard . . . . .	admin. légal	8, rue Chevreul.	Payen Patrice . . . . . 3.000 »
Pilon Paul . . . . .	admin. légal	78, r. du Pont du Lion d'Or.	Pilon Pierre . . . . . 3.000 »
Poivre Raymond . . . . .	admin. légal	10 ter, rue d'Esquermes.	Poivre Claude . . . . . 2.000 »
Fiévet Fernande, séparée de			
Sanders . . . . .	tutrice légale	23, rue des Pivoines.	Sanders Gérard . . . . . 5.000 »
Sandt Alfred . . . . .	admin. légal	31, rue de Marengo.	Sandt Bernard . . . . . 10.000 »
Martin André, Vve Soufflet.	tutrice légale	219, avenue Verhaeren.	Soufflet Yves . . . . . 5.000 »
Stoove Eugène . . . . .	admin. légal	11, rue de Cantelieu.	Stoove Jean-Pierre . . . . . 1.500 »
Turpin Roger . . . . .	admin. légal	112, rue de Douai.	Turpin Jean-Jacques . . . . . 4.000 »
Vandenberghé Gustave . . . . .	admin. légal	1, r. de Geyter (app. 134).	Vandenberghé Jean-M. . . . . 5.000 »
Vaugin Emmanuel . . . . .	admin. légal	27, groupe Wannoschot.	Vaugin Jean-Pierre . . . . . 10.000 »
Vandewalle Georgette, div.			
Verdict f. Juhasz . . . . .	tutrice légale	20, rue de Philadelphie.	Verdict Léopold . . . . . 5.000 »
Vermeersch André . . . . .	admin. légal	11, rue d'Antin.	Vermeersch Pierre . . . . . 2.500 »
Verriest Paulette, épouse			
Doolaeghe . . . . .	tutrice légale	28, rue du Long Pot.	Verriest Jean-Paul . . . . . 10.000 »
Versmessen Louis . . . . .	admin. légal	72, rue de la Prévoyance.	Versmessen Michel . . . . . 6.000 »
Vignaud Marcel . . . . .	admin. légal	7, r. du Faubourg de Tournai.	Vignaud Jean . . . . . 2.000 »
Vuylstèke Édouard . . . . .	admin. légal	45, rue de Bailleul.	Vuylstèke Jean-Paul . . . . . 2.000 »
Collège Technique de Garçons « Baggio ».			
Allewaert Christiane, séparée			
de Haussoy . . . . .	tutrice légale	39, rue des Pavillons.	Allewaert Daniel . . . . . 9.500 frs
Aubut Victor . . . . .	admin. légal	15, rue d'Arcole.	Aubut Alain . . . . . 7.000 »
Barenne Lucien . . . . .	admin. légal	71, square Gassendi (ou rue).	Barenne Jean-Luc . . . . . 7.500 »
Bal Édouard . . . . .	admin. légal	29, r. de l'Hôpital St Roch.	Bal Alain . . . . . 4.000 »
Bertheloot Aimé . . . . .	admin. légal	27, rue Pline.	Bertheloot Denys . . . . . 7.500 »
Boussemart Gaston . . . . .	admin. légal	5, rue de Cronstadt.	Boussemart Guy . . . . . 15.000 »
Vandamme Hortense, sépa-			
rée de Bouveur . . . . .	tutrice légale	17, rue Jenner.	Bouveur Pierre . . . . . 12.000 »



CRÉANCIER			BÉNÉFICIAIRE
NOM	QUALITÉ	ADRESSE	NOM, PRÉNOM ET SOMME ALLOUÉE
Vandamme Hortense, séparée de Bouveur . . . . .	tutrice légale	17, rue Jenner.	Bouveur Jean-Michel . 12.000 frs
Bruynooghe Charles . . . . .	admin. légal	114, rue de Lannoy.	Bruynooghe Bernard . 4.000 »
Buchet Albert . . . . .	admin. légal	r. de Ratisbone I. Colbert, 4.	Buchet Jacques . . . 4.000 »
Caucal Charles . . . . .	admin. légal	3, rue Malus.	Caucal Bernard . . . 4.000 »
Malliaca Christiane, séparée de Berreur . . . . .	tutrice légale	42, rue Bernos.	Christian Maurice . . 10.000 »
Cleutjens J.-J. Mathieu . .	admin. légal	7, rue Colbrant.	Cleutjens Bernard . . 5.000 »
Demarcq Denise, veuve Costenoble . . . . .	tutrice légale	47, rue du Maire André.	Costenoble Alain . . 10.000 »
Coupe Léonce . . . . .	admin. légal	49, boulevard Louis XIV.	Coupe Gérard . . . . 8.000 »
Coupigny Paul . . . . .	admin. légal	26, rue du Calvaire.	Coupigny René . . . . 2.500 »
Dallenne Alphonse . . . . .	admin. légal	453, rue Léon Gambetta.	Dallenne Robert . . . 3.000 »
Damour Philippe . . . . .	admin. légal	sq. Gassendi (pav. n° 7).	Damour Bernard . . . 7.000 »
Dardenne Roger . . . . .	admin. légal	19, rue Pascal.	Dardenne Michel . . . 9.000 »
Cordonnier Simone, séparée de Decourcelle . . . . .	tutrice légale	r. Cabanis (c. Casseville, 37).	Decourcelle Noël . . . 3.500 »
De Groote Paul . . . . .	admin. légal	35, rue Lamartine.	De Groote Jacques . . 7.500 »
Dehuysser Maurice . . . . .	admin. légal	10, rue Salomé.	Dehuysser Daniel . . . 8.000 »
Delache Charles . . . . .	admin. légal	39, rue d'Arcole.	Delache Serge . . . . 2.000 »
Delecourt Paul . . . . .	admin. légal	11, groupe Wannoschot.	Delecourt Pierre . . . 10.000 »
Delerue Paul . . . . .	admin. légal	69, rue d'Iéna.	Delerue Christian . . . 9.000 »
Delvaux Suzanne, veuve Lesaffre . . . . .	tutrice légale	5, rue d'Antin.	Delvaux Jean-Claude. 7.000 »
Denglos Jean . . . . .	admin. légal	3, rue Hippolyte Lefèvre.	Denglos Jean-Claude. 4.000 »
Dengremont Gaston . . . . .	admin. légal	70, rue de Madagascar.	Dengremont Serge . . . 2.500 »
Deruelle Charles . . . . .	admin. légal	r. Justice, c/ Jardins, 5.	Deruelle Claude . . . 9.000 »
Godelière Yvonne, v. Derlin, f. Noé . . . . .	tutrice légale	32, rue Pascal.	Derlin Pierre . . . . 6.000 »
Despaigne Roland . . . . .	admin. légal	58, b. du Maréchal Vaillant.	Despaigne Roland . . 10.000 »
Dhalluin Émile . . . . .	admin. légal	47, rue Édouard Doyennette.	Dhalluin Jean-Claude. 8.000 »
Dobbels Émile . . . . .	admin. légal	242, avenue Verhaeren.	Dobbels Bernard . . . 7.000 »
Drolez René . . . . .	admin. légal	32, rue Rubens.	Drolez André . . . . 7.000 »
Dubar Julien . . . . .	admin. légal	8, rue des Urbanistes.	Dubar Bernard . . . . 9.000 »
Dubus Hélène . . . . .	tutrice légale	13, rue de la Clef.	Dubus Michel . . . . 7.000 »
Defebvre Alice, veuve Dubrulle . . . . .	tutrice légale	40, rue de la Baignerie.	Dubrulle Chantal . . . 8.000 »
Dubrulle Robert . . . . .	admin. légal	2, rue Auguste Mourcou.	Dubrulle Charles . . . 8.000 »
Dumont Lucien . . . . .	admin. légal	17, rue de Cronstadt.	Dumont Alain . . . . 7.000 »
Duquesne Gustave . . . . .	admin. légal	25, avenue Eugène Varlin.	Duquesne Guy . . . . 8.000 »
Dutilleul Edmond . . . . .	admin. légal	44, rue Blanche.	Dutilleul Daniel . . . 2.500 »
Elias Charles . . . . .	admin. légal	49, ch. des Margueritois.	Elias René . . . . . 15.000 »
Fockenoy René . . . . .	admin. légal	4, rue de Cassel.	Fockenoy Bernard . . . 13.000 »
Foubert Léon . . . . .	admin. légal	r. Desaix, c/ Kellermann, 3.	Foubert Bernard . . . 9.000 »
Foubert Léon . . . . .	admin. légal	r. Desaix, c/ Kellermann, 3.	Foubert Marc . . . . 9.000 »
Garracio André . . . . .	admin. légal	r. et imp. de Pologne, 2.	Garracio Christian . . 15.000 »



CRÉANCIER			BÉNÉFICIAIRE
NOM	QUALITÉ	ADRESSE	NOM, PRÉNOM ET SOMME ALLOUÉE
Geeraert Jean . . . . .	admin. légal	29, rue Gosselin.	Geeraert Louis . . . . 4.000 frs
Hendrykx Henri . . . . .	admin. légal	38, rue de Cambrai.	Hendrykx Henri . . . . 4.500 »
Lippens Andréa, divorcée de Her . . . . .	tutrice légale	35 bis, rue de Gand.	Her, Jean-Paul . . . . 8.000 »
Hérens Jean . . . . .	admin. légal	18, av. du Président Hoover.	Hérens Philippe . . . . 9.000 »
Hessel Charles . . . . .	admin. légal	107, rue Jules Guesde.	Hessel Michel . . . . 9.500 »
Heynen Roger . . . . .	admin. légal	23, rue Édouard Vaillant.	Heynen Francis . . . . 9.500 »
Laloux Jeanne, séparée de Hugbart . . . . .	tutrice légale	15, rue Cervantès.	Hugbart Gérard . . . . 8.000 »
Huyghe Pierre . . . . .	admin. légal	45, rue Bourignon.	Huyghe Michel . . . . 8.000 »
Huyghe Pierre . . . . .	admin. légal	45, rue Bourignon.	Huyghe Pierre . . . . 8.000 »
Kimpe Auguste . . . . .	admin. légal	112, rue de Douai.	Kimpe Albert . . . . 8.000 »
Kimpe Auguste . . . . .	admin. légal	112, rue de Douai.	Kimpe Alain . . . . 8.000 »
Kotwis Stanislas . . . . .	admin. légal	34, rue du Croquet.	Kotwis René . . . . 3.500 »
Leclercq Victor . . . . .	admin. légal	39, rue Nicolas Leblanc.	Leclercq Roger . . . . 4.000 »
Aenteunius Hélène, v. Leleu, f. Bigny . . . . .	tutrice légale	9, rue Stéphençon.	Leleu Bernard . . . . 3.500 »
Lemoine Robert . . . . .	admin. légal	4, rue Mehl.	Lemoine Jean-Robert . 4.000 »
Lesaffre Pierre . . . . .	admin. légal	59, rue du Four à Chaux.	Lesaffre Jean-Pierre . 12.500 »
Level André . . . . .	admin. légal	101, rue de Pologne.	Level René . . . . 8.000 »
Lombart Albert . . . . .	admin. légal	r. A. Mercier, v. Lesay, 1.	Lombart Michel . . . . 2.500 »
Masurel Jacques . . . . .	admin. légal	28, rue Saint Firmin.	Masurel Jacques . . . . 11.000 »
Mougel René . . . . .	admin. légal	6, rue de Courtrai.	Mougel Yves . . . . 2.000 »
Parisis Gaston . . . . .	admin. légal	54, rue de Fontenoy.	Parisis Francis . . . . 4.000 »
Pezin Raymonde, divorcée de Vallaëys . . . . .	tutrice légale	48, rue Gantois.	Pezin Patrick . . . . 7.000 »
De Laeter Jeanne, veuve Picavet . . . . .	tutrice légale	103, rue Jules Guesde.	Picavet André . . . . 9.000 »
Porier Roger . . . . .	admin. légal	6, av. du Président Hoover.	Porier Jean-Pierre . 10.000 »
Procureur André . . . . .	admin. légal	18, rue Helman.	Procureur Daniel . . . 6.000 »
Prouff Théophile . . . . .	admin. légal	24, rue Brasseur.	Prouff Jean . . . . 10.000 »
Rappe Nestor . . . . .	admin. légal	5, rue Louis Delos.	Rappe Michel . . . . 2.000 »
Ratel Fernand . . . . .	admin. légal	38, rue du Ballon.	Ratel Jean-Pierre . . . 5.000 »
Régnier Paul . . . . .	admin. légal	64, rue du Calvaire.	Régnier Bernard . . . . 4.000 »
Roetynck Daniel . . . . .	admin. légal	15, rue Germain Pilon.	Roetynck Pierre . . . . 2.500 »
Schacht Georges . . . . .	admin. légal	22, rue d'Austerlitz.	Schacht Bernard . . . . 6.000 »
Serruys Gustave . . . . .	admin. légal	2, cité Sylvere Verhulst.	Serruys Daniel . . . . 7.000 »
Simons Martial . . . . .	admin. légal	276, rue Pierre Legrand.	Simons Jacques . . . . 9.000 »
Six Maurice . . . . .	admin. légal	square de l'Ermitage.	Six Pierre . . . . 10.000 »
Slots Joseph . . . . .	admin. légal	630, av. de la République.	Slots André . . . . 7.000 »
Slots Joseph . . . . .	admin. légal	630, av. de la République.	Slots Robert . . . . 7.000 »
Spruyt Marcel . . . . .	admin. légal	r. Bapaume, c/ Faidherbe, 12.	Spruyt Jacques . . . . 4.000 »
Vandevenne André, veuve Stas . . . . .	tutrice légale	2, rue du Plat.	Stas Yves . . . . 7.500 »
Vandevenne v. Stas . . . . .	tutrice légale	2, rue du Plat.	Stas Alain . . . . 7.500 »
Takacs Étienne . . . . .	admin. légal	3, r. Léon Tolstoï (app. 9).	Takacs Étienne . . . . 9.000 »
Tenier Gilbert . . . . .	admin. légal	9, rue de Malakoff.	Tenier Georges . . . . 8.000 »



CRÉANCIER			BÉNÉFICIAIRE	
NOM	QUALITÉ	ADRESSE	NOM, PRÉNOM ET SOMME ALLOUÉE	
Thibaut Henri . . . . .	admin. légal	15, rue Mariotte.	Thibaut Yves . . . . .	10.000 frs
Turpin Marcel . . . . .	admin. légal	50, rue Lesage Senault.	Turpin Gérard . . . . .	7.500 »
Turpin Roger . . . . .	admin. légal	112, rue de Douai.	Turpin Roger . . . . .	7.500 »
Vahe André . . . . .	admin. légal	65, rue Jules Vallès.	Vahe Francis . . . . .	8.000 »
Van Laecke Charles . . . . .	admin. légal	31, rue de Lannoy.	Van Laecke Daniel . . . . .	9.500 »
Vantroys Sylvain . . . . .	admin. légal	144, rue de Philadelphie.	Vantroys Jean-Pierre . . . . .	6.000 »
Vaugin Emmanuel . . . . .	admin. légal	27, groupe Wannoschot.	Vaugin Jean-Michel . . . . .	11.000 »
Venant Roger . . . . .	admin. légal	r. de Pologne, I. Pologne, 10.	Venant Gilbert . . . . .	11.000 »
Van de Walle Georgette, div.				
Verdict, f. Juckasz . . . . .	tutrice légale	20, rue de Philadelphie.	Verdict Daniel . . . . .	9.000 »
Verdier Émile . . . . .	admin. légal	44, rue Albert Samain.	Verdier Jean-Claude . . . . .	4.000 »
Leclair Agnès, v. Wache . . . . .	tutrice légale	70, rue Jean Bart.	Wache Daniel . . . . .	5.000 »
Muller Renée, veuve				
Wallerand . . . . .	tutrice légale	75, rue de Wazemmes.	Wallerand Georges . . . . .	10.000 »
Wattez Madeleine . . . . .	tutrice légale	118, rue Léon Gambetta.	Wattez Jean-Jacques . . . . .	10.000 »
Weppe Henry . . . . .	admin. légal	3, rue du Sabot.	Weppe Michel . . . . .	12.000 »
<i>Cours Complémentaire ouvert à l'Ecole Duplex (primaire de garçons).</i>				
Blamart Michel . . . . .	admin. légal	37, rue Mirabeau.	Blamart Alain . . . . .	2.000 frs
Briou Victor . . . . .	admin. légal	194, r. du Faub. de Roubaix.	Briou Michel . . . . .	2.000 »
D'Houndt Michel . . . . .	admin. légal	2, rue Képler.	D'Houndt Daniel . . . . .	10.000 »
Hérens Jean . . . . .	admin. légal	18, av. du Président Hoover.	Hérens Yves . . . . .	10.000 »
Humbert Raymond . . . . .	admin. légal	32, rue Denis du Péage.	Humbert Patrick . . . . .	6.000 »
Keirel Maurice . . . . .	admin. légal	58, rue du Buisson.	Keirel Joël . . . . .	6.000 »
Ledoux Richard . . . . .	admin. légal	57, rue du Bois d'Annappes.	Ledoux Pierre . . . . .	3.000 »
Mayot André . . . . .	admin. légal	8, avenue Eugène Varlin.	Mayot André . . . . .	9.000 »
Rebouche Charles . . . . .	admin. légal	49, boulevard Louis XIV.	Rebouche Roland . . . . .	4.000 »
Van Seuninghen Charles . . . . .	admin. légal	40, rue Guillaume Werniers.	Van Seuninghen Paul . . . . .	5.000 »
<i>Lycée de Garçons « Faidherbe » (Établissement principal, 68, rue des Arts).</i>				
Barbe René . . . . .	admin. légal	99, rue Raspail.	Barbe Jean-Marc . . . . .	7.500 frs
Brion Albert . . . . .	admin. légal	r. J. Breton, c/ Desmottes, 5.	Brion Albert . . . . .	9.000 »
Cattelin Pierre . . . . .	admin. légal	1, avenue Eugène Varlin.	Cattelin Pierre . . . . .	4.500 »
Choquel Henri . . . . .	admin. légal	16, rue Saint Jacques.	Choquel Daniel . . . . .	9.000 »
Devisme Jacques . . . . .	admin. légal	42, rue de La Boétie.	Devisme Jacques . . . . .	6.000 »
Flinois Edmond . . . . .	admin. légal	16, rue Berlioz.	Flinois Bernard . . . . .	4.500 »
Ghysel François . . . . .	admin. légal	41, avenue des Lilas.	Ghysel François-Xav. . . . .	4.000 »
Lecoustre Mireille, divorcée				
Guérin, f. Remond . . . . .	tutrice légale	8, boulevard Doct. Calmette.	Guérin Claude . . . . .	2.200 »
Houriez Eugène . . . . .	admin. légal	49, boulevard Louis XIV.	Houriez Jean-Marie . . . . .	4.000 »
Lacroix Victor . . . . .	admin. légal	r. Ch. Français (Gpe 44).	Lacroix Michel . . . . .	10.000 »
Laine Léon . . . . .	admin. légal	83, r. Barthélemy Delespaul.	Laine Georges . . . . .	12.000 frs
Moreau Gustave . . . . .	admin. légal	16, rue Sylvere Verhulst.	Moreau Francis . . . . .	2.000 »
Bustreel Angèle, séparée de				
Pelletier . . . . .	tutrice légale	174, rue d'Artois.	Pelletier Bernard . . . . .	9.000 »



CRÉANCIER			BÉNÉFICIAIRE
NOM	QUALITÉ	ADRESSE	NOM, PRÉNOM ET SOMME ALLOUÉE
Singer Gilberte, divorcée de			
Provoost . . . . .	tutrice légale	177, rue Nationale.	Provoost Jean-Pierre . 12.000 frs
Devin Odette, vve Robertson.	tutrice légale	34, rue de Malsence.	Robertson Michel . . 15.000 »
Vérove Marcel . . . . .	admin. légal	14, av. du Président Hoover.	Vérove Jean-Marcel . 2.000 »
<i>Lycée de Garçons « Faidherbe » (annexe du boulevard Louis XIV).</i>			
Bondue Alphonse . . . . .	admin. légal	22, rue Bourjembois.	Bondue Jean-Pierre . 4.000 frs
Caillierez Michel . . . . .	admin. légal	8, av. du Président Hoover.	Caillierez Bernard . . 2.000 »
David Jean . . . . .	admin. légal	85, r. du Pont du Lion d'Or.	David René . . . . . 2.500 »
Degand Louis . . . . .	admin. légal	33 bis, rue Victor Renard.	Degand Jacques . . . 2.000 »
Delobel André . . . . .	admin. légal	97, rue Léon Gambetta.	Delobel Daniel . . . 3.000 »
Dernoncourt Henri . . . . .	admin. légal	28, rue Lazare Garreau.	Dernoncourt Régis . . 2.000 »
Duquesne Gustave . . . . .	admin. légal	25, avenue Eugène Varlin.	Duquesne Francis . . 2.500 »
Duvet Georges . . . . .	admin. légal	86, rue de Flandre.	Duvet Michel . . . . 2.000 »
Faussart Lucien . . . . .	admin. légal	12, avenue Eugène Varlin.	Faussart Francis . . . 2.000 »
Flinois Edmond . . . . .	admin. légal	16, rue Berlioz.	Flinois Jean-Pierre . . 4.500 »
Gallet Robert . . . . .	admin. légal	134, rue d'Esquermes.	Gallet Bernard . . . 1.500 »
Glineur René . . . . .	admin. légal	1, boulev. Maréchal Vaillant.	Glineur René . . . . 1.500 »
Keirel Maurice . . . . .	admin. légal	58, rue du Buisson.	Keirel Jacques . . . 4.500 »
Picquette René . . . . .	admin. légal	90, rue Jean Jaurès.	Picquette Alain . . . 6.000 »
Ricaux Claude . . . . .	admin. légal	8, rue Maillet.	Ricaux Jean-Claude . 6.000 »
Sandt Alfred . . . . .	admin. légal	31, rue de Marengo.	Sandt André . . . . 7.500 »
Santy André . . . . .	admin. légal	23 bis, rue des Stations.	Santy Jean (dix ans). néant
Scholasch René . . . . .	admin. légal	210, rue Abélard.	Scholasch Gilbert . . 8.000 »
Vandestienne René . . . . .	admin. légal	203, rue d'Iéna.	Vandestienne Patrick. 5.000 »
Verstiggel André . . . . .	admin. légal	30, rue du Gros Gérard.	Verstiggel Jean-Claude 5.000 »
<i>Lycée de Garçons « Faidherbe » (annexe de Lambersart).</i>			
Fauvarque Henri . . . . .	admin. légal	5, rue du Chauffour.	Fauvarque Christian . 9.000 »
Fauvarque Henri . . . . .	admin. légal	5, rue du Chauffour.	Fauvarque Patrick . . 9.000 »
<i>Lycée de Garçons « Faidherbe » (annexe d'Haubourdin).</i>			
Bol Marie-Madeleine, séparée			
de Baron . . . . .	tutrice légale	38, rue des Meuniers.	Baron Francis . . . . 10.000 frs
Hourriez Angèle, veuve			
Brunet . . . . .	tutrice légale	12, avenue de la Roseaie.	Brunet René . . . . 8.000 »
Ducatez Cyrille . . . . .	admin. légal	14, rue de Dieppe.	Ducatez Jean-Claude. 11.000 »
Sannier Roger . . . . .	admin. légal	10, avenue Eugène Varlin.	Sannier Michel . . . 4.000 »
<i>Lycée de Garçons d'Arras.</i>			
Baudart Victor . . . . .	admin. légal	57, square du Portugal.	Baudart Gérard . . . 10.000 frs
<i>Lycée de Garçons de Douai (Mathématiques supérieures).</i>			
Devulder Raymond . . . . .	admin. légal	36, rue de Lens	Devulder Jacques . . 6.000 frs
<i>Centre d'Apprentissage, 115, rue Francisco Ferrer.</i>			
Membre Christiane, veuve			
Bourgeois . . . . .	tutrice légale	31, rue de la Louvière.	Bourgeois Patrick . . 15.000 frs



CRÉANCIER			BÉNÉFICIAIRE
NOM	QUALITÉ	ADRESSE	NOM, PRÉNOM ET SOMME ALLOUÉE
<i>Centre d'Apprentissage d'Haubourdin.</i>			
Boussemart Gaston . . . . .	admin. légal	5, rue de Cronstadt.	Boussemart Hervé . . 12.000 frs
<i>Centre d'Apprentissage de Loos (Bâtiment).</i>			
Averlan Henri . . . . .	admin. légal	5, rue Denfert Rochereau.	Averland Gérard . . . 12.000 »
<i>Centre d'Apprentissage de Marcq-en-Barœul.</i>			
Admont René . . . . .	admin. légal	27, rue André Wallert.	Admont Jean-Paul . . 4.000 frs
Carpentier Madeleine, veuve Flecq . . . . .	tutrice légale	96, rue Jean sans Peur.	Flecq Claude . . . . 6.000 »
<i>Ecole Professionnelle d'Armentières.</i>			
Decae Jean . . . . .	admin. légal	1, boulev. du Maréchal Vaill.	Decae Jacques . . . . 9.000 frs
Kornig Ervin . . . . .	admin. légal	331 bis, r. Pierre Legrand.	Kornig Bernard . . . . 9.000 »
<i>Ecole Professionnelle des Industries Lilloises, 82, rue des Meuniers.</i>			
Adam Édouard . . . . .	admin. légal	34, rue Mariotte.	Adam Jean-Pierre . . 5.000 frs
Denis Clément . . . . .	admin. légal	69, rue de Valenciennes.	Denis Pierre . . . . 3.000 »
Fretin Roger . . . . .	admin. légal	88, rue Abélard.	Fretin Gilbert . . . . 3.000 »
Guilbert Claude . . . . .	admin. légal	14, rue Viala.	Guilbert Bernard . . 5.000 »
Javet Émile . . . . .	admin. légal	21, boul. du Maréchal Vaillant	Javet Jean-Claude . . 3.000 »
Vanhoutteghem Julienne, séparée de Mercier . . . . .	tutrice légale	336, r. du Faubourg d'Arras.	Mercier Jean-Claude . 9.000 »
Delhuille Maximilienne, Vve Plancke . . . . .	tutrice légale	r. du Fg Arras (bloc 2, ap. 2).	Plancke Philippe . . 10.000 »
Versmessen Louis . . . . .	admin. légal	72, rue de la Prévoyance.	Versmessen Daniel . . 8.000 »
<i>Ecole Technique de la Salle (2, rue Jean Levasseur).</i>			
Sacré Claude . . . . .	admin. légal	133, r. du Faub. de Roubaix.	Sacré Jean-Claude . . 6.000 frs
<i>Ecole Supérieure Professionnelle Ozanam (50, rue Saint Gabriel).</i>			
Le Tallec Roger . . . . .	admin. légal	28, rue Louis Spriet.	Le Tallec Roger . . . 3.000 frs
<i>Institut Professionnel Saint Louis d'Armentières.</i>			
Hayez Aglaé . . . . .	tutrice légale	15, rue de la Baignerie.	Hayez Henri . . . . 5.000 frs
<i>Ecole Jeanne d'Arc (25 bis, rue Colbert).</i>			
Butin Émile . . . . .	admin. légal	27, r. du Capitaine Ferber.	Butin Jean-Luc . . . 5.000 frs
Lecoœuvre Jules . . . . .	admin. légal	131, rue de La Bassée.	Lecoœuvre Daniel . . 2.000 »
Schiettecatte Clément . . . .	admin. légal	2, av. du Président Hoover.	Schiettecatte Paul . . 7.000 »
Descat Paul . . . . .	admin. légal	41, rue de Bourgogne.	Descat Bernard . . . 6.000 »
<i>Ecole Nationale Professionnelle de Cluses (Haute-Savoie).</i>			
Bergerat Roger . . . . .	admin. légal	64, rue de Wazemmes.	Bergerat François . . 15.000 frs



CRÉANCIER			BÉNÉFICIAIRE
NOM	QUALITÉ	ADRESSE	NOM, PRÉNOM ET SOMME ALLOUÉE
<i>Cours Complémentaire d'Hellemmes.</i>			
Kornig Ervin . . . . .	admin. légal	331 bis, r. Pierre Legrand.	Kornig Yves . . . . 5.000 frs
<i>Institution Saint Pierre (2, rue Jean Levasseur).</i>			
Delporte Henri . . . . .	admin. légal	14, rue Saint André.	Delporte Jacques . . 2.500 frs
Faber Roger . . . . .	admin. légal	30, rue Lazarre Garreau.	Faber Jacques . . . . 3.000 »
Faber Roger . . . . .	admin. légal	30, rue Lazarre Garreau.	Faber Jean-Claude . . 3.000 »
Richard Jean . . . . .	admin. légal	70, rue Roland.	Richard Jean-Pierre . 3.000 »
Vanderbruggen Édouard . .	admin. légal	219, r. du Faub. de Roubaix.	Vanderbruggen Bern. 4.000 »
<i>Institution Saint Michel (22, parvis Saint Michel).</i>			
Desrousseaux Hector . . .	admin. légal	112, rue Colbert.	Desrousseaux Philippe. 3.000 frs
Dousselaere Émile . . . .	admin. légal	229, rue des Postes.	Dousselaere Jean-Pier. 4.000 »
Guilbert Claude . . . . .	admin. légal	14, rue Viala.	Guilbert Jean-Pierre . 5.000 »
Vanhoutteghem Julienne, séparée de Mercier . . .	tutrice légale	336, r. du Faubourg d'Arras.	Mercier Pierre . . . . 5.000 »
Verhaegen René . . . . .	admin. légal	44, rue du Docteur Yersin.	Verhaegen Michel . . 3.000 »
<i>Ecole Saint Joseph (92, rue de Solférino).</i>			
Foucart Claude, veuve Barrois . . . . .	tutrice légale	152, r. du Faub. de Roubaix.	Barrois François . . . 5.000 frs
Duchateau Élisabeth, veuve Nuytten . . . . .	tutrice légale	48, rue de la Vignette.	Nuytten Christian . . 10.000 »
<i>Ecole Secondaire Sainte Marie Beaucamps (Nord).</i>			
Ecrepont Marie-Thérèse . .	tutrice légale	83, rue Turgot.	Ecrepont Jean-Claude. 5.000 »
<i>Ecole de Cinésithérapie (96, rue de Solférino).</i>			
Le Tallec Roger . . . . .	admin. légal	28, rue Louis Spriet.	Le Tallec René . . . . 3.000 frs

## FILLES

### *Collège Moderne de Jeunes Filles « Jean Macé ».*

Adam Edmond . . . . .	admin. légal	34, rue Mariotte.	Adam Marie-Jeanne . 10.000 frs
Bailly René . . . . .	admin. légal	49, boulevard Louis XIV.	Bailly Monique . . . . 7.000 »
Barbe René . . . . .	admin. légal	99, rue Raspail.	Barbe Colette . . . . 8.000 »
Baudelle Pierre . . . . .	admin. légal	14, rue du Nouveau Siècle.	Baudelle Jeannine . . 4.000 »
Békaert Henri . . . . .	admin. légal	sentier petit Bois, 5.	Békaert Michèle . . . 4.000 »
Biebuyck Roger . . . . .	admin. légal	25 bis, boulev. J.-B. Lebas.	Biebuyck Annick . . . 11.000 »
Biebuyck Roger . . . . .	admin. légal	25 bis, boulev. J.-B. Lebas.	Biebuyck Marie-Claude 11.000 »
Blamart Michel . . . . .	admin. légal	37, rue Mirabeau.	Blamart Jacqueline . . 4.000 »
Boesman Roger . . . . .	admin. légal	104, rue de Marquillies.	Boesman Michèle . . . 4.000 »
Bois Albert . . . . .	admin. légal	194, r. du Faub. de Roubaix.	Bois Danièle . . . . . 7.000 »
Bois Albert . . . . .	admin. légal	194, r. du Faub. de Roubaix.	Bois Joëlle . . . . . 7.000 »



CRÉANCIER			BÉNÉFICIAIRE
NOM	QUALITÉ	ADRESSE	NOM, PRÉNOM ET SOMME ALLOUÉE
Blondiaux Jules . . . . .	admin. légal	14, boulevard de Verdun.	Blondiaux Odette . . . 6.000 frs
Blondiaux Jules . . . . .	admin. légal	14, boulevard de Verdun.	Blondiaux Françoise . . 6.000 »
Branswyck Albert . . . . .	admin. légal	7, r. du Faub. de Tournai.	Branswyck Évelyne . . 11.000 »
Bridel Charles . . . . .	admin. légal	35, rue de Lens.	Bridel Nicole . . . . 3.000 »
Calloc'h Maurice . . . . .	admin. légal	33, rue de Lens.	Calloc'h Maryvonne . . 3.000 »
Canonne Henri . . . . .	admin. légal	4, avenue Eugène Varlin.	Canonne Nicole . . . 6.500 »
Canonne Henri . . . . .	admin. légal	4, avenue Eugène Varlin.	Canonne Michèle . . . 6.500 »
Wartelle Auguste, veuve			
Carellier . . . . .	tutrice légale	53, r. du Chevalier Français.	Carellier Paule . . . . 7.000 »
Cerulis Jean . . . . .	admin. légal	158, rue Abélard.	Cerulis Annie . . . . 5.000 »
Cerulis Jean . . . . .	admin. légal	158, rue Abélard.	Cerulis Nicole . . . . 5.000 »
Chalbos Raymond . . . . .	admin. légal	50, rue d'Iéna.	Chalbos Thérèse . . . 5.000 »
Malbrancq Clémence, veuve			
Chastin . . . . .	tutrice légale	27, rue Victor Derode.	Chastin Nicole . . . . 6.000 »
Chrétien Georges . . . . .	admin. légal	111, rue de Douai.	Chrétien Françoise . . 6.500 »
Malliaca Christiane, séparée			
de Berreur . . . . .	tutrice légale	42, rue Bernos.	Christian Danielle . . 12.000 »
Malliaca Christiane, séparée			
de Berreur . . . . .	tutrice légale	42, rue Bernos.	Christian Jeannine . . 12.000 »
Cluytens Jean . . . . .	admin. légal	13, rue Fombelle.	Cluytens Andréa . . . 9.000 »
Cluytens Jean . . . . .	admin. légal	13, rue Fombelle.	Cluytens Claire . . . 9.000 »
Colaut Gustave . . . . .	admin. légal	45, rue de Trévise.	Colaut Simone . . . . 7.000 »
Copyans Maurice . . . . .	admin. légal	15, rue Bernos.	Copyans Éliane . . . . 5.000 »
Demarcq Denise, veuve			
Costenoble . . . . .	tutrice légale	47, rue du Maire André.	Costenoble Anne-Marie 12.000 »
Dargaud Jean . . . . .	admin. légal	45, rue de la Barre.	Dargaud Christiane . . 9.500 »
Daerden Émile . . . . .	admin. légal	13, place Edith Cawel.	Daerden Andrée . . . 4.000 »
Daerden Émile . . . . .	admin. légal	13, place Edith Cawell.	Daerden Renée . . . . 4.000 »
Daussy Henri . . . . .	admin. légal	25, rue Victor Derode.	Daussy Jocelyne . . . 3.000 »
Topolskaja Nadia, veuve			
Deflandre . . . . .	tutrice légale	47, rue de Trévise.	Deflandre Jocelyne . . 7.000 »
Defontaine Jean . . . . .	admin. légal	18, rue Lafayette.	Defontaine Danièle . . 6.500 »
Delcourt Alphonse . . . . .	admin. légal	1, rue P. d'Oudegherst.	Delcourt Danièle . . . 5.000 »
Saerens Carmen, séparée de			
Depoorter . . . . .	tutrice légale	39, rue Denis du Péage.	Depoorter Sabine . . . 10.000 »
Saerens Carmen, séparée de			
Depoorter . . . . .	tutrice légale	39, rue Denis du Péage.	Depoorter Agnès . . . 10.000 »
Descamps Camille . . . . .	admin. légal	20, r. Édouard Doyennette.	Descamps Agnès . . . 5.000 »
Despaigne Roland . . . . .	admin. légal	58, boul. du Maréchal Vaill.	Despaigne Régine . . . 4.000 »
Dieperynck Francine . . . . .	tutrice légale	27, rue Caventou.	Dieperynck Geneviève 3.000 »
Dilly Robert . . . . .	admin. légal	23, rue Lefort.	Dilly Micheline . . . 1.500 »
Dufloo Georges . . . . .	admin. légal	9, rue des Myosotis.	Dufloo Huguette . . . 3.000 »
Dufloo Georges . . . . .	admin. légal	9, rue des Myosotis.	Dufloo Josée . . . . 3.000 »
Dumont Louis . . . . .	admin. légal	16, rue La Fontaine.	Dumont Joëlle . . . . 4.000 »
Dupond Maurice . . . . .	admin. légal	3, rue Frémy.	Dupond Francine . . . 5.000 »
Dupont Roger . . . . .	admin. légal	10, av. du Président Hoover.	Dupont Evelyne . . . 3.000 »
Dusart Gaston . . . . .	admin. légal	7, r. du Faubourg de Tournai.	Dusart Claudine . . . 6.000 »



CRÉANCIER			BÉNÉFICIAIRE
NOM	QUALITÉ	ADRESSE	NOM, PRÉNOM ET SOMME ALLOUÉE
Evrard Robert . . . . .	admin. légal	231, boulevard de la Liberté.	Evrard Micheline . . . 10.000 frs
Favre Étienne . . . . .	admin. légal	214, rue du Bois.	Favre Régine . . . . . 4.000 »
Flauder Maurice . . . . .	admin. légal	31, rue Faraday.	Flauder Violette . . . 4.000 »
Fresco Fernand . . . . .	admin. légal	118, rue du Buisson.	Fresco Joëlle . . . . . 4.000 »
Fresco Fernand . . . . .	admin. légal	118, rue du Buisson.	Fresco Josette . . . . . 6.000 »
Gallet Robert . . . . .	admin. légal	134, rue d'Esquermes.	Gallet Jocelyne . . . . . 2.000 »
Geeraert Jean . . . . .	admin. légal	29, rue Gosselin.	Geeraert Annette . . . 3.000 »
Guermonprez Gérard . . . . .	admin. légal	65, r. Barthélemy Delespaul.	Guermonprez Annie . . . 7.500 »
Verhoeven Marie, divorcée de			
Halluin . . . . .	tutrice légale	44, rue de la Monnaie.	Halluin Annie . . . . . 8.000 »
Helvig Gaston . . . . .	admin. légal	5, boul. Paul Painlevé.	Helvig Danielle . . . . . 8.000 »
Hennebelle Albert . . . . .	admin. légal	24, rue de Bergues.	Hennebelle Françoise . . 2.000 »
Hurseau Robert . . . . .	admin. légal	1, rue Condorcet.	Hurseau Françoise . . . 2.000 »
Joie Maurice . . . . .	admin. légal	10, boulevard Calmette.	Joie Liliane . . . . . 2.000 »
Kornig Ewin . . . . .	admin. légal	331 bis, r. Pierre Legrand.	Kornig Michèle . . . . . 5.000 »
Lacante Arthur . . . . .	admin. légal	r. Vaucanson, I. Liévin, 1.	Lacante Jeanne-Marie . . 4.000 »
Lancelle Jeanne . . . . .	admin. légal	5 bis, rue du Barbier Maës.	Lancelle Michèle . . . . . 5.000 »
Lagneau Henri . . . . .	admin. légal	196, rue d'Artois.	Lagneau Annette . . . . . 4.000 »
Senaffe Paul . . . . .	tuteur légal	12, boulevard du Dr Calmette	Lannes Jeannine . . . . . 4.000 »
Lannyck Paul . . . . .	admin. légal	7, rue des Girondins.	Lannyck Françoise . . . 5.000 »
Lorthioir Charles . . . . .	admin. légal	18, rue Victor Derode.	Lorthioir Christiane . . . 6.000 »
Maniez Fernand . . . . .	admin. légal	2, rue Jacquemars Gielée.	Maniez Françoise . . . . . 4.000 »
Mathieu René . . . . .	admin. légal	48, rue de Roubaix.	Mathieu Monique . . . . . 5.000 »
Mazzini Joseph . . . . .	admin. légal	48, rue Paul Bert.	Mazzini Sylviane . . . . . 4.000 »
Mory Jean . . . . .	admin. légal	79, rue Gassendi.	Mory Annick . . . . . 4.500 »
Offroy Marceau . . . . .	admin. légal	43, rue Raspail.	Offroy Marcelle . . . . . 4.000 »
Pigeon André . . . . .	admin. légal	27, rue Faidherbe.	Pigeon Maryse . . . . . 5.000 »
Pollet Marcel . . . . .	admin. légal	65, rue de la Louvière.	Pollet Jocelyne . . . . . 3.000 »
Pollet Léon . . . . .	admin. légal	123, rue Nationale.	Pollet Catherine . . . . . 5.000 »
Pollet Léon . . . . .	admin. légal	123, rue Nationale.	Pollet Armelle . . . . . 5.000 »
Presles Raymond . . . . .	admin. légal	22, rue Champollion.	Presles Jacqueline . . . . 5.000 »
Remmery Émilien . . . . .	admin. légal	55, rue de la Louvière.	Remmery Cécile . . . . . 6.000 »
Remmery Émilien . . . . .	admin. légal	35, rue de la Louvière.	Remmery Françoise . . . 6.000 »
Rousselle Eugène . . . . .	admin. légal	117, rue des Postes.	Rousselle Micheline . . . 6.000 »
Royer Roger . . . . .	admin. légal	8, avenue Eugène Varlin.	Royer Annie . . . . . 13.000 »
Sandt Alfred . . . . .	admin. légal	31, rue de Marengo.	Sandt Evelynne . . . . . 11.000 »
Scholasch René . . . . .	admin. légal	210, rue Abélard.	Scholasch M.-Thérèse . . 4.500 »
Six Maurice . . . . .	admin. légal	15, square de l'Ermitage.	Six Mireille . . . . . 8.000 »
Denis Léa, div. Speters . . . . .	tutrice légale	rue et cité Saint Roch, 7.	Speters Myriam . . . . . 5.000 »
Vandevenne Andrée, veuve			
Stas . . . . .	tutrice légale	2, rue du Plat.	Stas Ghislaine . . . . . 7.000 »
Steff Georges . . . . .	admin. légal	56, rue du Vieux Moulin.	Steff Claude . . . . . 4.000 »
Taylor Alfred . . . . .	admin. légal	24, rue Rubens.	Taylor Suzanne . . . . . 4.500 »
Hespel Jeanne, Vve Tirmont.	tutrice légale	32, rue de Fontenoy.	Tirmont Ginette . . . . . 3.000 »
Treels Marceau . . . . .	admin. légal	52 bis, rue Princesse.	Treels Éliane . . . . . 7.500 »
Gérard Simone, veuve			
Vandermeersch . . . . .	tutrice légale	10, rue Jacquemars Gielée.	Vandermeersch Michèle . 8.000 »



CRÉANCIER			BÉNÉFICIAIRE
NOM	QUALITÉ	ADRESSE	NOM, PRÉNOM ET SOMME ALLOUÉE
Van Weymers Louis . . . . .	admin. légal	4, avenue Eugène Varlin.	Van Weymers Annie . . . . . 4.000 frs
Vérin Maurice . . . . .	admin. légal	116, rue de Lannoy.	Vérin Francine . . . . . 5.000 »
Vermeersch André . . . . .	admin. légal	11, rue d'Antin.	Vermeersch Annick . . . . . 2.000 »
<i>Collège Technique de Filles « Valentine Labbé ».</i>			
Averlan Henri . . . . .	admin. légal	5, rue Denfert Rochereau.	Averlan Michelle . . . . . 15.000 »
Baert Jean . . . . .	admin. légal	31, groupe Wannoschot.	Baert Jeannine . . . . . 8.000 »
Baelde Jules . . . . .	admin. légal	r. Vaucanson, I. Liévin, 10.	Baelde Mireille . . . . . 10.000 »
Bettewiller Charles . . . . .	admin. légal	34, rue de Saint Omer.	Bettewiller Nadine . . . . . 12.000 »
Blyweert Adolphe . . . . .	admin. légal	11, rue de Saint Omer.	Blyweert Nicole . . . . . 6.000 »
Bouakkaz Mohamed . . . . .	admin. légal	8, rue Maugré.	Bouakkaz Marceline . . . . . 6.000 »
Boussemart Gaston . . . . .	admin. légal	5, rue Cronstadt.	Boussemart Nadine . . . . . 11.000 »
Coupe Léonce . . . . .	admin. légal	49, boulevard Louis XIV.	Coupe Jocelyne . . . . . 7.000 »
De Grève Raymond . . . . .	admin. légal	10, rue Salomé.	De Grève Martine . . . . . 4.000 »
Dubar Julien . . . . .	admin. légal	8, rue des Urbanistes.	Dubar Nicole . . . . . 2.000 »
Duponchelle Émile . . . . .	admin. légal	21, rue Francisco Ferrer.	Duponchelle Françoise . . . . . 2.500 »
Dusart Gaston . . . . .	admin. légal	7, r. du Faubourg de Tournai.	Dusart Jeannine . . . . . 6.000 »
Hérelle Berthe, Vve Fasquel.	tutrice légale	57, r. du Buisson, c/ Fran- chomme, 10.	Fasquel Michèle . . . . . 8.000 »
Ghysel François . . . . .	admin. légal	41, avenue des Lilas.	Ghysel Maud . . . . . 6.000 »
Gnudde Fernand . . . . .	admin. légal	261, rue du Ballon.	Gnudde Marie-Agnès . . . . . 3.500 »
Joie Maurice . . . . .	admin. légal	10, boulevard Calmette.	Joie Danielle . . . . . 5.000 »
Laine Léon . . . . .	admin. légal	83, rue Barthélemy Delespaul.	Laine Brigitte . . . . . 6.000 »
Leclercq Louis . . . . .	admin. légal	7, r. du Fg de Tournai (ap 165)	Leclercq Marguerite . . . . . 6.000 »
Lefebvre Gaston . . . . .	admin. légal	25, boul. Jean-Bap. Lebas.	Lefebvre Françoise . . . . . 6.000 »
Nawozowa Olga, Vve Lyoen.	tutrice légale	r. Montesquieu, c/ Saint Louis, n° 26.	Lyoen Lyliane . . . . . 7.500 »
Marguerin Jean-Baptiste . . .	admin. légal	Gr. Gassendi (bloc 5, n° 9).	Marguerin Anne-Marie . . . . . 3.000 »
Malet Charles . . . . .	admin. légal	10, boulevard Calmette.	Malet Annie . . . . . 12.000 »
Masurel Jacques . . . . .	admin. légal	28, rue Saint Firmin.	Masurel Nicole . . . . . 10.000 »
Tireygeol Élise, veuve Menu.	tutrice légale	7, rue de Wattignies.	Menu Michèle . . . . . 7.000 »
Bailleul Germaine, veuve .			
Parrez . . . . .	tutrice légale	19, rue des Bonnes Rappes.	Parrez Chantal . . . . . 20.000 »
Pille Julien . . . . .	admin. légal	rue Montesquieu, c/ Saint Louis, n° 14.	Pille Huguette . . . . . 5.000 »
Reyniers Daniel . . . . .	admin. légal	15, rue de Jemmapes.	Reyniers Jacqueline . . . . . 4.500 »
Richard Jean . . . . .	admin. légal	70, rue Roland.	Richard Jacques . . . . . 15.000 »
Serre Marcel . . . . .	admin. légal	97, avenue Verhaeren.	Serre Jacqueline . . . . . 7.000 »
Serre Marcel . . . . .	admin. légal	97, avenue Verhaeren.	Serre Annie . . . . . 7.000 »
Serre Marcel . . . . .	admin. légal	97, avenue Verhaeren.	Serre Micheline . . . . . 7.000 »
Sorriaux Jules . . . . .	admin. légal	10, rue Salomé.	Sorriaux Claudine . . . . . 6.000 »
Thibaut Henri . . . . .	admin. légal	15, rue Mariotte.	Thibaut Josiane . . . . . 13.000 »
Turblin Robert . . . . .	admin. légal	12, rue du Magasin.	Turblin Roberte . . . . . 3.500 »
Val Jacques . . . . .	admin. légal	43, rue de la Halle.	Val Michèle . . . . . 11.000 »
Vanbreugel Albert . . . . .	admin. légal	112, rue Hippol. Lefebvre.	Vambreugel Simone . . . . . 9.000 »
Vanceulebroeck Marceau . . .	admin. légal	236, avenue Verhaeren.	Vanceulebroeck Dan . . . . . 6.000 »
Vandamme Émile . . . . .	admin. légal	7, rue Montesquieu.	Vandamme Monique . . . . . 5.000 »



CRÉANCIER			BÉNÉFICIAIRE
NOM	QUALITÉ	ADRESSE	NOM, PRÉNOM ET SOMME ALLOUÉE
Roure Hélène, Vve Verdier.	tutrice légale	16, rue Édouard Doyennette.	Verdier Hélène . . . 10.000 frs
Verdonckt Gérard . . . . .	admin. légal	13, groupe Gassendi.	Verdonckt Annie . . . 6.000 »
Verdonckt Gérard . . . . .	admin. légal	13, groupe Gassendi.	Verdonckt Marie-Claire 6.000 »
<i>Lycée de Filles « Fénelon » (27, rue Alexandre Leleux).</i>			
Bart Jean . . . . .	admin. légal	77, rue Raspail.	Bart Danièle . . . . 3.000 frs
Boeraeve Albert . . . . .	admin. légal	57, boulevard de la Moselle.	Boeraeve Jacques . . . 6.000 »
Caillerez Michel . . . . .	admin. légal	8, av. du Président Hoover.	Caillerez Éliane . . . 6.000 »
Cappère André . . . . .	admin. légal	15, r. du Faub. de Béthune.	Cappère Marie-France. 10.000 »
Le Bourre Delphine, veuve			
Cassez . . . . .	tutrice légale	118, rue d'Arras.	Cassez Annie . . . . 10.000 »
Cattelin Occy . . . . .	admin. légal	1, avenue Eugène Varlin.	Cattelin Myriam . . . 4.500 »
Cellier Jean . . . . .	admin. légal	200, avenue Verhaeren.	Cellier Françoise . . . 4.000 »
Copenolle Jules . . . . .	admin. légal	31, r. du Capitaine Ferber.	Copenolle Anne-Marie. 3.000 »
Coussemacker Raymond . .	admin. légal	1, quai Vauban.	Coussemacker Marie-Cl. 6.000 »
Daerden Émile . . . . .	admin. légal	13, place Edith Cawel.	Daerden Jeannine . . . 4.000 »
Dargaud Marius . . . . .	admin. légal	20, av. du Président Hoover.	Dargaud Marie-Élisab. 9.500 »
Degand Louis . . . . .	admin. légal	33 b, rue Victor Renard.	Degand Edith . . . . 8.000 »
Flinois Edmond . . . . .	admin. légal	16, rue Berlioz.	Flinois Francine . . . 6.000 »
Gorchon Jean . . . . .	admin. légal	10, boul. du Doct. Calmette.	Gorchon Jacqueline . . 6.000 »
Hendoux Lodoïse . . . . .	admin. légal	39, rue Meurein.	Hendoux Pascale . . . 4.000 »
Dapoigny M.-Thérèse, divor-			
cée Jardon . . . . .	tutrice légale	9, rue de Paris.	Jardon Jacqueline . . 10.000 »
Mons Robert . . . . .	admin. légal	289, rue des Bois Blancs.	Mons Thérèse . . . . 8.000 »
Ricaux Claude . . . . .	admin. légal	8, rue Moillet.	Ricaux Michèle . . . 10.000 »
Schiettecatte Clément . . .	admin. légal	2, av. du Président Hoover.	Schiettecatte Francine 9.500 »
Schiettecatte Clément . . .	admin. légal	2, av. du Président Hoover.	Schiettecatte Michèle. 9.500 »
Thuillier Claude . . . . .	admin. légal	67, boulevard de la Moselle.	Thuillier J.-Claude . . 7.000 »
Tonnel Henri . . . . .	admin. légal	20, rue Malakoff.	Tonnel Françoise . . . 5.000 »
Vandenberghe Gustave . . .	admin. légal	1, rue De Geyter.	Vandenberghe Michèle. 8.000 »
Vandestienne René . . . . .	admin. légal	203, rue d'Iéna.	Vandestienne Charline 8.000 »
<i>Collège Classique d'Armentières.</i>			
Fiacre Roger . . . . .	admin. légal	10, rue Saint André.	Fiacre Fernande . . . 5.000 frs
<i>Lycée Jules Ferry — à Haubourdin.</i>			
Villette Pierre . . . . .	admin. légal	109, quai de l'Ouest.	Villette M.-Claude . . 2.500 frs
<i>Centre d'Apprentissage (134, rue d'Artois).</i>			
Deloodère Henri . . . . .	admin. légal	23, rue d'Arcole.	Deloodère Francine . . 10.000 frs
Prouvost Charles . . . . .	admin. légal	55, rue de Wazemmes.	Prouvost Évelyne . . . 4.000 »
Richez Édouard . . . . .	admin. légal	19, rue Louis Bergot.	Richez Georgette . . . 4.000 »
Taylor Alfred . . . . .	admin. légal	24, rue Rubens.	Taylor Hélène . . . . 7.000 »
Vanhove Suzette, veuve			
Sannier, épouse Vasseur .	tutrice légale	4, avenue Eugène Varlin.	Sannier Liliane . . . . 8.000 »



CRÉANCIER			BÉNÉFICIAIRE
NOM	QUALITÉ	ADRESSE	NOM, PRÉNOM ET SOMME ALLOUÉE
<i>Ecole Professionnelle « Tillier » (5 bis, rue du Palais Rihour).</i>			
Crétal Henri . . . . .	admin. légal	19, rue J.-J. Rousseau.	Crétal Michèle . . . . 6.000 frs
Ottelard Eugène . . . . .	admin. légal	167, avenue Verhaeren.	Ottelard Annie . . . . 9.000 »
Roger Michel . . . . .	admin. légal	49, boulevard Louis XIV.	Roger M.-Claude . . . 8.000 »
<i>Ecole « Jamet-Buffereau » (24 bis, rue Esquermoise).</i>			
Briou Victor . . . . .	admin. légal	194, r. du Faub. de Roubaix.	Briou Nicole . . . . . 2.000 frs
Hennebelle Jean . . . . .	admin. légal	200, r. du Faub. de Roubaix.	Hennebelle Monique . . 3.000 »
Lepoutre Fernand . . . . .	admin. légal	56, rue Guillaume Werniers.	Lepoutre Yvette . . . . 7.000 »
Ritel Gaston . . . . .	admin. légal	49, boulevard Louis XIV.	Ritel Francine . . . . . 2.500 »
<i>Ecole « Pratte » (37, rue de l'Hôpital Militaire).</i>			
Defontaine Jean . . . . .	admin. légal	18, rue Lafayette.	Defontaine Chantal . . 4.000 frs
Gentilhomme Yvonne, divor-			
cée Facon, ép. Duquesnoy. tutrice légale		235, boulevard Victor Hugo.	Facon Yvonne . . . . . 10.000 »
Kornig Ervin . . . . .	admin. légal	331 bis, rue Pierre Legrand.	Kornig Jeannine . . . . 5.000 »
<i>Cours Complémentaire ouvert à l'Ecole M<sup>me</sup> de Stael (primaire de filles).</i>			
Coutsier Charles . . . . .	admin. légal	64, rue de Bouvines.	Coutsier Monique . . . 5.000 frs
Devos Pierre-André . . . . .	admin. légal	59, quai de l'Ouest.	Devos Chantal-Paule . . 3.000 »
Van-Schoor Lucien . . . . .	admin. légal	48, rue de Marquillies.	Van-Schoor Joëlle . . . 6.000 »
<i>Ecole Pratique de Jeunes Filles « La Ruche » (4, rue des Buisses).</i>			
Mesrane Yahia . . . . .	admin. légal	16, rue du Croquet.	Mesrane Louise . . . . 8.000 frs
<i>Institut Familial Ménager du Nord (216, rue Nationale).</i>			
Cordonnier Marguerite, sépa-			
rée Pluzanski . . . . .	tutrice légale	20, rue Maquart.	Pluzanski Edwige . . . 7.000 frs
<i>Institution « La Sagesse », (11, place aux Bleuets).</i>			
Boone Jules . . . . .	admin. légal	8, rue Condorcet.	Boone Réjane . . . . . 3.000 frs
Sacré Claude . . . . .	admin. légal	133, r. du Faub. de Roubaix.	Sacré Annette . . . . . 5.000 »
Sacré Claude . . . . .	admin. légal	133, r. du Faub. de Roubaix.	Sacré M.-Françoise . . 5.000 »
<i>Institution « La Sagesse » — à Haubourdin.</i>			
Roch Madeleine, veuve			
Daudois . . . . .	tutrice légale	34, rue Delvau.	Daudois Nicole . . . . 4.000 frs
<i>Institut « Notre-Dame de la Treille » (14, place du Concert.)</i>			
Foucart Claude, veuve			
Barrois . . . . .	tutrice légale	152, r. du Faub. de Roubaix.	Barrois Mariette . . . . 4.000 frs
Lavoix Solange, veuve			
Detraux . . . . .	tutrice légale	78, rue Jacquemars Gielée.	Detraux Myriam . . . . 5.000 »
Funffroch Lucienne, veuve			
Duval . . . . .	tutrice légale	2, rue Armand Carrel.	Duval Thérèse . . . . . 6.000 »



CRÉANCIER			BÉNÉFICIAIRE	
NOM	QUALITÉ	ADRESSE	NOM, PRÉNOM ET SOMME ALLOUÉE	
<i>Institution « Notre-Dame de la Plaine » (124, boulevard Vauban).</i>				
Desrousseaux Hector . . .	admin. légal	112, rue Colbert.	Desrousseaux Claudine	7.000 frs
Duchateau Élisabeth, veuve				
Nuytten . . . . .	tutrice légale	48, rue de la Vignette.	Nuytten Solange . . .	5.000 »
Richard Jean . . . . .	admin. légal	70, rue Roland.	Richard Annette . . .	5.000 »
Richard Jean . . . . .	admin. légal	70, rue Roland.	Richard Bernadette . .	5.000 »
Richard Jean . . . . .	admin. légal	70, rue Roland.	Richard Céline . . .	5.000 »
Richard Jean . . . . .	admin. légal	70, rue Roland.	Richard Christiane . .	5.000 »
<i>Institution « Sainte Agnès » (10, rue Sainte Catherine).</i>				
Dessaint Jean-Marie . . . .	admin. légal	20, rue de Saint Omer	Dessaint Marie-Luce . .	9.000 frs
<i>Institution Sainte Claire (8, rue des Augustins).</i>				
Anne André . . . . .	admin. légal	25 /5, avenue Eugène Varlin.	Anne Anita . . . . .	4.000 frs
Anne André . . . . .	admin. légal	25 /5, avenue Eugène Varlin.	Anne Jacqueline . . .	néant.
Stragier Gaston . . . . .	admin. légal	90, rue d'Isly.	Stragier Geneviève . .	3.000 »
<i>Ecole Notre-Dame d'Annay (76, rue de l'Hôpital Militaire).</i>				
Cleutjens J.-J. Mathieu . .	admin. légal	7, rue Colbrant.	Cleutjens Annick . . .	3.000 frs
Ducrocq Joseph . . . . .	admin. légal	16, rue Véronèse.	Ducrocq Françoise . .	8.000 »
Petit Albert . . . . .	admin. légal	197, rue Gambetta.	Petit Claire . . . . .	5.000 »
Sacré Claude . . . . .	admin. légal	133, r. du Faub. de Roubaix.	Sacré Catherine . . .	5.000 »
<i>Ecole Sainte Elisabeth (102, rue du Faubourg de Béthune).</i>				
Membré Christiane, veuve				
Bourgeois . . . . .	tutrice légale	31, rue de la Louvière.	Bourgeois M.-Christine	4.000 frs
Membré Christiane, veuve				
Bourgeois . . . . .	tutrice légale	31, rue de la Louvière.	Bourgeois Bénédicte . .	4.000 »
<i>Institution Sainte Marie (32, rue du Metz).</i>				
Val Jacques . . . . .	admin. légal	43, rue de la Halle.	Val Nicole . . . . .	5.000 frs
<i>Ecole « Immaculée Conception » (11, rue des Pyramides).</i>				
Boyer Henri . . . . .	admin. légal	23, rue J. Godart.	Boyer Chantal . . . .	7.000 frs
Boyer Henri . . . . .	admin. légal	23, rue J. Godart.	Boyer Michèle . . . .	7.000 »
<i>Institution « Saint Joseph de Cluny » (rue des Frères Vaillants).</i>				
Dessaint Jean-Marie . . . .	admin. légal	20, rue de Saint Omer.	Dessaint Monique . . .	9.000 frs
Dessaint Jean-Marie . . . .	admin. légal	20, rue de Saint Omer.	Dessaint Thérèse . . .	9.000 »
<i>Institution « Sainte Jeanne d'Arc » — à Hazebrouck.</i>				
Ducrocq Joseph . . . . .	admin. légal	16, rue Véronèse.	Ducrocq Thérèse . . .	5.000 frs



## RÉCAPITULATION

	NOMBRE DE BÉNÉ- FICIAIRES	SUBSIDES ALLOUÉS	TOTAUX
		Frs	Frs
SUBVENTIONS COMMUNALES EN PARTICIPATION AUX FRAIS D'ÉTUDES SUPÉRIEURES			
<i>Enseignement public</i> . . . . .	31	625.000	
<i>Enseignement privé</i> . . . . .	4	55.000	680.000
ALLOCATIONS COMMUNALES POUR ACHAT DE FOURNITURES SCOLAIRES			
<i>Enseignement public.</i>			
Collège moderne de garçons Franklin . . . . .	66	424.500	
Collège moderne de jeunes filles Jean Macé . . . . .	97	561.500	
Collège technique de garçons Baggio . . . . .	101	749.500	
Collège technique de jeunes filles Valentine Labbé. . . . .	41	310.500	
Lycée de garçons Faidherbe et ses annexes . . . . .	42	235.200	
Lycée de jeunes filles Fénélon . . . . .	24	155.000	
Cours complémentaire de garçons . . . . .	10	63.000	
Cours complémentaire de filles . . . . .	3	14.000	
Autres établissements publics retenus . . . . .	18	143.500	
<i>Total pour l'enseignement public</i> . . . . .	402	2.656.700	
ENSEIGNEMENT PRIVÉ ET CONFESSIONNEL			
Divers établissements retenus . . . . .	70	353.000	
<i>Total pour les deux enseignements</i> . . . . .	472	3.009.700	3.009.700
			=====
MONTANT GLOBAL DES SUBSIDES ALLOUÉS. . . . .			3.689.700
			=====

La dépense sera imputée sur le crédit inscrit au Budget primitif de l'exercice 1959, chapitre XXI bis, article 2 — sous l'intitulé « Enseignement Secondaire et Technique : Attribution d'allocations pour achats de fournitures scolaires — Enseignement supérieur : Subventions en participation aux frais d'études ».

## ADDENDUM

Délibération du Conseil Municipal n° 59 / 4.002  
du 30 janvier 1959

Collège Technique de Filles « Valentine Labbé » (11, rue de Thionville.)  
Bouakkaz Mohamed, administrateur légal, 8, rue Maugré, pour Bouakkaz  
Hélène . . . . . 6.000 frs



RECAPITULATIF (page 174)

TOTAL DES SUBSIDES OCTROYÉS POUR ALLOCATIONS COMMUNALES POUR	
ACHAT DE FOURNITURES SCOLAIRES. . . . .	3.015.700 frs
	=====
MONTANT GLOBAL DES SUBSIDES ALLOUÉS. . . . .	3.695.700 frs

N° 59 / 4.003. — THÉÂTRES MUNICIPAUX. ÉMOLUMENTS DES  
DIRECTEURS. RAJUSTEMENT.

MESDAMES, MESSIEURS,

Afin de garantir la rémunération du personnel contractuel des Théâtres Municipaux, l'Administration Municipale a décidé :

1° d'indexer les traitements servis à ce personnel en prenant pour base de comparaison — d'une part, les traitements servis mensuellement au cours de la saison 1957-1958 et d'autre part, les traitements les plus voisins servis au personnel municipal à la date du 1<sup>er</sup> janvier 1958, ces derniers traitements englobant l'indemnité de résidence et, pour les petites catégories, l'indemnité dite « dégressive » à l'exclusion de toute autre indemnité ;

2° de fixer au 1<sup>er</sup> novembre 1958, le point de départ de cette mesure qui entraînera une augmentation approximative de 10 % des émoluments précédemment servis.

En vue de maintenir la hiérarchisation des salaires, il conviendrait d'appliquer ces dispositions à :

— M. Maurice Cottinet, Directeur de l'Opéra, et à

— M. Alexandre Vanderdonckt, Directeur du Théâtre Sébastopol.

Par délibération n° 58/4.025 du 30 mai 1958, les émoluments versés à chaque directeur avaient été fixés à 110.000 francs par mois et le montant de ces indemnités figure dans le texte des conventions passées entre la Ville et les intéressés à l'occasion de leur nomination, pour la saison théâtrale 1958-1959. Le traitement municipal le plus voisin appliqué à la date du 1<sup>er</sup> janvier 1958, soit 109.150 frs, y compris l'indemnité de résidence, s'assortit à l'indice net 425 — brut 550. Cet indice pourrait être retenu comme base de calcul de l'indemnité mensuelle à servir aux Directeurs de nos Théâtres à compter du 1<sup>er</sup> novembre 1958, cette indemnité s'élèverait ainsi à cette date à 118.983 frs.

En conséquence, nous vous prions de bien vouloir :

1° décider qu'à compter du 1<sup>er</sup> novembre 1958 l'indemnité mensuelle à servir à MM. Cottinet et Vanderdonckt sera égale au traitement mensuel (indemnité de résidence comprise) servi à un fonctionnaire municipal dont l'indice de traitement s'élève à 425 net et 550 brut ;



2° nous autoriser à passer avec les intéressés les avenants aux conventions précédemment signées ;

3° décider l'imputation de la dépense supplémentaire, soit 35.930 francs pour l'exercice 1958, sur le chapitre XXX, article 5 du Budget primitif de 1958, sous rubrique : « Indemnités aux Directeurs des Théâtres ».

*Adopté.*

\* \* \*

Entre les soussignés,

M. Augustin Laurent, Maire de Lille, agissant au nom et pour le compte de la Ville de Lille, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal n° 59 /4.003 en date du 30 janvier 1959, qui sera soumise en même temps que les présentes à l'approbation de M. le Préfet du Nord,

d'une part,

et M. Maurice Cottinet, demeurant à Lille,

d'autre part,

Il a été préalablement à l'avenant qui fait l'objet des présentes, exposé ce qui suit :

Aux termes d'une convention en date du 25 juin 1958, approuvée par M. le Préfet du Nord, le 2 juillet 1958, la direction du Théâtre de l'Opéra pendant la saison 1958-1959 a été confiée à M. Cottinet.

La durée de la saison a été fixée à huit mois, du 1<sup>er</sup> septembre 1958 au 30 avril 1959. Toutefois, M. Cottinet s'est engagé à se tenir à la disposition de la Ville à compter du 1<sup>er</sup> août 1958 jusqu'au 31 mai 1959, la période antérieure à la saison devant être employée par lui à la préparation de la dite saison et celle postérieure, à la clôture des comptes.

Pour lui tenir compte des travaux effectués avant et après la saison, ainsi que de l'indemnité de congé payé, il a été convenu que M. Cottinet recevra, à compter du 1<sup>er</sup> août 1959 jusqu'au 31 mai 1959, dix mensualités de chacune cent dix mille francs payables à terme échu.

Afin de garantir la rémunération du personnel contractuel des Théâtres Municipaux, l'Administration Municipale a décidé :

1° d'indexer les traitements servis à ce personnel en prenant pour base de comparaison, d'une part, les traitements servis mensuellement au cours de la saison 1957-1958 et, d'autre part, les traitements les plus voisins servis au personnel municipal à la date du 1<sup>er</sup> janvier 1958, ces derniers traitements englobant l'indemnité de résidence et, pour les petites catégories, l'indemnité dite « dégressive » à l'exclusion de toute autre indemnité ;

2° de fixer au 1<sup>er</sup> novembre 1958 le point de départ de cette mesure qui entraînera une augmentation approximative de 10 % des émoluments précédemment servis.

En conséquence, il est passé l'avenant ci-après :

#### *Avenant*

A compter du 1<sup>er</sup> novembre 1958, l'indemnité mensuelle due à M. Cottinet sera égale au traitement mensuel, indemnité de résidence comprise, servi à un fonctionnaire municipal dont l'indice de traitement s'élève à 425 net et 550 brut.



Les autres conditions reprises dans la convention du 25 juin 1958 sont maintenues sans changement.

Le présent avenant, constituant un contrat de travail, est dispensé des formalités de timbre et d'enregistrement.

Dont acte.

Fait et signé en double à Lille, le

Le Maire de Lille,

\* \* \*

Entre les soussignés,

M. Augustin Laurent, Maire de Lille, agissant au nom et pour le compte de la Ville de Lille, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal, n° 59 /4.003, en date du 30 janvier 1959, qui sera soumise en même temps que les présentes à l'approbation de M. le Préfet du Nord,

d'une part,

et M. Alexandre Vanderdonckt, demeurant à Lille,

d'autre part,

Il a été préalablement à l'avenant qui fait l'objet des présentes, exposé ce qui suit :

Aux termes d'une convention en date du 25 juin 1958, approuvée par M. le Préfet du Nord, le 2 juillet 1958, la direction du Théâtre Sébastopol pendant la saison 1958-1959 a été confiée à M. Vanderdonckt.

La durée de la saison été fixée à huit mois, du 1<sup>er</sup> septembre 1958 au 30 avril 1959. Toutefois, M. Vanderdonckt s'est engagé à se tenir à la disposition de la Ville à compter du 1<sup>er</sup> août 1958 jusqu'au 31 mai 1959, la période antérieure à la saison devant être employée par lui à la préparation de la dite saison et celle postérieure, à la clôture des comptes.

Pour lui tenir compte des travaux effectués avant et après la saison, ainsi que de l'indemnité de congé payé, il a été convenu que M. Vanderdonckt recevra, à compter du 1<sup>er</sup> août 1958, jusqu'au 31 mai 1959, dix mensualités de chacune cent dix mille francs payables à terme échu.

Afin de garantir la rémunération du personnel contractuel des Théâtres Municipaux, l'Administration Municipale a décidé :

1<sup>o</sup> d'indexer les traitements servis à ce personnel, en prenant pour base de comparaison, d'une part, les traitements servis mensuellement au cours de la saison 1957-1958 et, d'autre part, les traitements les plus voisins servis au personnel municipal à la date du 1<sup>er</sup> janvier 1958, ces derniers traitements englobant l'indemnité de résidence et, pour les petites catégories, l'indemnité dite « dégressive » à l'exclusion de toute autre indemnité ;

2<sup>o</sup> de fixer au 1<sup>er</sup> novembre 1958 le point de départ de cette mesure qui entraînera une augmentation approximative de 10 % des émoluments précédemment servis.

En conséquence, il est passé l'avenant ci-après :

#### *Avenant*

A compter du 1<sup>er</sup> novembre 1958, l'indemnité mensuelle due à M. Vanderdonckt sera égale au traitement mensuel, indemnité de résidence comprise, servi à un fonctionnaire municipal dont l'indice de traitement s'élève à 425 net et 550 brut.



Les autres conditions reprises dans la convention du 25 juin 1958 sont maintenues sans changement.

Le présent avenant, constituant un contrat de travail, est dispensé des formalités de timbre et d'enregistrement.

Don acte,.

Fait et signé en double à Lille, le

Le Maire de Lille,

**N° 59 / 4.004. — THÉÂTRES MUNICIPAUX. SAISON 1958-1959. AVANCE DE 3 MILLIONS DE FRANCS. TRANSFORMATION EN SUBVENTION. SUBVENTION COMPLÉMENTAIRE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

En vue de permettre à la Direction des Théâtres Municipaux de faire face aux premières dépenses de la saison et notamment aux frais nécessités par l'engagement des artistes, la location du matériel, les cautionnements aux éditeurs et autres fournisseurs, une avance de 3 millions lui a été consentie en application de l'article 21 du cahier des charges. Ainsi que le précise également cet article, l'avance devait être remboursée à l'aide du produit des premières recettes.

Or, la Direction n'a pu, jusqu'à présent, respecter cette dernière clause, car le produit des entrées bien que très satisfaisant n'a pu compenser l'augmentation des dépenses, augmentation qui a dépassé les prévisions, et le déficit se dégageant du compte d'exploitation des théâtres arrêté au 31 décembre 1958, s'élève à 6.600.000 francs.

De plus, une augmentation d'environ 10 % des salaires du personnel contractuel des théâtres résultant de l'indexation décidée par l'Administration Municipale et qui prendra effet du 1<sup>er</sup> novembre 1958, entraînera une dépense supplémentaire mensuelle approximative de 1 million de francs.

C'est donc, au 31 décembre 1958, une insuffisance de trésorerie de 8.600.000 francs qui apparaît pour l'exploitation des 4 premiers mois de la présente saison théâtrale.

Cette situation ne semble pas devoir s'améliorer en 1959. En effet, par suite :

1° de la majoration à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1959 du taux de la part patronale à verser au titre de la Sécurité Sociale ;

2° d'une nouvelle augmentation de 4 % des salaires de l'ensemble du personnel à compter du 1<sup>er</sup> février 1959,

nous pouvons évaluer à 10.400.000 francs le montant des dépenses qui ne pourront être couvertes par les recettes d'exploitation des Théâtres pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 avril 1959.

C'est, en conséquence, une subvention complémentaire de 19 millions de francs qui s'avère indispensable pour maintenir l'équilibre financier de nos théâtres.



Compte tenu de ce qui précède, nous vous prions de vouloir bien décider :

- 1<sup>o</sup> la transformation de l'avance de trésorerie de 3.000.000 en subvention ;
  - 2<sup>o</sup> l'attribution d'une subvention complémentaire de 16.000.000 de francs à verser en quatre mensualités à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1959 ;
  - 3<sup>o</sup> l'imputation de la dépense sur le crédit inscrit au chapitre XXX *bis*, article 3 du Budget primitif de 1959, sous rubrique : « Subvention aux Directeurs des Théâtres »
- Adopté.*

**N° 59 / 4.005. — COLLÈGE TECHNIQUE BAGGIO. ACQUISITION DE MACHINES-OUTILS. MARCHÉ DE GRÉ A GRÉ.**

MESDAMES, MESSIEURS,

M. le Directeur du Collège Technique Baggio, nous transmet les propositions qui lui ont été faites par M. Deneef G., 87, boulevard Carnot, à Lille, en vue de l'acquisition de machines-outils.

Ces machines, agréées par le Ministère de l'Éducation Nationale, sont destinées à compléter l'équipement des ateliers.

En conséquence, nous vous prions, d'accord avec la Commission de l'Instruction Publique et des Bibliothèques, de vouloir bien nous autoriser à passer avec M. Deneef G. un marché de gré à gré de 1.221.923 frs (prix susceptible de révision).

Le montant de la dépense sera imputé sur le crédit ouvert au chapitre XXI, article 3, du Budget primitif, sous rubrique : Collège Technique Baggio — Acquisition de matériel et d'outillage.

*Adopté.*

**N° 59 / 4.006. — COLLÈGE TECHNIQUE BAGGIO. ACQUISITION D'UN ÉTAU-LIMEUR. MARCHÉ DE GRÉ A GRÉ.**

MESDAMES, MESSIEURS,

M. le Directeur du Collège Technique Baggio nous transmet le devis qui lui a été proposé par la Société Anonyme Ateliers G.S.P., 138, boulevard de Verdun, à Courbevoie (Seine), en vue de l'acquisition d'un étau limeur.

Cette machine agréée par le Ministère de l'Éducation Nationale, est destinée à compléter l'équipement des ateliers.

En conséquence, nous vous prions, d'accord avec la Commission de l'Instruction Publique et des Bibliothèques, de vouloir bien nous autoriser à passer avec la Société Anonyme Ateliers G.S.P., un marché de gré à gré de 2.431.580 frs (prix susceptible de révision).



Le montant de la dépense sera imputé sur le crédit ouvert au chapitre XXI, article 38 des A.S. — sous rubrique : Collège Technique Baggio — Subvention d'État — Emploi.

*Adopté.*

---

**N° 59 / 4.007. — COLLÈGE TECHNIQUE BAGGIO. ACQUISITION DE  
2 ÉTAUX-LIMEURS. MARCHÉ DE GRÉ A GRÉ.**

MESDAMES, MESSIEURS,

M. le Directeur du Collège Technique Baggio nous transmet le devis qui lui a été proposé par la Société Anonyme « Aux Forges de Vulcain », 3, rue Saint Denis, à Paris (1<sup>er</sup>) en vue de l'acquisition de 2 étaux limeurs.

Ces machines agréées par le Ministère de l'Éducation Nationale sont destinées à compléter l'équipement des ateliers.

En conséquence, nous vous prions, d'accord avec la Commission de l'Instruction Publique et des Bibliothèques, de vouloir bien nous autoriser à passer avec la Société Anonyme « Aux Forges de Vulcain », un marché de gré à gré de 1.784.600 frs (prix susceptible de révision).

Le montant de la dépense sera imputé sur le crédit ouvert au chapitre XXI, article 3 sous la rubrique : Collège Technique Baggio — Acquisition de matériel et d'outillage.

*Adopté.*

---

**N° 59 / 4.008. — ÉCOLE DE PLEIN AIR DÉSIRÉ VERHAEGHE. INDEMNITÉ  
DE SURVEILLANCE AU PERSONNEL ENSEIGNANT.  
MODIFICATION DU TAUX HORAIRE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Le personnel enseignant de l'École de Plein Air Désiré Verhaeghe est rétribué, pour les heures supplémentaires qu'il effectue, sur la base de l'arrêté ministériel du 8 juillet 1951, modifié par circulaire ministérielle en date du 30 octobre 1957.

Les circulaires ministérielles en date du 17 mars 1958, 30 avril 1958, 15 mai 1958, 5 novembre 1958, ont modifié ce taux comme suit :

- a) 241 frs l'heure à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1958 ;
- b) 250 frs l'heure à compter du 1<sup>er</sup> mai 1958 ;
- c) 253 frs l'heure à compter du 1<sup>er</sup> août 1958 ;
- d) 262 frs l'heure à compter du 1<sup>er</sup> novembre 1958.

Nous vous prions donc en conséquence de vouloir bien nous autoriser à appliquer à partir des 1<sup>er</sup> janvier, 1<sup>er</sup> mai, 1<sup>er</sup> août et 1<sup>er</sup> novembre 1958, les nouveaux tarifs ci-dessus désignés, pour rétribuer les heures de surveillances effectuées par le personnel sus-visé.

*Adopté.*

---



N° 59 / 4.009. — ÉCOLE DE PLEIN AIR DÉSIRÉ VERHAEGHE.  
FOURNITURES DIVERSES. MARCHÉS.

MESDAMES, MESSIEURS,

En vue de procurer à l'École de Plein Air Désiré Verhaeghe, les fournitures nécessaires à son fonctionnement pour l'année 1959, il a été procédé à une adjudication restreinte parmi les commerçants ci-après désignés :

*Viande et huile de cheval.*

Baudinet, 31, rue de Béthune, Lille.

Merlin, 8, place Déliot, Lille.

Béguin, 209, rue Léon Gambetta, Lille.

*Légumes et pommes de terre.*

Droulez-Denneulin, à Emmerin.

Vereecke, à Pérenchies.

Bulteel, 11, rue Jules Ferry, Loos.

Honoré, 152, rue de Solférino, Lille.

Seynaeve, rue de Solférino, Lille.

Après examen, nous vous proposons, en accord avec votre Commission de l'Instruction Publique et des Bibliothèques, d'agréer les offres qui nous ont été faites et de nous autoriser à passer les marchés nécessaires avec :

1° M. Béguin, pour la viande et huile de cheval.

Valeur approximative du marché. . . . . 654.300 frs

2° M. Droulez-Denneulin, pour les légumes et les pommes de terre.

Valeur approximative du marché. . . . . 700.000 »

La dépense sera prélevée sur les crédits ouverts au chapitre École de Plein Air du Budget primitif de 1959.

*Adopté.*

N° 59 / 4.010. — ÉCOLE DE PLEIN AIR DÉSIRÉ VERHAEGHE. CLASSES  
DE PERFECTIONNEMENT. TRANSPORT DES ÉLÈVES.  
MARCHÉ DE GRÉ A GRÉ POUR L'ANNÉE 1959.

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 57 /4.051 du 4 novembre 1957, vous avez décidé de renouveler, pour l'année 1958, le marché de gré à gré passé avec la Compagnie Générale Industrielle des Transports (C.G.I.T.), pour le ramassage, en des points déterminés par la domiciliation des enfants et sur quatre itinéraires sillonnant les différents quartiers de la ville, des élèves fréquentant l'école de Plein Air Désiré Verhaeghe et les classes de perfectionnement ouvertes dans les écoles primaires élémentaires Albert Samain, Aristide Briand, Ferdinand Buisson et Léon Trulin.



Dans une seconde délibération, prise en séance du 30 mai 1958 et portant le n° 58/4.019, vous avez admis, à l'examen des justifications alors produites, l'élévation, de 17.950 francs à 21.850 francs, du prix de journée arrêté pour ce service de ramassage.

En accord avec votre Commission de l'Instruction Publique et des Bibliothèques et avec celle des Finances, nous vous demandons de nous autoriser à conclure, avec la Compagnie sus-désignée, un marché de gré à gré pour les périodes du 1<sup>er</sup> janvier au 13 juillet et du 1<sup>er</sup> octobre au 31 décembre 1959, document dont nous vous soumettons les stipulations.

*Adopté.*

---

**N° 59 / 4.011. — ÉCOLE DE PLEIN AIR DÉSIRÉ VERHAEGHE.  
FOURNITURE DE VIANDE. MARCHÉ.**

MESDAMES, MESSIEURS,

En vue de procurer à l'École de Plein Air Désiré Verhaeghe les fournitures nécessaires à son fonctionnement pour l'année 1959, il a été procédé à une adjudication restreinte parmi les commerçants ci-après désignés :

*Viande et Charcuterie.*

Caby, Saint-André-lez-Lille.

Lefebvre, place des Reignaux, Lille.

Dupré, rue d'Isly, Lille.

Charlet, 32, rue Masséna, Lille.

Seul des 4 commerçants appelés à participer à l'appel d'offres, M. Charlet Marcel a soumissionné et ce, à des conditions acceptables pour la Ville.

Valeur approximative du marché : 1.237.500 frs.

La dépense sera prélevée sur les crédits ouverts au chapitre XXI, École de Plein Air Désiré Verhaeghe, du Budget primitif de 1959.

*Adopté.*

---

**N° 59 / 4.012. — COLLÈGE TECHNIQUE VALENTINE LABBÉ.  
SURVEILLANCE DE CANTINE. PERSONNEL ENSEIGNANT.  
RAJUSTEMENT DE L'INDEMNITÉ.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 58/4.036 du 11 juillet 1958, le taux horaire de l'indemnité allouée au personnel enseignant assurant la surveillance des élèves du Collège Technique Valentine Labbé prenant leur repas à la cantine du Centre d'Apprentissage annexé, a été fixé à :



— 241 frs à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1958 ;  
— 250 frs à compter du 1<sup>er</sup> mai 1958 ;  
— 253 frs à compter du 1<sup>er</sup> août 1958,  
conformément aux dispositions de l'arrêté interministériel du 8 juillet 1951.

Une circulaire ministérielle du 5 novembre 1958, parue au Bulletin Officiel de l'Éducation Nationale, n° 41 du 13 novembre 1958, modifie à nouveau ce taux horaire qui sera porté à :

— 262,50 frs à compter du 1<sup>er</sup> novembre 1958.

En accord avec la Commission de l'Instruction Publique et des Bibliothèques, nous vous prions de bien vouloir :

1° décider l'application de cette mesure à la date précitée ;

2° décider qu'à l'avenir le taux horaire de ces indemnités variera en fonction des modifications applicables aux dispositions de l'arrêté interministériel du 8 juillet 1951.

*Adopté.*

---

**N° 59 / 4.013. — BIBLIOTHÈQUE MUNICIPALE ANNEXE. RAJUSTEMENT  
DU PRIX DE L'ABONNEMENT ANNUEL.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 375, du 5 juillet 1948, vous avez décidé que le prix annuel d'abonnement de lecture à l'annexe de la Bibliothèque municipale, sise, 12, rue des Fossés, serait fixé, à dater du 15 juillet 1948, à :

150 francs pour les lecteurs domiciliés en notre ville ;

250 francs pour les emprunteurs n'habitant pas Lille,

le produit de ces abonnements concourant à l'allègement des charges — achat de volumes et frais de reliure, notamment — qui grèvent le budget de cet établissement d'intérêt public.

Il est patent que ces tarifs, non rajustés depuis dix années, ne sont plus assortis aux conditions monétaires dont la courbe a été très sensiblement ascendante. Si, comme cela a été pratiqué, en 1954 et 1956, pour les bibliothèques populaires — dont les collections sont d'une qualité littéraire plus modeste — des révisions périodiques, dictées par de multiples raisons, avaient été opérées, ce droit de location ne serait plus de cet ordre trop modique, eu égard à l'alourdissement considérable des dépenses de fonctionnement.

Nous vous proposons donc, d'accord en cela avec votre Commission de l'Instruction Publique et des Bibliothèques et avec celle des Finances, de fixer le coût annuel de l'abonnement annuel à la Bibliothèque municipale annexe à :

300 francs pour les abonnés lillois,

500 francs pour les lecteurs non lillois,

cette mesure devant prendre effet dès que l'approbation des Autorités compétentes aura été obtenue.

*Adopté.*



**N° 59 / 4.014. — ACQUISITIONS DE MATÉRIEL SPORTIF. ANNÉE 1958.  
MARCHÉ AVEC LA MAISON J. VROMAN, DE ROUBAIX.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Au cours de l'année 1958, le Service des Sports a procédé à des acquisitions de matériel sportif en vue de compléter ou de rénover l'équipement de nos salles de gymnastique et de nos terrains de sports.

Les achats ont été effectués chez la Maison J. Vroman, de Roubaix, spécialisée dans la fourniture de ce matériel, qu'elle nous livre d'ailleurs dans les meilleures conditions.

La dépense totale s'élève à 1.305.000 frs.

Afin de permettre le règlement des dernières factures en instance, nous vous demandons, en accord avec votre Commission de l'Éducation Physique et des Sports, de bien vouloir passer un marché de régularisation avec la Maison Vroman.

Le montant de la dépense sera imputé sur le crédit ouvert au chapitre XXIII, du Budget primitif de 1958 et intitulé « Terrains de Sports et de Jeux — Entretien — Achat de Matériel ».

*Adopté.*

---

**N° 59 / 4.015. — ENTRETIEN ET FOURNITURE DE MATÉRIEL SPORTIF.  
ANNÉE 1959. MARCHÉ AVEC LA MAISON J. VROMAN,  
DE ROUBAIX.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Afin de permettre, au cours de l'année 1959, au Service des Sports de compléter, remplacer ou de faire réparer le matériel utilisé dans nos salles de gymnastique et dans nos stades, nous vous demandons en accord avec votre Commission de l'Éducation Physique et des Sports, de bien vouloir nous autoriser à passer un marché de gré à gré avec la Maison J. Vroman, de Roubaix, spécialisée dans la fourniture et la réparation de matériel sportif.

Ce marché sera établi pour une somme de 1.500.000 frs.

Le montant de la dépense sera imputé sur le crédit ouvert au chapitre XXIII, du Budget primitif de 1959 et intitulé « Terrains de Sports et de Jeux — Entretien — Achat de matériel ».

*Adopté.*

---



N° 59 / 4.016. — COLLÈGE TECHNIQUE BAGGIO. ATTRIBUTION D'UNE INDEMNITÉ REPRÉSENTATIVE DE LOGEMENT AU DIRECTEUR DES ÉTUDES.

MESDAMES, MESSIEURS,

M. Maurice Degardin, nommé Directeur des Études au Collège Technique Baggio, depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1957, a sollicité l'attribution d'une indemnité représentative de logement.

La circulaire ministérielle du 30 avril 1953 (parue au Bulletin Officiel de l'Éducation Nationale, n° 20, du 21 mai 1953) sur les concessions de logement, précise bien que ce fonctionnaire doit bénéficier d'une concession de logement par nécessité de service.

L'état actuel des locaux du Collège Technique Baggio ne permettant pas de loger M. Degardin, M. le Préfet du Nord a été consulté sur la possibilité pour la Ville de Lille de faire droit à sa requête.

M. le Préfet a bien voulu nous faire connaître que :

« Renseignements pris auprès de l'Administration Centrale, il apparaît que seule » l'attribution d'un appartement dans les locaux du Collège Baggio peut donner satisfaction à M. Degardin, car, en application du décret du 7 juin 1949 et des textes » subséquents les établissements d'enseignement nationaux ne sont plus autorisés » à verser des indemnités compensatrices aux fonctionnaires non logés et qui peuvent » prétendre à une concession de logement par nécessité absolue de service.

» Toutefois, puisqu'il s'agit dans le cas présent d'un Collège Technique Municipal, » la Ville de Lille peut être autorisée à verser l'indemnité sollicitée sous réserve que » soit pris un arrêté interministériel, tel qu'il est prévu à l'article 7 de l'ordonnance » n° 45-993, du 17 mai 1945, relative aux Services publics des Départements et des » Communes et de leurs établissements publics.

» L'article 7 de la dite ordonnance stipule, en effet, que les collectivités visées » à l'article 1<sup>er</sup> ne pourront attribuer d'indemnités ou d'avantages quelconques aux » fonctionnaires et agents, sauf dérogations faisant l'objet d'arrêtés portant la signature des Ministres de l'Intérieur, des Finances et des Ministres intéressés ».

M. le Préfet ajoute :

« Compte tenu de ces précisions, je ne puis que laisser le soin à votre Municipalité » de décider de la suite à réserver à cette affaire ».

En conséquence, devant l'impossibilité dans laquelle nous nous trouvons de fournir au Directeur des Études du Collège Technique Baggio le logement auquel il a droit, nous vous demandons de bien vouloir décider l'attribution d'une indemnité représentative de logement qui serait servie à ce fonctionnaire dans les mêmes conditions qu'aux membres non logés du personnel enseignant exerçant dans une école publique de notre Ville (Délibération du Conseil Municipal, n° 57/4.016, du 21 mai 1957) et ce, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1957.

Adopté.



N° 59 / 5.001. — **POUPONNIÈRE MUNICIPALE. AVENANT A LA  
CONVENTION DU 8 NOVEMBRE 1952 INTERVENUE  
ENTRE LA VILLE DE LILLE ET LA CAISSE RÉGIONALE  
DE SÉCURITÉ SOCIALE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

En vue d'assurer l'admission dans notre pouponnière des enfants de bénéficiaires de l'Aide Sociale, une convention est intervenue, le 8 novembre 1952, entre la Ville de Lille et la Caisse Régionale de Sécurité Sociale de Lille.

Depuis lors, le décret n° 56/1.114 du 26 octobre 1956, paru au Journal Officiel du 9 novembre 1956, a modifié les conditions de détermination des prix de journées des établissements de soins à but non lucratif.

En conséquence, il y a lieu de modifier les articles 5 et 6 de la convention sus-visée du 8 novembre 1952, afin de mettre les dispositions de ce texte en concordance avec celles de la réglementation en vigueur.

Nous vous prions, par suite, de nous autoriser à passer l'avenant que nous vous soumettons.

*Adopté (voir compte rendu analytique page 21).*

\*  
\* \* \*

**AVENANT N° 2**

*à la convention intervenue le 8 novembre 1952  
entre la Caisse Régionale de Sécurité Sociale de Lille  
et la « Pouponnière pour Enfants Débiles » de la Ville de Lille*

Entre la Caisse Régionale de Sécurité Sociale 59 R, dont le siège est à Lille, 9 et 11, boulevard Vauban, représentée par M. Blootacker, agissant en qualité de Président du Conseil d'Administration,

d'une part,

et la « Pouponnière pour Enfants Débiles » de la Ville de Lille, située, 95, rue du Long Pot, à Lille, représentée par M. J. Defaux, Adjoint au Maire, délégué dans les fonctions relatives à l'hygiène et à l'enfance, agissant au nom de la Ville de Lille, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 30 janvier 1959, qui sera soumise en même temps que le présent avenant à l'approbation de M. le Préfet du Nord,

d'autre part,

Vu l'article 3 de la loi du 31 décembre 1954 relative au développement des crédits affectés aux dépenses du Ministère de la Santé Publique et de la Population,

Vu le décret du 26 octobre 1956, portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 3 de la loi du 31 décembre 1954,

Vu la convention intervenue entre le département du Nord et la Pouponnière Municipale de Lille, pour le placement d'enfants débiles bénéficiaires de l'Aide Sociale,



IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE 1<sup>er</sup>

L'annexe à la convention intervenue le 8 novembre 1952 et l'avenant n° 1 du 1<sup>er</sup> octobre 1955 qui l'a modifiée, sont annulés.

ARTICLE 2

Les dispositions des articles 5 et 6 de la convention sont annulées et remplacées par les suivantes :

ARTICLE 5. — *Frais d'hospitalisation.*

*Par. 1<sup>er</sup>.* — Préalablement à l'admission, l'établissement fera connaître à l'assuré social son règlement intérieur et son prix de journée.

*Par. 2.* — Le prix de journée est fixé par le Préfet conformément à la réglementation en vigueur pour les Établissements hospitaliers publics.

Il est dû pour le jour d'entrée, mais il n'est pas dû pour le jour de sortie.

Chaque fois qu'une décision préfectorale aura modifié ce prix, l'établissement s'engage à la notifier à la Caisse Régionale.

*Par. 3.* — Les frais d'hospitalisation sont décomptés à la journée et payables par mois, à terme échu, à la caisse de M. le Trésorier Principal.

ARTICLE 6. — *Tarif de responsabilité des Caisses primaires de Sécurité Sociale.*

Le tarif de responsabilité des Caisses, qui couvre le prix de journée tel qu'il est défini à l'article 5, paragraphe 2, ci-dessus, est égal au prix fixé par le Préfet.

ARTICLE 3

Le présent avenant prend effet à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1958.

Fait à Lille, le

Fait à Lille, le

LE PRÉSIDENT DE LA CAISSE RÉGIONALE  
DE SÉCURITÉ SOCIALE DE LILLE.

---

N° 59 / 5.002. — SAPEURS-POMPIERS. ACQUISITION DE TUYAUX DE  
REFOULEMENT. MARCHÉ.

MESDAMES, MESSIEURS,

Afin de compléter l'armement de notre Corps de sapeurs-pompiers et de procéder au remplacement d'une partie des tuyaux de refoulement hors d'usage, nous envisageons l'achat des quantités ci-après de tuyaux à paroi interne lisse, en coton-nylon latex armé, marque « Souplesec Spécial », conformes aux normes homologuées :



LONGUEUR DES TUYAUX	DIAMÈTRE DES TUYAUX	LONGUEUR DES COUPES
600 mètres	45 mm.	20 mètres sans raccord
2.200 mètres	70 mm.	40 mètres sans raccord

La Société « Eau et Feu », 3, avenue de Fouilleuse, à Saint-Cloud, qui est seule à fabriquer ce tuyau, s'est engagée, par soumission datée du 24 décembre 1958, à assurer cette fourniture pour la somme de 4.530.960 francs.

En accord avec votre Commission de Protection contre l'Incendie, nous vous demandons de bien vouloir accepter pour valoir marché la soumission souscrite par cette firme.

La dépense sera imputée sur un crédit qui sera ouvert à cet effet au chapitre XXXIII des autorisations spéciales de l'exercice 1958.

Nous vous prions, en outre, de solliciter l'aide financière de l'État et du Service Départemental d'Incendie, étant entendu que sera prise en charge par la Ville la différence entre la dépense totale et le montant des subventions.

*Adopté.*

**N° 59 / 5.003. — DÉRATISATION GÉNÉRALE DE LA VILLE. CAMPAGNE 1959. MARCHÉ.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Il nous faut rappeler qu'en 1950, la condition sanitaire de notre Ville était gravement menacée par la présence de nombreux rats dans la plupart des quartiers

Une campagne de dératisation générale fut alors entreprise dont les effets eurent pour conséquence de débarrasser complètement la Ville pendant plus de six mois, résultat d'autant plus remarquable que le degré d'infestation atteignait un point inquiétant.

En 1951, lors de la réapparition des premiers rongeurs en provenance des communes limitrophes, notre Service d'Hygiène prit l'initiative d'organiser, avec son personnel, la dératisation systématique et permanente de la Ville.

C'est ainsi que durant six années, de 1951 à 1957, grâce à une action soutenue et particulièrement louable, nos Services sont parvenus à tenir en main une situation cependant difficile puisqu'il s'agissait en fait de neutraliser la cadence extraordinaire de reproduction des rats.

Or, il faut admettre que depuis l'an dernier, malgré la multiplicité des travaux dont l'exécution se poursuit encore inlassablement, nous nous trouvons placés devant une situation qui, en raison de la nature très prolifique des rongeurs, dépasse nos possibilités d'action destructrice.



Afin d'éviter l'aggravation d'un tel état de choses, il s'avère donc nécessaire, dès à présent, de recourir à une campagne de dératisation générale faisant appel à tous les concours, y compris celui des particuliers.

Pour la mise sur pied de cette campagne, nous avons consulté quatre entreprises spécialisées dans les travaux de ce genre.

Compte tenu des garanties de succès offertes quant au procédé qu'elle utilise et des conditions de prix réellement avantageuses pour la Ville qu'elle nous fait, la Société Amboile-Chimie, 79, rue Ampère, à Paris, nous a semblé devoir être choisie de préférence aux autres. Cette Société possède, en effet, de sérieuses références ; elle nous a d'ailleurs donné entière satisfaction lors de la campagne effectuée en 1950.

Pour ces raisons, nous vous demandons de vouloir bien :

1<sup>o</sup> décider l'exécution de la dératisation générale de la Ville sous la forme d'une campagne qui aura lieu dans le courant du mois de février et à laquelle tous les habitants seront invités à participer ;

2<sup>o</sup> accepter pour valoir marché la soumission par laquelle la Société Amboile-Chimie s'engage moyennant la somme forfaitaire de 2.730.000 francs, à traiter avec son personnel tous les immeubles de la Ville tant publics que privés, à l'exception seulement des locaux des grandes entreprises commerciales et industrielles qui seront incitées à mener dans leurs usines et chantiers une action conjointe à la nôtre et qui devront, bien entendu, en supporter les frais.

La dépense sera imputée sur le crédit ouvert à cet effet au Budget primitif de 1959.

*Adopté.*

---

**N<sup>o</sup> 59 / 6.001. — ENLÈVEMENT DES RAILS DU PONT NEUF. ADMISSION EN RECETTE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Les rails de tramways implantés dans la chaussée, sur le Pont Neuf, s'étant révélés dangereux pour la circulation, nos Services Techniques se sont vus dans l'obligation de les faire enlever d'urgence, afin de ne pas compromettre la sécurité publique. Rappelons que ces voies ferrées sont devenues propriétés de la Ville au titre des installations fixes, à l'expiration du contrat de concession de la T.E.L.B.

Nos Services ont pris contact avec les Établissements Georges Cornu, 26, rue Holden, à Croix (Nord), qui ont déjà effectué pour la Ville des travaux de même nature ; les propositions de cette entreprise ont été estimées satisfaisantes. Le prix d'enlèvement a été fixé à 10 francs par kilogramme de rail enlevé, les Établissements Cornu prenant en charge les travaux de dépavage et la dépose des voies.

Nous vous demandons de ratifier les dispositions qui précèdent et d'approuver l'admission en recette d'une somme d'environ 30.000 francs, représentant la valeur des matériaux dont il s'agit.

*Adopté.*

---



**N° 59 / 6.002. — RECONSTRUCTION DE LA RUE DE MARQUILLIES.  
MISE EN ADJUDICATION-CONCOURS. CAHIER DES  
CHARGES.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 58 /6.012, en date du 10 mars 1958, vous avez approuvé le financement par voie d'emprunt des travaux de reconstruction de la rue de Marquillies (V.O. n° 23).

Depuis lors, nos Services Techniques ont établi un cahier des charges pour la mise en adjudication-concours des dits travaux.

En accord avec votre Commission de la Voie Publique, nous vous demandons de vouloir bien approuver ce document et de décider la mise en adjudication-concours des travaux correspondants.

*Adopté.*

---

**N° 59 / 6.003. — CONSTRUCTION D'ENVIRON 35.000 M<sup>2</sup> DE REVÊTEMENTS  
HYDROCARBONÉS SUR CHAUSSÉES PAVÉES. ANNÉE 1959.  
MISE EN ADJUDICATION-CONCOURS.**

MESDAMES, MESSIEURS,

En vue de poursuivre les travaux de construction de revêtements hydrocarbonés sur chaussées pavées, nos Services Techniques ont établi un cahier des charges pour la mise en adjudication-concours de ces travaux.

Les travaux projetés qui intéressent environ 35.000 m<sup>2</sup> de chaussées pourront être adjugés en un ou plusieurs lots, suivant les propositions qui seront présentées.

En accord avec votre Commission de la Voie Publique, nous vous demandons de vouloir bien approuver ce document et de décider que la dépense nécessaire au règlement des travaux dont il s'agit (40 millions approximativement) sera imputée sur les crédits qui seront ouverts au Budget de l'exercice 1959 pour l'entretien et l'extension des voies publiques.

*Adopté.*

---

**N° 59 / 6.004. — FOURNITURE DE 4.000 M. DE BORDURES DE TROTTOIRS  
EN GRANIT. MISE EN ADJUDICATION. CAHIER DES  
CHARGES.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Nos Services Techniques ont établi un cahier des charges en vue de la mise en adjudication publique de la fourniture de 4.000 m. de bordures de trottoirs en granit nécessaires à la réalisation des travaux de voirie.



Nous vous demandons, en accord avec votre Commission de la Voie Publique, d'approuver ce document, de décider que l'adjudication aura lieu en quatre lots de mille mètres chacun et que les sommes nécessaires au règlement de cette fourniture seront prélevées sur les différents crédits ouverts au Budget de l'exercice 1959, pour le Service de la Voie Publique.

---

**N° 59 / 6.005. — CONSTRUCTION DE TROTTOIRS EN ASPHALTE.  
MISE EN ADJUDICATION. CAHIER DES CHARGES.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Nos Services Techniques ont dressé un cahier des charges en vue de la mise en adjudication des travaux de construction de trottoirs en asphalte en deux lots de cinq mille mètres carrés chacun (10.000 m<sup>2</sup>).

Nous vous demandons d'approuver ce document et de décider que les sommes nécessaires au règlement des travaux projetés seront prélevées sur les crédits ouverts au Budget de l'exercice 1959 pour l'entretien et l'extension des voies publiques.

*Adopté.*

---

**N° 59 / 6.006. — CONSTRUCTION D'UNE PISTE CYCLABLE, BOULEVARD  
DES DÉFENSEURS DE LILLE, RAQUETTE DE  
L'AUTOROUTE, AVENUE DU PRÉSIDENT HOOVER,  
BOULEVARD ÉMILE DUBUISSON.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 4.744, en date du 20 février 1953, approuvée le 10 avril 1953 par l'Autorité de tutelle, portant approbation des travaux, répartition des charges et financement de la construction du boulevard Périphérique, vous avez approuvé la prise en charge par la Ville de l'aménagement d'une des deux pistes cyclables prévues au projet de construction sus-visé.

D'autre part, il avait été convenu que l'Administration des Ponts et Chaussées lancerait l'adjudication des travaux de construction de la piste cyclable qui lui incombe, en insérant dans le cahier des charges une clause particulière précisant que l'adjudicataire s'engagerait à construire la piste cyclable incombant à la Ville, si celle-ci le désirait, aux mêmes conditions que celles consenties au Service des Ponts et Chaussées. L'appel à la concurrence auquel il a été procédé par cette Administration a récemment donné lieu à l'intervention d'un marché entre elle et l'Entreprise Salmson, 5, rue Blanche, à Paris (9<sup>e</sup>).

Les conditions consenties par cette firme ont été estimées satisfaisantes par nos Services Techniques. Par ailleurs, il serait anormal de confier à des entreprises différentes, l'exécution d'un travail dont l'unité de réalisation présente un intérêt évident.



Dans ces conditions, nous vous demandons :

a) de vouloir bien nous autoriser à confier à l'Entreprise Salmson, la construction de la piste cyclable à la charge de la Ville, construction intéressant le boulevard des Défenseurs de Lille, la « Raquette » de l'Autoroute, l'avenue du Président Hoover, et le boulevard Émile Dubuisson ;

b) d'accepter pour valoir marché, la soumission présentée par l'Entreprise Salmson, 5, rue Blanche, à Paris (9<sup>e</sup>), soumission calquée sur celle ayant donné lieu au marché intervenu entre cette firme et l'Administration des Ponts et Chaussées, avec fourniture éventuelle des matériaux de fondation suivant prix supplémentaire figurant au bordereau ;

c) de demander à M. le Préfet de dispenser la Ville des formalités d'adjudication, l'appel à la concurrence ayant déjà été régulièrement effectué par les soins de M. l'Ingénieur en Chef des Ponts et Chaussées.

La dépense correspondante, évaluée approximativement à : quinze millions cinq cent mille francs (15.500.000 frs), sauf variations dans les conditions économiques, sera imputée sur les crédits ouverts pour la construction du boulevard Périphérique.

*Adopté.*

#### N° 59 / 6.007. — FOURNITURE DE FONTES POUR ÉGOUTS. MARCHÉ.

MESDAMES, MESSIEURS,

Nos Services Techniques ont lancé un appel d'offres pour la fourniture de regards, bouches d'égout et plaques de rechange pour bouches d'égout nécessaires à l'entretien et l'extension du réseau d'égouts.

Dix-huit entreprises ont été consultées ; quatre ont répondu à notre consultation et nous ont fait tenir les propositions suivantes :

	MONTANT DE LA SOUMISSION
Fonderies de Pont-à-Mousson . . . . .	3.478.800 frs
Établissements Devette, à Merville . . . . .	2.900.000 »
Établissements Millecamps, à Lambersart . . . . .	2.817.500 »
Schietse, à Flines-lez-Mortagne . . . . .	2.633.000 »

L'offre la plus intéressante pour la Ville étant celle présentée par M. Schietse, nous vous demandons, en accord avec votre Commission de la Voie Publique, de nous autoriser à passer avec ce fournisseur un marché de gré à gré portant sur la fourniture de 100 regards lourds, 50 bouches d'égout comprenant encadrements et plaques, 120 plaques de rechange pour bouches d'égout.

La dépense en résultant évaluée approximativement à 2.633.000 frs sera imputée sur le crédit ouvert au Budget primitif de 1959, sous la rubrique « Curage, entretien et extension du réseau d'égouts ».

*Adopté.*



**N° 59 / 6.008. — SERVICES PUBLICS. AJUDICATION POUR FOURNITURE DE CARBURANTS. CAHIER DES CHARGES.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Le contrat passé pour la fourniture de carburants nécessaires aux véhicules municipaux arrivera à expiration le 31 mars prochain.

En accord avec votre Commission des Services Publics, nous vous soumettons le cahier des charges dressé en vue de l'adjudication à intervenir et vous prions de bien vouloir l'approuver.

*Adopté.*

---

**N° 59 / 6.009. — DISTRIBUTION D'EAU. ACQUISITION DE FONTES DE CANALISATIONS.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Le réapprovisionnement du magasin de notre Service des Eaux nous oblige à envisager l'acquisition d'une certaine quantité de tuyaux, raccords et pièces de fontainerie, afin d'assurer au cours de l'année 1959 l'entretien du réseau de distribution et, éventuellement, son extension.

La Société des Fonderies de Pont-à-Mousson ayant toujours été seule à répondre à nos appels d'offres, nous vous proposons de renouveler pour 1959, le marché passé avec elle pour des fournitures antérieures.

En conséquence, en accord avec votre Commission des Services Publics, nous vous demandons :

1° de nous autoriser à passer un nouveau marché avec cette Société, qui est notre fournisseur depuis de nombreuses années à notre entière satisfaction ;

2° de décider que la dépense, évaluée approximativement à la somme de 2.500.000 frs, sera prélevée sur les crédits inscrits au Budget de 1959 pour le Service des Eaux.

*Adopté.*

---

**N° 59 / 6.010. — TRANSPORTS AUTOMOBILES. LOCATION DE BENNES.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Afin de parfaire les moyens de transport mis à la dispositions des différents Services Municipaux, au cours de l'année 1959, notamment en ce qui concerne les bennes basculantes, nous avons fait appel à diverses entreprises spécialisées.



Les conditions les plus avantageuses ont été faites par M. Léopold Wauters, demeurant à Lille, 14, rue Saint Éloi, qui consent un rabais de 10,25 % sur le tarif de base.

En conséquence, en accord avec votre Commission des Services Publics, nous vous demandons de bien vouloir nous autoriser à passer un marché avec M. Wauters.

La dépense, évaluée approximativement à la somme de 1.800.000 frs, sera prélevée sur les crédits inscrits au Budget de 1959 pour les Services utilisateurs.

*Adopté (voir compte rendu analytique, page 22).*

---

**N° 59 / 6.011. — SERVICES PUBLICS. RÉPARATIONS DE VÉHICULES AUTOMOBILES.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Afin de faciliter les réparations qui, chaque année, s'avèrent nécessaires aux véhicules utilisés par les Services Municipaux, nous avons coutume de nous adresser aux concessionnaires de leurs marques respectives, qui sont pour les véhicules :

*Citroën* — les Établissements Cabour, 57, rue de Béthune, à Lille ;

*Renault* — la succursale de La Madeleine de la Régie Nationale des Usines Renault, 140, boulevard de la République, La Madeleine.

Cette façon de faire ayant toujours donné entière satisfaction, nous vous demandons, en accord avec votre Commission des Services Publics :

1° de nous autoriser à passer, avec chacun de ces établissements, un marché pour les réparations à effectuer en 1959 ;

2° de décider que la dépense, évaluée approximativement à la somme de 1.500.000 frs, sera prélevée sur les crédits inscrits au Budget de 1959, pour les Services utilisateurs.

*Adopté.*

---

**N° 59 / 6.012. — SERVICES MUNICIPAUX. FOURNITURES DE CAOUTCHOUC, D'AMIANTE ET DE PRODUITS INDUSTRIELS DIVERS.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Au cours de l'année 1959, les Services Municipaux seront amenés à demander à M. G. France Montagne, 11, rue du Vieux Faubourg, à Lille, spécialiste en la matière et agent général de marques réputées, la fourniture d'objets en caoutchouc, en amiante, en cuir, et de produit divers.



Les sommes à payer pour ces fournitures étant susceptibles de dépasser le maximum payable sur simples factures, nous vous demandons, en accord avec votre Commission des Services Publics, de bien vouloir nous autoriser à passer, dès maintenant, le marché nécessaire.

La dépense, évaluée approximativement à la somme de un million de francs, sera prélevée sur les crédits inscrits au Budget de 1959, pour les Services utilisateurs.

*Adopté.*

---

**N° 59 / 6.013. — SERVICES MUNICIPAUX. FOURNITURE DE PIÈCES DE FONDERIE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Au cours de l'année 1959, les Services Municipaux seront amenés à demander aux Fonderies Devette, à Merville, l'exécution de certaines pièces de fonderie suivant des modèles fournis.

Les sommes à payer pour ces fournitures étant susceptibles de dépasser le maximum payable sur simples factures, nous vous demandons, en accord avec votre Commission des Services Publics, de bien vouloir nous autoriser à passer, dès maintenant le marché nécessaire.

La dépense, évaluée approximativement à la somme de 1.000.000 de francs, sera prélevée sur les crédits inscrits au Budget de 1959 pour les Services utilisateurs.

*Adopté.*

---

**N° 59 / 6.014. — SERVICES MUNICIPAUX. FOURNITURES INDUSTRIELLES.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Le montant des fournitures qui seront effectuées en 1959 aux divers Services Municipaux par la Société Industrielle Lilloise d'Outillage Mécanique (S.I.L.O.M.), 43, rue Brûle-Maison, à Lille, dépassera probablement le maximum pouvant être réglé sur simples factures.

En conséquence, en accord avec votre Commission des Services Publics, pour permettre le règlement des sommes qui seront dues à ce fournisseur, nous vous demandons de nous autoriser à passer avec lui le marché nécessaire.

La dépense, évaluée approximativement à 1.000.000 de francs, sera prélevée sur les crédits inscrits au Budget de 1959 pour les Services utilisateurs.

*Adopté.*

---



**N° 59 / 6.015. — PROPRIÉTÉ PUBLIQUE. VENTE DE MATÉRIEL.  
ADMISSION EN RECETTE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Nous avons procédé, le 15 octobre 1958, à un appel d'offres en vue de la vente de matériel de voirie hors d'usage et de ferrailles, le tout divisé en 7 lots :

- 1° 8 tombereaux, modèle de voirie ;
- 2° 5 tombereaux à roues ferrées, modèle ordinaire ;
- 3° 4 tombereaux, essieux à roulements à billes, sans roues ;
- 4° 1 berline 1/2 lune en tôle ;
- 5° 1 tombereau à quatre roues ;
- 6° ferrailles ;
- 7° vieilles fontes.

Des maisons spécialisées dans la récupération et le négoce des vieux métaux ont été consultées ; les offres les plus intéressantes ont été faites par :

M. Émile Stockman, de Quesnoy-sur-Deûle, qui se porte acquéreur des lots n° 6 et n° 7 pour une somme de 369.480 frs.

M. C. Delplanque, 75, rue de Saint Omer, à Tourcoing, qui se porte acquéreur des lots n° 1, n° 2, n° 4 et n° 5, pour une somme de 73.630 frs.

M. Jean Cibié, 10, avenue Industrielle, à Marquette, qui se porte acquéreur du lot n° 3 pour une somme de 14.000 frs.

En accord avec votre Commission des Services Publics, nous vous demandons de bien vouloir :

- 1° nous autoriser à céder ces matériel et vieux métaux dans les conditions ci-dessus ;
- 2° approuver l'admission en recette des sommes de 369.480 frs, 73.630 frs, 14.000 frs (ensemble : 457.110 frs).

*Adopté.*

---

**N° 59 / 6.016. — ACHAT D'ARBRES ET ARBUSTES. MARCHÉS.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Pour acquérir des arbres, arbustes et plantes ornementales, nous avons procédé à une étude comparative des prix et qualités des végétaux offerts, assez variables selon les divers producteurs.

Nous vous proposons de faire appel à divers pépiniéristes et horticulteurs qui livrent habituellement des végétaux de belle tenue, en tenant compte des rabais applicables aux commandes « par quantités ».

Nous vous demandons donc, d'accord avec votre Commission des Promenades et Jardins publics, de nous autoriser à passer marché avec :

- M. Desmidt, pépiniériste, avenue des Alliés, Audruicq (P.-de-C.) ;
- M. Ponthieux, pépiniériste, 22, rue Pasteur, Roncq (Nord) ;



- M. Hameau Alfred, pépiniériste, 212, rue Clemenceau, Wattignies ;
- M. Vallez, Établissements Van den Heede, 111, rue du Faubourg de Roubaix, Lille,

Les prix des végétaux étant fonction de leur qualité, il n'est pas possible d'établir par avance, un bordereau de prix applicables à la fourniture.

Au surplus, le service n'est pas en mesure de fixer la liste complète des végétaux qui lui seront nécessaires pendant le courant de l'année.

Dans ces conditions, les prix seront débattus avant toute livraison, entre le fournisseur et notre Service des Promenades et Jardins.

Le montant prévisionnel des marchés s'élève pour chacune des entreprises précitées à la somme de 1.000.000 de francs.

Nous nous réservons, en outre, la faculté de faire appel à d'autres horticulteurs ou pépiniéristes non titulaires de marchés.

Les dépenses seront prélevées sur les crédits du Service des Promenades et Jardins et éventuellement, sur ceux des services utilisateurs.

*Adopté (voir compte rendu analytique, page 22).*

---

**N° 59 / 6.017. — TRAVAUX DE GROS TERRASSEMENT. LOCATION DE MATÉRIEL. FOURNITURE DE SCHISTE ET AUTRES MATÉRIAUX. MARCHÉ LESAGE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Pour effectuer les gros terrassements ainsi que les charrois lourds nécessaires à l'aménagement d'espaces verts, nos Services ont fait appel à diverses entreprises spécialisées dans ce genre de travaux et possédant le matériel adéquat, en particulier engins lourds mécaniques et camions G.M.C. trois ponts.

L'Entreprise Lesage, 247, rue de Lille, à Bailleul, est susceptible de nous fournir en location ces matériels (y compris personnel de conduite et carburant) dans des conditions intéressantes. D'autres maisons consultées ne possèdent pas les véhicules du type désigné ci-dessus, ou demandent pour leur location des prix élevés.

Cette entreprise est en outre susceptible de nous fournir, à des conditions avantageuses, divers matériaux habituellement utilisés par les services municipaux, tels que schistes rouges de mines, scories, etc...

En raison de l'impossibilité d'établir à l'avance un bordereau de prix applicables à l'entreprise, les conditions seront débattues entre les services et l'entrepreneur avant toute fourniture.

Le montant prévisionnel du marché s'élève à 1.000.000 de francs.

La dépense sera prélevée sur les crédits du Service des Promenades et Jardins, et éventuellement, sur ceux des services utilisateurs.

*Adopté.*

---



**N° 59 / 6.018. — ACHAT DE PRODUITS ET DE MATÉRIELS HORTICOLES, BULBES, PLANTES, GRAINES DIVERSES. MARCHÉS.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Pour acquérir les produits et le matériel horticoles, les bulbes, les plantes, graines et divers qui nous sont nécessaires durant l'année 1959, nous avons consulté divers établissements spécialisés dans ce genre de fournitures.

Compte tenu de la qualité des marchandises, nous vous proposons de faire appel aux Établissements suivants :

- Truffaut, 4, rue du Priez, Lille ;
- Caignart, 26, route de Tournai, Annappes.

D'accord avec votre Commission des Promenades et Jardins Publics, nous vous demandons de nous autoriser à passer marché avec chacun de ces établissements, pour l'achat des matériels et produits indiqués ci-dessus.

En raison de l'impossibilité d'établir à l'avance un bordereau de prix applicables aux fournitures dont nous aurons besoin au cours de l'année, les conditions seront débattues, avant tout achat, entre le service et le fournisseur. .

En outre, il pourra être fait appel à d'autres fournisseurs non titulaires de marchés.

Le montant prévisionnel des marchés s'élève pour chacune des entreprises précitées à la somme approximative de 1.000.000 de francs.

La dépense sera prélevée sur les crédits du Service des Promenades et Jardins et, éventuellement, sur ceux des services utilisateurs.

*Adopté.*

---

**N° 59 / 6.019. — ACHAT DE PRODUITS HERBICIDES. MARCHÉS.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Pour assurer la propreté des chemins et allées, ainsi que des entretombes, des cimetières du Sud et de l'Est, le Service des Promenades et Jardins, après plusieurs essais de divers produits herbicides, a retenu « Herboxy et Solnet ».

Compte tenu de la qualité et de l'efficacité de ces herbicides, nous vous proposons de faire appel aux Établissements suivants :

- Établissements Geigy, 3, avenue Erlanger, Paris (16<sup>e</sup>) ;
- Compagnie Française des Produits Industriels, 177, quai du Docteur Dervaux, Asnières (Seine).

D'accord avec votre Commission des Promenades et Jardins Publics, nous vous demandons de nous autoriser à passer marché avec chacun des établissements, pour achat de ces produits herbicides.

Le montant prévisionnel des marchés s'élève pour chacun des établissements précités, à la somme approximative de 1.200.000 francs.

La dépense sera prélevée sur les crédits du Service des Promenades et Jardins et, éventuellement, sur ceux des services utilisateurs.

*Adopté.*

---



N° 59 / 6.020. — AMÉNAGEMENT D'ESPACES VERTS. EXPROPRIATION DE TERRAINS GREVÉS DE LA SERVITUDE NON ÆDIFICANDI A LA MADELEINE. ÉVICTION DE LOATAIRES.

MESDAMES, Messieurs,

La loi du 19 octobre 1919 portant déclassement de la place fortifiée de Lille, a maintenu pour les terrains de l'ancienne première zone, la servitude non aedificandi et imposé à la Ville de Lille, l'obligation de les acquérir pour les aménager en espaces libres, la loi susvisée valant déclaration d'utilité publique de l'opération.

Par Ordonnance en date du 7 juillet 1949, M. le Président du Tribunal Civil de Première Instance de Lille, a prononcé l'expropriation pour cause d'utilité publique, de terrains situés à La Madeleine, compris dans la première zone des servitudes militaires.

Une partie des locataires touchés par cette mesure ayant, pour éviter les ennuis de la procédure d'expropriation, accepté de traiter à l'amiable pour la libération des terrains, le Conseil Municipal a décidé, par délibérations n° 1.645 en date du 24 janvier 1950 et n° 1.953 en date du 11 juillet 1950, le versement aux intéressés, des indemnités dues de ce fait.

En raison de circonstances particulières, la procédure d'expropriation ne fut pas poursuivie à l'époque.

La Ville de Lille n'étant pas encore propriétaire de la totalité des terrains visés par cette opération, il n'a pu, jusqu'ici, être procédé au règlement des sommes réservées à ce titre.

A l'heure actuelle, les modifications intervenues dans la répartition des parcelles entre les divers propriétaires et locataires, et les variations dans les conditions économiques, nécessitent la révision des indemnités fixées en 1950, non réglées, et la passation avec les occupants, de nouvelles conventions aux termes desquelles, chacun d'eux est convenu :

a) d'abandonner et rendre complètement libre pour le 11 novembre suivant, le terrain désigné si congé a été donné entre le 1<sup>er</sup> février et le 1<sup>er</sup> août, et dans le délai de trois mois, si congé a été donné hors des dates ci-dessus précisées, moyennant paiement d'une indemnité fixée d'un commun accord et à forfait ;

b) de n'exercer lui-même, après son départ, aucun recours contre la Ville, pour quelque cause que ce soit.

La totalité des indemnités dues de ce fait, s'élève à 1.570.739 francs, se répartissant comme suit :



NUMÉRO PARCEL- LAIRE	NOM ET ADRESSES DES LOCATAIRES	MONTANT DE L'INDEMNITÉ
1 à 5	M. Devienne, 62, rue d'Angleterre, Lille . . . . .	9.375 frs
1 à 5	M <sup>me</sup> Vve Danel, 15, rue Jeanne Maillotte, La Madeleine . .	6.250 »
1 à 5	M. Beun-Dathis, 47, rue de la Chapelle, La Madeleine . . . .	16.662 »
1 à 5	M <sup>me</sup> Vve Desprez-Lefebvre, 12, avenue Saint Maur, La Madeleine.	6.000 »
1 à 5	M. Noé, 18, rue Kléber, La Madeleine. . . . .	13.125 »
1 à 5	M. Beun-Dathis, 47, rue de la Chapelle, La Madeleine. . . . .	685.500 »
21-22	M <sup>me</sup> Dugardin, Vve Choteau, 10, rue Jeanne Maillotte, La Made- leine. . . . .	5.800 »
27-28-29	M. Lamblin, 177, rue de Marquette, La Madeleine. . . . .	273.420 »
27-28-29	M. Lamblin, 177, rue de Marquette, La Madeleine. . . . .	11.250 »
36	M. Lamblin, 177, rue de Marquette, La Madeleine. . . . .	339.870 »
33-34-35	M. Vincent, 144, rue Roger Salengro, La Madeleine. . . . .	22.750 »
45 à 50	M. Moreels, 2, Chemin Rouge, La Madeleine. . . . .	3.500 »
45 à 50	M <sup>me</sup> Tillieux, 19, rue du Gard, Lille. . . . .	5.300 »
57	M. Bonte, 5 <i>ter</i> , rue du Général de Gaulle, La Madeleine. . . .	3.250 »
63	M. Uhlen, rue de Marquette, Impasse C. Bomart, La Madeleine.	6.562 »
65	M. Marteau, 43 <i>bis</i> , rue de Roubaix, Lille. . . . .	3.750 »
65	M. Hoisne, 34, rue du Général de Gaulle, La Madeleine. . . .	3.750 »
65	M. Philippo, 59, rue Jeanne Maillotte, La Madeleine. . . . .	3.750 »
65	M. Legendre, 69, rue Jeanne Maillotte, La Madeleine. . . . .	3.750 »
65	M. Debauf, 49, rue de Verdun, La Madeleine. . . . .	3.750 »
65	M. Boivin, 3, rue des Fleurs, La Madeleine. . . . .	3.750 »
69	M. Dewilde, 4, rue du Maréchal Leclerc, La Madeleine. . . . .	4.000 »
69	M. Thys, 1, rue des Bateliers, Lille. . . . .	4.000 »
65	M. Debauf, 49, rue de Verdun, La Madeleine. . . . .	3.750 »
69	M. Hurtewent, 60, rue Paul Doumer, La Madeleine. . . . .	4.000 »
69	M <sup>me</sup> Poulin, 11, rue Saint Maurice, La Madeleine. . . . .	4.000 »
69	M. Grasmick, 11, rue Saint Maurice, La Madeleine. . . . .	4.000 »
69	M. Sename, 49, rue de Gand, Lille. . . . .	4.000 »
69	M. Libioda, 63, rue Jacquemars Gielée, Lille. . . . .	4.000 »
69	M. Desutter, 25, rue Dassonville, La Madeleine. . . . .	4.000 »
72	M. Penez, 26, façade de l'Esplanade, Lille. . . . .	6.850 »
73-74	M. Reynaert, 1, rue de Lille, La Madeleine. . . . .	7.025 »
78	M. Beun-Dathis, 47, rue de la Chapelle, La Madeleine. . . . .	90.000 »
		1.570.739 frs =====

La Ville en versera le montant après approbation préfectorale et accomplissement des formalités préalables et aussitôt après évacuation du terrain ; elle se chargera, en outre, des frais occasionnés par les conventions intervenues.

Nous vous proposons, d'accord avec votre Commission de l'Urbanisme, d'homologuer les conventions établies à cet effet.

En outre, nous vous demandons de décider que la dépense en résultant sera imputée sur le crédit ouvert au chapitre XXXIV du budget supplémentaire, sous rubrique : Expropriation des terrains de l'enceinte fortifiée frappés de la servitude « non aedificandi » en vue de leur aménagement en espaces libres — Emprunt — Emploi ».

*Adopté.*



N° 59/ 6.021. — RÉALISATION DU PLAN D'AMÉNAGEMENT ET D'EMBELLISSEMENT DE LA VILLE. ACQUISITION DE TERRAIN GREVÉ DE LA SERVITUDE NON AEDIFICANDI A LA MADELEINE. M<sup>me</sup> DECOSTER-VIRNOT.

MESDAMES, MESSIEURS,

La loi du 19 octobre 1919, modifiée par le décret-loi du 12 juillet 1941, a maintenu la servitude non aedificandi, grevant l'ancienne première zone militaire et a mis la Ville dans l'obligation d'acquérir les terrains la composant, pour les aménager en espaces libres.

Cette loi a également déclaré d'utilité publi que les opérations immobilières nécessaires à la réalisation de cet aménagement.

M<sup>me</sup> Decoster-Virnot a accepté de traiter à l'amiable la cession du terrain lui appartenant, sis à La Madeleine, lieudit « Chemin Rouge », repris au cadastre sous les numéros 3.538 - 3.539 p. - 3.540 p. - 3.565 p. de la section A, pour une contenance de 13.061 m<sup>2</sup>.

Ce terrain est occupé, suivant baux et locations verbales en cours, par M. Lamblin-Verschaeve et M. Vincent Arthur.

Après pourparlers, nous avons pu conclure avec la venderesse, un accord aux termes duquel le terrain serait cédé au prix de : un million trois cent soixante-huit mille trois cent quarante-quatre francs (1.368.344 frs), moyennant lequel la Ville deviendrait, le jour de la signature de l'acte, propriétaire du bien vendu, tel qu'il existe, se poursuit et comporte, sans exception ni réserve, avec tous ses droits, aisances et dépendances. Elle en aurait la jouissance le jour du paiement du prix.

La vente serait réalisée par devant M<sup>e</sup> Ibled, notaire à Lille.

La Ville supporterait les frais de rédaction d'actes, de transcription et de purge, à l'exclusion de tous honoraires de négociation.

Le prix serait payable après accomplissement des formalités de purge des hypothèques légales et la délivrance, par M. le Conservateur des Hypothèques, d'un certificat négatif d'inscription ou de certificats de radiation des hypothèques inscrites.

Nous vous demandons, en accord avec votre Commission de l'Urbanisme :

- a) d'homologuer la promesse de vente établie à cet effet ;
- b) de nous autoriser à passer le contrat nécessaire.

En outre, nous vous prions de décider :

1° que la dépense d'acquisition, ressortant à 1.368.344 francs, sera imputée sur le crédit inscrit au chapitre XXXIV, article 104 du budget supplémentaire de 1958, sous rubrique : « Expropriation des terrains de l'enceinte fortifiée, frappés de la servitude non aedificandi, en vue de leur aménagement en espaces libres - Emprunt - Emploi »,

2° que les frais inhérents à l'opération, évalués environ à 75.000 francs, seront imputés sur le crédit ouvert au chapitre XXXVI, article premier du budget primitif de 1958, sous rubrique : « Frais de contentieux, de vente de vieux matériaux, d'actes et de procédure ».

Adopté.



N° 59 / 6.022. — RÉALISATION DU PLAN D'AMÉNAGEMENT ET D'EMBELLISSEMENT DE LA VILLE. ACQUISITION DE TERRAINS GREVÉS DE LA SERVITUDE NON AEDIFICANDI A LA MADELEINE, LIEU DIT « RUE DE LILLE ». M<sup>me</sup> LARGILLIER-BILEAU.

MESDAMES, MESSIEURS,

La loi du 19 octobre 1919, modifiée par le décret-loi du 12 juillet 1941, a maintenu la servitude non aedificandi grevant l'ancienne première zone militaire, et a mis la Ville dans l'obligation d'acquérir les terrains la composant, pour les aménager en espaces libres.

Cette loi a également déclaré d'utilité publique les opérations immobilières nécessaires à la réalisation de cet aménagement.

M<sup>me</sup> Largillier-Bileau a accepté de traiter à l'amiable la cession d'un terrain lui appartenant, situé à La Madeleine, et repris au cadastre de cette commune sous les numéros 3.551 et 3.551 bis de la section A, pour une contenance de 200 m<sup>2</sup>.

Ce terrain est occupé par M. Deschutter, suivant location verbale, moyennant un loyer annuel de : cinq cents francs (500 frs).

Après pourparlers, nous avons pu conclure avec la venderesse, un accord aux termes duquel le terrain serait cédé au prix de : trente-neuf mille francs (39.000), moyennant lequel la Ville deviendrait, le jour de la signature de l'acte, propriétaire du bien vendu, tel qu'il existe, se poursuit et comporte, sans exception ni réserve, avec tous ses droits, aisances et dépendances. Elle en aurait la jouissance le jour du paiement du prix.

La vente serait réalisée par devant M<sup>e</sup> Ducrocq, notaire à Lille.

La Ville supporterait les frais de rédaction d'actes et de transcription, à l'exclusion de tous honoraires de négociation.

Le prix serait payable après accomplissement des formalités préalables et la délivrance, par M. le Conservateur des Hypothèques, d'un certificat négatif d'inscription ou de certificats de radiation des hypothèques inscrites.

Nous vous demandons, en accord avec votre Commission de l'Urbanisme

- a) d'homologuer la promesse de vente établie à cet effet ;
- b) de nous autoriser à passer le contrat nécessaire ;
- c) de nous dispenser des formalités de purge des hypothèques, en raison de la modicité de la somme.

En outre, nous vous prions de décider :

1° que la dépense d'acquisition, ressortant à 39.000 francs, sera imputée sur le crédit inscrit au chapitre XXXIV, article 104 du budget supplémentaire de 1958, sous rubrique : « Expropriation des terrains de l'enceinte fortifiée, frappés de la servitude non aedificandi, en vue de leur aménagement en espaces libres — Emprunt — Emploi » ;

2° que les frais inhérents à l'opération, évalués environ à 15.000 francs, seront imputés sur le crédit ouvert au chapitre XXXVI, article premier du budget primitif de 1958, sous rubrique : « Frais de contentieux, de vente de vieux matériaux, d'actes et de procédure ».

Adopté.



N° 59 / 6.023. — RÉALISATION DU PLAN D'AMÉNAGEMENT ET D'EMBELLEMENT DE LA VILLE. ACQUISITION DE TERRAINS GREVÉS DE LA SERVITUDE NON ÆDIFICANDI A LA MADELEINE, LIEU DIT « CHEMIN DU ROMARIN ». M<sup>me</sup> Vve VITTU-SYNQUINTIN.

MESDAMES, MESSIEURS,

La loi du 19 octobre 1919, modifiée par le décret-loi du 12 juillet 1941, a maintenu la servitude non aedificandi grevant l'ancienne première zone militaire, et a mis la Ville dans l'obligation d'acquérir les terrains la composant, pour les aménager en espaces libres.

Cette loi a également déclaré d'utilité publique les opérations immobilières nécessaires à la réalisation de cet aménagement.

M<sup>me</sup> veuve Vittu-Synquintin a accepté de traiter à l'amiable la cession d'un terrain lui appartenant, situé à La Madeleine, et repris au cadastre de cette commune sous les numéros 2.869 - 2.871 p. de la section B, pour une contenance de 1.349 mètres carrés.

Ce terrain est occupé par M. Devos, suivant bail de 3, 6 et 9 années, du 1<sup>er</sup> novembre 1954, moyennant un loyer annuel de : quinze mille francs (15.000 frs). Après pourparlers nous avons pu conclure avec la venderesse, un accord aux termes duquel le terrain serait cédé au prix de : deux cent soixante trois mille cinquante-cinq francs (263.055 frs) moyennant lequel la Ville deviendrait, le jour de la signature de l'acte, propriétaire du bien vendu, tel qu'il existe, se poursuit et comporte, sans exception ni réserve, avec tous ses droits, aisances et dépendances. Elle en aurait la jouissance le jour du paiement du prix.

La vente serait réalisée par devant M<sup>e</sup> Fontaine, notaire à Lille.

La Ville supporterait les frais de rédaction d'actes et de transcription, à l'exclusion de tous honoraires de négociation.

Le prix serait payable après accomplissement des formalités préalables et la délivrance, par M. le Conservateur des Hypothèques, d'un certificat négatif d'inscription ou de certificats de radiation des hypothèques inscrites.

Nous vous demandons, en accord avec votre Commission de l'Urbanisme :

- a) d'homologuer la promesse de vente établie à cet effet ;
- b) de nous autoriser à passer le contrat nécessaire ;
- c) de nous dispenser des formalités de purge des hypothèques, en raison de la modicité de la somme.

En outre, nous vous prions de décider :

1° que la dépense d'acquisition, ressortant à 263.055 francs, sera imputée sur le crédit inscrit au chapitre XXXIV, article 104 du budget supplémentaire de 1958, sous rubrique : « Expropriation des terrains de l'enceinte fortifiée, frappés de la servitude non aedificandi, en vue de leur aménagement en espaces libres - Emprunt - Emploi » ;

2° que les frais inhérents à l'opération, évalués environ à 30.000 francs, seront imputés sur le crédit ouvert au chapitre XXXVI, article premier du budget primitif de 1958, sous rubrique : « Frais de contentieux, de vente de vieux matériaux, d'actes et de procédure ».

Adopté.



N° 59 / 6.024. — RÉALISATION DU PLAN D'AMÉNAGEMENT ET D'EMBELLEMENT DE LA VILLE. ACQUISITION DE TERRAINS GREVÉS DE LA SERVITUDE NON AEDIFICANDI A LA MADELEINE, LIEU DIT « RUE DE LILLE ». M<sup>me</sup> CHARLET-NAESSENS.

MESDAMES, MESSIEURS,

La loi du 19 octobre 1919, modifiée par le décret-loi du 12 juillet 1941, a maintenu la servitude « non aedificandi » grevant l'ancienne première zone militaire et a mis la Ville dans l'obligation d'acquérir les terrains la composant, pour les aménager en espaces libres.

Cette loi a également déclaré d'utilité publique les opérations immobilières nécessaires à la réalisation de cet aménagement.

M<sup>me</sup> Charlet-Naessens a accepté de traiter à l'amiable la cession d'un terrain lui appartenant, situé à La Madeleine, et repris au cadastre de cette commune sous les numéros 3.310 - 3.311 - 3.312 de la section B, pour une contenance de 403 m<sup>2</sup>.

Ce terrain est occupé par M. De Smet suivant location verbale, moyennant un loyer annuel de huit cents francs (800 frs).

Après pourparlers, nous avons pu conclure avec la venderesse, un accord aux termes duquel le terrain serait cédé au prix de : soixante-dix-huit mille cinq cent quatre-vingt-cinq francs (78.585 frs), moyennant lequel la Ville deviendrait, le jour de la signature de l'acte, propriétaire du bien vendu, tel qu'il existe, se poursuit et comporte, sans exception ni réserve, avec tous ses droits, aisances et dépendances. Elle en aurait la jouissance le jour du paiement du prix. La vente serait réalisée par devant M<sup>e</sup> Ibled, notaire à Lille.

La Ville supporterait les frais de rédaction d'actes et de transcription, à l'exclusion de tous honoraires de négociation.

Le prix serait payable après accomplissement des formalités préalables et la délivrance, par M. le Conservateur des Hypothèques, d'un certificat négatif d'inscription ou de certificats de radiation des hypothèques inscrites.

Nous vous demandons, en accord avec votre Commission de l'Urbanisme :

- a) d'homologuer la promesse de vente établie à cet effet ;
- b) de nous autoriser à passer le contrat nécessaire ;
- c) de nous dispenser des formalités de purge des hypothèques, en raison de la modicité de la somme.

En outre, nous vous prions de décider :

1° que la dépense d'acquisition, ressortant à 78.585 francs, sera imputée sur le crédit inscrit au chapitre XXXIV, article 104 du budget supplémentaire de 1958, sous rubrique : « Expropriation des terrains de l'enceinte fortifiée, frappés de la servitude non aedificandi, en vue de leur aménagement en espaces libres - Emprunt - Emploi » ;



2° que les frais inhérents à l'opération, évalués environ à 15.000 francs, seront imputés sur le crédit ouvert au chapitre XXXVI, article premier du budget primitif de 1958, sous rubrique : « Frais de contentieux, de vente de vieux matériaux, d'actes et de procédure ».

*Adopté.*

---

**N° 59 / 6.025. — EXPROPRIATION DE TERRAINS GREVÉS DE LA  
SERVITUDE NON ÆDIFICANDI A LA MADELEINE,  
4<sup>e</sup> SECTEUR, 2<sup>e</sup> TRANCHE. LOI DU 19 OCTOBRE 1919.  
AVIS APRÈS ENQUÊTE PARCELLAIRE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 58 / 6063 du 30 mai 1958, vous avez décidé de poursuivre, par voie d'expropriation, l'acquisition des terrains grevés de la servitude non aedificandi situés à La Madeleine, entre le boulevard de la République et la R. N. 17 de Paris à Lille et à Ostende.

La première phase de cette opération est terminée ; l'enquête parcellaire, prescrite par arrêté préfectoral du 17 septembre 1958, en application du titre II du décret-loi du 8 août 1935, a été close le 21 novembre 1958.

Les propriétaires intéressés ont pris connaissance du dossier et sept d'entre eux ont fait des observations.

Cinq de ces observations sont relatives à des contestations sur le tracé de la limite de l'ancienne première zone des servitudes militaires telle qu'elle figure au plan déposé pour l'enquête parcellaire.

Une autre porte le nom et l'adresse de la nouvelle propriétaire d'une parcelle attribuée à celle-ci à la suite d'un partage récent, sous les numéros 2.890 et 2.891 pour des contenances respectives de 155,16 m<sup>2</sup> et 309 m<sup>2</sup>, alors qu'elle figure à la matrice cadastrale de la commune de La Madeleine sous le seul numéro 2.890 p. pour une superficie de 455 m<sup>2</sup>.

La dernière a pour objet la déclaration d'un propriétaire, de ne pas s'opposer à l'expropriation, mais demande, en raison de sa profession de fleuriste, de rester en possession du terrain le plus longtemps possible et, éventuellement, sollicite un terrain d'échange.

Une huitième observation ne concerne pas le secteur faisant l'objet de la présente procédure ; elle n'est donc pas recevable.

Considérant qu'aucune réclamation contraire au principe du projet n'a été formulée au cours de l'enquête, nous vous proposons, d'accord avec votre Commission de l'Urbanisme, de donner un avis favorable à la poursuite de la procédure d'expropriation.

*Adopté.*

---



N° 59 / 6.026. — **RÉALISATION DU PLAN D'AMÉNAGEMENT ET D'EMBELLISSEMENT DE LA VILLE. ACQUISITION DE TERRAIN GREVÉS DE LA SERVITUDE NON AEDIFICANDI A LA MADELEINE, LIEU DIT « CHEMIN DU ROMARIN ». M<sup>me</sup> VERSTRAETE-VITTU.**

MESDAMES, MESSIEURS,

La loi du 19 octobre 1919, modifiée par le décret-loi du 12 juillet 1941, a maintenu la servitude non aedificandi grevant l'ancienne première zone militaire, et a mis la Ville dans l'obligation d'acquérir les terrains la composant, pour les aménager en espaces libres.

Cette loi a également déclaré d'utilité publique les opérations immobilières nécessaires à la réalisation de cet aménagement.

M<sup>me</sup> Verstraete-Vittu a accepté de traiter, à l'amiable, la cession d'un terrain lui appartenant, situé à La Madeleine, et repris au cadastre de cette commune sous le numéro 2.871 p. de la section B, pour une contenance de 260 mètres carrés.

Ce terrain est occupé par elle-même.

Après pourparlers, nous avons pu conclure avec la venderesse, un accord aux termes duquel le terrain serait cédé au prix de : cinquante mille sept cents francs (50.700 frs), moyennant lequel la Ville deviendrait, le jour de la signature de l'acte, propriétaire du bien vendu, tel qu'il existe, se poursuit et comporte, sans exception ni réserve, avec tous ses droits, aisances et dépendances. Elle en aurait la jouissance le jour du paiement du prix.

La vente serait réalisée par devant M<sup>e</sup> Pajot, notaire à Lille.

La Ville supporterait les frais de rédaction d'actes et de transcription, à l'exclusion de tous honoraires de négociation.

Le prix serait payable après accomplissement des formalités préalables et la délivrance, par M. le Conservateur des Hypothèques, d'un certificat négatif d'inscription ou de certificats de radiation des hypothèques inscrites.

Nous vous demandons, en accord avec votre Commission de l'Urbanisme :

- a) d'homologuer la promesse de vente établie à cet effet ;
- b) de nous autoriser à passer le contrat nécessaire ;
- c) de nous dispenser des formalités de purge des hypothèques, en raison de la modicité de la somme.

En outre, nous vous prions de décider :

1° que la dépense d'acquisition, ressortant à 50.700 francs, sera imputée sur le crédit inscrit au chapitre XXXIV, article 104 du budget supplémentaire de 1958, sous rubrique : « Expropriation des terrains de l'enceinte fortifiée, frappés de la servitude non aedificandi, en vue de leur aménagement en espaces libres — Emprunt — Emploi » ;

2° que les frais inhérents à l'opération, évalués environ à 20.000 francs, seront imputés sur le crédit ouvert au chapitre XXXVI, article premier du budget primitif de 1958, sous rubrique : « Frais de contentieux, de vente de vieux matériaux, d'actes et de procédure ».

*Adopté.*



**N° 59 / 6.027. — ALIÉNATION D'UNE PARCELLE DE TERRAIN SITUÉE  
30, RUE ÉDOUARD DELESALLE, AU PROFIT DE  
M. PAUL MASSE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Nous avons été saisi, par M. Paul Masse, d'une demande d'aliénation d'une parcelle de terrain communal contiguë au fond de sa propriété, ceci en vue de redresser la limite séparant son immeuble, sis à Lille, 30, rue Edouard Delesalle, de la propriété de l'Office Départemental d'H.L.M. et de celle de la Ville de Lille.

Cette parcelle, de forme trapézoïdale, repérée au cadastre sous partie du numéro 2.385 de la section I, d'une superficie approximative de 21 mètres carrés, est limitée comme suit :

*Au Nord* : par l'axe mitoyen séparant la propriété portant les numéros 26-28 de la rue Edouard Delesalle, de la propriété de la Ville.

*A l'Est* : par l'axe mitoyen des propriétés de M. Masse et de la Ville de Lille.

*A l'Ouest* : par le prolongement de l'axe du mur mitoyen de la propriété de l'Office Départemental d'H.L.M. avec celle portant les numéros 26-28, de la rue Edouard Delesalle.

*Au Sud* : par le prolongement de la limite mitoyenne séparant les propriétés de M. Masse et de la Ville de Lille.

Votre Commission de l'Urbanisme a émis un avis favorable à cette aliénation, et a fixé les conditions de vente comme suit :

1° La vente se ferait à l'amiable au prix de 8.000 francs le mètre carré, qui serait appliqué à la superficie exacte du terrain, déterminée par un mesurage effectué par les Services Municipaux ;

2° L'acquéreur devrait observer les règles générales fixées par le programme d'aménagement communal.

Ces conditions ont été acceptées par le demandeur.

En conséquence, nous vous proposons de décider l'aliénation dudit terrain aux conditions que nous venons d'énumérer.

En outre, nous vous demandons de vouloir bien prononcer l'admission en recette, du produit de la vente, qui sera comptabilisé au chapitre XIV, article 2.

*Adopté.*

**N° 59 / 6.028. — ACQUISITION DE L'IMMEUBLE SITUÉ 48, FAÇADE  
DE L'ESPLANADE. DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Dans le cadre du programme de constructions scolaires, la Ville envisage l'acquisition de l'immeuble sis à Lille, 48, façade de l'Esplanade, contigu à l'école Pascal, dont l'extension est devenue nécessaire, par suite de l'accroissement du nombre des élèves.



L'immeuble considéré est repris au cadastre sous les numéros 2123 p et 2124 de la section A. Il couvre une superficie de 308 m<sup>2</sup> environ. Il est occupé par 7 locataires.

Après pourparlers, nous avons pu conclure avec M. Wattrigant Jacques, agissant tant en son nom personnel qu'au nom et pour le compte de son frère et de ses deux sœurs, tous quatre co-propriétaires de l'immeuble dont il s'agit, un accord aux termes duquel la Ville en deviendrait propriétaire, tel qu'il existe, se poursuit et comporte, sans exception ni réserve, avec tous ses droits, aisances et dépendances, moyennant un prix fixé d'un commun accord et à forfait à : trois millions neuf cent mille francs (3.900.000), conformément à l'avis de M. le Directeur de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre.

La Ville deviendrait propriétaire de l'immeuble vendu le jour de la signature de l'acte. Elle en aurait la jouissance le jour du paiement du prix.

La vente serait réalisée par devant M<sup>e</sup> Roussel, notaire à Lille.

La Ville supporterait les frais de rédaction d'actes, de transcription et de purge, à l'exclusion de tous honoraires de négociation.

Le prix de vente serait payable après accomplissement des formalités de purge des hypothèques légales et la délivrance, par M. le Conservateur des Hypothèques, d'un certificat négatif d'inscription ou de certificats de radiation des hypothèques inscrites.

Votre Commission de l'Urbanisme a donné un avis favorable à cette acquisition.

En conséquence, nous vous demandons :

- a) d'homologuer la promesse de vente établie à cet effet ;
- b) de nous autoriser à passer le contrat nécessaire ;
- c) de solliciter de l'autorité supérieure, la déclaration d'utilité publique de l'opération ;
- d) de décider que la dépense en résultant, évaluée approximativement à : 4.050.000 francs, frais compris, sera imputée sur le crédit inscrit au chapitre XXXIV, article 291 du budget supplémentaire de 1958, sous la rubrique : « Achat d'immeubles. Emploi du produit des ventes immobilières ».

*Adopté.*

---

**N° 59 / 6.029. — RÉALISATION DU PLAN D'AMÉNAGEMENT DE LA VILLE. ACQUISITION DE L'IMMEUBLE, SIS A LILLE, 154, RUE DU FAUBOURG DES POSTES.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Le plan d'alignement du Chemin Départemental n° 147 (rue du Faubourg des Postes), homologué par décision de la Commission Départementale en date du 18 mai 1925, prévoit l'élargissement de cette voie, à vingt mètres.

La Ville envisage actuellement l'acquisition de plusieurs immeubles touchés par ce plan et qui, en outre, doivent disparaître du fait que l'Office Municipal d'H.L.M. a construit, immédiatement derrière ceux-ci, un immeuble à usage collectif, comprenant 100 logements, et qui doit être dégagé.



Parmi les propriétés à acquérir, figure, en particulier, l'immeuble situé 154, rue du Faubourg des Postes, appartenant à M. Verschooris Bruno.

Cet immeuble est repris au cadastre sous les numéros 745 partie, 750 partie de la section E, et comprend, en outre, une partie déclassée de l'ancien Chemin des Postes (non cadastré). Il couvre une superficie d'environ 70 mètres carrés.

Il est occupé comme suit :

- rez-de-chaussée : loué verbalement à M<sup>me</sup> Tytgat ;
- 1<sup>er</sup> étage : occupé par le propriétaire ;
- 2<sup>e</sup> étage : loué verbalement à M. Neslany.

Après pourparlers, M. Verschooris a accepté de souscrire une promesse de vente aux termes de laquelle la Ville deviendrait propriétaire de l'immeuble sus-désigné, tel qu'il existe, se poursuit et comporte, sans exception ni réserve, avec tous ses droits, aisances et dépendances, moyennant paiement d'un prix d'achat fixé d'un commun accord et à forfait à : deux millions trois cent quarante mille francs (2.340.000 frs), conformément à l'évaluation de M. le Directeur des Domaines.

Le prix de vente serait payable après accomplissement des formalités de purge des hypothèques légales et la délivrance, par M. le Conservateur des Hypothèques, d'un certificat négatif d'inscription ou de certificats de radiation des hypothèques inscrites.

La vente serait réalisée par devant M<sup>e</sup> Senlis, notaire à Lille.

La Ville supporterait les frais de rédaction d'actes et les droits de timbre, d'enregistrement, de transcription et de purge, à l'exclusion de tous honoraires de négociation.

La Ville deviendrait propriétaire de l'immeuble vendu, le jour de la signature de l'acte. Elle en aurait la jouissance le jour du paiement du prix.

Votre Commission de l'Urbanisme a donné un avis favorable à cette opération.

En conséquence, nous vous demandons :

- a) d'homologuer la promesse de vente établie à cet effet ;
- b) de nous autoriser à passer le contrat nécessaire ;
- c) de solliciter de l'Autorité Supérieure la déclaration d'utilité publique de l'opération ;
- d) de décider que la dépense en résultant, évaluée approximativement à 2.440.000 frs frais compris, sera imputée sur le crédit inscrit au chapitre XXXIV, article 291 du budget supplémentaire de 1958, sous la rubrique : « Achat d'immeubles - Emploi du produit des ventes immobilières ».

*Adopté.*



N° 59 / 6.030. — CONSTRUCTIONS SCOLAIRES PAR COMMANDES  
GROUPÉES. PROGRAMME 1957. DEMANDE DE  
SUBVENTION POUR ACQUISITION DE TERRAINS.

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 57 / 7.114 du 20 décembre 1957, vous avez arrêté le programme de constructions scolaires 1957, et décidé sa réalisation dans le cadre des commandes groupées.

Des dossiers ont été établis pour chacun des projets mentionnés dans la délibération précitée, en vue de l'obtention des subventions de l'État pour les constructions à édifier.

Or, le terrain acquis par une commune pour l'édification d'un groupe scolaire peut bénéficier du même taux de subvention que la construction elle-même.

En conséquence, nous envisageons actuellement de solliciter, à ce titre, les subventions correspondant à des acquisitions qui ont été effectuées, entretemps, en vue de la réalisation de ces projets.

Le détail de ces opérations est mentionné dans l'état ci-joint.

En accord avec votre Commission de l'Urbanisme, nous vous proposons :

— de demander à M. le Ministre de l'Éducation Nationale de vouloir bien accorder les subventions susceptibles d'être allouées pour l'acquisition des immeubles dont il s'agit.

*Adopté.*

\* \* \*



ETAT DES IMMEUBLES ACQUIS PAR LA VILLE DE LILLE EN VUE DE L'ÉDIFICATION  
DE GROUPES SCOLAIRES

DÉSIGNATION DU GROUPE SCOLAIRE	NATURE DE L'ACQUISITION	SITUATION	SUPERFICIE	DATE DE LA DÉLIB. DU C.M. DÉCIDANT L'ACQUISITION	PRIX BRUT	FRAIS ET DROITS	DÉPENSE TOTALE	DATE DE L'ACTE DE VENTE
Quartier du Buisson.	1 immeuble bâti et terrain atten.	140, r. du Buisson.	4.000 m <sup>2</sup>	55 / 629, 12 / 12 / 55	6.000.000	145.000	6.145.000	9 et 20 / 11 / 1956
École des Filles, bld de la Liberté.	1 immeuble bâti	97, bld de la Liberté.	516 m <sup>2</sup>	56 / 6090, 17 / 7 / 56	12.350.000	300.000	12.650.000	5 et 14 / 2 / 1958
Rue de la Barre.	3 immeub. bâtis	78-84-90, r. de la Bar.	2.847 m <sup>2</sup>	56 / 6162, 21 / 12 / 56	29.000.000	350.000	29.350.000	12 et 23 / 12 / 1957
St Sauveur - Parc Expositions.	1 immeuble bâti	rue St Sauveur - Hôpital.	Tot. 15.000 utilisée pour le Gr. Scol. 7.135 m <sup>2</sup>	57 / 6074, 8 / 7 / 57	162.000.000 × 7.135 = 15.000 77.058.000	20.000 × 7.135 = 15.000 9.513	77.067.513	(en cours)
École des Filles - bld de la Liberté.	1 immeuble bâti	95, bld de la Liberté.	384 m <sup>2</sup>	57 / 6113, 20 / 12 / 57	14.500.000	1.500.000	16.000.000	11 / 2 / 1958
Rue de la Barre.	3 immeub. bâtis	76-80-82, r. de la Bar.	185 m <sup>2</sup>	58 / 6034, 10 / 3 / 58	3.150.000	20.000	3.170.000	(en cours)
Quartier du Vieux-Lille	1 imm. non bâti	2-4, r. du Béguinage.	2.219 m <sup>2</sup>	58 / 6066, 30 / 5 / 58	11.544.000	20.000	11.564.000	(en cours)
École de Filles M <sup>me</sup> de Staël.	1 immeuble bâti	21, rue Fulton	99 m <sup>2</sup>	58 / 6081, 11 / 7 / 58	4.940.000	150.000	5.090.000	(en cours)
Rue de la Barre.	1 immeuble bâti	86, rue de la Barre.	39 m <sup>2</sup>	58 / 6103, 30 / 10 / 58	780.000	50.000	830.000	(en cours)
Quartier façade Espla- nade.	1 immeuble bâti	48, façade Esplanade.	308 m <sup>2</sup>		3.900.000	150.000	4.050.000	(en cours)



**N° 59 / 6.031. — CESSIION AU PROFIT DE L'OFFICE MUNICIPAL D'H.L.M. DE PLUSIEURS IMMEUBLES APPARTENANT A LA VILLE ET SITUÉS DANS LA 2<sup>e</sup> TRANCHE DU PROJET DE RÉNOVATION DES ILOTS DÉFECTUEUX DU QUARTIER SAINT SAUVEUR.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 57 / 6.035 en date du 11 mars 1957, vous avez adopté le projet de rénovation des îlots défectueux du quartier Saint-Sauveur et vous avez chargé l'Office Municipal d'H.L.M. d'en poursuivre l'exécution.

Afin de permettre la réalisation de ce projet, vous avez, en outre, par délibération n° 57 / 6.092 du 4 novembre 1957, décidé la cession audit Office, des immeubles appartenant à la Ville, situés dans la première tranche du projet.

La Ville est également propriétaire dans la seconde tranche, d'un certain nombre d'immeubles bâtis et non bâtis.

L'Office Municipal d'H.L.M. ayant manifesté le désir d'acquérir immédiatement plusieurs des immeubles considérés, situés rue des Capucins, rue Gustave Delory, et repris dans la liste ci-jointe, nous envisageons de les céder à cet Organisme, aux conditions suivantes :

a) les immeubles dont il s'agit seraient vendus tels qu'ils existent, se poursuivent et comportent, sans exception ni réserve, avec tous leurs droits, aisances et dépendances, moyennant le prix de : huit millions deux cent quatre-vingt-trois mille six cents francs (8.283.600 frs) pour une superficie de 1.163,28 m<sup>2</sup> ;

b) l'acte de vente serait passé en la forme administrative ;

c) l'entrée en possession des biens vendus aurait lieu à compter de la date de signature de l'acte de vente ; l'Office en aurait toutefois la jouissance à compter de l'approbation de la présente délibération par M. le Préfet ;

d) les frais auxquels la vente donnera lieu seraient supportés par l'Office Municipal d'H.L.M.

En conséquence, en accord avec votre Commission de l'Urbanisme, nous vous demandons de décider :

1° la cession, au profit de l'Office Municipal d'H.L.M., aux conditions précitées, des immeubles dont il est question, repris dans la liste ci-annexée ;

2° l'admission en recettes du produit de la vente, soit : 8.283.600 frs, qui sera comptabilisé au chapitre XIV, article 2 du budget primitif, sous la rubrique : « Produit des ventes immobilières ».

*Adopté (voir compte rendu analytique, page 23).*

\* \* \*



SAINT-SAUVEUR — 2<sup>e</sup> TRANCHE — ILOT 20  
PROPRIÉTÉS COMMUNALES A CÉDER A L'OFFICE MUNICIPAL D'H.L.M.

DÉSIGNATION	CADASTRE	SUR- FACE EN M <sup>2</sup>	NATURE	VALEUR DE L'IMMEUBLE	
				VALEUR VÉNALE	INDEMNITÉ DE REMploi
Rue des Capucins, 5 . .	I. 2455 p - 2456 p - 2498 p	70	T	700.000 frs	210.000 frs
Rue des Capucins, 9 . .	I. 2495	44	T	352.000 »	105.600 »
Rue Gustave Delory, 1 .	I. 2493 - 2494	101,23	T	520.000 »	156.000 »
Rue Gustave Delory, 3 .	I. 2492	105,39	B	450.000 »	135.000 »
Rue Gustave Delory, 7 .	I. 2490	230	B	950.000 »	285.000 »
Rue Gustave Delory, 9 .	I. 2489 p	87,66	B	350.000 »	105.000 »
Rue Gust. Delory, 13-17	I. 2480 p - 2484 - 2485	505	T	2.525.000 »	757.500 »
Rue Gustave Delory, 21.	I. 2482	20	B	525.000 »	157.500 »
		1.163,28		6.372.000 frs	1.911.600 frs
		=====		TOTAL GÉNÉRAL : 8.283.600 frs	
				=====	

N° 59 / 6.032. — PROJET D'AMÉNAGEMENT DE DÉTAIL DE LA ZONE  
LILLE-SUD.

MESDAMES, MESSIEURS,

Sur proposition de M. le Directeur des Services Départementaux de la Construction, faite en accord avec son Administration Centrale, nous avons, conformément aux articles 39 et 40-1 du Code de l'Urbanisme et de l'Habitation, chargé M. Perpère, Architecte-Urbaniste, de l'étude et de l'établissement du projet d'aménagement de détail, concernant le secteur sis à l'extrémité sud du territoire communal de Lille, et compris entre la Route Nationale 25 à l'est et la rue du Faubourg des Postes à l'ouest (environ 28 hectares).

M. Perpère nous a adressé son projet d'aménagement.

Celui-ci a été soumis à votre Commission de l'Urbanisme, qui a admis les grandes lignes du projet dans son ensemble, mais a fait les réserves suivantes, sur les points de détail ci-après :

a) le projet établi intéresse à la fois Lille, Loos et Wattignies, et ne peut être réalisé sans accord préalable entre les trois communes ;

b) la densité de population prévue par l'Urbaniste est nettement insuffisante ;

c) aucun espace n'a été réservé pour les équipements sociaux, ce qui devra être corrigé dans le projet définitif.

En conséquence, nous vous demandons de vouloir bien émettre un avis conforme à celui de votre Commission de l'Urbanisme.

Adopté.



N° 59 / 6.033. — **RÉALISATION DU PLAN D'AMÉNAGEMENT ET D'EMBELLISSEMENT DE LA VILLE. ACQUISITION DE TERRAINS GREVÉS DE LA SERVITUDE NON ÆDIFICANDI A LILLE, LIEU DIT « RUE ET CITÉ DES BOIS BLANCS ». M. ROBERT LEBLANC.**

MESDAMES, MESSIEURS,

La loi du 19 octobre 1919, modifiée par le décret-loi du 12 juillet 1941, a maintenu la servitude « non ædificandi », grevant l'ancienne première zone militaire et a mis la Ville dans l'obligation d'acquérir les terrains la composant, pour les aménager en espaces libres.

Cette loi a également déclaré d'utilité publique les opérations immobilières nécessaires à la réalisation de cet aménagement.

M. Robert Leblanc a accepté de traiter à l'amiable la cession du terrain lui appartenant, sis à Lille, rue des Bois Blancs, et des constructions à usage d'habitation érigées sur ledit terrain antérieurement au décret-loi du 10 août 1853, portant création de la zone grevée de la servitude « non ædificandi ».

Cette propriété est reprise au cadastre sous les numéros 663 à 675 de la section F, pour une superficie de 1.228 mètres carrés.

Elle est occupée par divers locataires, suivant locations verbales en cours.

Après pourparlers, nous avons pu conclure avec le vendeur, un accord aux termes duquel le terrain et les constructions y érigées, seraient vendus au prix fixé d'un commun accord et à forfait à 411.840 francs, moyennant lequel la Ville deviendrait, le jour de la signature de l'acte, propriétaire du bien vendu, tel qu'il existe, se poursuit et comporte, sans exception ni réserve, avec tous ses droits, aisances et dépendances. Elle en aurait la jouissance le jour du paiement du prix, étant entendu que, jusqu'à ce jour, le vendeur continuerait à percevoir le montant du loyer dû par les locataires.

La vente serait réalisée par devant Me Ibled, notaire à Lille.

La Ville supporterait les frais de rédaction d'actes, ceux de timbre, d'enregistrement et de transcription, à l'exclusion de tous honoraires de négociation.

Le prix serait payable après accomplissement des formalités préalables et la délivrance, par M. le Conservateur des Hypothèques, d'un certificat négatif d'inscription ou de certificats de radiation des hypothèques inscrites.

Nous vous demandons, en accord avec votre Commission de l'Urbanisme :

- a) d'homologuer la promesse de vente établie à cet effet ;
- b) de nous autoriser à passer le contrat nécessaire ;
- c) de nous dispenser des formalités de purge des hypothèques, en raison de la modicité de la somme.

En outre, nous vous prions de décider :

1° que la dépense d'acquisition ressortant à 411.840 francs, sera imputée sur le crédit inscrit au chapitre XXXIV, du Budget supplémentaire, sous rubrique : « Expropriation des terrains de l'enceinte fortifiée, frappés de la servitude « non ædificandi », en vue de leur aménagement en espaces libres — Emprunt — Emploi » ;



2° que les frais inhérents à l'opération, évalués environ à 35.000 francs, seront imputés sur le crédit ouvert au chapitre XXXVI, article 1<sup>er</sup>, du Budget primitif de 1958, sous rubrique : « Frais de contentieux, de vente de vieux matériaux, d'actes et de procédure ».

*Adopté.*

**N° 59/ 6.034. — GARE ROUTIÈRE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 56/6.133, du 21 décembre 1956, relative à l'installation de la future Gare Routière, le Conseil Municipal a décidé :

a) de donner un avis favorable à l'abandon par l'État, au profit du Département, de son pouvoir concédant ;

b) de confirmer l'emplacement de la future Gare Routière, tel qu'il figure au plan d'aménagement, en contiguïté avec le tri-postal. L'accès des voyageurs devant se faire face à la rue des Casernes ;

c) de mettre à la disposition du Département, à titre gracieux, et pendant la durée de son affectation, la partie du terrain appartenant à la Ville et nécessaire à l'édification de la Gare Routière, sous la réserve expresse que la construction de la Gare Routière soit effectuée en plein accord avec la Ville et selon les plans agréés par elle.

Le Conseil Municipal a précisé que cette construction devra être conforme à une harmonisation rationnelle expressément agréée par le Conseil Municipal, entre : les emprises de la S.N.C.F., le tri-postal, la piste pour hélicoptères, le parking à créer et la Gare Routière.

La délibération susvisée n'a pas été approuvée et, par lettre en date du 15 janvier 1959, M. le Préfet nous a demandé de recueillir votre avis sur différents points complémentaires touchant l'aménagement et l'exploitation de la Gare Routière.

En conséquence, en accord avec votre Commission de l'Urbanisme, nous vous demandons :

1° de confirmer les dispositions contenues dans la délibération n° 56/6.133 du 21 décembre 1956, en ce qui concerne :

a) l'abandon par l'État de son pouvoir concédant au profit du Département ;

b) la mise à la disposition du Département, à titre gracieux et pendant la durée de son affectation, de la partie de terrains appartenant à la Ville, comprise dans l'emplacement choisi.

Il convient de préciser que l'apport de la Ville se limitera aux seuls terrains lui appartenant, à l'exclusion de ceux dépendant du Domaine de l'État ;

2° de donner un avis favorable au type d'exploitation proposé, c'est-à-dire, le régime de la concession suivant cahier des charges-type établi par décret du 16 mars 1948, et à l'octroi de cette concession à la Chambre de Commerce ;



3° d'approuver :

- a) l'avant-projet de plan-masse qui a reçu l'agrément de l'Union des Transporteurs ainsi que le mémoire descriptif donnant toutes précisions sur les dispositions techniques d'aménagement de la Gare ;
- b) l'estimation sommaire des dépenses et les moyens de financement prévus au dit mémoire descriptif ;
- c) les conditions d'exploitation telles qu'elles sont envisagées ;

4° de décider que la Gare sera affectée aux services réguliers de transport de voyageurs autres que les services urbains.

*Adopté (voir compte rendu analytique, page 27).*

**N° 59 / 7.001. — BATIMENTS COMMUNAUX. ABATTOIRS. VENTE DE VIEUX MÉTAUX. ADMISSION EN RECETTE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Pour permettre la réalisation des travaux de modernisation des Abattoirs de Lille, nous avons fait procéder au démontage de la porte d'entrée et d'une partie de l'enceinte de l'Abattoir.

Pour éviter des transports et manutentions inutiles dans les magasins de la Ville et, en raison de l'urgence, nous avons demandé aux Établissements Boone, qui avaient offert les meilleurs prix lors de l'appel d'offres d'avril dernier, à quelles conditions ils consentiraient à procéder à l'enlèvement sur place des vieilles ferrailles provenant de la démolition.

Cette entreprise a offert les prix ci-après :

Fontes grises à casser. . . . .	12.000 frs la tonne
Ferrailles à découper . . . . .	8.200 » —
Zinc. . . . .	37.000 » —

Ces prix étant supérieurs aux cours des vieilles ferrailles publiés au Moniteur des Travaux Publics, les Établissements Boone ont pris possession des vieux métaux pour ne pas entraver la bonne marche du chantier.

Les pesées ont été effectuées sur la bascule publique des Abattoirs, en présence d'un agent communal, à savoir :

Zinc. . . . .	143 kgs à 37 frs	=	5.291 frs
Fontes grises . . . . .	5.597 kgs à 12 frs	=	67.164 frs
Ferrailles . . . . .	8.292 kgs à 8 frs 20	=	67.994 frs 40

Soit au total . . . . . 140.449 frs 40

D'accord avec notre Commission des Bâtiments, nous vous demandons de vouloir bien admettre en recette la somme de cent quarante mille quatre cent quarante-neuf francs quarante centimes (140.449 frs 40).

*Adopté.*



**N° 59 / 7.002. — BATIMENTS COMMUNAUX. OPÉRA. VENTE DE VIEUX MÉTAUX. ADMISSION EN RECETTE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

La Société à Responsabilité Limitée « Anciens Établissements Laurent et Wieme, Wieme Frères, Successeurs », 36, rue de Maubeuge, à Lille, a été chargée du remplacement du réservoir Grinnell de l'Opéra, suivant marché en date du 6 mai 1958, approuvé le 12 juin suivant.

Aux termes de son marché, l'entreprise devait assurer le découpage sur place et le transport de l'ancien réservoir au Magasin de la Ville.

Au cours des travaux, pour éviter des manutentions et transports inutiles, l'entrepreneur a offert d'acquérir sur place les vieux métaux provenant du démontage du réservoir, au prix de 12.125 frs la tonne.

Le meilleur prix obtenu lors de l'appel d'offres d'avril 1958 ayant été de 11.250 frs la tonne, nous avons estimé que l'offre de la S.A.R.L. Wieme Frères était intéressante pour la Ville, les cours de vieilles ferrailles étant d'ailleurs en baisse.

Le tonnage global des vieilles ferrailles s'élevant à 6 tonnes 700 a été enlevé par l'entrepreneur, sous contrôle d'un agent municipal.

D'accord avec notre Commission des Bâtiments, nous vous demandons de vouloir bien admettre en recette la somme de quatre-vingt un mille deux cent trente-sept francs cinquante centimes (81.237 frs 50).

*Adopté.*

---

**N° 59 / 7.003. — BATIMENTS COMMUNAUX. ÉGLISE SAINT MARTIN D'ESQUERMES. TRAVAUX DE COUVERTURE. PARTICIPATION DU CULTE. ADMISSION EN RECETTE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Quelques réparations urgentes ont été effectuées à la toiture de l'Église Saint Martin d'Esquermes, afin de ne pas laisser s'aggraver les dégradations.

Le Ministre du Culte a accepté de supporter une participation égale à 50 % du montant des dépenses évaluées à 50.000 francs.

D'accord avec notre Commission des Bâtiments, nous vous demandons :

- 1° de ratifier l'exécution des travaux de couverture effectués en raison de l'urgence ;
- 2° de décider que les dépenses seront imputées sur le crédit inscrit au chapitre XIX, article 2, du Budget primitif de 1958, pour l'entretien des édifices culturels ;
- 3° d'admettre en recette la participation du culte évaluée à 25.000 francs environ.

*Adopté.*

---



**N° 59 / 7.004. — BATIMENTS COMMUNAUX. TEMPLE ISRAELITE.  
TRAVAUX DE COUVERTURE. PARTICIPATION DU  
CULTE. ADMISSION EN RECETTE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Plusieurs fuites de couverture se sont révélées au Temple Israélite de Lille.

Le montant des travaux est évalué à 40.000 francs environ.

L'Association Cultuelle Israélite a donné son accord pour supporter une participation égale à 50 % du montant des dépenses.

D'accord avec notre Commission des Bâtiments, nous vous demandons :

1° de ratifier l'exécution des travaux réalisés d'urgence pour éviter toute aggravation des dégâts ;

2° de décider que les dépenses seront imputées sur le crédit inscrit au chapitre XIX, article 2, du Budget primitif de 1958, pour l'entretien des édifices culturels.

3° d'admettre en recette la participation du culte évaluée à 20.000 francs environ.

*Adopté.*

---

**N° 59 / 7.005. — CONSTRUCTIONS SCOLAIRES EN COMMANDES  
GROUPEES. PROGRAMMES 1955-1956. ÉCOLE  
MATERNELLE DU BOULEVARD DE METZ. TRAVAUX  
D'INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES. SUBSTITUTION  
D'ENTREPRISE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

A la suite de l'adjudication-concours en date du 22 juin 1956, lancée pour les travaux d'électrification des constructions scolaires en commandes groupées, programmes 1955-1956, l'Entreprise Industrielle de Force et Lumière, 18, rue d'Haubourdin, à Wattignies-lez-Lille, a été déclarée adjudicataire le 29 octobre 1956 des lots n°s 2 et 4, le lot n° 2 comportant quatre écoles maternelles isolées et le lot n° 4 constituant le groupe du Faubourg de Béthune.

Les ouvrages faisant l'objet de ces lots ont été exécutés en temps utile, sauf toutefois les travaux d'installations électriques de l'école maternelle du boulevard de Metz, comprise dans le lot n° 2, l'état d'avancement de la construction de ce bâtiment n'ayant pas encore permis d'en assurer l'électrification.

Or, par lettre du 19 septembre 1958, la Société à Responsabilité Limitée « E.I.F.E.L. » nous a fait connaître que, par suite d'une reconversion complète de l'entreprise, celle-ci a été amenée à cesser totalement son activité « installations électriques » et qu'en conséquence il ne lui sera pas possible d'effectuer les travaux d'installations électriques de l'école maternelle du boulevard de Metz prévus pour un montant de 936.385 frs.

Cette firme suggère de confier ces travaux à la Société d'Installation de Lumière et de Force Électriques, 98, rue du Marché, à Lille, adjudicataire du lot n° 6 (Groupe scolaire



du boulevard de Metz) qui a été consultée et a donné son accord, par lettre en date du 14 octobre 1958, pour l'exécution dans les mêmes conditions de prix et de délai.

D'accord avec votre Commission des Bâtiments, nous vous demandons l'autorisation de faire assurer les travaux dont il s'agit par la Société d'Installation de Lumière et de Force Électriques.

*Adopté.*

**N° 59 / 7.006. — RECONSTRUCTION DU GROUPE SCOLAIRE LAKANAL-CAMPAN. LOT N° 1 (TERRASSEMENT, MAÇONNERIE, BÉTON ARMÉ, ETC...). AUGMENTATION DU MONTANT DES DÉPENSES AUTORISÉES.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 537, le Conseil Municipal a, au cours de sa séance du 31 octobre 1955, approuvé le projet de reconstruction du groupe scolaire Lakanal-Campan, à Fives, et arrêté le dispositif financier propre à assurer le règlement des dépenses.

Le montant du projet, à cette époque, était de 80.000.000 de francs. Son financement comportait le remploi de l'indemnité de dommages de guerre du groupe sinistré pour 50.000.000 de frs et deux crédits de 15.000.000 de frs : une part de la Ville et un emploi de subventions escomptées de l'État et du Département.

L'adjudication des travaux a eu lieu le 5 juillet 1957. Le lot n° 1 (gros œuvre) a été attribué aux Établissements Michel Aubrun, 15, boulevard Montébello, à Lille, pour un prix d'adjudication de 42.040.713 francs, rabais déduit.

Les travaux sont maintenant assez avancés et il est possible de faire le point des dépenses de ce lot.

M. Bazelis, Architecte, chargé de la direction des travaux, nous a fait tenir le 24 octobre 1958, une situation qui fait apparaître une augmentation de 17.078.949 frs des dépenses prévues à l'origine.

Cette différence en plus provient, d'une part, de la hausse des prix constatée entre la date de l'établissement des devis et celle de l'exécution des travaux et ceci, pour une somme de 12.000.000 de frs environ et, d'autre part, de travaux supplémentaires pour 5.000.000 de frs, comprenant notamment des fouilles plus importantes, des démolitions imprévisibles de maçonnerie en sous-sol, la mise en place de voiles de fondations en raison du mauvais état du terrain, celle de caniveaux supplémentaires de chauffage, le renforcement des radiers des canalisations des eaux usées.

Pour permettre le règlement des dépenses du lot de gros-œuvre dans le cadre des prescriptions du cahier des charges, il est proposé de porter le prix d'adjudication du lot n° 1, de 42.040.713 frs à 59.119.662 frs.

Les dépenses supplémentaires seraient imputées sur le crédit de Dommages de Guerre. Le crédit réservé à cette reconstruction a d'ailleurs été revalorisé. Fixé à 50.000.000 de frs à l'origine, il a été arrêté à 63.413.000 frs par le Ministre de la Reconstruction et du Logement (lettre de ce Ministère du 3 avril 1958).



D'accord avec votre Commission des Bâtiments, nous vous demandons d'homologuer les nouvelles prévisions chiffrées du lot n° 1 et d'approuver les dispositions financières portant les disponibilités à 93.413.000 frs pour la reconstruction du Groupe scolaire Lakanal-Campan.

L'augmentation des dépenses fera l'objet d'un avenant lors de l'établissement du décompte définitif.

*Adopté.*

**N° 59 / 7.007. — BATIMENTS SCOLAIRES. RECONSTRUCTION DU GROUPE LAKANAL-CAMPAN. TRAVAUX D'ÉLECTRIFICATION. MARCHÉ.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Les travaux de gros œuvre sont suffisamment avancés au Groupe scolaire Lakanal-Campan, rues du Long Pot et du Vieux Moulin, à Fives, pour que l'on puisse envisager de faire exécuter les travaux d'électrification.

A cet effet, il a été procédé à un appel d'offres. — Quatre entreprises ont été consultées. Les résultats sont consignés dans le tableau ci-dessous :

ENTREPRISES	FOURNITURES	MAIN-D'ŒUVRE	TOTAL	DÉLAIS CONSENTIS
F.O.R.C.L.U.M. à Lille . . .	3.922.669 frs	1.859.370 frs	5.782.039 frs (1)	3 mois
Potigny, à Lille . . . . .	3.972.429 frs	1.897.000 frs	5.869.429 frs	4 mois
Société d'Installation de Lumière et de force électriques, à Lille . . . . .	3.960.826 frs	1.998.100 frs	5.958.926 frs	Pas de délai indiqué
M. Callens, à Lille . . . . .		N'a pas répondu à l'appel d'offres		

(1) Prix ramené à 5.782.000 francs.

L'examen des propositions, celles-ci ayant été étudiées par chacune des entreprises sur les bases d'un devis descriptif établi par M. Baselis, Architecte chargé des travaux de reconstruction du Groupe scolaire, en collaboration avec les services techniques municipaux, fait apparaître que l'offre de la Société F.O.R.C.L.U.M. est la plus intéressante pour la Ville quant aux prix et délai d'exécution.

D'ailleurs, après vérification et comparaison avec les appels d'offres et les adjudications ayant eu lieu en juin 1956 pour l'électrification des bâtiments repris aux programmes 1955 et 1956 des constructions scolaires en commandes groupées et compte



tenu des augmentations enregistrées depuis cette date, il a été reconnu que la proposition faite par la Société F.O.R.C.L.U.M. entrerait dans le cadre des prix précédents.

Il est donc demandé de traiter avec cette firme par voie de marché.

D'accord avec votre Commission des Bâtiments, nous vous demandons en conséquence :

1<sup>o</sup> d'approuver le marché à passer avec la Société F.O.R.C.L.U.M. agence du Nord, 36, place Cormontaigne, à Lille, marché d'un montant de 5.782.000 francs ;

2<sup>o</sup> de décider que les dépenses seront imputées sur les crédits ouverts au Budget, au titre de la reconstruction du Groupe scolaire Lakanal-Campan, suivant les disponibilités existant sur les dits crédits, XXXVII - 1 : Dommages de Guerre, XXXV - 161 : Part de la Ville, XXXV - 162 : Subventions - Emploi.

*Adopté.*

---

**N° 59 / 7.008. — BATIMENTS SCOLAIRES. ANCIEN HOPITAL SAINT SAUVEUR. INSTALLATION DE CLASSES PROVISOIRES. IMPUTATION DE LA DÉPENSE.**

Rapport retiré de l'ordre du jour (voir compte rendu analytique, page 29)

---

**N° 59 / 7.009. — DOMMAGES DE GUERRE. TRANSFERTS D'INDEMNITÉS.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 285, le Conseil Municipal avait, au cours de sa séance du 12 juillet 1955, approuvé la demande de transfert introduite auprès des Services départementaux du Ministère de la Reconstruction et du Logement concernant le dommage subi par l'immeuble de la Ville totalement sinistré, autrefois situé rue du Long Pot, n° 145, et décidé l'affectation de l'indemnité à provenir de ce dommage au financement de la construction d'un logement pour la Directrice de l'école maternelle Broca.

Cette opération ne s'est pas effectuée, le règlement des dépenses de ce logement ayant été assuré par le emploi de l'indemnité propre à l'école.

De même, par délibération n° 56 / 7.029, le Conseil Municipal avait, le 13 février 1956, approuvé la demande de transfert concernant le dommage subi par l'immeuble de la Ville, autrefois situé rue de Bavai, n° 112, et décidé l'affectation de l'indemnité de emploi au financement de la construction de logements dans les nouveaux groupes scolaires des programmes 1955 et 1956.

Ces logements ayant été financés en même temps que les constructions scolaires, aucune suite n'a été donnée à ce projet.

Toutefois, par lettre en date du 23 novembre 1956, nous avons fait savoir à M. le Préfet que la Ville de Lille envisageait l'utilisation de cette dernière indemnité pour



la construction de la maison du chauffeur-mécanicien de l'établissement de bains de la rue Dupuytren et pour celle du gardien du stade à ériger à proximité de l'Institut Denis Diderot.

Actuellement, seul le projet du logement du chauffeur-mécanicien de l'établissement de bains de la rue Dupuytren est établi.

Le devis, valeur actuelle, s'élève à 5.240.000 frs, non compris les honoraires de l'Architecte reconstruteur.

Nous avons donc recherché dans le dossier des dommages à transférer, les opérations susceptibles de financer ce projet.

C'est ainsi que nous vous proposons les transferts ci-après :

	VALEUR APPROXIMATIVE OCTOBRE 1958
Immeuble, 145, rue du Long Pot . . . . .	4.600.000 frs
Bureau d'Octroi, avenue de l'Hippodrome . . . . .	750.000 »
Total . . . . .	5.350.000 frs

chiffre sensiblement égal au montant du projet de la maison du chauffeur de l'établissement de bains, honoraires non compris.

D'accord avec votre Commission des Bâtiments, nous vous demandons :

1° d'annuler les deux délibérations susvisées pour lesquelles aucune suite n'a été donnée ;

2° d'approuver les deux demandes de transferts ci-avant désignés ;

3° de décider l'affectation des indemnités à provenir de ces dommages au financement du logement du chauffeur mécanicien de l'établissement de bains de la rue Dupuytren.

*Adopté.*

**N° 59 / 7.010. — ÉTABLISSEMENT DE BAINS DE LA RUE DUPUYTREN.  
LOGEMENT DU CHAUFFEUR-MÉCANICIEN. EXÉCUTION  
DES TRAVAUX. AVENANTS A DES MARCHÉS.  
FINANCEMENT.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Les travaux de reconstruction de l'établissement de bains de la rue Dupuytren étant en voie d'exécution, il est urgent d'envisager l'édification de la maison du chauffeur-mécanicien qui sera appelé à conduire les installations de chauffage et de production d'eau chaude du dit établissement.

Ce logement sera construit sur une surface de 85 mètres carrés, en bordure de la rue Dupuytren, à proximité immédiate des bains.



L'étude en a été faite par M. Jean Brunot, architecte D.P.L.G., désigné précédemment par la Ville pour la reconstruction de l'établissement de bains.

Le logement prévu est un bâtiment à simple rez-de-chaussée, couvert en zinc. Il comprend une cuisine, une salle de séjour, trois chambres, une salle d'eau et un W.C. Il est excavé sur 13 mètres carrés environ. Les façades sont étudiées pour être assorties à celle des bains.

Le devis, valeur octobre 1958, s'élève à 5.350.000 francs, rabais déduits sur les lots 1 à 6.

Il se décompose comme suit :

1 <sup>er</sup> lot. — Terrassement, maçonnerie, béton, béton armé, puisards et canalisations . . . . .	1.870.000 frs
2 <sup>e</sup> lot. — Charpente bois, menuiserie et quincaillerie. . . . .	1.237.000 »
3 <sup>e</sup> lot. — Zinguerie . . . . .	360.000 »
4 <sup>e</sup> lot. — Plâtrerie et cimentage . . . . .	661.000 »
5 <sup>e</sup> lot. — Carrelage et faïence . . . . .	136.000 »
6 <sup>e</sup> lot. — Peinture et vitrerie . . . . .	173.000 »
Plomberie-sanitaire, gaz. — Prévisions. . . . .	350.000 »
Installation électrique. — Prévisions . . . . .	130.000 »
Revêtement de sol (linoléum). — Prévision. . . . .	90.000 »
Somme à valoir pour divers et imprévus. . . . .	343.000 »
Total . . . . .	5.350.000 frs

Ce prix ne comprend pas les honoraires de l'architecte constructeur.

Pour conserver de l'unité dans la construction, tant du point de vue de l'esthétique que de celui de la qualité des matériaux, nous avons demandé aux entreprises adjudicataires ou titulaires de marché de travaux pour l'établissement de bains, leurs conditions de rabais pour les travaux du logement.

Cette consultation a donné les résultats suivants :

Lot n° 1. — Société Les Entreprises Modernes, 73, rue Sainte Thérèse, à Roubaix . . . . .	rabais 27 %
(même rabais que pour les bains)	
Lot n° 2. — Menuiserie bois et quincailleries . . . . .	rabais 31 %
(même rabais que pour les bains)	
Charpente bois . . . . .	rabais 20 %
Société Le Bâtiment du Nord, 3, rue de la Gare, à Lomme-lez-Lille.	
Lot n° 3. — Zinguerie . . . . .	rabais 31 %
(même rabais que pour les bains)	
M. Grimonpon, 6, rue Coustou, à Lille.	
Lot n° 4. — Plâtrerie-cimentage . . . . .	rabais 21 %
(même rabais que pour les bains)	
Société Flipo-Maréchal, 58, rue de Calais, à Tourcoing.	
Lot n° 5. — Carrelages et faïences . . . . .	rabais 27 %
(même rabais que pour les bains)	
Société C.R.I., 48 à 52, rue des Meuniers, à Lille.	



Lot n° 6. — Peinture-vitrierie. — L'entrepreneur adjudicataire de l'établissement de bains n'a pas cru devoir répondre par écrit à notre demande.

Les résultats obtenus pour les lots 1 à 5 sont très avantageux pour la Ville au point de vue prix et délais d'exécution, notre demande précisant que les travaux du logement devaient rentrer dans le cadre de l'opération « bâtiment des bains » et qu'à ce titre les délais d'exécution ne seraient pas allongés.

Il est donc proposé d'accepter les offres pour les lots 1 à 5. Un avenant à chacun des marchés d'origine est à prévoir en faveur des entreprises adjudicataires de ces lots.

En ce qui concerne le lot n° 6, de peu d'importance d'ailleurs, il est proposé de le confier à un entrepreneur titulaire d'un marché d'entretien des bâtiments communaux.

Il en sera de même pour les travaux de plomberie-sanitaire-gaz. En ce qui concerne l'installation électrique et les revêtements en linoléum, il pourrait être fait appel à des titulaires de marché, spécialistes en ces matières.

D'accord avec votre Commission des Bâtiments, nous vous demandons d'approuver les dispositions qui précèdent.

Nous vous demandons, en outre, d'autoriser la passation d'avenants, portant augmentation du montant des dépenses autorisées de leurs lots respectifs avec les entreprises sus-désignées.

Une décision récente venant d'être prise concernant le transfert des indemnités de remploi des dommages de l'immeuble, 145, rue du Long Pot et du Bureau d'Octroi de l'avenue de l'Hippodrome pour la construction du logement du chauffeur-mécanicien, les dépenses seront imputées sur le crédit ouvert au Budget sous la rubrique « Dommages de Guerre » (chapitre XXXVII, article 1<sup>er</sup>).

*Adopté.*

---

**N° 59 / 7.011. — DOMMAGES DE GUERRE. ÉTABLISSEMENT DE BAINS DE LA RUE DUPUYTREN A FIVES. LOGEMENT DU CHAUFFEUR-MÉCANICIEN, ARCHITECTE-RECONSTRUCTEUR. AVENANT A UN CONTRAT DE PRESTATIONS DE SERVICE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 58 / 7.072, le Conseil Municipal, au cours de sa séance du 11 juillet 1958, a autorisé la passation avec M. Jean Brunot, architecte D.P.L.G., 146, boulevard de la Liberté, à Lille, d'un contrat de prestations de service définissant la mission de cet Homme de l'Art dans les travaux de reconstruction de l'établissement de bains de la rue Dupuytren, à Fives. Ces dispositions ont été approuvées par M. le Préfet, le 29 août 1958.

Cet établissement de bains devant comporter un logement pour le chauffeur-mécanicien chargé de la conduite des installations thermiques et mécaniques, logement situé à proximité immédiate des bains, il a été demandé à M. Brunot d'étendre sa mission à ce dernier projet.



S'agissant d'une construction financée par l'emploi d'indemnités de dommages de guerre provenant de transferts, les honoraires seront calculés suivant les dispositions de l'arrêté interministériel du 7 août 1947, modifié par l'arrêté du 4 octobre 1949, tous deux relatifs aux honoraires des architectes experts et techniciens appelés à donner leur concours aux sinistrés par faits de guerre.

D'accord avec votre Commission des Bâtiments, nous vous demandons :

1° D'homologuer les dispositions ci-avant exposées ;

2° d'approuver l'avenant au contrat de M. Jean Brunot, visant la nouvelle mission confiée à ce dernier.

Les honoraires à verser à M. Brunot seront imputés sur le crédit « Dommages de Guerre » (chapitre XXXVII, art. 1<sup>er</sup>).

*Adopté.*

**N° 59 / 7.012. — RECONSTRUCTION DE L'ÉTABLISSEMENT DE BAINS  
DE LA RUE DUPUYTREN. LOT N° 5 (CIMENTAGE).  
APPEL D'OFFRES. MARCHÉ.**

MESDAMES, MESSIEURS,

L'Adjudication du 12 septembre 1958, visant les travaux de reconstruction de l'établissement de bains de la rue Dupuytren, a été déclarée infructueuse pour les ouvrages de cimentage (lot n° 5), le rabais minimum fixé par le bureau d'adjudication n'ayant pas été atteint.

Un appel d'offres a été effectué par la suite pour l'attribution de ce lot parmi les entrepreneurs spécialisés. Les résultats ont été les suivants :

NOM DES ENTREPRISES CONSULTÉES	RABAIS CONSENTIS
Lapouille, 9, rue Malpart, à Lille . . . . .	12 %
Andreoletti et Landone, 1, rue Bohin, à Lille . . . . .	6 %
Pinard, 122 bis, rue d'Esquermes, à Lille . . . . .	20 %
Flipo-Maréchal, 58, rue de Calais, à Tourcoing . . . . .	21 %
Boullierier, 253, boulevard Victor Hugo, à Lille . . . . .	N'a pas répondu

La proposition la plus avantageuse pour la Ville ayant été faite par la Société Flipo-Maréchal avec un rabais de 21 %, nous vous proposons de traiter le lot n° 5 avec cette Entreprise.

La passation d'un marché est nécessaire. Compte tenu du devis d'origine (avril 1957) d'un montant de 6.076.000 frs et du rabais consenti, le montant du marché est fixé à 4.800.040 francs.

D'accord avec votre Commission des Bâtiments, nous vous demandons d'approuver les dispositions qui précèdent.



Les dépenses consécutives dues aux travaux de ce lot seront imputées, suivant les disponibilités, sur les crédits « dommages de guerre » (chapitre XXXVII, art. 1<sup>er</sup>) ou sur le crédit reporté au chapitre XXXV, article 116, du Budget supplémentaire de l'exercice 1958, représentant la part de la Ville dans cette reconstruction.

*Adopté.*

**N° 59 / 7.013. — RECONSTRUCTION DE L'ÉTABLISSEMENT DE BAINS  
DE LA RUE DUPUYTREN. LOT N° 12 (PIERRES DURES).  
APPEL D'OFFRES. MARCHÉ.**

MESDAMES, MESSIEURS,

L'adjudication du 12 septembre 1958, visant les travaux de reconstruction de l'Établissement de bains de la rue Dupuytren, a été déclarée infructueuse pour le lot n° 12 de pierres dures, le rabais minimum fixé par le bureau d'adjudication n'ayant pas été atteint.

Un appel d'offres a été effectué en vue de l'attribution de ce lot. Plusieurs entreprises spécialisées ont été consultées. Les résultats ont été les suivants :

ENTREPRISES	RABAIS PROPOSÉS
Entreprise G. Cazeaux, à La Chapelle d'Armentières. . . . .	3 %
Société Damay, 61, rue Léonard Danel, à Lille . . . . .	6 %
Pasquarelli, rue Destailleurs, à Lille. . . . .	N'a pas répondu
Établissements Marin, 21-23, rue Camille Desmoulins, à Lille. . . . .	8 %

La proposition la plus avantageuse pour la Ville ayant été faite par les Établissements Marin, à Lille, avec un rabais de 8 %, rabais supérieur de 2 % à celui obtenu le 12 septembre dernier, nous vous proposons de traiter le lot n° 12 avec cette Entreprise.

La régularisation de cette opération sera faite par voie de marché.

Le devis d'origine se montant à 460.000 francs, valeur mai 1957, prévoyait l'emploi de granit de Bretagne pour le perron d'entrée, les bordures d'arrêt devant la chaufferie et les seuils.

Les entreprises consultées ne pouvant assurer cette fourniture peu importante de granit dans de bonnes conditions de prix, l'Architecte a établi un devis rectificatif en envisageant l'emploi de la pierre de Soignies.

Le nouveau devis s'élève à 500.000 frs, valeur actuelle.

Compte tenu du rabais de 8 %, le montant du marché est fixé à 460.000 frs.

D'accord avec votre Commission des Bâtiments, nous vous demandons d'approuver les dispositions qui précèdent et d'autoriser la passation d'un marché avec les Établissements Marin, à Lille.



Les dépenses consécutives aux travaux de ce lot seront imputées, suivant les disponibilités sur les crédits « dommages de guerre » (chapitre XXXVII, article 1<sup>er</sup>) ou sur le crédit reporté au chapitre XXXV, article 116, du Budget supplémentaire de l'exercice 1958, représentant la part de la Ville dans cette reconstruction.

*Adopté.*

N° 59 / 7.014. — BAINS MUNICIPAUX DU BOULEVARD DE LA LIBERTÉ. TRAVAUX DE GROSSES RÉPARATIONS MODERNISATION DES CABINES DE DÉSHABILLAGE. LOT N° 1 (DÉMOLITIONS, TERRASEMENTS, MAÇONNERIE, BÉTON ARMÉ, CIMENTAGE, CANALISATIONS). LOT N° 3 (CLOISONNEMENTS DES CABINES ET REVÊTEMENTS SUR MURS). DÉCOMPTES DÉFINITIFS. AVENANTS.

MESDAMES, MESSIEURS,

Les travaux de modernisation des cabines de déshabillage de l'Établissement de bains du boulevard de la Liberté sont terminés ; les décomptes définitifs sont maintenant établis et il est possible de faire la mise au point des dépenses.

Le montant des lots n°s 1 et 3 dépasse celui des marchés et la situation se présente comme suit :

Lot n° 1. — Démolitions, terrassements, maçonnerie, béton armé, cimentage, canalisations.  
Entreprise Duprez et Ronchin, à Lille.  
Montant du marché . . . . . 6.000.000 de frs  
— du décompte définitif . . . . . 7.731.550 frs 34

Lot n° 3. — Cloisonnements et revêtements sur murs.  
Société « Carrelages et Revêtements Industriels », à Lille.  
Montant du marché . . . . . 8.500.000 frs  
— du décompte définitif . . . . . 10.245.663 frs 55

Par délibération n° 58/7.051, du 30 mai 1958, approuvée par M. le Préfet, le 1<sup>er</sup> août 1958, le montant des dépenses autorisées a été porté :

pour le lot n° 1, à . . . . . 8.500.000 frs  
pour le lot n° 3, à . . . . . 11.500.000 »

en raison, d'une part, de l'augmentation des prix constatée entre la date d'établissement du marché et la période d'exécution des travaux et, d'autre part, de travaux supplémentaires reconnus nécessaires au fur et à mesure de l'avancement des ouvrages.

Les décomptes définitifs ont été examinés par le Service de la Vérification et n'ont donné lieu à aucune observation.

La dépense supplémentaire dépassant, pour chacun des deux lots précités, le sixième du prix initial, il y a lieu, conformément aux dispositions légales en vigueur, de passer un avenant au marché.



En ce qui concerne le lot n° 1 confié à l'Entreprise Duprez et Ronchin, le délai d'exécution doit être allongé en raison de l'importance des travaux supplémentaires de fondations nécessités par la nature du terrain, et des difficultés de réalisation rencontrées qui découlent surtout de l'exploitation des lieux et de la mise en service des installations thermiques dans les sous-sols. Compte tenu de ces sujétions, le délai fixé à 3 mois peut être porté à 5 mois 1/2.

S'agissant du lot n° 3, les ouvrages ont pu être achevés dans le délai imparti au marché.

D'accord avec votre Commission des Bâtiments, nous vous demandons d'approuver les décomptes définitifs des lots 1 et 3 de modernisation des cabines de déshabillage de l'Établissement de bains du boulevard de la Liberté tels qu'ils sont présentés et les avenants correspondants.

Les dépenses supplémentaires seront imputées sur le crédit reporté au chapitre XXXV, article 115, du Budget supplémentaire de l'exercice en cours, sous la rubrique « Bains Liberté — Travaux de grosses réparations — Modernisation des cabines de déshabillage ».

*Adopté.*

---

**N° 59 / 7.015. — BATIMENTS COMMUNAUX. LOCATION DE BACHES  
ET MATÉRIEL D'ÉTANCHÉITÉ PROVISOIRE. TRAVAUX  
DE POSE. MARCHÉ DE GRÉ A GRÉ.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Les conditions atmosphériques défavorables ont rendu nécessaire la location de bâches pour assurer l'étanchéité provisoire pendant l'exécution de gros travaux d'aménagement, dans plusieurs bâtiments communaux.

La Société à Responsabilité Limitée Pierre Lamarque, dont le siège est à Tourcoing (Nord), 154, rue Winoc Chocquel, a assuré la fourniture de ce matériel d'étanchéité et sa mise en place.

L'ensemble de ces travaux et locations dépassera, pour l'année 1958, la somme d'un million de francs, ce qui entraîne la passation d'un marché.

D'accord avec notre Commission des Bâtiments, nous vous demandons :

1° de nous autoriser à passer avec la S.A.R.L. Pierre Lamarque, le marché de régularisation nécessaire dont le montant peut être évalué à un million deux cent mille francs environ (1.200.000 frs) ;

2° d'accepter l'imputation des dépenses, selon leur destination, sur les divers crédits inscrits au Budget de l'exercice 1958.

*Adopté.*

---



N° 59 / 7.016. — BATIMENTS COMMUNAUX. FOURNITURE DE BUCHES  
ET DE BOIS CASSÉ. MARCHÉS DE GRÉ A GRÉ.

MESDAMES, MESSIEURS,

En vue de l'acquisition du bois cassé et des bûches nécessaires à l'allumage des installations de chauffage des écoles et autres bâtiments communaux, nous avons procédé à un appel d'offres auprès de neuf firmes.

Deux d'entre elles ont déposé des offres, à savoir :

ENTREPRISES	Bûches (A LA TONNE)	BOIS CASSÉ (A LA TONNE)
Établissements Wauters . . . . .	8.000 frs	—
Établissements Berten . . . . .	8.500 »	13.000 frs

M. Wauters ayant proposé le prix le plus intéressant pour la fourniture des bûches, tandis que seul M. Berten a déposé une offre pour la livraison du bois cassé, il convient de scinder la fourniture.

D'accord avec notre Commission des Bâtiments, nous vous demandons :

1° de nous autoriser à passer avec :

- a) M. Léopold Wauters, 14, rue Saint Éloi, à Lille, un marché de gré à gré évalué à quatre-vingt mille francs environ pour livraison de bûches de 0,30 m. et 0,15 m. ;
- b) avec M. Gabriel Berten, 125, boulevard d'Alsace, à Lille, un marché évalué à sept cent quatre-vingt mille francs environ pour livraison de bois cassé, sans sciure .

2° de décider que les dépenses seront imputées sur les divers crédits de chauffage inscrits au Budget de l'exercice 1959, selon la destination des fournitures.

*Adopté.*

N° 59 / 7.017. — BATIMENTS COMMUNAUX. FOURNITURE DE FUEL-  
OIL LÉGER. MARCHÉ DE GRÉ A GRÉ.

MESDAMES, MESSIEURS,

Notre Service d'Architecture a procédé auprès de dix-sept firmes à un appel d'offres en vue de la fourniture, pendant les années 1959 et 1960, du fuel oil léger nécessaire aux installations de chauffage de l'Orangerie du Jardin des Plantes et du Stade Félix Grimonprez.

Onze firmes ont déposé des offres, à savoir :



ENTREPRISES	TARIF DE BASE VALEUR 27 /11 /58	MONTANT DU RABAIS	La tonne PRIX ACTUEL OFFICIEL
Alty . . . . .	P.P.A. = 18.240 frs	700 frs	17.540 frs
Nord-Ozo . . . . .	G.P.A. = 17.790 »	250 »	17.540 »
Mory et Cie . . . . .	G.P.B. = 17.540 »	50 »	17.490 »
Desmarais . . . . .	G.P.B. = 17.540 »	75 »	17.465 »
Shell Berre . . . . .	G.P.B. = 17.540 »		17.540 »
Pursan . . . . .	G.P.B. = 17.540 »	80 »	17.460 »
Total. . . . .	G.P.B. = 17.540 »	80 »	17.460 »
Energol B.P. . . . .	G.P.B. = 17.540 »	50 »	17.490 »
Mobiloil . . . . .	G.P.B. = 17.540 »	80 »	17.460 »
Antar . . . . .	G.P.B. = 17.540 »	80 »	17.460 »
Purфина Française . . . . .	G.P.C. = 17.240 »	300 »	16.940 »

L'examen des offres montre que le rabais consenti par la Société Purфина Française, 12, rue de Croix, à Wasquehal (Nord), est le plus intéressant pour la Ville puisqu'il s'appuie sur le tarif « gros porteur échelon C » publié au Bulletin Officiel du Service des Prix.

Dans ces conditions, d'accord avec notre Commission des Bâtiments, nous vous demandons :

1° de nous autoriser à passer avec la Société Anonyme Purфина Française, dont le siège social est à Paris, 19, rue du Général Foy, représentée par son agence régionale, 12, rue de Croix, à Wasquehal (Nord), un marché de gré à gré, évalué annuellement à deux millions trente-deux mille huit cents francs environ, sauf modification des tarifs officiels ;

2° de décider que les dépenses seront imputées, selon leur objet, sur les crédits correspondants inscrits au Budget de l'exercice intéressé.

*Adopté.*

#### N° 59 / 7.018. — BATIMENTS COMMUNAUX. FOURNITURE D'EXTINCTEURS. MARCHÉ DE GRÉ A GRÉ.

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 58/7.020, du 10 mars 1958, approuvée le 25 mars 1958 par M. le Préfet du Nord, vous avez décidé l'ouverture d'un crédit destiné à divers travaux et notamment à ceux qui ont été prescrits par la Commission Communale de Sécurité.

Ce programme comporte en particulier l'acquisition d'extincteurs à répartir dans les écoles et bâtiments communaux.



Notre Service d'Architecture a procédé à un appel d'offres auprès de dix-neuf firmes en vue de l'acquisition de 610 extincteurs environ. Neuf d'entre elles ont déposé des propositions.

ENTREPRISES	PRIX UNITAIRE	CARACTÉRISTIQUES
Fleury-Legrand . . . . .	5.450 frs	Tête fixée à l'appareil — pas de label
Blockhaus . . . . .	5.650 »	d°
Établissements G.M. . . . .	5.700 »	d°
Lenfant - Knock-out . . . . .	6.840 »	Label M.I.H. Plaque des Mines rechargeable
S.I.C.L.I. . . . .	7.250 »	d°
Stop Fire . . . . .	8.300 »	d°
Philips et Pain . . . . .	11.300 »	d°
Minimax . . . . .	17.150 »	d°
Antifyre . . . . .	11.000 »	Appareil ne répondant pas aux caractéristiques exigées

L'examen des appareils montre que celui offert par les Établissements Lenfant-Knock-out est le moins cher, répondant, d'une part, aux stipulations de l'appel d'offres et, d'autre part, muni des labels de garantie et de la plaque de contrôle du Service des Mines. Cet appareil est, en outre, rechargeable et de vérification aisée.

Dans ces conditions, d'accord avec notre Commission des Bâtiments, nous vous demandons de vouloir bien nous autoriser à passer avec la Société Française Knock-out, Société à Responsabilité Limitée, dont le siège est à Paris (15<sup>e</sup>), 18 à 22, boulevard de Grenelle, un marché de gré à gré évalué à quatre millions deux cent mille francs environ.

Les dépenses seront imputées sur le crédit inscrit au chapitre XXXV, article 23, du Budget primitif de 1958.

*Adopté.*

**N° 59 / 7.019. — BATIMENTS COMMUNAUX. ENTRETIEN DE MONTE-CHARGE. ENGAGEMENTS D'ENTRETIEN. AVENANTS.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibérations n° 3.790, du 22 février 1952 et n° 3.996, du 22 avril 1952, modifiées par délibération n° 54 du 19 juin 1953, — délibération n° 816, du 13 juillet 1954, rectifiée par délibération n° 259, du 12 juillet 1955 — et délibération n° 262, du 12 juillet 1955, le Conseil Municipal a autorisé la passation de contrats afférents à l'entretien par abonnements simple ou complet des monte-charge et ascenseur installés dans les groupes scolaires des Bois Blancs, Bracke Desrousseaux, Briand-Buisson, au Grand Théâtre et à l'Hôtel de Ville, avec la Société Anonyme « Ascenseurs Otis », dont le siège est à Levallois-Perret, 40, rue Anatole France, représentée par son Agence Régionale, 85, boulevard Carnot, à Lille.



La Société « Ascenseurs Otis » a demandé la révision des prix des abonnements, conformément aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté n° 23.645 du 14 décembre 1957, publié au B.O.S.P. du 29 décembre 1957, autorisant l'application de nouveaux barèmes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1958.

Conformément aux contrats en cours, ces dispositions prendront effet du 1<sup>er</sup> avril 1958.

La Société « Ascenseurs Otis » réclame également l'insertion d'une clause de révision des prix dans chacun des contrats dont elle est titulaire.

Sous réserve de l'application de la législation en matière de blocage des prix, il convient de faire droit à cette requête.

Les taux annuels résultant de ces dispositions s'établissent comme suit, au 1<sup>er</sup> avril 1958 :

ÉTABLISSEMENTS	DATE DU CONTRAT	PRIX AU 1 / 4 / 1958
Grand Théâtre . . . . .	8 / 2 / 1952	94.280 frs
Groupe Scolaire Bois Blancs . . . . .	8 / 2 / 1952	74.996 »
— Bracke-Desrousseaux . . . . .	31 / 3 / 1952	42.900 »
— Briand-Buisson . . . . .	9 / 4 / 1954	51.656 »
Hôtel de Ville . . . . .	1 / 3 / 1955	149.277 »

Ces modifications entraînent la passation d'avenants aux contrats de la Société « Ascenseurs Otis ».

D'accord avec notre Commission des Bâtiments, nous vous demandons :

1° de nous autoriser à passer avec la Société Anonyme « Ascenseurs Otis » les avenants nécessaires ;

2° de décider que les dépenses seront imputées sur les crédits inscrits chaque année au Budget pour l'entretien des propriétés scolaires ou communales.

*Adopté.*

**N° 59 / 7.020. — HOTEL DE VILLE. RÉSEAU TÉLÉPHONIQUE MUNICIPAL. ENTRETIEN D'UNE BATTERIE D'ACCUMULATEURS. ENGAGEMENT D'ENTRETIEN.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 481, du 26 février 1954, approuvée par M. le Préfet du Nord, le 12 mars 1954, vous avez ratifié le marché passé le 3 février 1954, avec la Société « L'Accumulateur Tudor » pour l'entretien par abonnement de la batterie d'accumulateurs Tudor du réseau téléphonique municipal.



Le seuil de révision du contrat, souscrit pour une période de dix ans, ayant été dépassé, la Société « L'Accumulateur Tudor » a demandé la résiliation de son contrat conformément aux dispositions des circulaires 98.11, du 11 décembre 1956 et 98.11 bis du 4 juin 1957 et la passation d'un nouveau contrat.

Le montant de la redevance trimestrielle de base s'établit à 25.816 frs, à compter du 1<sup>er</sup> Janvier 1959.

D'accord avec notre Commission des Bâtiments, nous vous demandons :

1<sup>o</sup> de nous autoriser à passer avec la Société « L'Accumulateur Tudor » un contrat qui se substituera au contrat du 3 février 1954, pour une durée de dix ans, à compter du 1<sup>er</sup> mars 1954 ;

2<sup>o</sup> de décider l'imputation des dépenses sur le crédit inscrit chaque année au Budget sous la rubrique « Hôtel de Ville — Réseau téléphonique municipal ».

*Adopté.*

---

**N° 59 / 7.021. — SERVICES MUNICIPAUX. TRAVAUX D'INSTALLATIONS  
ÉLECTRIQUES ET TÉLÉPHONIQUES. FOURNITURE  
DE MATÉRIEL. MARCHÉ DE GRÉ A GRÉ.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Jusqu'à ce jour, les travaux d'installations électriques et téléphoniques et les fournitures corollaires étaient répartis entre cinq entreprises.

L'augmentation du nombre des bâtiments communaux, d'une part, et l'accroissement de l'équipement électrique de chacun d'eux, d'autre part, entraînent des difficultés croissantes pour assurer l'exécution rapide des travaux.

En conséquence, et d'accord avec notre Commission des Bâtiments, nous vous demandons de vouloir bien nous autoriser à passer avec M. Émile Bouchez, entrepreneur d'électricité, 196, rue de Solférino, à Lille, un marché de gré à gré, d'un montant annuel approximatif d'un million de francs, pour les années 1959-1960.

Les dépenses seront imputées, selon leur objet, sur les divers crédits correspondants inscrits au Budget de l'exercice intéressé.

*Adopté.*

---



**N° 59 / 7.022. — SERVICES MUNICIPAUX. FOURNITURE DE COMBUSTIBLES SOLIDES AUX BATIMENTS COMMUNAUX. ADJUDICATION. CAHIER DES CHARGES.**

MESDAMES, MESSIEURS,

L'année charbonnière expirant le 31 mars 1959, nous vous prions d'approuver le cahier des charges dressé en vue de l'adjudication pour la fourniture des combustibles solides nécessaires au chauffage des écoles et bâtiments communaux pour la période comprise entre le 1<sup>er</sup> avril 1959 et le 31 mars 1960.

*Adopté.*

---

**N° 59 / 7.023. — HALLES ET MARCHÉS. MARCHÉ PLACE MADELEINE CAULIER. AMÉNAGEMENT D'UN BUREAU. IMPUTATION DE LA DÉPENSE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Le bureau mis à la disposition des Services municipaux et de police du marché se tenant place Madeleine Caulier, est installé dans un local pour lequel les propriétaires réclament un loyer très élevé.

Pour échapper à ces exigences, nous avons été amené à rechercher, en accord avec les Services de la S.N.C.F., la possibilité d'aménager un bureau à l'intérieur des locaux de la Gare de Lille-Fives, sise à proximité du marché.

Les Services de la S.N.C.F. ont donné leur accord, sous réserve que la Ville prenne en charge les travaux nécessaires.

Ceux-ci ont été chiffrés à 300.000 francs environ.

D'accord avec notre Commission des Bâtiments, nous vous demandons :

1° de nous autoriser à exécuter les travaux nécessaires ;

2° de décider que les dépenses seront imputées sur le crédit inscrit au chapitre XIX, article 1<sup>er</sup>, du Budget de 1958, pour l'entretien des propriétés communales.

*Adopté.*

---

**N° 59 / 7.024. — ALLOCATION DÉPARTEMENTALE SCOLAIRE. EXERCICE 1955-1956. RELIQUAT DISPONIBLE. EMPLOI.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 58/7.022, du 10 mars 1958, vous avez décidé d'affecter à l'acquisition du mobilier scolaire nécessaire à l'équipement des écoles Léon Frapié et Lakanal-Campan, le reliquat disponible de l'allocation départementale scolaire afférente à l'exercice 1954/1955.



Ce solde étant insuffisant, nous vous prions de vouloir bien affecter au même objet, le reliquat de trois millions environ disponible sur l'allocation départementale scolaire de l'exercice 1955/1956, inscrit au chapitre XXI, article 66, du Budget supplémentaire de 1958.

D'accord avec notre Commission des Bâtiments, nous vous demandons de vouloir bien agréer cette proposition.

*Adopté.*

---

**N° 59 / 7.025. — ALLOCATION DÉPARTEMENTALE SCOLAIRE.  
EXERCICE 1956-1957. PROGRAMME SUPPLÉMENTAIRE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 57/7.045, du 11 mars 1957, vous avez arrêté un programme d'utilisation des crédits provenant de l'allocation départementale scolaire.

Ces travaux sont presque achevés et le crédit présente un reliquat disponible inscrit au chapitre XXI, article 67, du Budget supplémentaire de 1958.

Nous vous proposons le programme complémentaire de travaux ci-après :

— *Ecole Camille Desmoulins.*

Travaux de peintures intérieures.

Achèvement de la modernisation des préau, W.C. et lavabos. . . 700.000 frs

— *Ecole Victor Hugo.*

Travaux de carrelages . . . . . 500.000 »

— *Ecole Arago.*

Aménagement d'une réserve et divers . . . . . 300.000 »

Les reliquats qui pourraient apparaître après achèvement des travaux seront utilisés pour acquisition de mobilier scolaire afin de poursuivre le renouvellement du matériel vétuste.

D'accord avec notre Commission des Bâtiments, nous vous demandons de vouloir bien agréer cette proposition.

*Adopté.*

---

**N° 59 / 7.026. — BATIMENTS SCOLAIRES. ÉCOLE DÉSIRÉ VERHAEGHE.  
ENTRETIEN D'UN MONTE-CHARGE. CONTRAT.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Le remplacement du monte-charge à main de l'École Désiré Verhaeghe s'étant révélé indispensable, les fournitures et pose d'un monte-charge non accompagné ont été confiées à la Société Anonyme « Ascenseurs Otis » suivant marché en date du



22 juillet 1957, approuvé le 8 janvier 1958 par M. le Préfet du Nord, suite à notre délibération n° 57/7.095, du 4 novembre 1957.

L'ascenseur est actuellement en service et il y a lieu d'en confier l'entretien à l'installateur.

Cette firme accepte d'assurer l'entretien par abonnement complet, moyennant une redevance annuelle de 89.280 francs, toutes taxes incluses.

Durant la première année, en raison de la garantie spéciale qui couvre l'installation, l'entretien normalisé sera assuré moyennant une redevance de 58.222 francs toutes taxes incluses.

Un contrat d'entretien valable pour une année à compter du 1<sup>er</sup> mars 1959 est à souscrire avec la Société Anonyme « Ascenseurs Otis ». Ce contrat sera renouvelable par tacite reconduction par période d'une année.

D'accord avec notre Commission des Bâtiments, nous vous demandons :

1° de nous autoriser à passer avec la Société Anonyme « Ascenseurs Otis », le contrat nécessaire pour l'entretien par abonnement complet de l'installation susvisée ;

2° de décider l'imputation de la dépense sur le crédit inscrit chaque année au Budget pour l'entretien des Bâtiments scolaires.

*Adopté.*

---

**N° 59 / 7.027. — BATIMENTS SCOLAIRES. CONSTRUCTIONS SCOLAIRES  
EN COMMANDES GROUPÉES. MATERNELLES ISOLÉES.  
TRAVAUX DE CHAUFFAGE CENTRAL. MARCHÉ.  
AVENANT.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par adjudication en date du 26 juin 1956, approuvée par M. le Préfet du Nord, le 6 novembre 1956, les Établissements Loquet Delerive - Philippe Vernier et C<sup>ie</sup>, successeurs — ont été déclarés adjudicataires des travaux de chauffage central des écoles maternelle isolées comprises dans le programme 1955-1956 des constructions scolaires en commandes groupées.

Au cours des travaux, des modifications ont été faites aux devis descriptif et estimatif relatifs à l'école maternelle de l'Épi de Soil, en raison des changements apportés aux plans initiaux.

Ces modifications entraînent une augmentation de 823.490 frs.

D'accord avec notre Commission des Bâtiments, nous vous demandons de vouloir bien :

1° nous autoriser à passer un avenant avec les Établissements Loquet Delerive - Philippe Vernier et C<sup>ie</sup> successeurs — d'un montant de 823.490 frs, sauf révision éventuelle des prix ;

2° de décider que les dépenses supplémentaires seront imputées sur le crédit inscrit au chapitre XXXV, article 156, du Budget supplémentaire de 1958.

*Adopté.*

---



**N° 59 / 7.028. — THÉÂTRE SÉBASTOPOL. TRAVAUX DE MODERNISATION.  
CRÉDIT. IMPUTATION DE DÉPENSE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Dans le cadre des travaux d'aménagements, de transformations et d'améliorations réalisés au Théâtre Sébastopol, des ouvrages de menuiserie ont été confiés aux Établissements Théry, 21, place Victor Hugo, à Fâches-Thumesnil. Le crédit affecté à ces opérations présente une insuffisance et une facture s'élevant à 1.118.342 frs, ne peut être payée à cette Entreprise.

Par ailleurs, par délibération n° 58/7.020, du 10 mars 1958, approuvée par M. le Préfet, le 25 mars 1958, vous avez prévu un crédit de 8.000.000 de frs pour l'exécution de travaux extérieurs divers à cet édifice ; or, ce crédit présente des disponibilités suffisantes pour assurer le règlement de la facture de MM. Théry Frères, entrepreneurs.

Nous vous demandons, d'accord avec vos Commissions des Bâtiments et des Finances, l'autorisation d'imputer cette dépense sur le reliquat disponible du crédit inscrit au chapitre XXXV, article 23, du Budget primitif de 1958.

*Adopté.*

---

**N° 59 / 7.029. — CONSTRUCTIONS SCOLAIRES EN COMMANDES  
GROUPEES. PROGRAMMES 1955 ET 1956. TRAVAUX  
ET FONDATIONS SUPPLÉMENTAIRES. CRÉDIT.  
EMPRUNT. EMPLOI.**

MESDAMES, MESSIEURS,

La réalisation des programmes 1955 et 1956 des constructions scolaires en commandes groupées s'achève et il est possible actuellement de faire le point des dépenses normales. En ce qui concerne la révision des prix forfaitaires et celle des travaux d'améliorations et d'agencements supplémentaires, des crédits ont été inscrits au Budget primitif de 1958 en vue de leur règlement. Mais de gros travaux de fondations exceptionnelles ou de démolition de maçonnerie et de béton nécessités par la nature des terrains ont dû être effectués afin de donner une assise solide aux bâtiments à édifier.

C'est le cas, notamment :

- du groupe Roger Salengro, boulevard Montébello, édifié sur l'emplacement de l'ancienne usine à gaz, où des blocs énormes de maçonnerie et de béton soutenant les anciens réservoirs furent rencontrés lors des fouilles ;
- du groupe du Faubourg de Béthune où l'inconsistance du terrain exigera le forage de puits très profonds ;
- des écoles de filles et de garçons du groupe du boulevard de Metz où les terrains nettement en contrebas vont nous conduire à des ouvrages très importants en fondations.

Pour ces ouvrages, il est difficile de chiffrer exactement le montant des dépenses supplémentaires d'autant que les décomptes définitifs ne sont pas encore établis pour



les Groupes scolaires terminés et que pour le boulevard de Metz, l'exécution ne fait que commencer.

Toutefois, il semble que la dépense doive atteindre une trentaine de millions au moins. L'octroi d'une subvention complémentaire peut être envisagée.

D'accord avec vos Commissions des Bâtiments et des Finances, nous vous demandons, en vue de pouvoir procéder le moment venu au règlement des dépenses, de voter un crédit de 30.000.000 de francs à financer par voie d'emprunt.

Les articles correspondants seront inscrits aux chapitres XII des recettes et XXXV des dépenses du Budget primitif de 1959.

La demande de rajustement des subventions, rajustement consécutif à la révision des prix, devant s'opérer lors de la production des décomptes définitifs, il sera procédé à ce moment-là au dépôt d'une demande de participations supplémentaires de l'État et du Département pour les travaux exceptionnels de fondations des programmes scolaires 1955 et 1956, sur justifications des dépenses réellement payées à ce titre et qui feront l'objet de comptes séparés.

*Adopté.*

---

**N° 59 / 7.030. — CONSTRUCTIONS SCOLAIRES EN COMMANDES  
GROUPEES. PROGRAMME 1957. PROJET DÉFINITIF.  
RÉÉVALUATION DE LA DÉPENSE. CRÉDIT. EMPRUNT.  
EMPLOI.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 57/7.124, le Conseil Municipal, au cours de sa séance du 20 décembre 1957, avait, sur le vu de l'avant-projet, arrêté à 1.569.534.197 frs, le montant total des dépenses pour la réalisation de la 3<sup>e</sup> tranche du programme triennal de constructions scolaires et fixé prévisionnellement à 397.721.986 frs la part de la Ville.

Pour assurer le financement de cette participation de la Ville, le Conseil Municipal avait décidé, en outre, l'inscription :

- le 11 mars 1957, d'un crédit de 250.626.480 frs, au chapitre XXXV des dépenses du Budget primitif de 1957 (délibération n° 57/7.018) ;
- le 10 mars 1958, d'un crédit de 147.095.506 frs, au chapitre XXXV des dépenses du Budget primitif de 1958 (délibération n° 58/7.008).

L'avant-projet fut adressé au Ministère de l'Éducation Nationale. A la suite de son examen par les Services compétents de l'Autorité supérieure, M. le Préfet du Nord, par sa transmission du 14 août 1958, nous a fait tenir copie d'une dépêche ministérielle, datée du 31 juillet 1958, portant sur les mesures à prendre pour parvenir à la réalisation du programme de constructions scolaires dans le cadre des commandes groupées, M. le Préfet nous invitait, en conséquence, « à arrêter toutes dispositions utiles pour lui » transmettre d'urgence les dossiers devant permettre de hâter l'intervention de décisions accordant les subventions de l'État ».



Les architectes d'opération furent aussitôt prévenus d'avoir à établir les projets définitifs et les métreurs à chiffrer les devis des nouvelles constructions. Parallèlement à ces opérations, l'architecte coordinateur calculait pour chacune des unités de chantier le prix-plafond sur la base des normes fixées par le dit ministère, cette opération ayant pour but de permettre la comparaison avec les offres des entreprises.

La reconduction des marchés passés avec les entreprises ayant assuré la réalisation des programmes 1955 et 1956 étant possible, il fut décidé, afin d'éviter les formalités toujours longues de l'adjudication, d'appliquer cette procédure.

Les huit entreprises précédentes, auxquelles furent adjointes quatre nouvelles firmes admises à participer en 1956, furent invitées à remettre des propositions, les unes pour une unité de chantier, les autres pour deux unités de chantier.

Les prix de base à appliquer étaient ceux de l'adjudication de 1956 (valeur septembre 1955 revalorisés avec le coefficient d'adaptation départementale — valeur au 31 octobre 1958 — et minorés par l'application d'un taux d'abattement sur les prix globaux ainsi déterminés).

Les résultats des offres figurent ci-après avec l'indication des prix-plafonds correspondants :

*Prix-plafonds de l'Education Nationale (valeur au 31 octobre 1958).*

— Bâtiments en principal — fondations spéciales et supplémentaires — travaux accessoires et complémentaires — équipement sportif bâtiment (chauffage et installations électriques compris) . . . . .	1.909.962.149 frs
— Honoraires . . . . .	77.835.400 »
A) Total prix plafonds bâtiments . . . . .	1.987.797.549 frs
	=====
— Plateaux d'évolution et honoraires . . . . .	17.231.760 frs
Ensemble . . . . .	2.005.029.309 frs

DÉPENSES PRÉVISIONNELLES.

*Prix des engagements des entrepreneurs (valeur au 31 octobre 1958).*

— Bâtiments en principal — fondations spéciales et supplémentaires — travaux accessoires et complémentaires — équipement sportif bâtiment.	
Prix global des engagements . . . . .	1.695.020.893 frs
— Chauffage — prévisions établies sur les bases des résultats revalorisés de l'adjudication de 1956. . . . .	136.900.000 »
— Électricité — d° . . . . .	68.900.000 »
	1.900.820.893 frs
— Honoraires . . . . .	77.532.826 »
B) Ensemble dépenses prévisionnelles . . . . .	1.978.353.719 frs
	=====



Les plateaux d'évolutions qui n'ont pas encore fait l'objet d'études ne sont pas compris dans ce dernier montant.

Les chiffres à rapprocher sont donc les sommes A et B.

Leur examen permet de constater que l'ensemble des dépenses prévisionnelles est légèrement inférieur au montant total des prix-plafonds (à noter que dans le détail par unité de chantier, certains lots sont légèrement supérieurs). Néanmoins, la preuve est faite que le montant des travaux du programme reste dans le cadre des prix-plafonds : c'est d'ailleurs, une des conditions préalables à l'approbation définitive du programme.

Votre Commission des Bâtiments a, au cours de sa réunion du 15 décembre 1958, pris connaissance des projets et propose de les accepter. Ceux-ci sont bien établis. Ce sont des constructions scolaires du « type classique », étudiées suivant les normes imposées par l'Éducation Nationale, sauf, toutefois, le groupe scolaire du quartier Saint Philibert. Ce groupe, pour lequel M. Jean Dubuisson est l'architecte d'opération, est différent du type des projets dont M. Mollet est le coordinateur.

C'est une construction du genre « Nordique », tout à rez-de-chaussée avec cours et jardins intérieurs. M. Dubuisson, convoqué devant la Commission, a exposé son projet très spécial de conception. La construction est prévue avec des matériaux de qualité équivalente à celle des autres groupes. Son étude, soumise préalablement aux Services techniques du Ministère, a été agréée par les dits Services.

Le prix de construction étant inférieur au prix-plafond, la Commission a décidé de retenir ce projet en demandant que son exécution fasse l'objet des soins les plus attentifs de la part de l'architecte.

\*  
\* \* \*

Compte tenu de l'évaluation arrêtée au 20 décembre 1957 à 1.569.534.197 frs, et de l'ensemble des dépenses prévisionnelles, valeur au 31 octobre 1958, s'élevant à 1.978.353.719 frs, il y a lieu, pour équilibrer le dispositif financier, de procéder à de nouvelles ouvertures de crédits pour un montant de 408.819.522 frs, chiffre arrondi à 409 millions.

Sur les bases de calcul précédemment appliquées, on peut prévisionnellement fixer les parts respectives de l'État, du Département et de la Ville, soit :

Subvention du Ministère de l'Éducation Nationale . . . . .	263.000.000 frs
Subvention du Département . . . . .	42.000.000 »
Part de la Ville . . . . .	104.000.000 »
Total . . . . .	409.000.000 frs

Compte tenu de ce qui précède et des décisions prises le 20 décembre 1957 et le 10 mars 1958, en vue des opérations de financement du programme, le nouveau dispositif financier se présente comme suit :

Participation de l'État :

$$1.012.067.320 + 263.000.000 = 1.275.067.320 \text{ frs}$$

Subvention du département :

$$159.744.891 + 42.000.000 = 201.744.891 \text{ »}$$

Part de la Ville de Lille :

$$397.721.986 + 104.000.000 = 501.721.986 \text{ »}$$

$$\text{Total général . . . . . } 1.978.534.197 \text{ frs}$$



chiffre supérieur de 180.478 francs à l'ensemble des dépenses prévisionnelles en raison de ce que le montant du crédit complémentaire a été arrondi à 409 millions.

D'accord avec vos Commissions des Bâtiments et des Finances, nous vous demandons :

1° d'approuver l'ensemble des projets définitifs des constructions scolaires de la 3<sup>e</sup> tranche du programme triennal, dite « programme 1957 » ;

2° d'homologuer les décisions prises pour la répartition des entreprises en vue de la mise en œuvre des quinze unités de chantier et, notamment, celles visant la reconstruction des marchés ;

3° d'adopter les bases de financement ci-dessus définies ;

4° de ratifier l'inscription aux chapitres XII et XIII des recettes et XXXV des dépenses du Budget primitif de 1959 des articles correspondant :

a) aux subventions complémentaires de l'État (263 millions) et du Département (42 millions) et à leur emploi ;

b) à la participation supplémentaire de la Ville à financer par voie d'emprunt, soit 104 millions.

*Adopté.*

---

**N° 59 / 7.031. — BATIMENTS COMMUNAUX ET PROPRIÉTÉS COMMUNALES. GROS TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT, D'ÉQUIPEMENT, DE MODERNISATION ET DE SÉCURITÉ. TRAVAUX ET FOURNITURES DIVERS. CRÉDIT. EMPRUNT. EMPLOI.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Le crédit affecté annuellement à l'entretien des Bâtiments Communaux est insuffisamment doté pour entreprendre l'exécution dans nos bâtiments et nos propriétés de gros travaux d'aménagement, d'équipement, de modernisation et de sécurité.

Ce crédit ne permet qu'un strict entretien et il n'est pas possible dans ces conditions d'établir un programme annuel bien défini. Pourtant la réalisation d'un certain nombre de projets s'avère urgente. C'est pourquoi nous vous présentons pour un montant total de 96.500.000 francs, un programme devant faire l'objet de l'ouverture d'un crédit spécial.

*Hôtel de Ville.*

*Installation d'un nouveau central téléphonique.*

Le central actuel est insuffisant quant au nombre de lignes. Il est arrivé maintenant à saturation complète et les appareils qui le composent atteignent un tel degré de vétusté que les communications sont de plus en plus difficiles à obtenir.

Prévision de la dépense — . . . . . 18.000.000 frs



*Hôtel Académique*

Travaux de gros œuvre – Ravalement de façades – Couverture.  
2<sup>e</sup> phase de travaux . . . . . 3.000.000 frs

*Bains de la rue Maracci*

Remise en état complète de l'établissement et modernisation des installations.  
2<sup>e</sup> phase de travaux . . . . . 10.000.000 »

*Conservatoire de Musique*

Achèvement des travaux de rénovation des classes, de la salle d'auditions, de la mise en place du nouvel orgue et travaux divers . . . . . 10.000.000 »

*Grand Palais de la Foire Commerciale*

Remise en peinture de la charpente métallique du Grand Palais . 8.000.000 »

*Edifices classés – Eglise Saint-André*

Restauration des voûtes de la nef  
2<sup>e</sup> tranche de réalisation  
Part de la Ville . . . . . 3.000.000 »

*Edifices classés*

Exécution de travaux de gros entretien et de conservation des édifices suivants : Église Saint-André, Hospice Comtesse, Palais Rihour, Vieille Bourse du Commerce.  
Attribution du Conseil Général de 800.000 frs sur une dépense de 1.600.000 frs.  
Part de la Ville . . . . . 800.000 »

*Musée d'Histoire Naturelle*

Divers aménagements et modernisation des vitrines . . . . . 1.350.000 »

*Immeuble 441, rue Léon Gambetta*

(Legs Fieux-Durut)  
Travaux de charpente et de couverture . . . . . 850.000 »

*Théâtre de l'Opéra*

Équipement électrique des ponts-lumière de la cage de scène . . . . . 1.000.000 frs  
Remplacement des canalisations électriques principales et secondaires, côté public . . . . . 1.500.000 »  
\_\_\_\_\_ 2.500.000 »  
(travaux très urgents de sécurité).



*Crèche de Fives*

Remaniement couverture en ardoises – Remplacement de chéneaux en zinc – Ravalement et réfection des façades – Vérification des menuiseries et peintures extérieures . . . . .	3.700.000 frs
---	---------------

*Crèche Déliot*

Agrandissement des locaux rendu possible par suite de la libération de l'immeuble contigu	
Phase de démarrage . . . . .	5.000.000 »

*Square des Mères, rue de Lannoy*

Remplacement des portes d'entrée. Réfection des clôtures en béton et des refuges couverts. Modification des écoulements d'urinoirs.	
Remise en peinture . . . . .	2.000.000 »

*Ferme d'Hollebecque à Marquette*

Suppression des granges tombées en ruine et construction en remplacement d'un hangar métallique démontable . . . . .	2.500.000 »
--	-------------

*Camps et garderies de vacances*

Travaux divers à réaliser avant la mise en fonctionnement en 1959 des camps et des garderies . . . . .	6.000.000 »
--	-------------

*Travaux prescrits par la Commission municipale de sécurité*

Travaux divers concernant les bâtiments publics et les écoles – Service de lutte contre l'incendie – Mise en place d'extincteurs – Révision des installations électriques et téléphoniques – Dispositifs d'alerte – Travaux connexes 2 <sup>e</sup> tranche . . . . .	10.000.000 »
---	--------------

*Cimetière du Sud*

Installation d'une sonnerie d'appel. Cette réalisation est indispensable en raison de l'éloignement des trois entrées du cimetière . . . . .	300.000 »
--	-----------

*Salle des Amicales laïques*

Achèvement de la couverture	
Mise en peinture de la grande salle – des salles de l'étage et des dépendances.	
Nettoyage de la vitrerie.	
Remise en état des douches . . . . .	4.500.000 »

*Urinoirs publics*

Modification des écoulements	
Programme de 1959 (5 urinoirs) . . . . .	3.000.000 »



*Bancs publics*

Remplacement sur la voie publique, dans les jardins et les squares des bancs démolis et vétustes.

Mise en place de bancs dans les nouveaux espaces verts créés . 2.000.000 frs

Ensemble du programme . . . . 96.500.000 frs

=====

Les travaux et installations ci-dessus énumérés seront exécutés par les entrepreneurs adjudicataires d'un marché d'entretien des Bâtiments Communaux ou par des firmes titulaires d'un marché de fournitures ou de travaux n'entrant pas dans le cadre de l'entretien. Quand il s'agira d'installations ou de fournitures spéciales, il pourra être procédé à des appels d'offres ou à des demandes de propositions de prix.

Dans ce cas, les marchés nécessaires seront soumis à votre approbation le moment venu.

En ce qui concerne la peinture de la charpente métallique du Grand Palais, il sera procédé de la même façon que pour les travaux de réparation de Dommages de guerre, c'est-à-dire que la Société Immobilière du Parc de la Foire Commerciale en assurera l'exécution sous le contrôle de la Ville après passation avec l'entreprise d'un marché qui sera soumis à l'approbation de l'Administration Municipale.

Les évaluations ci-avant portées sont approximatives. Des modifications pourront éventuellement intervenir, en plus ou en moins, dans le montant des sous-crédits, mais l'ensemble des dépenses devra rester dans le cadre du crédit ouvert.

D'accord avec vos Commissions des Bâtiments et des Finances, nous vous demandons :

1° d'approuver le programme de travaux ci-avant défini et les dispositions envisagées en vue de leur exécution ;

2° de décider que cette dépense sera financée par voie d'emprunt.

Les articles correspondants seront inscrits aux chapitres XII des recettes et XXXV des dépenses du budget primitif de 1959.

*Adopté.*

N° 59 / 7.032. — GROUPE SCOLAIRE LAKANAL-CAMPAN A FIVES.  
RECONSTRUCTION. RÉÉVALUATION DE LA DÉPENSE.  
TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES. CRÉDIT. EMPRUNT.  
EMPLOI.

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération N° 537, le Conseil Municipal a, le 31 octobre 1955, approuvé le projet de reconstruction du Groupe Scolaire Lakanal-Campan et arrêté le dispositif financier propre à assurer le règlement des dépenses, soit 80.000.000 de frs : emploi de l'indemnité de dommages de guerre pour 50.000.000 de frs, part de la Ville de Lille 15.000.000 de frs ; emploi de subvention escomptée 15.000.000 de frs.



Les travaux sont en cours d'exécution et on peut prévoir leur achèvement pour la fin du premier semestre de 1959. Toutefois, en raison des hausses de prix, l'équilibre financier a été rompu et il est nécessaire et urgent de le rétablir. D'ailleurs, les Services Départementaux du Ministère de la Reconstruction nous ont fait savoir que l'indemnité de Dommages de guerre avait été revalorisée et fixée à 63.143.000 frs — règlement en espèces.

Si l'on tient compte que le coefficient moyen général était 30,98 en avril 1955 au moment de l'établissement des devis et qu'il était 41,76 au 30 septembre dernier, le projet peut être réévalué comme suit, à cette date :

$$\frac{80.000.000 \times 41,76}{30,98} = 107.840.000 \text{ francs.}$$

Avec les disponibilités actuelles, la situation est la suivante :

Projet réévalué au 30 septembre 1958 . . . . .	107.840.000 frs
Remploi de l'indemnité de dommages de guerre . . . . .	63.413.000 frs
Part de la Ville inscrite au budget . . . . .	15.000.000 »
Remploi de la subvention escomptée . . . . .	15.000.000 »
Total . . . . .	93.413.000 frs
Insuffisance . . . . .	14.427.000 frs

Chiffre arrondi à 15.000.000 de francs.

D'autre part, afin de maintenir l'unité de construction dans les nouveaux Groupes Scolaires, il y a lieu pour le Groupe Lakanal-Campan d'effectuer les améliorations et les agencements supplémentaires que nous avons décidés pour les autres Groupes, notamment l'éclairage des classes en fluorescence, l'aménagement convenable des voies intérieures d'accès et l'éclairage des cours, les bâtiments scolaires se trouvant très en retrait de la voie publique.

Ces travaux supplémentaires peuvent être évalués à 5.000.000 de frs. C'est donc un crédit de 20.000.000 de frs qui s'avère nécessaire pour terminer cette réalisation.

D'accord avec vos Commissions des Bâtiments et des Finances, nous vous demandons :

1) d'arrêter comme ci-avant indiqué le nouveau dispositif financier pour les travaux de construction du Groupe Scolaire Lakanal-Campan et de décider l'exécution des travaux d'améliorations et d'agencements supplémentaires ;

2) de voter un crédit de 20.000.000 de frs à financer par voie d'emprunt.

Les articles correspondants seront inscrits aux chapitres XII des recettes et XXXV des dépenses du budget primitif de 1959.

*Adopté.*



**N° 59 / 7.033. — GROUPE SCOLAIRE LAKANAL-CAMPAN A FIVES.  
ACQUISITION DE MOBILIER. ÉQUIPEMENT DES  
CLASSES. CRÉDIT. EMPRUNT. EMPLOI.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Le groupe scolaire Lakanal-Campan à Fives est en voie de reconstruction. Les travaux sont activement poussés et tous les efforts nécessaires seront faits pour que sa mise en fonctionnement ait lieu à la prochaine rentrée scolaire.

L'équipement des classes en rideaux de soleil et d'occultation n'a pas été envisagé jusqu'alors. Il faut en prévoir la fourniture et la pose. De même, il faut songer à l'acquisition du matériel et du mobilier pour la cuisine, ainsi qu'à celle d'un vaisselier pour les réfectoires.

En prenant pour base les dépenses faites précédemment pour des groupes de même importance que celui de Lakanal-Campan, c'est un crédit de 3.000.000 de frs qu'il faut ouvrir pour les travaux et fournitures ci-dessus.

D'accord avec vos Commissions des Bâtiments et des Finances, nous vous demandons :

- 1° d'approuver les dispositions ci-avant proposées ;
- 2° de voter un crédit de 3.000.000 de frs à financer par voie d'emprunt.

Les articles correspondants seront inscrits aux chapitres XII des recettes et XXXV des dépenses du budget primitif de 1959.

Nous vous demandons de décider en outre que les fournitures et travaux seront assurés par les entrepreneurs de l'entretien des Bâtiments Communaux et par les titulaires de marchés annuels, chacun dans leur spécialité et aux conditions souscrites dans leur contrat.

*Adopté.*

---

**N° 59 / 7.034. — INSTITUT DENIS DIDEROT. GROS TRAVAUX DE  
COUVERTURE ET D'ÉTANCHÉITÉ. CRÉDIT. EMPRUNT.  
EMPLOI.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Un important programme de travaux a été établi pour l'Institut Denis Diderot en vue, d'une part, de la remise en état des couvertures en général, notamment celles des préaux et, d'autre part, de l'aménagement de certaines sections des ateliers et de la construction d'un grand garage pour véhicules à deux roues.

Le montant du devis est trop élevé pour envisager ces réalisations en une seule tranche.

Aussi, nous vous proposons d'abord d'effectuer les travaux les plus urgents, c'est-à-dire ceux de couverture et d'étanchéité.



Le devis se présente comme suit :

Travaux d'étanchéité du préau central . . . . .	2.500.000 frs
Toiture salle des lavabos, côté Est . . . . .	2.200.000 »
Préaux latéraux . . . . .	1.500.000 »
Réfection des chéneaux du bâtiment principal . . . . .	2.800.000 »
Ensemble . . . . .	9.000.000 frs

D'accord avec vos Commissions des Bâtiments et des Finances, nous vous demandons :

1° d'approuver l'exécution de cette première tranche de travaux à l'Institut Denis Diderot ;

2° de décider qu'ils seront effectués par les entrepreneurs adjudicataires des travaux d'entretien ou par les firmes titulaires d'un marché dans leur spécialité ;

3° de voter un crédit de 9.000.000 de francs dont le financement sera prévu par voie d'emprunt.

Les articles correspondants seront inscrits aux chapitres XII des recettes et XXXV des dépenses du budget primitif de 1959.

*Adopté.*

---

N° 59 / 7.035. — **COLLÈGE MODERNE DE JEUNES FILLES JEAN MACÉ.  
LOGEMENTS EN SURÉLÉVATION. MODERNISATION  
DU BLOC SANITAIRE ET DES INSTALLATIONS  
ÉLECTRIQUES. CRÉDIT. EMPRUNT. EMPLOI.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération N° 57 / 7.057, le Conseil Municipal, au cours de sa séance du 21 mai 1957, a décidé la construction de quatre logements au Collège Jean Macé pour le personnel administratif et voté, à cet effet, un crédit de 17.500.000 francs.

Les travaux sont fort avancés, mais il ressort, après examen de la situation des dépenses, qu'un nouveau crédit de 4.500.000 frs serait nécessaire pour le règlement de l'ensemble de l'opération.

Les travaux ne donnent lieu à aucune surprise quant à leur exécution, l'augmentation des dépenses n'étant le fait que de la hausse des prix constatée entre la date de l'établissement du devis — février 1957 — et celle de l'exécution (hausse 24,40 %).

Un crédit de 7.250.000 francs serait également nécessaire pour l'agrandissement et la modernisation du bloc sanitaire composé de locaux vétustes, délabrés et insuffisants ne répondant plus aux besoins de l'établissement et pour la révision générale des installations électriques, opération rendue nécessaire pour la stricte observance des prescriptions de sécurité.

D'accord avec vos Commissions des Bâtiments et des Finances, nous vous demandons :



1° de donner une suite favorable aux propositions ci-dessus ;

2° de voter un crédit global de 11.750.000 francs à financer par voie d'emprunt. Les articles correspondants seront inscrits aux chapitres XII des recettes et XXXV des dépenses du budget primitif de 1959.

3° de solliciter une subvention aussi élevée que possible sur le montant des travaux de modernisation et d'agrandissement du bloc sanitaire dont le coût est évalué à 7.250.000 frs.

Nous vous demandons de décider en outre que les travaux envisagés aux blocs sanitaires et aux installations électriques seront confiés aux entrepreneurs adjudicataires de l'entretien des bâtiments communaux et aux titulaires de marchés spéciaux, chacun en ce qui les concerne, aux conditions souscrites dans leur contrat.

*Adopté.*

---

N° 59 / 7.036. — BATIMENTS SCOLAIRES. ÉCOLE MATERNELLE LA FONTAINE. AMÉNAGEMENT DE LA CUISINE ET DES VESTIAIRES. TRAVAUX DE COUVERTURE ET D'INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES. CRÉDIT. EMPRUNT. EMPLOI.

MESDAMES, MESSIEURS,

Le crédit annuel d'entretien des Bâtiments scolaires est insuffisant pour envisager l'exécution de travaux importants dans ces établissements. On doit se limiter à un petit entretien sans programme défini.

C'est pourquoi, nous vous demandons l'octroi d'un crédit spécial afin de permettre d'achever les travaux de transformations entrepris il y a quelques années dans cette école maternelle du quartier de Saint-Maurice.

Il s'agit d'aménager la cuisine et les vestiaires, de remplacer des plateformes par des ouvrages vitrés, d'agrandir les chéneaux reconnus insuffisants et de procéder à la révision des installations électriques.

La dépense s'élève à 2.650.000 francs environ.

D'accord avec vos Commissions des Bâtiments et des Finances, nous vous demandons :

1° d'approuver ce programme de travaux à réaliser à l'école maternelle La Fontaine ;

2° de décider que leur exécution sera assurée par les entrepreneurs adjudicataires de l'entretien et par les firmes titulaires d'un marché de fournitures ou de travaux spéciaux ;

3° de voter un crédit de 2.650.000 francs qui sera financé par voie d'emprunt.

Les articles correspondants seront inscrits aux chapitres XII des recettes et XXXV des dépenses du budget primitif de 1959.

*Adopté.*

---



N° 59 / 7.037. — CONSTRUCTION D'UNE NOUVELLE ÉCOLE DES  
BEAUX ARTS ET RÉGIONALE D'ARCHITECTURE.  
PROJET DÉFINITIF. CRÉDIT. EMPRUNT. EMPLOI.  
SUBVENTIONS.

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération N° 56 / 7.118, le Conseil Municipal a, au cours de sa séance du 21 décembre 1956, approuvé l'avant-projet de construction de l'École des Beaux-Arts et de l'École Régionale d'Architecture et chargé M. Favier, architecte, d'étudier le projet définitif.

Par lettre en date du 23 octobre 1958, M. le Préfet du Nord nous a fait savoir que le Conseil Général des Bâtiments de France avait, le 24 juillet 1958, donné son approbation à l'avant-projet et que M. le Ministre de l'Éducation Nationale demandait à la Direction Générale de l'Équipement Scolaire de soumettre au Contrôleur financier un projet d'arrêté accordant à la Ville de Lille pour cette opération une subvention se montant à 50 % de la dépense.

M. Favier fut aussitôt invité à établir le projet définitif et le dossier technique devant conduire à l'Adjudication des Travaux.

Par lettre du 10 décembre 1958, nous étions avisé que, par arrêté daté du 1<sup>er</sup> décembre 1958, une autorisation de programme de 219.867.800 francs, représentant 50 % de la dépense subventionnable (arrêtée à 439.735.600 frs) était allouée à la Ville, et que la Commission Départementale serait saisie prochainement de propositions tendant à l'attribution d'une subvention égale au 1/6<sup>e</sup> de celle de l'État, soit, 36.649.000 francs.

Dans ces conditions, il est possible maintenant d'étudier les dispositions devant assurer le règlement des dépenses.

Toutefois, le devis d'origine datant de juillet 1957, il est nécessaire de procéder à sa réévaluation avant de fixer la part de la Ville dans les dépenses.

D'un montant total de 439.735.600 francs, valeur au 41<sup>e</sup> correctif du 31 juillet 1957 de la Série de Prix du Bâtiment de la Région du Nord, le devis compte tenu de l'augmentation du coefficient moyen général du prix des travaux (36,12 en juillet 1957 - 42,36 en octobre 1958), peut être fixé à cette dernière période à 516 millions, somme à laquelle il y a lieu d'ajouter une prévision de 34 millions de francs pour divers et imprévus non repris au devis général et pour l'aménagement et l'équipement des salles de cours, de conférences, de professeurs, des bureaux de directeurs, de concours en loges, des ateliers, etc....

C'est donc sur la base d'une dépense de 550 millions qu'il faut prévoir l'ouverture des crédits.

La situation peut se présenter, en millions de francs, de la façon suivante :

— Dépense prévisionnelle . . . . .	550	
Subventions accordées :		
Subvention de l'État . . . . .	220	
Participation départementale . . . . .	36,6	
		256,6
Part de la Ville . . . . .		293,4



Il reste entendu qu'un rajustement de subvention pourra être demandé en fonction des dépenses effectives, les chiffres qui précèdent faisant déjà apparaître un supplément de dépenses important par rapport au montant de l'avant-projet, supplément dû surtout à l'augmentation des prix.

D'accord avec vos Commissions des Bâtiments et des Finances, nous vous demandons :

- 1) d'adopter le dispositif financier ci-avant proposé ;
- 2) de décider l'inscription au chapitre XIII des recettes du budget primitif de 1959 des articles correspondant aux subventions escomptées de l'État et du Département et des crédits de emploi au chapitre XXXV du même document ;
- 3) de voter l'emprunt destiné au financement de la participation communale soit 293.400.000 frs et inscrire les articles correspondants en recettes au chapitre XII et, en dépenses, au chapitre XXXV, du budget primitif de 1959.

*Adopté.*

---

N° 59 / 7.038. — CONSTRUCTION D'UNE NOUVELLE ÉCOLE DES  
BEAUX ARTS ET RÉGIONALE D'ARCHITECTURE  
DEMANDE DE SUBVENTION COMPLÉMENTAIRE.

MESDAMES, MESSIEURS,

\* Vous venez d'envisager le dispositif financier propre à assurer l'exécution des travaux de construction d'une Ecole des Beaux-Arts et Régionale d'Architecture, dont vous avez approuvé le projet.

Par lettre du 10 décembre 1958, nous étions avisé qu'un arrêté du 1<sup>er</sup> décembre 1958 nous permettait d'obtenir une subvention représentant 50 % de la dépense subventionnable évaluée à 439.735.600 frs et que, de plus, la Commission Départementale serait saisie prochainement d'une proposition tendant à l'octroi de la subvention habituelle représentant le sixième de celle de l'État, soit 36.649.000 frs.

Compte tenu du caractère régional de cette école, nous estimons qu'il n'est pas exclu de demander au Conseil Général d'envisager la possibilité d'attribuer à la Ville de Lille une participation complémentaire.

C'est la raison pour laquelle nous vous demandons, en accord avec votre Commission des Bâtiments, de solliciter une subvention complémentaire de celle allouée habituellement pour ce genre d'opération, subvention que nous souhaitons aussi élevée que possible.

*Adopté.*

---



N° 59 / 7.039. — CENTRE SPORTIF DU BOULEVARD D'ALSACE.  
CONSTRUCTION DE VESTIAIRES-DOUCHES, D'UN  
LOGEMENT DE GARDIEN ET DE L'ENTRÉE PRINCIPALE.  
CRÉDIT. EMPRUNT. EMPLOI.

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 58/7.057, le Conseil Municipal a arrêté le dispositif financier propre à assurer le règlement des dépenses d'édification du Centre Sportif du boulevard d'Alsace pour les travaux relatifs à l'aménagement des terrains, la clôture, les plantations et l'équipement sportif, l'ensemble se chiffrant à 42.750.000 frs.

Les travaux de sols ont été adjugés et sont maintenant commencés. Un délai de trois mois pour leur réalisation a été consenti par l'entreprise adjudicataire.

Il s'agit donc, sans plus tarder, d'envisager la construction de vestiaires-douches, du logement de gardien et de l'entrée principale, l'ensemble se situant en bordure de l'avenue Louise Michel.

Les projets, établis par notre Bureau d'Architecture, comportent :

a) *Vestiaires-douches.* Bâtiment d'une quarantaine de mètres de longueur, sur 6,06 m. de largeur, divisé en 2 parties pour sportives et sportifs, avec notamment 8 vestiaires, 4 salles de douches, 2 blocs sanitaires et une réserve de matériel, la distribution dans ces locaux étant assurée par un couloir longitudinal côté stade de 1,25 m. de largeur.

b) *Logement de gardien,* 77 mètres carrés de surface utile, comprenant salle de séjour ayant vue sur le stade, cuisine, 2 chambres, salle d'eau, W.C., débarras et cave. Tous ces locaux sont à simple rez-de-chaussée, de construction simple, avec façades en briques Nieppe et couverture en zinc.

c) *L'entrée principale.* Portique de 17 m. de longueur, de 6,25 m. de hauteur, d'une largeur de 1,60 m. à sa partie supérieure, porte centrale de 4,70 m. à double battant et deux portes latérales de 1,60 m., d'une hauteur de 2 mètres.

Le devis établi en avril 1958 sur la base des prix de la Série du Nord au 46<sup>e</sup> correctif s'élève à 28.297.006 francs. Sa réévaluation au coefficient général moyen connu en octobre 1958 porte son montant à 29.100.000 francs. En ajoutant une somme à valoir de 900.000 francs pour divers et imprévus, non portée au devis, c'est un crédit de 30 millions qu'il est nécessaire d'ouvrir pour cette seconde tranche de travaux.

D'accord avec vos Commissions des Bâtiments et des Finances, nous vous demandons :

1) de décider la réalisation de cette phase de travaux qui doit compléter les installations du Centre Sportif du boulevard d'Alsace ;

2) de voter un crédit de 30 millions de francs à financer par voie d'emprunt, les articles correspondants étant inscrits aux chapitres XII des recettes et XXXV des dépenses du budget primitif de 1959.

Il y a lieu de noter :

a) que le dossier technique devant conduire à la mise en adjudication des ouvrages est en cours de préparation ;

b) qu'une demande de rajustement de subvention sera introduite auprès de l'Autorité supérieure parallèlement à la présentation officielle dudit dossier technique.

*Adopté.*



N° 59 / 7.040. — **TERRAIN DE L'ÉCLUSE SAINTE HÉLÈNE.  
AMÉNAGEMENT D'UN TERRAIN DE HOCKEY.  
PROJET. CRÉDIT.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Sur le territoire de Saint-André, à proximité de l'écluse de Sainte-Hélène, le terrain propriété de la Ville, situé entre la rue de Constantine et l'embranchement ferroviaire des abattoirs, en bordure de la Basse-Deûle, se prête parfaitement à l'aménagement d'une aire sportive.

Il peut être utilisé pour la réalisation d'un terrain de hockey à mettre à la disposition de l'Université pour la formation et l'entraînement d'équipes parmi les étudiants. Il pourrait servir également au déroulement de matches de compétition des Clubs universitaires.

Le terrain permet, par ses dimensions, l'aménagement d'une aire de 91 m. de longueur et de 55 m. de largeur ceinturée par une main courante placée à 3 m. des limites de jeu, une allée permettrait la circulation des piétons au pourtour du terrain. Le sol constitué par un dépôt ancien d'ordures ménagères est très perméable ce qui nous permet de réduire les ouvrages de drainage à un simple drain périphérique.

L'aménagement consisterait à confectionner sur une forme en cassons de briques un sol en matériaux enrobés composé d'un mélange de scories, de terre argileuse et de calcaire.

Le devis des travaux, selon le projet établi par votre Service d'Architecture fait ressortir une prévision de dépenses de 10.000.000 de francs, y compris l'installation de la clôture et l'équipement en matériel.

Il est en outre prévu une dépense de 2.000.000 de francs pour l'aménagement d'un vestiaire et l'installation d'une douche.

D'accord avec vos Commissions des Bâtiments et des Finances, nous vous demandons :

1° d'approuver le projet d'aménagement du terrain de hockey que nous vous soumettons ;

2° de décider que les dépenses seront imputées :

a) sur le crédit inscrit au chapitre XXXV, art. 23 du budget primitif de l'exercice 1958 à concurrence de son montant, soit 6.000.000 de francs ;

b) sur un crédit de 6.000.000 de frs à ouvrir au chapitre XXXV du budget primitif de 1959 et dont le financement est prévu par voie d'emprunt.

3° de solliciter de l'État et du Département des subventions aussi élevées que possible, celles-ci devant être comptabilisées au chapitre des recettes dès que leurs montants seraient connus.

4° de nous permettre, dès que le dossier aura reçu approbation de l'Autorité Supérieure, de procéder à un appel d'offres en vue de la réalisation de ce terrain de jeux.

*Adopté.*



N° 59 / 7.041. — ALLOCATION DÉPARTEMENTALE SCOLAIRE. ANNÉE SCOLAIRE 1958-1959. APPLICATION. PROGRAMME DE TRAVAUX.

MESDAMES, MESSIEURS,

Le Budget primitif de l'exercice 1959 comporte l'inscription d'un crédit prévisionnel de 82.000.000 de francs, sous la rubrique « Loi Barangé - Allocation scolaire Emploi de la subvention de l'État », pour l'année scolaire 1958-1959.

Un programme de répartition est nécessaire. Il a été dressé comme suit, en tenant compte des besoins des différents services utilisateurs.

Service de la 3 <sup>e</sup> Division — pour couverture des annuités d'emprunts contractés pour les constructions scolaires. . . . .	61.106.628 frs
Service de la 4 <sup>e</sup> Division — suivant détail qui sera présenté par ce Service . . . . .	1.500.000 »
Service d'Architecture — pour travaux de réparations et d'aménagements de locaux scolaires. . . . .	19.393.372 »
Crédit global . . . . .	82.000.000 frs

En ce qui le concerne, le Service d'Architecture a établi un devis estimatif de travaux pour un montant de 21.500.000 francs, chiffre légèrement supérieur au sous-crédit réservé au crédit global. Cette disposition a été prise afin de prévoir l'emploi, le cas échéant, d'un excédent possible de la subvention à octroyer à la Ville, le montant définitif de celle-ci ne nous étant donné par les Services préfectoraux que dans le courant de l'année 1959.

Nous vous proposons de confirmer les suggestions émises par votre Commission des Finances et, d'accord avec votre Commission des Bâtiments, nous vous demandons :

1° d'affecter une somme de 61.106.628 francs à la couverture des annuités des emprunts contractés au titre des programmes de constructions scolaires, cette dépense étant imputée au chapitre XXXII, du Budget primitif de 1959 ;

2° d'approuver le programme de travaux établi par votre Service d'Architecture pour l'année scolaire 1958-1959 et que nous vous présentons ;

3° de décider que les travaux et fournitures prévus au dit programme seront confiés aux entrepreneurs adjudicataires et titulaires de marchés aux conditions qu'ils ont souscrites lors de la signature de leur contrat.

Ces dépenses seront imputées sur le crédit ouvert au chapitre XXI, article 27, du Budget primitif de 1959 se rapportant à l'utilisation des fonds de la Caisse Départementale Scolaire.

*Adopté.*

\* \* \*



## ALLOCATION DÉPARTEMENTALE SCOLAIRE

Année scolaire 1958-1959

## Programme des travaux

## DEVIS ESTIMATIF

<i>Ecole Chateaubriand.</i> Démolition boiseries et réfection d'enduits.	
Remplacement de tableaux.	
Peintures intérieures et extérieures.	
Abaissement des châssis.	
Autres travaux divers . . . . .	prévision 3.400.000 frs
<i>Ecole Condorcet.</i> Travaux de couverture et chéneaux. . . . .	1.200.000 »
<i>Ecole Léon Frapié.</i> Divers travaux supplémentaires, notamment	
maçonnerie, enduits, menuiserie, couverture, plomberie et	
peinture . . . . .	
	4.000.000 »
<i>Ecole Vauban.</i> Modernisation du Groupe sanitaire, y compris instal-	
lation d'eau de l'école.	
Remplacement de menuiseries et aménagements divers. —	
Remplacement de carrelages . . . . .	
	1.900.000 »
<i>Groupe scolaire Bracke-Desrousseaux.</i> Peintures intérieures et exté-	
rieures — compris révision des menuiseries. . . . .	
	3.300.000 »
<i>Groupe scolaire Anatole France - Marcel Sembat.</i> Réfection des enduits	
sur plafonds.	
Révision des menuiseries. — Peintures intérieures. — Réfec-	
tion rampes d'escalier et divers . . . . .	
	3.400.000 »
<i>Ecole Jenner.</i> Modernisation du réfectoire, de la salle de jeux, des lava-	
bos et W.C. . . . .	
	3.000.000 »
<i>Ecole M<sup>me</sup> de Staël.</i> Remplacement parquets par carrelages dans classes	
rez-de-chaussée . . . . .	
	1.300.000 »
Total . . . . .	21.500.000 frs
	=====

Lille, le 22 décembre 1958.

Vu : pour le Maire de Lille,  
L'Adjoint délégué aux Travaux,

L'Ingénieur en Chef,  
Directeur du Service d'Architecture,



**N° 59 / 7.042. — DOMAINE COMMUNAL. ANCIEN HOPITAL SAINT SAUVEUR. DÉMOLITION. FRACTIONNEMENT DES TRAVAUX.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n° 58 / 7.091, le Conseil Municipal a, le 30 octobre 1958, décidé la suppression des bâtiments de l'ancien Hôpital Saint-Sauveur et accepté l'offre de M. Emile Lepez, entrepreneur à Wavrin, pour leur démolition.

Celle-ci a été divisée en trois tranches. La première concernait le bâtiment en bordure de la rue Boilly. Les travaux sont presque achevés. La seconde phase visait les locaux annexes du fond de la propriété et les ailes côté Eglise avec leur recouvrement vers le Sud. Cette seconde partie est déjà entamée et se poursuit activement. La troisième et dernière phase comprend les bâtiments entourant la Cour d'honneur et l'aile Sud entière jusqu'à la Noble Tour, à l'exclusion de la galerie « classée ».

Cette tranche ne pourra être entreprise qu'après la libération des locaux scolaires provisoirement installés dans cette partie de l'établissement, c'est-à-dire dans 12 à 18 mois au moins, délai nécessaire pour la construction des écoles devant permettre de reloger lesdites classes.

Afin de ne pas désavantager M. Lepez pour le règlement de la somme qui lui sera due, soit 900.000 frs, opération qui ne pourrait s'effectuer qu'après les travaux de la troisième phase, il est proposé de lui autoriser le mandatement de 400.000 francs lors de l'achèvement complet des deux premières phases. Cette opération serait précédée d'une réception provisoire.

Le solde, soit 500.000 francs, ne sera versé à l'entrepreneur qu'après l'exécution de la 3<sup>e</sup> phase, l'ensemble devant faire l'objet d'un procès-verbal de réception complète des travaux de démolition.

D'accord avec votre Commission des Bâtiments, nous vous demandons de retenir les dispositions ci-avant exposées et de les approuver.

*Adopté (voir compte rendu analytique, page 32).*

---

**N° 59 / 7.043. — BATIMENTS COMMUNAUX. ABATTOIRS. DÉMOLITION DES BRULOIRS A PORCS. ADMISSION EN RECETTE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Pour permettre l'exécution des travaux de modernisation des Abattoirs de Lille, il est nécessaire de procéder à la démolition des brûloirs à porcs.

A cet effet, nous avons procédé à un appel d'offres auprès de cinq firmes spécialisées. Quatre d'entre elles ont déposé des offres.



ENTREPRISES	PRIX OFFERT	DÉLAIS
Stockman . . . . .	88.500 frs	1 mois
Decobert . . . . .	78.000 »	15 jours
Bridelance . . . . .	51.000 »	1 mois
Boone . . . . .	40.000 »	1 mois

L'offre la plus intéressante pour la Ville ayant été formulée par M. Stockman, 4, rue d'Ypres à Quesnoy-sur-Deûle, nous vous demandons, d'accord avec notre Commission des Bâtiments, de nous autoriser à confier à cet entrepreneur, la démolition des brûloirs à porcs, et d'admettre en recette la somme de quatre-vingt-huit mille cinq cents francs représentant le montant de la démolition-vente.

*Adopté.*

**N° 59 / 7.044. — BATIMENTS SCOLAIRES. INSTALLATION DE CHAUFFAGE. CONTRAT DE CONDUITE, ENTRETIEN ET APPROVISIONNEMENT. AVENANT GROUPES SCOLAIRES EN COMMANDES GROUPÉES.**

MESDAMES, MESSIEURS,

L'école maternelle adjointe au Groupe scolaire Briand-Buisson a été mise en service à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1958.

Le chauffage de ce bâtiment a été rattaché à la chaufferie du groupe existant, laquelle a été complétée par adjonction d'un échangeur.

La conduite, l'entretien et l'approvisionnement en combustible des installations étant confiés à la Société « Chauffage-Service » dont le siège est à Saint-André-lez-Lille, 33, avenue du Maréchal De Lattre de Tassigny, il convient de confier également à cette Entreprise l'installation nouvelle.

Ladite Société accepte cette extension de son contrat sur la base des chiffres forfaitaires suivants :

Ecole maternelle Gustave Nadaud	— combustible	50 tonnes de coke 40/60
	— personnel	1.700 frs base 15-12-39
	— entretien	300 frs base 15-12-39

Ce qui porte la redevance afférente à ce groupe à :

Groupe scolaire Aristide Briand-	— combustible	230 tonnes de coke 40/60
Ferdinand Buisson	— personnel	7.700 frs au 15-12-39
	— entretien	1.300 frs au 15-12-39

Ces propositions ont été reconnues normales par le Service Municipal chargé de la surveillance des installations thermiques.

D'accord avec notre Commission des Bâtiments, nous vous demandons :



1<sup>o</sup> de vouloir bien approuver les propositions faisant l'objet de la présente délibération ;

2<sup>o</sup> de nous autoriser à passer avec la Société « Chauffage-Service » un avenant évalué approximativement à sept cent soixante et un mille quatre cent vingt-huit francs (761.428 frs) par an, qui sera annexé au marché du 3 août 1945 concernant les écoles, les crèches et la salle des Fêtes de Fives et approuvé le 11 octobre 1945 ;

3<sup>o</sup> de décider que les dépenses résultant de cet avenant seront imputées sur le crédit relatif au chauffage des bâtiments scolaires.

*Adopté.*

---

**N 59 / 7.045. — BATIMENTS COMMUNAUX. ÉGLISE SAINT MARTIN  
D'ESQUERMES. TRAVAUX DE GROS ŒUVRE. MARCHÉ  
DE GRÉ A GRÉ. PARTICIPATION DU CULTE.  
ADMISSION EN RECETTE.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Des travaux importants de restauration de la façade latérale gauche du transept de l'église Saint-Martin-d'Esquermes et notamment la réfection des corniches et des appareillages en pierres de Lezennes (appuis de fenêtre, cordons, rosace, etc...) et le remplacement des chéneaux avec rebordement d'ardoises et toutes sujétions doivent être exécutés.

Le devis des travaux s'élève, pour une première tranche à 4.160.000 francs environ.

S'agissant de travaux spéciaux, nous avons estimé qu'il convenait de les confier aux Etablissements Joncquez Frères, Société à Responsabilité Limitée, dont le siège est à Lille, 43-71, rue Bonte Pollet, qui accepte et consent un rabais de dix francs par cent francs (10 %) sur les conditions de la Série de Prix du Bâtiment de la Région du Nord. Cette Entreprise a exécuté à notre entière satisfaction des travaux comparables il y a plusieurs années dans le même édifice,

Le Ministre du Culte consent à supporter une participation égale à 50 % du montant des dépenses.

D'accord avec notre Commission des Bâtiments, nous vous demandons :

1<sup>o</sup> de permettre l'exécution des travaux dont il s'agit ;

2<sup>o</sup> de nous autoriser à passer avec la S.A.R.L. « Etablissements Joncquez Frères », un marché de gré à gré, d'un montant approximatif de 3.500.000 francs ;

3<sup>o</sup> de confier éventuellement les travaux annexes aux entrepreneurs adjudicataires des travaux d'entretien des bâtiments communaux, aux conditions qu'ils ont souscrites ;

4<sup>o</sup> de décider l'imputation de la dépense sur le crédit inscrit au budget de l'exercice 1959, pour l'entretien des édifices culturels ;

5<sup>o</sup> d'admettre en recette, la participation du culte estimée à 2.080.000 francs environ.

*Adopté.*

---



N° 59 / 7.046. — ÉCOLES CHATEAUBRIAND ET MAINTENON. TRAVAUX D'AMÉNAGEMENTS ET D'AMÉLIORATIONS. LOTS 1, 3, 4, 7, ET 8. DÉCOMPTES DÉFINITIFS. AVENANTS.

MESDAMES, MESSIEURS,

Les travaux d'améliorations et d'aménagements des écoles Chateaubriand et Maintenon sont terminés ; les décomptes définitifs sont maintenant établis et il est possible de faire la mise au point des dépenses.

Le montant des lots n°s 1, 3, 4, 7 et 8 dépasse celui des prix d'adjudication et la situation se présente comme suit :

Lot n° 1. — *Terrassement, maçonnerie.*

Jean Novello à La Madeleine.

Prix d'adjudication . . . . .	7.014.400 frs
Montant du décompte définitif . . . . .	8.592.300 »

Lot n° 3. — *Plâtrerie.*

Fernand Ponchau à Lille

Prix d'adjudication . . . . .	423.750 frs
Montant du décompte définitif . . . . .	499.717,41

Lot n° 4. — *Charpente, menuiserie*

Société Lepers et Fils à Roubaix

Prix d'adjudication . . . . .	1.558.400 frs
Montant du décompte définitif . . . . .	2.276.151,32

Lot n° 7. — *Plomberie et installations sanitaires*

Henri Grimonpon à Lille

Prix d'adjudication . . . . .	905.200 frs
Montant du décompte définitif . . . . .	1.364.496,17

Lot n° 8. — *Vitrierie et peinture*

S.A.R.L. De Winter et C<sup>ie</sup> à Lille

Prix d'adjudication . . . . .	399.350 frs
Montant du décompte définitif . . . . .	579.531,76

Ces majorations de dépenses résultent d'une part, de l'augmentation des prix constatée entre la date d'établissement des devis et la période d'exécution des travaux et, d'autre part, de travaux supplémentaires reconnus nécessaires au fur et à mesure de l'avancement des ouvrages.

Les décomptes définitifs ont été examinés par le Service de la Vérification et n'ont donné lieu à aucune observation.

La dépense supplémentaire dépassant, pour chacun des lots précités, le sixième du prix initial, il y a lieu, conformément aux dispositions légales en vigueur, de passer un avenant.

En ce qui concerne les lots n°s 1, 4 et 7, le délai d'exécution doit être allongé en raison de l'importance des travaux supplémentaires qui ont dû être commandés en cours d'exécution.



D'accord avec votre Commission des Bâtiments, nous vous demandons d'approuver les décomptes définitifs des lots n<sup>os</sup> 1, 3, 4, 7 et 8 des travaux d'aménagements et d'améliorations des écoles Chateaubriand-Maintenon tels qu'ils sont présentés et les avenants correspondants.

Les dépenses seront imputées sur les différents crédits reportés au budget supplémentaire de l'exercice 1958 et ouverts à cet effet.

*Adopté.*

---

**N<sup>o</sup> 59 / 7.047. — RECONSTRUCTION DU GROUPE SCOLAIRE LAKANAL-CAMPAN A FIVES. LOT 3 - CHARPENTE, MENUISERIE. AUGMENTATION DU MONTANT DES DÉPENSES AUTORISÉES.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération n<sup>o</sup> 537, le Conseil Municipal a, au cours de sa séance du 31 octobre 1955, approuvé le projet de reconstruction du Groupe scolaire Lakanal-Campan à Fives et arrêté le dispositif financier propre à assurer le règlement des dépenses.

L'adjudication des travaux a eu lieu le 5 juillet 1957. Le lot n<sup>o</sup> 3 (charpente-menuiserie) a été attribué à M. Jean Gothière, 148, rue Victor Hugo à Hellemmes (Nord), pour un prix d'adjudication de 8.258.761 frs rabais déduit.

Les travaux sont maintenant assez avancés et il est possible de faire le point des dépenses de ce lot.

M. Baselis, architecte chargé de la direction des travaux, nous a fait tenir le 5 janvier 1959 une situation qui fait apparaître une augmentation de 4.000.000 des dépenses prévues à l'origine.

Cette différence en plus provient, d'une part, de la hausse des prix constatée entre la date de l'établissement du devis et celle de l'exécution des travaux et ceci pour une somme de 1.000.000 environ et d'autre part, de travaux supplémentaires pour 3.000.000 de francs environ consécutifs à des ouvrages effectués pour l'amélioration du fonctionnement des châssis.

Afin de permettre le règlement des dépenses du lot de charpente-menuiserie dans le cadre des prescriptions du cahier des charges, il est proposé de porter le prix d'adjudication du lot n<sup>o</sup> 3 de 8.258.761 frs à 12.258.761 frs.

La dépense excédentaire serait imputée sur le crédit complémentaire dont l'inscription a été demandée au budget primitif de 1959 lors de la mise au point du nouveau dispositif financier établi compte tenu des hausses de prix et des travaux d'améliorations et d'agencements supplémentaires.

D'accord avec votre Commission des Bâtiments, nous vous demandons d'homologuer les nouvelles prévisions chiffrées du lot n<sup>o</sup> 3.

L'augmentation des dépenses fera l'objet d'un avenant lors de l'établissement du décompte définitif.

*Adopté.*

---



**N° 59 / 7.048. — ÉGLISE SAINT PIERRE SAINT PAUL. DOMMAGES DE GUERRE. MOBILIER RECONSTITUÉ PAR L'ASSOCIATION DIOCÉSAIN DE LILLE. REVERSEMENT PAR LA VILLE DE L'INDEMNITÉ RÉGLÉE PAR LE MINISTÈRE DE LA RECONSTRUCTION.**

MESDAMES, MESSIEURS,

En sa séance du 16 novembre 1949, le Conseil Municipal a agréé la demande de l'Association Diocésaine de Lille tendant à poursuivre le règlement des dommages mobiliers de l'église Saint Pierre-Saint Paul, provenant de faits de guerre.

Informé de cette décision, M. le Délégué Départemental à la Reconstruction a donné son accord pour que l'Association Diocésaine se substitue à la Ville, propriétaire, dans la reconstitution et le financement du mobilier endommagé, sous réserve que l'indemnité soit versée à M. le Receveur Municipal.

Le montant de l'indemnité relative aux dommages mobiliers a été fixé par les Services de la Reconstruction à 2.742.469 francs et a été versé à la Caisse de M. le Receveur Municipal de la façon suivante :

Un titre nominatif de . . . . .	2.631.000 frs
Versements en espèces . . . . .	111.469 »
	<hr/>
Total . . . . .	2.742.469 frs
	=====

D'accord avec vos Commissions des Bâtiments et des Finances nous vous demandons :

1° de nous autoriser à effectuer le reversement à l'Association Diocésaine de la somme de 2.742.469 francs ;

2° d'en décider l'imputation sur le crédit inscrit au budget pour les dépenses relatives aux dommages de guerre.

*Adopté.*

**N° 59 / 8.001. — PERSONNEL MUNICIPAL CONSERVATOIRE NATIONAL DE MUSIQUE. COURS DE DANSE. AUGMENTATION DU NOMBRE D'HEURES DE COURS.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération du Conseil Municipal en date du 20 décembre 1957 approuvée par M. le Préfet du Nord le 10 mai 1958, un poste de professeur de cours de danse à mi-temps, a été créé définitivement au Conservatoire National de Musique. Ce cours fonctionnait à titre d'essai depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1956.



Les excellents résultats constatés au cours des deux premières années de fonctionnement de la classe de danse et l'importance des effectifs des différents degrés de cet enseignement motivent, de la part de M. le Directeur de l'Établissement, une demande d'augmentation des heures de cours qui seraient portés à 9 heures par semaine pour l'exercice scolaire 1958-1959, et à 12 heures à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1959.

Le cours de danse qui comprend présentement deux sections, l'une préparatoire, l'autre élémentaire comporterait ainsi à l'exercice scolaire 1959-1960, quatre degrés d'enseignement : préparatoire, élémentaire, moyen et supérieur.

La mesure envisagée devrait s'étendre également au pianiste chargé d'accompagner le professeur de danse.

Nous vous proposons, après avis favorable de la Commission des Beaux-Arts et de la Commission des Finances, de donner une suite favorable à cette proposition qui entraînera pour la Ville, une dépense supplémentaire annuelle de 402.000 frs pour l'exercice 1959 et de 804.000 frs pour l'exercice 1960.

*Adopté.*

---

N° 59 / 8.002. — **PERSONNEL MUNICIPAL. SERVICES TECHNIQUES.**  
**RECRUTEMENT D'UN INGÉNIEUR - CONSEIL.**  
**RÉMUNÉRATION.**

MESDAMES, MESSIEURS,

M. Courthéoux, ingénieur principal aux services techniques, atteint par la limite d'âge, cessera ses fonctions au mois de mai prochain.

Plus spécialement chargé des services concédés (eaux, gaz, électricité, transports), cet agent fait partie du groupe des experts du Syndicat Mixte d'Exploitation des Transports en Commun de Lille et de sa Banlieue.

A ce titre, il participe aux difficiles discussions avec la C.G.I.T. pour l'élaboration des textes et cahier des charges qui régiront l'éventuelle concession future.

Il est presque certain que ces textes ne seront pas au point à l'époque du départ de M. Courthéoux et qu'ils devront subir des modifications à la demande du Ministère des Travaux Publics et, éventuellement, du Ministère de l'Intérieur, à la suite de la présentation officielle qui ne manquera pas d'en être faite par M. l'Ingénieur en chef des Ponts et Chaussées, directeur du contrôle des V.F.I.L.

Il s'écoulera ensuite une période transitoire assez longue avant que n'intervienne l'approbation des textes par arrêté de M. le Ministre de l'Intérieur. Jusqu'à cette époque le Syndicat Mixte n'aura pas d'existence légale et, par voie de conséquence, ne pourra avoir de budget.

La Ville sera donc obligée d'assurer la liaison avec le concessionnaire pendant cette période transitoire.

Il serait extrêmement regrettable que M. Courthéoux ne puisse suivre l'opération jusqu'à son terme.



D'autre part, nos services mettent à l'étude un projet d'adduction d'eau par forages dans la région du Vallon d'Houplain. L'opération pourrait suivre celle qui est actuellement en cours dans le Val de Bargues et débiterait ainsi dans deux ou trois ans.

L'Administration Municipale souhaiterait vivement que M. Courthéoux, spécialiste de la question, puisse lui apporter son concours, sinon pour la réalisation du projet, du moins pour l'établissement des études.

Par ailleurs, vous n'ignorez pas qu'il est pratiquement impossible de recruter de jeunes ingénieurs subdivisionnaires et que les appels lancés, jusqu'à ce jour, en vue de combler les vacances, sont restés sans résultat, malgré une large publicité ; de toutes façons la mise au courant des agents qui seraient éventuellement embauchés, exige plusieurs années.

Pour toutes ces raisons, nous vous demandons de nous autoriser à faire appel à la collaboration de M. Courthéoux, après son départ en retraite, en qualité d'ingénieur-conseil chargé des questions relatives : a) aux transports en commun de la région lilloise ; b) à la recherche et à l'adduction d'eau potable dans le Vallon d'Houplain.

Cette désignation prendrait effet, pour une période de trois ans, à partir de la date à laquelle M. Courthéoux sera admis à faire valoir ses droits à la retraite.

En ce qui concerne sa rémunération, nous vous proposons de lui accorder une indemnité égale à la différence entre le traitement qu'il percevrait s'il était encore en activité et le montant de sa pension d'ancienneté.

M. Courthéoux, — dont la retraite dépassera le plafond cumulable prévu par l'article 16 du décret du 11 juillet 1955 qui dispose que « les personnels retraités au titre d'une collectivité de l'État, des départements ou des communes, et qui reprendront une nouvelle activité dans l'une des dites collectivités, ne pourront cumuler leur pension et leur nouvelle rémunération quelle qu'elle soit, que dans la limite de cinq fois la rémunération soumise à retenue, afférente à l'indice 100 » — ne toucherait dès lors, théoriquement, aucune rétribution pour l'emploi qui lui serait ainsi confié.

Dans ces conditions, nous vous demandons de nous autoriser à solliciter en sa faveur la dérogation prévue par l'article 24 du décret susvisé que nous reproduisons ci-après :

« Il ne pourra être dérogé qu'à titre exceptionnel aux dispositions relatives aux limites pécuniaires de cumul par arrêté motivé du ou des ministres intéressés et du ministre des finances. L'arrêté devra préciser la durée de la dérogation qui ne pourra en aucun cas, dépasser trois ans sauf renouvellement dans les mêmes formes ».

*Adopté.*

---

**N° 59 / 8.003. — PERSONNEL MUNICIPAL. SERVICES TECHNIQUES  
ET SERVICE D'ARCHITECTURE. RENFORCEMENT DES  
EFFECTIFS.**

MESDAMES, MESSIEURS,

Les effectifs nécessaires au fonctionnement des services repris ci-dessus, en référence, ont été arrêtés en 1948 et n'ont fait l'objet, depuis cette date, que de très légères modifications.



Mais, en raison des charges croissantes incombant à ces services depuis ces dernières années, le personnel mis à leur disposition devient insuffisant et le sera encore plus lorsque les projets de travaux en cours seront en voie de réalisation.

C'est pourquoi MM. les Ingénieurs en Chef des services techniques et d'architecture ont adressé, à l'Administration Municipale, un projet de réorganisation et de modification de leurs effectifs qui tient compte des charges supplémentaires incombant à chacun de leur compartiment.

#### SERVICES TECHNIQUES.

*Pavage.* — L'importance des travaux demandés à ce service s'accroît journalièrement par suite de l'ouverture des voies nouvelles et ses charges ne feront qu'augmenter au fur et à mesure de l'accomplissement du programme d'investissement de la tranche urbaine du fonds routier ; d'autre part, l'entretien des voies asphaltées doit être plus suivi que celui des routes pavées.

Ceci motive la création des nouveaux emplois ci-après :

- 1 ingénieur subdivisionnaire (ce qui permettrait de prévoir un service d'entretien et de ne recourir au bureau technique K E R N qu'à titre tout à fait exceptionnel)
- 1 rédacteur
- 1 sténo-dactylographe
- 1 adjoint technique
- 1 magasinier et 1 veilleur de nuit (ces deux derniers emplois étant motivés par l'importance du matériel à réceptionner et à surveiller).
- 15 terrassiers
- 1 chauffeur P.L.
- 1 menuisier-charpentier

*Assainissement.* — Le service de l'Assainissement est appelé à réaliser la construction de nombreux collecteurs dans les voies qui en sont dépourvues et dans celles nouvellement créées.

Ces réalisations ne sont qu'un prélude aux gros travaux d'assainissement régional au sujet desquels le Conseil Municipal a donné son adhésion au syndicat intercommunal d'assainissement régional.

Or, il importe de souligner que le service des égouts ne peut assurer actuellement que l'entretien et le curage des égouts, faute des cadres nécessaires à la préparation et à la surveillance des travaux neufs importants.

L'ampleur des travaux envisagés, pour lesquels l'estimation de la dépense est fixée, en ce qui concerne le seul territoire de la Ville de Lille, à un milliard et demi, motive les propositions faites par M. l'Ingénieur en Chef, d'instituer un service spécial d'assainissement indépendant de celui du pavage ; les effectifs de l'actuelle section « Egouts » devraient donc être complétés par les créations ci-après :

- 1 ingénieur principal
- 1 dessinateur projeteur
- 1 dessinateur
- 1 rédacteur
- 1 commis
- 1 contremaître
- 2 cimentiers spécialistes
- 2 aides-maçons



Ces propositions ne concernent que la période de démarrage du projet d'assainissement et devront être renforcées lors de la réalisation des travaux par l'embauche supplémentaire de personnel technique : adjoints et surveillants de travaux dont le nombre ne peut encore présentement être évalué.

*Eclairage - signalisation - circulation.*

En ce qui concerne cette section, la nécessité s'impose de plus en plus de l'aménager en fonction des nombreuses tâches qu'elle assume tant dans le domaine de l'éclairage public que dans celui de la signalisation routière et lumineuse dont l'importance résulte de l'accroissement constant de la circulation.

Dans ce but, les créations d'emploi suivantes sont proposées :

- 1 surveillant de travaux
- 1 aide-menuisier
- 1 aide-électricien
- 2 terrassiers
- 1 magasinier (le titulaire de ce poste étant chargé du contrôle des entrées et sorties du nombreux matériel utilisé par le service).

SÉRVICES PUBLICS.

La détermination des cadres élaborée en 1947 prévoyait deux ingénieurs subdivisionnaires, un pour le Service des Eaux, le second pour la Propreté Publique, les Services concédés : gaz, électricité, transport, taxis.

A la suite des compressions exigées par la Commission de la Hache, un seul poste fut accepté.

Or, le réseau d'eau actuel, vieux de près de 100 ans, ne correspond plus aux besoins de la population. Il doit être renouvelé, renforcé et étendu ; le chiffre de points de pompage, actuellement de 14, doit atteindre dans l'avenir, 26. Un projet d'adduction d'eau est en voie de réalisation ; un autre doit l'être sous peu.

Toutes ces raisons militent en faveur de la création d'un deuxième poste d'ingénieur subdivisionnaire à affecter plus spécialement au Service des Eaux.

CONTRÔLE DE VOIRIE.

La construction des nombreuses tranchées ouvertes un peu partout dans nos trottoirs et chaussées par diverses administrations et organismes qui effectuent des travaux de réparation et d'installation de canalisation, leur réfection souvent défectueuse, motivent la création d'un poste supplémentaire de Contrôleur de Voirie.

JARDINS.

Les attributions du Service des Promenades et Jardins sont également en croissante progression : entretien des terrains de sport, des cimetières, des jardins et nombreux espaces verts aménagés depuis ces dernières années, etc... Le Service sera également appelé à prendre en charge, dans l'avenir, l'entretien des pelouses et jardins d'enfants entourant les nombreux groupes de constructions H.L.M. en voie de réalisation.

Tout ceci amène obligatoirement un renforcement du Service d'entretien et de surveillance, et à cet effet, les créations d'emplois ci-après sont demandées :



- 1 chef de secteur,
- 1 commis,
- 2 contremaîtres,
- 2 chefs d'équipe,
- 1 jardinier-mécanicien,
- 2 jardiniers-conducteurs de tracteur,
- 3 bûcherons-élagueurs,
- 10 jardiniers,
- 8 gardes municipaux.

Une réorganisation du service entraînerait en contre-partie la suppression de deux emplois de chefs de culture et de quatre emplois de terrassiers.

#### SERVICE D'ARCHITECTURE.

*Bureau de l'Ingénieur en Chef — Service des travaux neufs — Service d'entretien.*

L'Administration Municipale a élaboré depuis quelques années un ensemble de projets qui se traduit par la réalisation de gros travaux : construction de nombreux groupes scolaires, modernisation des abattoirs, du conservatoire, des établissements de bains, construction d'une pouponnière, etc...

Dans un proche avenir, d'autres projets seront à élaborer :

- colonie de vacances de Wormhoudt, aménagement ;
- construction d'une Bibliothèque Municipale ;
- aménagement de centres sportifs ;
- restauration du Lycée Faidherbe, du Palais des Beaux-Arts, etc...

Ces nombreux travaux, en cours d'exécution ou à entreprendre, motivent la demande de renfort présentée par l'Ingénieur en Chef du Service d'Architecture, tant pour en assurer l'exécution, que pour leur entretien futur.

C'est pourquoi il est proposé :

1<sup>o</sup> une réorganisation administrative du Bureau de l'Ingénieur en Chef. Le bureau de la direction ne traiterait que les questions administratives de l'ensemble des services d'architecture ainsi que quelques cas spéciaux : les monuments historiques, par exemple. Il exercerait la direction générale de l'ensemble des services d'architecture.

A l'Ingénieur en Chef, serait adjoint un chef de bureau administratif (poste à créer) qui s'occuperait de toute la partie administrative se rapportant à l'ensemble des Services d'Architecture ;

2<sup>o</sup> la création d'une nouvelle section dite « Travaux neufs » qui serait dirigée par l'Ingénieur Principal présentement attaché à la Direction, les cadres de ce service étant renforcés par la création d'un poste de sténo-dactylographe et, dans le domaine technique, de deux postes d'adjoints techniques.

Le programme des travaux devant s'échelonner sur trois ans, les agents de maîtrise ainsi recrutés, seraient, à supposer qu'il y ait, à cette époque, moins de travaux neufs à réaliser, détachés au Service d'entretien ;

3<sup>o</sup> une réorganisation du Service de l'entretien des bâtiments communaux, ce dernier étant réparti en huit secteurs bien définis, comprenant chacun un conducteur de travaux et un surveillant.



Cette modification revient à créer :

- 2 postes de conducteurs, et
- 8 postes de surveillants de travaux (un de ces postes étant affecté à la section Électricité).

#### SERVICE DES TRAVAUX EN RÉGIE.

Les travaux exécutés par ce Service, qui fonctionne comme une entreprise avec son matériel, son outillage et son personnel qualifié, sont extrêmement nombreux.

En vue de les mener à bonne fin, il est demandé la création de :

- 9 aides-ouvriers professionnels ;
- 1 serrurier-ajusteur ;
- 1 peintre-lettreur ;
- 1 tapissier-garnisseur ;
- 2 menuisiers-charpentiers.

D'autre part, afin de permettre une meilleure utilisation du personnel et pour des raisons de responsabilité en cas d'accident pouvant survenir pendant le travail, il est proposé :

1<sup>o</sup> de transformer les cinq emplois de manœuvres actuellement existants, en emplois d'aides-ouvriers professionnels, transformation qui n'entraîne présentement aucune répercussion financière ;

2<sup>o</sup> la transformation des postes ci-après, actuellement vacants, en d'autres emplois plus conformes avec les nécessités actuelles du Service :

- 1 poste de menuisier-serrurier en menuisier-charpentier ;
- 2 postes de cimentiers-spécialistes en maçons-cimentiers ;
- 1 poste de carreleur-mosaïste en maçon-appareilleur ;
- 2 postes de peintres-vitriers en peintres-décorateurs ;
- 1 poste de forgeron-outilleur en ajusteur-outilleur.

S'agissant d'ouvriers qualifiés 2<sup>e</sup> catégorie, ces modifications n'entraînent aucune répercussion financière. ;

3<sup>o</sup> seraient, en outre, supprimés les postes ci-dessous :

- 1 chef d'équipe ;
- 1 horloger-réparateur ;
- 2 plombiers-zingueurs ;
- 1 couvreur-zingueur.

#### ATELIER DE DÉCORS.

L'atelier de décors a fourni, depuis sa création, des services très appréciables dans le renouvellement et la confection de décors tant pour nos théâtres municipaux que pour d'autres services (expositions, fêtes, écoles, etc...).

Or, le recrutement des décorateurs s'avère difficile en province et c'est pourquoi il est nécessaire de former des élèves-décorateurs qui, en même temps qu'ils effectuent leur apprentissage à l'atelier, sont appelés à suivre les cours du soir à l'École des Beaux-Arts pour leur permettre d'acquérir les qualités professionnelles requises pour la fonction de décorateur.



Dans ce but, il est proposé la création d'un emploi d'aide-décorateur (aide-ouvrier professionnel).

\*  
\*  
\*

La réalisation complète des mesures envisagées par MM. les Ingénieurs en Chef des Services techniques et d'architecture devant entraîner une dépense annuelle très importante : 62 millions de francs sur la base des traitements en vigueur au 1<sup>er</sup> novembre 1958, MM. les Chefs de Service ont été invités au cours d'une réunion à laquelle assistaient MM. les adjoints délégués aux Services, à procéder à une nouvelle étude de la question, à l'effet d'examiner notamment si un ordre d'urgence ne pourrait être établi permettant d'étaler, sur plusieurs exercices, les créations envisagées.

Aux termes de leurs travaux, les propositions suivantes ont été arrêtées :

SERVICES TECHNIQUES.

Exercice 1959

Exercice 1960

*Promenades et Jardins.*

2 contremaîtres.	1 chef de secteur.
2 chefs d'équipe 2 <sup>e</sup> Clé.	1 commis.
1 jardinier-mécanicien.	3 bûcherons-élagueurs.
2 jardiniers-conducteurs de tracteurs.	3 jardiniers.
7 jardiniers.	4 gardes municipaux.
4 gardes municipaux.	

*Services Publics :*

1 ingénieur subdivisionnaire.

*Voie Publique — Pavage :*

1 sténo-dactylographe.	1 ingénieur subdivision.
1 adjoint technique.	1 rédacteur.
8 terrassiers.	1 magasinier.
	7 terrassiers.
	1 chauffeur P.L.
	1 menuisier-charpentier.
	1 veilleur de nuit.

*Assainissement :*

1 ingénieur principal.	1 dessinateur.
1 dessinateur projeteur.	1 rédacteur.
1 commis.	2 aides-maçons.
1 contremaître.	
2 cimentiers spécialistes.	

*Eclairage et Signalisation :*

1 surveillant de travaux.	1 aide-menuisier.
1 magasinier	2 terrassiers
1 aide-électricien.	

*Contrôle des Droits de Voirie :*

1 contrôleur de voirie.



Exercice 1959	Exercice 1960
<b>SERVICE D'ARCHITECTURE.</b>	
<i>Bureau de l'Ingénieur en chef :</i>	
1 chef de bureau	
<i>Service des travaux neufs :</i>	
2 conducteurs de travaux	
1 sténo-dactylo	
<i>Service d'entretien :</i>	
6 surveillants de travaux.	2 conducteurs de travaux.
	2 surveillants de travaux.
<i>Service des Travaux en Régie :</i>	
2 menuisiers-charpentiers	
1 tapissier-garnisseur.	
1 peintre-lettreur.	
1 serrurier-ajusteur.	
9 aides-ouvriers professionnels.	
<i>Ateliers de Décors :</i>	1 aide-décorateur.

Les postes ci-après, actuellement vacants ou appelés à le devenir seraient supprimés :

<i>Au Service des Jardins : au titre de l'exercice 1960 :</i>	
2 chefs de culture (l'un de ces postes étant transformé en chef de secteur).	
4 terrassiers.	
<i>Au Service des Travaux en Régie, au titre de l'exercice 1959 :</i>	
1 chef d'équipe.	
1 horloger-réparateur.	
2 plombiers-zingueurs.	
1 couvreur-zingueur.	

D'autre part, les emplois ci-après actuellement vacants seraient supprimés et remplacés par d'autres qualifications plus conformes aux besoins actuels de ce dernier service :

<i>Emplois supprimés</i>	<i>Emplois à créer</i>
Menuisier-serrurier . . . . . 1	Menuisier-charpentier . . . . . 1
Cimentiers-spécialistes . . . . . 2	Maçons-cimentiers. . . . . 2
Carreleur-mosaïste . . . . . 1	Maçon-appareilleur . . . . . 1
Peintres-vitriers . . . . . 2	Peintres-décorateurs . . . . . 2
Forgeron-outilleur . . . . . 1	Ajusteur-outilleur . . . . . 1

\*\*\*

Compte tenu du projet d'étalement ainsi envisagé, la dépense totale, qui avait été évaluée à 62 millions environ sur les traitements en vigueur au 1<sup>er</sup> novembre 1958, serait ramenée pour 1959 à 38.500.000 francs.

Nous vous prions de vouloir bien adopter ces propositions, les emplois ainsi créés devant être affectés des échelles indiciaires autorisées par la réglementation actuellement en vigueur.

*Adopté.*

Séance du Conseil municipal du 30 janvier 1959



Seance du Conseil Municipal du 30 Janvier 1952

Monsieur Le Maire	M. Coquart	M <sup>me</sup> Fempereur	M. Pomban
			
M. Rousseaux	M. Defaux	M. Van Wolput	M. Walker
			
M. Bertrand	M. Fandel	M. Brouse	M. Bancelor
			
M. Sussiez	M. Astie	M. Soliche	M <sup>me</sup> Bordanne
			
M. Bourmont	M. Danel	M. De Becker	M. Decottignies
			
M <sup>me</sup> Defline	M. Doyennette	M. Duterne	M. Gleys
			
M. Hamy	M. Benaux	M. Sandrea	M. Pandie
			
M. Mangin	M <sup>lle</sup> Martinache	M. Minne	M. Maithy
			
M. Piat	M. Ramette	M. Simonet	M <sup>me</sup> Syrgar
			
			M. Van Hemm
			